DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14265 – 5 F

VENDREDI 7 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Europe : théologie et électoralisme

LE Conseil national du RPR se serait-il prononcé si clairement, mercredi 5 décembre, contre le fédéralisme européen et pour une « Union des Etats de l'Europe » si Mme Thatcher habitait toujours le 10 Downing Street ? Rien n'est moins sûr tant il est vrai que le rôle de repoussoir européen qu'aimait tant jouer l'ancien premier ministre britannique, contraignait bon nombre de sceptiques à mettre un sérieux bémol à leurs interrogations. De ce point de vue, Mme Thatcher manquera à l'Europe.

Sa « relève » est cependant mieux assurée qu'il ne paraît, à Londres d'abord mais aussi à Paris où, au fur et à mesure qu'approchent des échéances importantes – conférence sur l'Union monétaire et politique, Marché unique du 1er janvier 1993, – les langues se délient. On connaissait depuis longtemps les réticences nourries par M. Chirac à l'égard d'un pouvoir européen fédéral, qu'il n'imagine que contrôlé par les « technocrates illégitimes » de Bruxelles, dénoncés hier par la « dame de fer ».

POSÉE en ces termes, la question, en effet, mérite réflexion. Mais, s'il y a indiscutablement « déficit démocratique » dans la vie politique communautaire, il ne sera pas comblé par des anathèmes mais par un nouvel équilibre entre les institutions européennes, par la création d'un pouvoir politique permanent, par la responsabilisation de députés européens dont le mode d'élection est tout particulièrement choquant.

Opposer approfondissement de l'expérience vécue à Douze et élargissement de ce processus à pratiquement tous les pays du Vieux Continent, relève d'autre part de la fausse querelle. Que le but ultime réside dans l'élargissement de l'Europe communautaire aux rescapés du marxisme, personne ne le conteste. Mais les convalescences de tous ces pays, si convalescence il y a, ne suivront pas le même rythme ; à moins de proposer aux Français et aux autres Européens nantis un impôt de solidarité au profit des nations sinistrées de l'Est.

IL y a quelque démagogie à parler d'élargissement sans évoquer un calendrier alors qu'on songe surtout à récupérer, le moment venu, toutes les frustrations françaises qui ne manqueront pas de voir le jour (car on pense surtout à n'abandonner aucun créneau « national » à M. Le Pen ou à certains socialistes comme M. Chevènement).

Plus réaliste que M. Chirac, M. Balladur est aussi beaucoup plus prudent puisqu'il n'imagine dans un premier temps que des traités d'association entre la CEE d'une part, la Hongrie et la Tchécoslovaquie d'autre part, lorsque la démocratie et une économie de marché seront enracinées dans ces deux pays. Bon nombre d'Européens convaincus, tout aussi soucieux du maintien de l'« âme française » que MM. Chirac et Séguin, ne disent pas autre chose. L'Europe, décidément, a plus besoin d'action et de réflexion que de querelles théologiques lourdes d'arrière-pensées électorales.

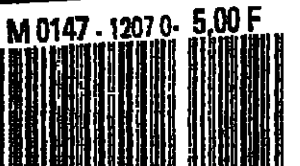
Lire également

Page 9, la déclaration du RPR et le commentaire d'André Passeron

Page 33, les déclarations de M. Pierre Bérégovoy

Page 8, le compte rendu du colloque Science Po-Le Monde consacré aux turbulences en Europe, par Claire Tréan.

M 0147 - 1207 0- 5,00 F



Dans un message au Parlement irakien

M. Saddam Hussein annonce la libération de tous les otages étrangers

Le président Hussein a demandé jeudi 6 décembre au parlement irakien de libérer les otages étrangers détenus en Irak. Selon l'ambassade d'Irak à Londres, cette libération doit intervenir prochainement, avant le 15 janvier date à partir de laquelle les Nations unies ont autorisé le recours à la force pour obtenir l'évacuation du Koweït.

Le président irakien Saddam Hussein a demandé jeudi 6 décembre au Parlement de Bagdad de *«lever toutes les restrictions de voyage imposées aux étrangers qui étaient jusqu'à présent interdits de quitter le pays»*, a annoncé l'agence irakienne INA reçue à Nicosie. La formule désigne les otages étrangers retenus en Irak et au Koweit depuis l'invasion de ce pays par les forces irakiennes, le 2 août.

Dans un message adressé au président de l'Assemblée nationale, M. Saadi Mehdi Saleh, le président irakien précise : *«Il semble nécessaire que notre conseil national prenne une position irrévocable et définitive au sujet de la question humanitaire qui préoccupe les Irakiens et le reste du monde»*.

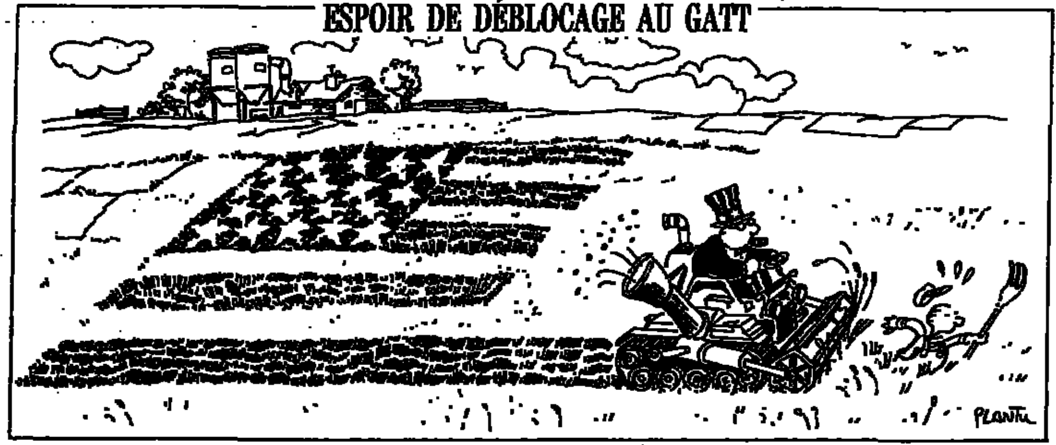
Selon l'agence de presse, Saddam Husseim a également déclaré dans son message : *«Limiter la liberté de voyage de ces personnes a rendu un grand service à la cause de la paix»*.

INA ne donne aucune indication sur la date de la réunion du Parlement, qui est une simple chambre d'enregistrement. Mais la nouvelle de la libération de tous les otages étrangers a été confirmée à Londres par l'ambassade d'Irak en Grande-Bretagne *qui parle d'un délai de quelques jours*. A Paris, le quai d'Orsay s'est refusé à tout commentaire, en attendant une confirmation officielle, mais rappelé que la France *«avait toujours demandé la libération immédiate et inconditionnelle des otages et l'application sans condition des résolutions pertinentes des Nations unies»*.

« Intervention de délégations étrangères »

Selon INA, Saddam Hussein a affirmé qu'il pensait libérer les otages à l'occasion de Noël mais qu'il a été encouragé à prendre cette décision après *«l'intervention de plusieurs délégations étrangères venues en Irak»*. Il reste environ deux mille Occidentaux et Japonais en Irak et au Koweit, ainsi que quelque trois mille trois cents Soviétiques, dont la libération a été promise récemment par Bagdad.

ESPOIR DE DÉBLOCAGE AU GATT



Lire page 33 - section D l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M. Michel Noir quitte le RPR

LYON

de notre bureau régional

M. Michel Noir a annoncé, jeudi 6 novembre, par une déclaration lue à la presse dans un salon de l'hôtel de ville de Lyon, sa démission de sa fonction de député ainsi que du RPR, *« mouvement et structures politiques, que je ne reconnais plus comme aptes, en l'état actuel, à assurer le renouveau de notre vie politique nationale »*.

Le RPR a *« pris acte »*, jeudi, de cette démission, dans laquelle le secrétaire général, M. Alain Juppé, voit de l' *« agitation politicienne »* et une *« stratégie individuelle »*.

M. Noir qui était depuis plusieurs mois en froid avec son parti, avait été, avec Mme Michèle Barzach (RPR) et M. François Léotard (PR), l'un des artisans de la Force unie, qui se voulait *« trans-partis » et ferment d'une* renouveau de l'opposition. Depuis l'échec de l'aventure des « rénovateurs », au printemps 1989, le maire de Lyon se sentait de plus en plus étranger dans les réunions du RPR, où il était parfois accueilli par des quolibets. *« C'est une décision qu'il mûrissait depuis longtemps,* explique-t-on dans son entourage, *et qui n'est pas liée aux récentes prises de positions du RPR sur l'Europe. »*

Lire nos informations p. 9

Isabelle la trop catholique

Le projet de béatification de la reine d'Espagne qui persécuta les juifs risque de raviver des polémiques

Une rencontre réunit les 5 et 6 décembre au Vatican le Comité juif international pour les consultations interreligieuses (IJCIC) et la commission du Saint-Siège pour les relations avec le judaïsme. Ils devaient célébrer ensemble le vingt-cinquième anniversaire de la déclaration du concile Vatican II *Nostra Aetate*. La détente reste fragile, comme le montre la nouvelle polémique à propos de l'éventuelle béatification, en 1992, de la reine d'Espagne Isabelle la Catholique, responsable, il y a cinq cents ans, de massives persécutions de juifs.

Depuis vingt-cinq ans, l'histoire des relations judéo-chrétiennes ressemble à une route cahoteuse, faite d'avancées et de reculs. *Nostra Aetate* rompait avec l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire du christianisme, celui des expulsions et des conversions forcées de juifs. Des gestes symboliques – de celui de Jean XXIII recevant Jules Isaac en 1961 à celui de Jean-Paul II visitant la synagogue de Rome en 1986 – ont ouvert la voie à une réconciliation, un dialogue officiel, une réécriture des manuels, qui représentent un acquis difficile à entamer, malgré des signes d'antisémitisme renaissant dans certains pays de tradition catholique.

Les accidents de parcours n'ont pourtant pas manqué. De la réception au Vatican de M. Arafat (1982) et de M. Waldheim (1987) à la béatification d'Edith Stein juive convertie (1987), des déclarations du pape, mal retransmises et mal comprises, sur *« l'infidélité d'Israël à son Dieu »* (1989), à l'installation depuis 1984 de carmélites polonaises près du camp d'Auschwitz, le procès de *« révisionnisme »* a été intenté à Jean-Paul II. Les organisations juives s'interrogent sur la capacité de la hiérarchie catholique à assumer les complicités passées de l'Eglise avec l'antisémitisme.

HENRI TINCQ

Lire la suite page 14

Le PC chinois pavillon bas

Pékin n'a plus les moyens de contrôler les débordements de la réforme économique dans certaines provinces

HANGZHOU

de notre envoyé spécial

D'un étage du grand magasin provient, à pleine puissance, une version chinoise d'un *«tube»* anglais des années 1960. Au rayon hommes, costumes occidentaux BCBG et blousons de cuir de bonne qualité ne dépareraient pas une galerie marchande de Hongkong. Même coquetterie au rayon femmes, encore qu'un peu moins à la page. Décoration moderniste, foule bien mise se pressant aux rayons de bijouterie fantaisie, d'appareils électroménagers modernes... On aurait du mal à se croire en Chine populaire si, à l'heure pile du déjeuner, 11h15 du matin, les bols de riz et les baguettes ne faisaient leur apparition à côté de la caisse enregistreuse.

Voilà le fruit de douze années de réformes. Une explosion économique dans un gros chef-lieu provincial du delta du Yangzi (fleuve Bleu) où l'on vit probablement cent fois mieux qu'à Pékin, capitale prisonnière des débats idéologiques qui freinent l'ouverture du marché. Même l'antédiluvien bazar d'Etat, le *Baihuo Dalou* (*«Immeuble aux Cent Produits»*) a dû faire peau neuve pour lutter contre la concurrence. Sur sa façade de marbre rose et crépi blanc, une banderole vante *«la collection 9e centigrade, mode automne-hiver 90-91»*.

La province du Zhejiang, avec ses 41,5 millions d'habitants, est une vitrine de la Chine du développement inégal, tel que M. Deng Xiaoping l'a instauré, favorisant les zones côtières au détriment de l'intérieur. A tel point que, lorsqu'en 1989, il s'est agi de démontrer que cette politique ne changerait pas après les troubles du printemps de Pékin, le gouvernement y a conduit les journalistes étrangers. Le discours s'y voulait rassurant: l'ouverture se poursuivra. A l'époque, on pouvait légitimement douter de ces promesses.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 5

LIVRES ♦ IDÉES

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

CUBA

Les grands fauves

par Martha Frayde et Jacobo Machover

FIDEL CASTRO doit se sentir bien seul en ce moment. Comment expliquer, sinon, qu'il ait choisi comme porte-parole officieux un personnage aussi discrédité et de si récente conversion politique que Jean-Edern Hallier? Coup de foudre réciproque ou simple convergence d'intérêts ponctuels? Les voies du Seigneur sont bien impénétrables.

Pour Jean-Edern Hallier, la passion ne fait aucun doute. Lisez plutôt : *« Fidel c'est Cuba, Cuba c'est Fidel. Si j'avais été une femme, j'aurais rêvé de me faire caresser par ses mains admirables et longues, aux doigts fuselés, aux ongles d'un ovale parfait, d'une propreté immaculée et aux poignets fins d'un pianiste de concert. »* (*Conversation au clair de lune*, éditions Messidor). Le Lider Maximo est encensé, adulé, vénéré, comme aucun intellectuel digne de ce nom n'avait, jusqu'à présent, osé le faire, de façon aussi grotesque du moins. Car les louanges n'ont pas manqué de la part de tous ceux qui, à la suite de Sartre et de Simone de Beauvoir, ont fait le voyage de La Havane et en sont revenus avec une complaisance sans bornes à l'égard du régime et de son chef incontesté. Certains (pas tous) ont néanmoins eu le courage de se remettre en question au moment de l'« affaire Padilla » en 1971, en prenant la défense du poète Heberto Padilla, injustement emprisonné et contraint à une autocritique de type purement stalinien. D'autres ont préféré se taire, croyant sans doute que le temps finirait par accomplir son œuvre en effaçant les erreurs du passé. Mais nombreux sont ceux, néanmoins, qui, tels Octavio Paz, Mario Vargas Llosa, Juan Goytisolo, Jean Daniel ou Alain Touraine, ont lancé l'idée d'un référendum démocratique à Cuba, demande à laquelle le gouvernement a opposé une réponse négative, comme l'on pouvait s'en douter. Parmi ce dernier groupe, il n'y avait, bien évidemment, ni Gabriel Garcia Marquez ni Jean-Edern Hallier.

Celui-ci est donc devenu la coqueluche de Fidel Castro au cours de ces derniers mois: un livre, un film, réalisé pour « Océaniques » avec Pierre-André Boutang, et surtout cette incroyable correspondance avec Nikita Kroutchev au moment de la crise des missiles, en 1962, publiée dans *le Monde* du samedi 24 novembre, dont Jean-Edern Hallier était loin de soupçonner l'importance lorsque Fidel Castro la lui a remise. Celui-ci était prêt à s'immoler, et la planète entière avec lui, au cas où les Etats-Unis auraient lancé une invasion contre Cuba. C'est pourquoi il conseillait à Kroutchev de lancer une attaque nucléaire préventive contre le territoire américain. La folie du personnage apparaît ici dans toute sa splendeur. Elle n'a pas varié d'un iota au fil des années. Au contraire, elle s'est accentuée avec l'isolement progressif de l'île et les brusques changements intervenus en URSS et dans les pays de l'Est. La crise économique fait rage à Cuba. La pénurie de pétrole amène ses dirigeants à remplacer les tracteurs par des bœufs et les bus par des vélos. En lieu et place de la construction du socialisme, l'on assiste à un retour à l'âge de pierre. Ce serait risible si les conséquences n'en étaient terriblement dramatiques pour le peuple cubain.

Dans les geôles du régime

Quant aux droits de l'homme, Jean-Edern Hallier n'en a jamais entendu parler. Ou plutôt, il s'en moque royalement. Sait-il seulement que le plus vieux prisonnier politique du monde se trouve à Cuva ? Il s'appelle Mario Chanes, c'était un ancien compagnon de Fidel Catro lors de l'attaque à la caserne Moncada en 1953, et il croupit dasn les geôles du régime depuis vingt-neuf ans. Le poète Ernesto Diaz Rodriguez, lui, n'y est « que » depuis vingt-cinq ans. *« A Cuba, on colle vingt ans à un homme pour n'importe quoi »*, dit Jorge Valls, ancien prisonnier politique, aujourd'hui en exil, comme tant d'autres, intellectuels de prestige comme Guillerma Cabrera Infante ou Reinaldo Arenas, ou simples citoyens. La plupart des responsables des comités pour les droits de l'homme sont aujourd'hui sous les verrous. Ceux-là, Jean-Edern Hallier n'a jamais tenté de les rencontrer. Il préfère côtoyer « les grands fauves », ceux qui font l'histoire. Les autres, ce sont simplement « les animaux domestiques », qui n'ont pas voix au chapitre mais qu'il est, quand même plus prudent de réduire au silence, car ils pourraient, un jour, se révolter. Comme le général Ochoa et ses compagnons, exécutés en juillet 1989 sous l'accusation de trafic de drogue et qui, en fait, préparaient un complot contre Fidel Castro. *« ici.. c'est la mort romantique : on fusille »*, dit Jean-Edern Hallier.

Le régime est à présent aux abois, prêt à tout pour résister aux vents d'Est qui soufflent sur l'île. *« Le socialisme ou la mort »*. Telle est la devise de Fidel Castro. Pour éviter la mort et un bain de sang, il faut ouvrir la porte à un dialogue avec les opposants de l'île de ceux de l'exil, comme le réclame depuis plusieurs mois Gustavo Arcos, ancien compagnon de Fidel Castro lui aussi, ancien prisonnier politique, aujourd'hui président du Comité pour les droits de l'homme à Cuba. Fidel entend se maintenir au pouvoir pour l'éternité, envers et contre tous. Il est devenu le principal obstacle à une solution démocratique et pacifique à Cuba.

► Martha Frayde est médecin, ancienne détenue politique, en exil à Madrid ; Jacobo Machover est journaliste, et vit à Paris.

TRAIT-LIBRE



Société

La révolution moléculaire

par Félix Guattari

UNE société qui perd ses pôles de valeur devient amorphe, incapable d'affronter le changement. Par exemple, après l'écrasement de la République espagnole, l'Espagne franquiste s'est endormie pour plusieurs décennies. La démocratie suppose un état relatif de tension, où l'intelligence collective se dispose en formations multipolaires capables d'appréhender les réalités économiques et sociales sous des angles contrastés.

La société française paraît aujourd'hui en voie de dépolarisation. Les valeurs, aussi bien de gauche que de droite, ont perdu leur ancienne constance. Seules les hantises du Front national, tendues vers l'assomption d'un régime totalitaire, et les thématiques écologiques qui ont encore bien du mal à s'incarner politiquement, émergent de ce flou.

Cette dépolarisation n'est pas seulement un fait d'opinion ; elle se manifeste également à de nombreux niveaux institutionnels, urbanistiques, familiaux, affectifs. La corruption, la délinquance, la démoralisation, l'ennui, le non-sens constituent une sorte de bouillon de culture qui paraît aller de soi. Des millions de jeunes, de chômeurs, d'immigrés voient les portes de l'avenir leur claquer au nez. La condition féminine demeure honteusement dévaluée dans d'innombrables domaines. L'éducation nationale s'enlise. Les prisons, la psychiatrie régressent...

Certes, il n'y a rien d'absolument dramatique! Mais c'est terne, c'est vide. Et toute cette grisaille s'instaure sur fond de tourmente cauchemardesque dans la plupart des pays du tiers-monde, sur fond d'une crise écologique qui nous rapproche chaque jour un peu plus du bord de l'abîme, sans parler de l'implosion de l'Est européen, d'où émerge une multitude de points d'interrogation. Les Français, comme les Américains, comme la plupart des peuples qu'on classe parmi les « nantis », sont gavés d'une masse d'images et d'informations qui les rend somnolents : tout défile, le meilleur, le pire, le familier et l'insolite, au rythme du *zapping* de la télé.

Sommeil ô combien paradoxal! si l'on pense au contexte de bouleversements technologiques, biologiques, informatiques dans lequel il a lieu et qui transforment sous nos yeux le rapport de l'espèce humaine à l'espace, au temps, au corps, à la mémoire, à la sensibilité, à l'intelligence, à l'emprise sur le monde!

Des vitamines de sens

Comment se fait-il que les domaines de la vie, de la société, de la science, de la création se trouvent ainsi quadrillés de cloisons étanches? Repli sur soi, désingularisation, affaissement des systèmes de valorisation, rabat automatique sur un marché aveugle, déchéance éthique, dévoiement du politique...

Où trouver de nouvelles vitamines de sens? Comment repolariser le socius et le psyché? Peut-être en ouvrant les yeux et en commençant de recenser les milliers d'initiatives – quelquefois microscopiques – qui fourmillent, végètent ou prolifèrent dans le tissu social : toutes ces tentatives pour changer la vie dans certains quartiers, pour imaginer un autre urbanisme, pour faire une autre école, un autre type d'entreprise, une vieillesse moins désespérante, sans oublier, bien sûr, la prison, l'enfermement psychiatrique... Bref, toujours et plus que jamais : la révolution moléculaire. Le socialisme mettra au centre de ses préoccupations le changement de la vie ordinaire, les rapports de proximité et de solidarité, il indiquera de façon concrète qu'*« il est possible de faire quelque chose »*, même dans les situations les plus difficiles, où il disparaîtra de la carte de l'espoir et s'effacera, peut-être devant un nouveau pôle écologique.

Dès lors qu'on focalise la lecture sociale sur ce niveau moléculaire, l'horizon s'éclaircit et se révèle même vertigineux. Il s'agit d'aller vers l'invention de nouveaux modes de valorisation du travail – le travail pour produire des biens, mais aussi le travail pour produire du relationnel, du culturel, de l'environnement.

L'Etat, sous sa forme actuelle, tout le monde l'admet, mais peu de « politiques » sont prêts à en tirer les conséquences, est trop massif, poussif, trop centralisé et bureaucratique. Il devrait, lui aussi, se différencier, en multiplies fonctions d'Etat démocratiques et multicentrées. Les lycéens se sont levés : on leur a concédé quelques milliards afin qu'ils se rassoient. Que demandaient-ils? Plus de considération, une sécurité dans l'existence, le droit à la parole et, implicitement, une autre pédagogie – dans ce domaine tout est à refaire. Surprise : le président a tendu l'oreille. Scandale! De tous côtés on s'est employé à lui faire entendre que, par définition, un tel domaine ne pouvait qu'échapper à sa compétence. Circulez. Il n'y a rien à voir. La chape est retombée, comme celle qui est retombée sur les infirmières qui voulaient repenser la santé, comme elle retombera sur toutes celles et ceux qui auraient la lubie de sortir de la torpeur collective.

On pourrait continer à l'infini : d'autres façons de faire la ville, d'autres façons de se déplacer, d'autres façons de faire les médias. Demain, l'ordinateur fera corps avec la télématique et l'écran-télé. Qui décidera des nouvelles formes d'utilisation? D'autres rapports à l'autre – l'autre lointain du Sud mais aussi l'autre proche des générations qui affleurent et dont l'altérité sera probablement plus marquée que toutes celles qui les ont précédées. Et enfin l'autre, tellement incongru, de l'être-pour-soi, par le biais duquel nous est assigné sur cette terre une trajectoire finie aux potentialités infinies.

► Félix Guattari est psychanalyste

BIBLIOGRAPHIE

La vitrine de l'establishment

WHO'S WHO IN FRANCE,
38, rue de Constantinople.
75008 Paris.
Tél. : 45-22-05-05 :
45-22-51-08.
Prix : 1 990 F

IL revient chaque automne avec la ponctualité d'un beaujolais primeur ou d'un prix littéraire. Le *Who's who* 1990-1991 s'orne cette année de 1 059 noms qui vont s'ajouter à la nomenclature des 19 000 élus de l' establishment politique, financier, littéraire, artistique, médiatique, publiée dans ce saint des saints de la notoriété et de la méritocratie à la française.

Il y a les « drogués » qui achètent le *Who's who* tous les ans pour faire le compte des entrées – comme celles, cette année, d'Arlette Laguiller et de Sophie Marceau, de Beate Klarsfeld et d'Elisabeth Teyssier – et pénétrer dans la cour des « grands », connaître leur date de naissance (quand elle n'est pas truquée), le nombre et le nom de leurs enfants, leur cursus et leurs hobbies, leurs tics et leurs manies. Dans l'édition 1990-1991, ils apprendront par exemple que les huit enfants de Benoîte Taffin, maire du deuxième arrondissement de Paris, s'appellent, dans l'ordre : Gudule, Amandine, Benoîte, Zéphyrin, Wandrille, Opportune, Délie et Philomène !

A contrario, il y a le lecteur qui va n'ouvrir que cinq fois par an le *Who's who*, mais toujours à un moment-clé de la recherche d'une information, ou à la veille d'un déjeuner d'affaires avec une personnalité dont il découvrira qu'elle partage son goût pour la chasse, la planche à voile ou les galeries de peinture.

Le général de Gaulle se faisait *photographier devant sa collection de Who's who*. Il avait mis en émoi la maison de Jacques Laffitte, son fondateur, en 1949, parce qu'il avait décelé trois erreurs dans sa notice biographique sans jamais consentir à révéler lesquelles. Le *Who's who* a bâti sa réputation sur sa rigueur et préfère une rature à une imprécision ou une erreur. Inès de la Fressange en sait quelque chose : en 1989, elle a changé de maison de couture et d'adresse privée. Ne s'étant pas signalée, elle disparaît de l'édition 1990-1991.

Dix-neuf mille fiches sont envoyées chaque année à des fins d'actualisation (changements d'emploi ou de situation matrimoniale). Les 2 000 fiches non retournées, comme les nouveaux noms, font l'objet d'investigations scrupuleuses, jusque dans les mairies par exemple pour vérifier un état-civil. Avant de consacrer une notice à Isabelle Adjani, le *Who's who* a téléphoné dans les vingt mairies de Paris pour connaître son arrondissement de naissance.

Le général et le chef cuisinier

Si les Taittinger, qui ont des intérêts dans la politique, le champagne et les antiquités, figurent en nombre, ainsi que les Debré ou les Chandernagor, le *Who's who* ne compte pas les familles dynastiques. Et le hasard malheureux de cette 23e édition veut que soit mentionnée, pour la première fois, la notice biographique de Stefano Casirighi, administrateur de sociétés, récemment décédé dans un accident, mais non celle de sa veuve, Caroline de Monaco.

Mystères du *Who's who* ! La plupart des noms nouveaux naissent *« spontanément »*, assure Eléonor de Dampierre, responsable d'un comité de sélection qui compte une quinzaine de personnalités professionnellement typées. La presse et les annuaires sont systématiquement dépouillés. Les nouveaux élus du suffrage universel, nouveaux directeurs de cabinet, nouveaux évêques et nouveaux prix littéraires sont automatiquement recensés. On prend aussi les généraux, comme les chefs cuisiniers, mais seulement à partir de la troisième étoile ! Des noms sont soufflés de personnalités qui pèchent par excès de modestie ou vont, sous peu, atteindre la fin de leur carrière, car une mention dans le *Who's who* a valeur de couronnement.

HENRI TINCQ

COURRIER

Vraies factures

Alors que le président de la République, entouré des plus hauts magistrats de France, parés de leurs hermines et dentelles, célébrait le bicentenaire de la Cour de cassation, le petit peuple des gens de justice avait droit à la matraque et aux horions des forces de l'ordre, mobilisées en masse, pour que la fête ne fût pas gâchée par des cris de colère.

Chasser *manu militari* des juges de leur palais de justice n'est pas une première dans l'histoire houleuse des relations douloureuses du pouvoir et de la justice. Déjà, Sa Majesté Louis XVI avait eu recours à la force, le 8 mai 1788, pour renvoyer le Parlement de Paris, la plus haute juridiction de l'époque, coupable – déjà – de trop de velléités d'indépendance. N'est-ce pas ce bicentenaire-là qu'il eût fallu célébrer?

Matraque + fausses factures = vraies fractures ; telle est désormais l'équation qui gouverne les rapports du poltique et du *judiciaire*. Gageons que pour les magistrats des pays de l'Est invités à la Cour de cassation, le spectacle de ce triste gâchis a dû réveiller les blessures d'un passé récent.

Décidément, l'Etat de droit met le pouvoir dans tous ses états.

FRANÇOIS GUICHARD
Premier juge d'instruction à Colmar

LA CRISE DU GOLFE

A l'approche des entretiens américano-irakiens

La stratégie de l'administration Bush se heurte toujours à de fortes résistances au Congrès

M. Baker s'est heurté à un auditoire réticent lorqu'il a expliqué, mercredi 5 décembre, devant les membres de la commission des affaires étrangères du Sénat les derniers développements de la politique américaine dans le Golfe. Les sénateurs ne voient pas ce qui autorisait l'administration Bush à affirmer, comme elle le fait depuis quelques jours, que les sanctions étaient inefficaces et que le temps travaillait contre la coalition.

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush *« n'est pas optimiste »*, M. Baker est *« très pessimiste »*. C'est peu de dire que le président américain, depuis Buenos-Aires, et son secrétaire d'Etat, resté à Washington, parlent d'une même voix. Au moment où l'Irak accepte formellement les entretiens proposés par les Etats-Unis, les plus hauts responsables s'appliquent à marteler le même message : d'une part, si l'on accepte de *« discuter »* avec M. Saddam Hussein, il est moins que jamais question de *« négocier »* ; d'autre part, les sanctions économiques – l'embargo – ne suffiront pas à faire céder l'Irak : donc, si M. Saddam Hussein, comme tout le laisse supposer, persiste dans son attitude actuelle, il faudra passer sans tarder à l'attaque. *« Après quatre mois de strict respect de l'embargo (...), toutes les informations disponibles montrent que les sanctions n'ont eu que peu ou pas du tout d'effet sur l'inclination* [de M. Saddam Hussein] *à évacuer le Koweït »*, a affirmé mercredi 5 décembre M. Baker devant la commission des affaires étrangères du Sénat.

Bref, et contrairement à ce que l'on pourrait supposer, l'heure est moins au dialogue qu'à la menace, seule susceptible de faire réfléchir le dictateur irakien. A cet égard, le verbe officiel vient compléter le déploiement massif des troupes américaines : *« L'objectif des Etats-Unis,* ajoute le secrétaire d'Etat, *est d'assurer que si la force doit être utilisée, ce sera soudainement, massivement, et de manière décisive. »*

Offrir à M. Saddam Hussein une porte de sortie

Mais, si concerté et soigneusement calibré qu'il soit, ce langage ne convainc toujours pas les élus, et en tout premier lieu les démocrates. Lorsque M. Baker leur a demandé d'unir leurs voix à celle de l'administration pour rendre d'autant plus efficace le *« message »* destiné à M. Saddam Hussein, il s'est heurté à un auditoire réticent.

Pendant plus de trois heures, le secrétaire d'Etat s'est trouvé affronté à des interlocuteurs qui lui répétaient qu'ils ne voyaient absolument pas ce qui autorisait l'administration à affirmer, comme elle le fait depuis quelques jours, que les sanctions étaient inefficaces et que le temps travaillait contre la coalition.

Au contraire, faisait valoir par exemple le sénateur John Kerry, du Massachusetts, l'armée irakienne, privée de pièces de rechange, ne pourra que s'affaiblir à mesure que les mois passeront, et, si une attaque s'avère malgré tout nécessaire, mieux vaut qu'elle elle ait lieu aussi tard que possible, pour limiter d'autant les pertes américaines.

On a aussi demandé à M. Baker pourquoi l'administration, qui croyait aux sanctions, n'y croit désormais plus, elle qui expliquait naguère que l'Irak, par sa situation géographique et les particularités de son économie, était particulièrement vulnérable à un embargo. M. Baker s'est défendu comme il a pu, il a fait référence – sans autre précision – aux indications fournies par les services de renseignements (1). Mais sans grand résultat : *« Franchement, je ne crois pas que vous ayez convaincu »*, lui a lancé le sénateur Jo Biden, du Delaware, tandis que son collègue de l'Etat voisin du Maryland, Paul Sarbanes, se montrait encore plus sévère : *« Je ne pourrai pas dire à une famille qui aura perdu un fils ou une fille dans un conflit qui pourrait éclater dans les soixante ou quatre-vingt-dix jours à venir que nous avions auparavant épuisé toutes les possibilités de règlement pacifique, parce que l'option des sanctions n'aura pas été exploitée jusqu'au bout »*.

D'autres sénateurs ont paru craindre que les entretiens à venir avec les dirigeants irakiens ne soient voués à l'échec s'il s'agit seulement, selon une expression chère à MM. Bush et Baker, de *« regarder M. Saddam Hussein droit dans les yeux »*, histoire de l'impressionner.

Assurer la sécurité de la région

De manière allusive – car le sujet est délicat, – certains élus ont paru souhaiter qu'une porte de sortie, si étroite fût-elle, soit offerte au président irakien. *« Mais, sénateur, vous ne suggérez tout de même pas quelque chose qui serait en deçà de l'application des résolutions de l'ONU ? »*, a répliqué M. Baker, interpellant l'un d'eux. Le sénateur en question, Christopher Dodd, du Connecticut, a immédiatement battu en retraite. Il n'était visiblement pas le seul à penser que la menace seule suffirait difficilement à ramener sur le droit chemin le maître de Bagdad. Mais le secrétaire d'Etat a soigneusement évité de s'engager sur cette voie, rappelant seulement que des négociations entre l'Irak et un Koweït redevenu souverain pouvaient être envisagées par la suite. Et il a, une fois de plus, refusé tout lien avec la question palestinienne : *« On ne réduit pas un peuple en esclavage pour en libérer un autre. »*

Autre préoccupation des sénateurs : comment les Etats-Unis envisagent-ils que la sécurité de la région puisse être assurée, après résolution de la crise actuelle. Le secrétaire d'Etat est resté dans le vague, soulignant seulement que la situation différerait grandement selon que la force aurait ou non été utilisée. Mais il a ajouté que le maintien de forces américaines dans la région ne serait pas nécessaire – alors que le même jour, à Londres, le général Colin Powell, chef d'état major américain, déclarait le contraire.

Après le secrétaire d'Etat, la commission des affaires étrangères a poursuivi ses auditions en recueillant notamment l'avis de M. Zbigniew Brzezinski, le chef du Conseil national de sécurité du temps de M. Jimmy Carter. « Zbig » entretient désormais d'excellentes relations avec le président Bush, mais cela ne l'a pas empêché d'exposer une thèse exactement opposée à celle de l'administration, et accessoirement à celle de son grand rival, M. Henry Kissinger : *« Le temps et la puissance jouent en notre faveur »*, a-t-il affirmé, avant d'insister sur les graves conséquences d'un conflit dans le Golfe, *« qui serait hautement néfaste aux intérêts américains »*.

M. Brzezinski a aussi évoqué un risque supplémentaire qui n'avait guère été mentionné jusqu'à présent aux Etats-Unis : *« La destruction de l'Irak par les Etats-Unis et la radicalisation des Arabes qui en serait la conséquence pourraient amener Israël, armé comme il l'est d'armes nucléaires, à être tenté d'imposer militairement sa force dans cette région instable. »*

JAN KRAUZE

(1) Un peu plus tard dans la journée, le directeur de la CIA, M. William Webster, tout en réitérant la thèse officielle de l'administration, a malgré tout indiqué qu'à partir du printemps l'industrie irakienne serait très gravement affectée, et que seules les installations pétrolières ainsi que quelques usines d'armement pourraient encore fonctionner l'été prochain.

L'embarras d'Israël

Propos contradictoires, commentaires alambiqués, quasi-menaces suivies de semi-démentis : depuis quelques jours, les déclarations des milieux gouvernementaux à Jérusalem reflètent l'embarras croissant d'Israël face à la perspective du dialogue américano-irakien.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, qui se rend, jeudi 6 décembre, aux Etats-Unis, fera part la semaine prochaine de ses inquiétudes au président George Bush qui a tardivement consenti à le recevoir.

Officiellement, la position israélienne est plutôt floue : *« Israël espère que les Etats-Unis rempliront toutes les obligations qu'ils se sont fixées au début de la crise du Golfe, car c'est l'énoncé de cette politique américaine qui, parmi d'autres considérations, nous a conduit à adopter un profil bas dans la crise du Golfe. »* Telle est, selon un porte-parole officiel, la position que le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a exposée mardi soir à l'ambassadeur américain, M. William Brown.

Si l'on comprend bien, cela veut dire que l'Etat hébreu ne s'estimera plus tenu de conserver ce *« profil bas »* dès lors qu'il jugera que les Etats-Unis manquent à certaines des *« obligations qu'ils se sont fixées au début de la crise »*. La formule ressemble fort à un avertissement ou à une forme de pression sur Washington à quelques jours ou quelques semaines de la négociation américano-irakienne.

Toute la question est de savoir ce que les Israéliens entendent exactement en évoquant ces fameuses *« obligations »* qui seraient celles des Américains. Jusqu'à preuve du contraire, le président Bush et le secrétaire d'Etat James Baker ont publiquement énoncé trois objectifs, et seulement trois, en définissant leur politique dans le Golfe : retrait irakien du Koweït, retour au pouvoir de l'ancienne famille régnante dans l'émirat et libération de tous les otages étrangers.

On en convient à Jérusalem, mais certains milieux laissent entendre – sans avancer de preuve – que les Etats-Unis se seraient aussi « engagés », plus discrètement, à *« mettre fin à la menace militaire irakienne »* dans la région.

Relatant l'entretien de M. Lévy avec M. Brown, le quotidien *Haaretz*, en général bien informé, affirmait que le ministre avait fait savoir à son interlocuteur qu'Israël comptait sur les Etats-Unis pour *« effacer la menace militaire irakienne »* : *« Jérusalem a clairement indiqué aux Etats-Unis que c'est parce qu'il y avait eu un « engagement » américain sur ce point, entre autres raisons, qu'Israël avait décidé d'adopter un profil bas »*, écrit le journal. *Haaretz* ajoute : *« Israël a donc souligné auprès des Américains que si ceux-ci n'honoraient pas cet « engagement », il ne se sentirait plus obligé de conserver ce profil bas et répondrait aux menaces de l'Irak »*, qui, à plusieurs reprises, a fait part de son intention d'utiliser l'arme chimique contre l'Etat hébreu. *« La plupart des ministres israéliens,* écrit encore *Haaretz, craignent que les Etats-Unis ne reviennent sur leur « engagement » et ne se satisfassent d'une solution* [diplomatique] *partielle au Koweït ; Israël a donc décidé d'avertir la communauté internationale que tout manque de détermination à l'encontre de Saddam Hussein entraînera Israël à prendre des mesures militaires. »*

Faut-il alors s'attendre à une opération israélienne au cas où la crise du Golfe se solderait par un règlement diplomatique laissant intact le potentiel militaire de l'Irak ? Pas du tout, répliquent, avec véhémence, les milieux officiels, qui affirment que la presse est allée *« trop loin »* et ont réitéré, mercredi, la position du gouvernement : *« Israël ne prendra pas d'initiative militaire, sauf s'il est convaincu que l'Irak s'apprête à l'attaquer. »*

Cette mise au point est intervenue alors que plusieurs ministres – Ariel Sharon, Yuval Neeman, le vice-ministre des affaires étrangères Binyamin Netanyahu, – ont, ces derniers jours, publiquement fait part de leurs inquiétudes à l'égard de la politique américaine.

Ils redoutent que le dialogue américano-irakien ne débouche sur une solution diplomatique qui, d'une part, laisserait en l'état le potentiel militaire irakien et, d'autre part, serait liée, même de façon très souple, au règlement de la question palestinienne. Saddam Hussein sortirait alors de la crise avec son arsenal intact et une image renforcée dans le monde arabe car il serait l'homme qui aurait, enfin, fait « bouger » le dossier palestinien.

Une droite divisée

Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, a stigmatisé cette approche du Likoud qui donne l'impression qu'Israël appelle à la guerre : *« Il n'y a aucune raison pour qu'Israël apparaisse comme l'élément qui pousse les Etats-Unis à prendre des mesures militaires ; c'est une affaire américaine et, à mes yeux, tout ce qui ressemble à une ingérence israélienne ne peut que faire du tort à Israël. »*

A vrai dire, les milieux de la droite nationaliste aujourd'hui au pouvoir à Jérusalem seraient plus divisés qu'il n'y paraît. Un des observateurs les plus expérimentés, le journaliste Zeev Schiff, se demandait récemment quelle serait l'issue de la crise du Golfe la plus profitable à la droite israélienne. *« Un Saddam Hussein qui s'en sortirait avec sa machine de guerre intacte, y compris ses armes chimiques et son potentiel nucléaire ? Cela aurait le mérite,* écrit Schiff dans le *Jerusalem Report, de laisser à Israël son argumentation en faveur d'une présence continue de l'Etat hébreu en Cisjordanie afin de disposer d'une zone tampon sur son front est. La droite préférerait-elle que soit mis fin à la menace militaire irakienne – et donc aussi à son argumentation pour le maintien d'Israël en Cisjordanie ? Mais alors, après une défaite irakienne, la pression sera sur Israël qui pourrait avoir à se retirer de la plupart des territoires occupés. »*

ALAIN FRACHON

Bagdad a commencé à délivrer des visas aux ressortissants soviétiques

Bagdad a annoncé, jeudi 6 décembre, la libération de trente-six otages japonais dont les familles se trouvaient en visite en Irak, au sein d'une délégation dirigée par le parlementaire et lutteur professionnel Antonio Inoki. Lors d'une rencontre avec ces otages, le fils du président irakien, M. Ouday Hussein, a confirmé la décision de son père, déclarant : *« Votre présence a empêché jusqu'à maintenant une guerre. »* Selon le ministère japonais des affaires étrangères, qui s'est félicité de cette décision, les otages devraient quitter Bagdad pour Amman vendredi. Il restera alors 217 otages japonais.

D'autre part, un otage britannique retenu sur un site stratégique irakien est mort d'une crise cardiaque, a annoncé mercredi le Foreign Office. Donald Major, ingénieur de cinquante-sept ans, père de deux enfants, est le second Britannique à mourir en captivité depuis l'invasion du Koweït par l'Irak.

Un Irlandais a, de son côté, été condamné mercredi à un an de prison par un tribunal militaire irakien pour avoir tenté de quitter le pays sans visa de sortie. M. Brian Duffy, qui avait été arrêté en septembre alors qu'il tentait de s'enfuir en Turquie, travaillait sur le chantier du palais présidentiel de M. Saddam Hussein.

Par ailleurs, l'Irak a accepté de relâcher sept Australiens qui devaient quitter Bagdad jeudi 6 décembre. C'est la première fois depuis le début de la crise que l'Australie bénéficie de la stratégie irakienne de libération au compte-gouttes des otages. Jusque-là, Canberra figurait parmi les « bêtes noires » de M. Saddam Hussein. Les délégations officieuses qui faisaient le voyage de Bagdad se heurtaient invariablement à ce solide ressentiment anti-australien. Si l'Australie s'est félicité de ces ouvertures, elle a rappelé qu'il restait vingt-trois Australiens toujours retenus comme « boucliers humains ».

Bagdad a commencé mercredi à délivrer des visas de sortie aux 3 232 otages soviétiques après la diffusion d'un décret présidentiel les autorisant à quitter le pays. *« Quelque 250 experts »* ont déjà obtenu leur visa, a indiqué le porte-parole de l'ambassade soviétique en Irak. A Moscou, le ministère des affaires étrangères a *« exprimé sa satisfaction à l'égard de la décision de la direction irakienne et considère que désormais les citoyens soviétiques peuvent quitter l'Irak sans empêchement »*.

M. Saddam Hussein a reçu mercredi le philosophe français Roger Garaudy, ancien théoricien communiste converti au christianisme, puis à l'islam, ainsi que l'ancien secrétaire américain au Trésor John Connally. Trente-neuf femmes américaines et britanniques sont arrivées le même jour à Bagdad, où elles espèrent obtenir la libération de proches.

Enfin, le « Congrès chrétien pour la paix » dans le Golfe a achevé mercredi ses travaux à Bagdad. Il a décidé de se mobiliser pour promouvoir auprès des *« hautes autorités ecclésiastiques »* dans le monde une *« solution pacifique »* globale de tous les problèmes du Proche-Orient, affirmant que l'initiative du 12 août dernier de M. Saddam Hussein *« constitue une base saine et équilibrée pour une solution pacifique fondée sur le droit, la justice et l'égalité »*. Il a annoncé que le samedi 5 janvier 1991 sera *« une journée de prière et de jeûne dans toutes les églises d'Irak pour servir la cause de la paix »*.

Cette réunion était organisée par l'église chaldéenne (catholique orientale), la plus importante communauté chrétienne d'Irak. – *(Reuter, AFP, AP.)*

Selon l'OLP

La rencontre entre M. Bush et M. Aziz pourrait avoir lieu le 17 décembre

Le département d'Etat a annoncé mercredi 5 décembre que les Etats-Unis avaient reçu l'accord officiel de l'Irak à la proposition américaine d'organiser une visite à Washington du ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, tandis que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, se rendrait à Bagdad. L'acceptation de Bagdad a été transmise mercredi au chargé d'affaires américain, M. Joe Wilson.

Le département d'Etat a cependant fait savoir que, contrairement aux informations en provenance de l'OLP à Tunis, aucune date n'avait encore été fixée pour ces rencontres. M. Yasser Abed Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP, qui a regagné mercredi matin Tunis, en provenance de Bagdad, avait auparavant indiqué que la rencontre du président américain George Bush avec M. Tarek Aziz aurait lieu le 17 décembre à Washington.

Eviter les malentendus

S'adressant à Bagdad à une délégation du Parlement européen conduite par son vice-président, M. Roberto Formigoni, M. Saddam Hussein a réaffirmé le rejet par son pays de *« toutes menaces de recours à la force d'où qu'elles proviennent »*. *« Les troupes déployées ou en route n'ont pas fait ciller un seul Irakien »*, a-t-il affirmé avant de plaider en faveur du *« dialogue »*, seul moyen, selon lui *« de bâtir un pont entre les peuples et de les faire parvenir à une compréhension mutuelle des problèmes »*. *« Nous n'espérons pas voir le président Bush dans le rôle de gendarme venant transmettre les ordres de l'ONU, mais dans celui d'un bon négociateur, prêt à revenir sur sa faute, accepter l'avis contraire et s'efforcer de convaincre la partie adverse des idées qu'il considère être les plus justes »*, a poursuivi le chef de l'Etat irakien. De son côté, M. Saadoun Hammadi, premier vice-premier irakien, s'adressant à la presse à l'issue d'une visite de vingt-quatre heures au Soudan, a affirmé que son pays souhaitait *« éviter les malentendus et œuvrer jusqu'au bout pour un dialogue pacifique en vue de parvenir à une paix honnête »*.

Après avoir déclaré que l'Irak aborderait les conversations avec les Etats-Unis *« dans un esprit de bonne volonté »*, le responsable irakien a ajouté : *« Nous espérons que les Etats-Unis abandonneront leur arrogance et viendront aux conversations avec ce même esprit de bonne volonté. »* M. Hammadi a souligné à cet égard que son pays rejetait par avance toute tentative américaine de *« se servir des entretiens avec l'Irak comme d'un moyen de propagande ou d'un prétexte pour déclencher la guerre »*. – *(AFP.)*

LA CRISE DU GOLFE

Les socialistes et le conflit

Le bureau exécutif du PS rappelle à MM. Cheysson et Gallo qu'ils doivent soutenir la politique du président de la République

M. Pierre Mauroy devait convoquer, jeudi 6 décembre, au siège du Parti socialiste, MM. Claude Cheysson, président de la délégation socialiste française au Parlement européen, et Max Gallo, député européen, signataires d'une pétition demandant le retrait des troupes françaises du Golfe. Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi soir, a réaffirmé son soutien à la politique définie par le président de la République.

A l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Michel, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, a demandé que le groupe socialiste réclame l'organisation d'un débat parlementaire. M. François Mitterrand a laissé entendre à divers interlocuteurs que le Parlement devrait être, en effet, associé aux décisions que l'exécutif serait amené à prendre dans les prochaines semaines.

En signant, parmi une trentaine de personnalités, une pétition qui affirme que *« cette guerre n'est pas la nôtre »* et demande *« le retrait des troupes françaises envoyées dans le Golfe »* (*le Monde* du 5 décembre), MM. Claude Cheysson et Max Gallo, anciens ministres, posent un difficile problème au Parti socialiste. Le premier, fabiusien, préside la délégation socialiste française au Parlement européen et exerce donc une responsabilité qui donne à sa position un retentissement particulier. Le second, député européen, est un proche de M. Jean-Pierre Chevènement. Sans engager en aucune façon le ministre de la défense, l'initiative de M. Gallo peut contribuer à entretenir le doute sur le degré d'accord de M. Chevènement avec la politique qu'il met en œuvre.

Le geste de M. Gallo soulève d'autant plus de questions qu'il n'est pas isolé. Réuni mercredi matin autour de M. Chevènement, le secrétariat du courant Socialisme et République, élargi à plusieurs députés de cette « sensibilité » du courant, a pris connaissance de l'intention d'un de ces derniers, M. Jean-Pierre Michel, de demander un débat à l'Assemblée nationale, suivi d'un vote au titre de l'article 35 de la Constitution *(voir l'article de Pascale Robert-Diard)*. Les jeunes du courant ont décidé, de leur côté, de lancer une pétition contre la guerre au sein du Mouvement des jeunes socialistes. M. Chevènement n'a encouragé aucune de ces initiatives, mais, *« s'interdisant de faire la police de la pensée »* au sein de son courant, il ne les a pas, non plus, découragées.

« Manque de sang-froid »

Mercredi soir, au bureau exécutif du PS, les critiques ont convergé principalement sur M. Cheysson. M. Bernard Roman, membre du secrétariat national, proche de M. Mauroy, avait dénoncé, dans l'après-midi, les *« cheyssonnades »* et expliqué que *« la question* [du] *maintien* [de M. Cheysson] *à ses responsabilités au Parlement de Strasbourg »* était posée. L'ancien ministre des relations extérieures avait expliqué, de son côté, qu'il était *« d'accord avec l'essentiel »* de la pétition des « trente », *« sauf sur la demande de retrait des forces françaises »*. Plusieurs membres du bureau exécutif ont mis en cause l'attitude de M. Cheysson, M. Gérard Fuchs, rocardien, adjoint au secrétariat national, chargé des affaires européennes, dénonçant un *« manque de sang-froid inacceptable »*, surtout dans un moment où, selon lui, *« la politique de fermeté porte ses fruits »* puisque l'Irak accepte des *« conversations directes »*.

MM. Henri Emmanuelli, Daniel Vaillant, membres du secrétariat, Gérard Le Gall, adjoint, et Claude Allègre, tous jospinistes, ont critiqué M. Cheysson au nom de la solidarité avec le président de la République et avec la politique définie par lui. Ils se sont élevés contre l'idée que l'on puisse accepter de certains, au sein du PS, des déclarations portant atteinte au soutien dû au chef de l'Etat, au gouvernement et aux positions du parti, tandis que d'autres seraient rappelés à l'ordre au moindre soupçon d'indiscipline ou d'irrespect. Par la voix de M. Marcel Debarge, numéro deux du parti, les fabiusiens ont, eux aussi, réaffirmé leur accord avec M. François Mitterrand et, par voie de conséquence, leur désaccord avec la pétition des « trente ». Par celle de M. Claude Bartolone, membre du secrétariat, ils ont voulu pousser plus loin l'analyse.

En effet, M. Bartolone a expliqué que si, face à un mouvement comme celui des lycéens, les socialistes étaient *« bordés vis-à-vis de l'opinion »*, parce que les termes de la négociation étaient clairs et maîtrisés, en revanche, sur la crise du Golfe, ils ne le sont pas et ne peuvent prévoir l'effet, parmi les jeunes notamment, d'initiatives comme celle des « trente ». Le propos, que son auteur défend comme un appel à la prudence – *« Ne donnons pas à croire, par des sanctions, qu'il existerait une tendance « anti-guerre » brimée au sein du PS »* –, a paru nébuleux à plusieurs membres du bureau exécutif, qui l'ont interprété comme un refus de tout rappel à l'ordre vis-à-vis des deux hérétiques. De son côté, M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat, responsable de Socialisme et République, a rappelé que les positions du parti *« doivent être défendues par tous »*.

Le bureau exécutif a décidé de réaffirmer publiquement son soutien à la politique de M. Mitterrand et d'annoncer la convocation, jeudi, par M. Mauroy, de MM. Cheysson et Gallo, afin de leur demander de *« clarifier leur position »*.

PATRICK JARREAU

Un député proche de M. Chevènement demande un débat et un vote à l'Assemblée nationale

Nombre de députés socialistes ont été surpris en entendant M. Jean-Pierre Michel demander, mercredi, lors de la réunion du groupe, un débat à l'Assemblée nationale, suivi d'un vote, sur la crise du Golfe. Interprétés comme l'expression d'une certaine défiance face à la politique conduite par le président de la République et le gouvernement, ces propos ont provoqué l'indignation de M. Alain Richard, rocardien, qui s'est demandé si une telle attitude permet encore de travailler *« au sein du même groupe »* que les membres de Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement.

Pour M. Michel, il s'agissait *d'« aborder les vrais problèmes au sein du groupe »*. *« On parle du budget, des professions juridiques, du sport*, a-t-il expliqué dans l'après-midi, *mais si, demain, la guerre éclate, tout cela pèsera peu. La vraie question, c'est celle de la guerre ou de la paix. »* D'autant, constate le député de la Haute-Saône, qu'à l'heure où l'on s'interroge sur les moyens de revaloriser l'image du Parlement, il est du rôle de celui-ci de se prononcer sur un sujet aussi important que la politique extérieure française.

Au cas où la France devrait s'engager dans le conflit après l'expiration de l'ultimatum posé par la résolution de l'ONU, M. Michel estime que cette décision, conformément à l'article 35 de la Constitution (1), devrait être prise avec l'autorisation du Parlement.

M. Dumas : le choix de la paix

Ces explications n'ont pas empêché ses collègues socialistes de s'interroger sur le moment choisi par M. Michel pour aborder ce problème. Deux jours après la signature d'une pétition demandant le retrait des troupes françaises envoyées dans le Golfe, par MM. Max Gallo, chevènementiste, et Claude Cheysson, ancien ministre des affaires étrangères, fabiusien, tous deux membres du Parlement de Strasbourg, plusieurs députés voient dans ces déclarations le signe du retour du *« vieux fond de pacifisme socialiste »*, qui, comme l'a indiqué M. François Loncle, fabiusien, *« avait empêché l'envoi de troupes françaises lors de la guerre d'Espagne et entraîné le soutien apporté, deux ans plus tard, aux accords de Munich »*.

Les députés socialistes n'ont pas débattu de la demande de M. Michel, car le président du groupe, M. Jean Auroux, a très vite refermé cette parenthèse explosive en déclarant que le président de la République et le premier ministre réfléchissent eux-mêmes à l'opportunité d'organiser une discussion sur le Golfe, en séance publique, à l'Assemblée nationale, d'ici la fin de la session.

Les amis de M. Chevènement n'auront sans doute pas trouvé non plus de réponse à toutes leurs interrogations dans l'intervention de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, au cours de la séance de questions.

Répondant à M. Michel Vauzelle (PS), président de la commission des affaires étrangères, M. Dumas s'est bien gardé de se prononcer sur l'application de l'article 35 de la Constitution. Rappelant que la France avait voté la résolution 678 de l'ONU, M. Dumas a indiqué que ce texte est *« marqué par trois orientations : privilégier la paix – c'est le sens de l'appel lancé à l'Irak ; assurer et réaffirmer la primauté du droit, ce qui signifie qu'il ne peut y avoir aucune compromission sur l'application des résolutions votées : avertir l'Irak des risques qu'il fait encourir à la région en bravant la loi internationale »*. *« Notre choix est sans équivoque*, a continué M. Dumas, *il est celui de la paix. (...) Notre recherche d'une solution pacifique n'a qu'une seule limite, celle que nous impose le respect du droit. »*

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) L'article 35 de la Constitution dispose que *« la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement »*.

Bonjour, Arabie saoudite !

Depuis le jeudi 6 décembre, les forces françaises au Proche-Orient (et essentiellement en Arabie saoudite) peuvent recevoir une séquence radiophonique quotidienne d'informations entrecoupée des derniers succès du Top 50 (d'une durée de trente minutes), qui est diffusée sur les ondes de RMC-Moyen-Orient, depuis Chypre, en accord avec le service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA).

□ **Le « procès » de M. Bush : nouveau démenti.** – A défaut de se tenir comme prévu du 10 au 12 décembre à Alger – il a été annulé pour cause d'opposition du gouvernement algérien (*le Monde* du 4 décembre), – le « procès » du président Bush par un « tribunal international » fait parler de lui par les démentis des personnalités censées, selon les organisateurs, y participer. Après M. Hamadi Essid, représentant de la Ligue arabe à Paris (*le Monde* daté 2-3 décembre), le professeur genevois Jean Ziegler nous a, à son tour, informé que la nouvelle de sa participation était *« erronée »*. *« J'ai reçu une invitation. Je l'ai déclinée »*, nous écrit-il (ce qui n'a pas empêché les organisateur du « procès » de l'inscrire sur leurs listes).

DIPLOMATIE

Le voyage en Argentine du chef de la Maison Blanche

MM. Bush et Menem ont célébré les retrouvailles entre leurs deux pays

La police chilienne a renforcé la protection autour des bâtiments diplomatiques américains de Santiago, avant l'arrivée de M. George Bush, attendu jeudi 6 décembre en fin de matinée au Chili, quatrième étape de sa tournée latino-américaine. Une bombe avait explosé mercredi devant le consulat des Etats-Unis, sans faire de victime, une autre a explosé dans la nuit, près d'un hôtel réquisitionné pour les visiteurs. Plusieurs dizaines de personnes qui manifestaient contre le voyage du président américain ont été arrêtées.

En Argentine, où M. Bush a fait une visite de vingt-deux heures, mercredi, un important dispositif de sécurité avait été déployé, après la rébellion militaire de lundi.

Un député de gauche a interrompu le discours du président américain devant le Congrès, ce qui lui a valu d'être expulsé.

BUENOS-AIRES

correspondance

Pessimiste sur la situation en Irak, le président George Bush s'est montré en revanche, au cours de sa visite, très optimiste sur l'avenir de la démocratie argentine, ébranlée quarante-huit heures auparavant par une sanglante rébellion militaire.

Il n'a pas tari d'éloges sur le gouvernement Menem, en raison de son engagement aux côtés des Etats-Unis dans la crise du Golfe, et des mesures économiques résolument néolibérales qu'il a adoptées : libre-échange, privatisations massives et ouverture aux investissements étrangers.

Il a promis *« de ne pas abandonner la démocratie argentine »*, et félicité le président argentin pour *« la fermeté et le courage »* dont il avait fait preuve en écrasant un soulèvement qui, selon lui, était destiné – entre autre choses – à empêcher sa visite.

C'est donc une véritable lune de miel qu'ont célébrée M. Bush et M. Menem qui, malgré un calendrier extrêmement serré, ont trouvé le temps de disputer un match de tennis à la résidence présidentielle d'Olivos avant d'assister à un spectacle de rodéo « gaucho ». M. Bush est le premier président américain à fouler le sol argentin depuis la visite en 1960 de Dwight Eisenhower.

Les temps ont changé

Traditionnellement, les relations entre les deux pays ont été marquées, comme l'a souligné devant le Congrès le vice-président argentin Eduardo Duhalde, par *« la méfiance et l'incompréhension »*.

Mais les temps ont changé. Soucieux de rendre à l'Argentine une crédibilité que la dictature militaire des années 70 et son déclin économique lui avaient fait perdre, M. Menem se veut un des plus fermes alliés de Washington en Amérique latine.

C'est ainsi que, pour effacer le mauvais souvenir laissé par la guerre des Malouines, en 1982, il n'a pas hésité, en dépit d'une forte opposition interne et sans l'approbation du Congrès, à envoyer deux navires de guerre ainsi que des troupes dans le Golfe. Il a déjà été payé de retour, puisque le président Bush s'est engagé à utiliser les institutions à vocation internationale dont dispose le gouvernement americain, telles que l'Eximbank, pour garantir les investissements de son pays en Argentine. Il a également promis de faire profiter l'Argentine du plan Brady, afin de réduire sa dette extérieure, actuellement de 64 milliards de dollars. Malgré les compliments et les paroles encourageantes de l'Oncle Sam, l'Argentine sait qu'elle ne sera pas la première bénéficiaire de l'Initiative pour les Amériques, lancée en juin dernier par le président Bush. Les pays surtout concernés par l'offre de Washington sont le Mexique, en raison de ses réserves pétrolières et de sa proximité géographique, ainsi que le Brésil, en raison de son poids spécifique.

CHRISTINE LEGRAND

La visite de M. Velayati à Paris

Une étape importante dans la normalisation entre Paris et Téhéran

La crise du Golfe – dans laquelle Téhéran s'est aligné sur les positions de l'ONU – et les relations bilatérales ont été au menu de l'entretien qu'ont eu, mercredi soir 5 décembre à Paris, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, et M. Roland Dumas. Arrivé en fin d'après-midi en France pour une visite officielle de trois jours – la première d'un chef de la diplomatie iranienne depuis l'avènement de la République islamique en 1979, – M. Velayati a eu une première séance de travail de plus d'une heure au ministère des affaires étrangères.

Après un bref tête-à-tête des deux ministres, les conversations, élargies aux délégations, ont été pour l'essentiel consacrées à la situation internationale, et en particulier à la crise du Golfe. Elles ont également porté sur les questions bilatérales, notamment les relations culturelles entre les deux pays, a indiqué, sans autres précisions, un porte-parole du Quai d'Orsay. Deux autres rencontres étaient prévues entre les deux ministres, jeudi et vendredi. M. Velayati, qui devait être reçu jeudi par M. François Mitterrand, doit également rencontrer M. Michel Rocard ainsi que le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy.

La visite de M. Velayati intervient alors que les relations entre Paris et Téhéran sont en constante amélioration, en dépit de la difficulté pour les deux pays à régler leur lourd contentieux financier. En tout état de cause, le gouvernement français s'attend qu'elle marque *« une étape importante dans la normalisation politique et économique entre les deux pays »*.

Pour sa part, estimant que les relations franco-iraniennes sont *« en pleine expansion »*, Radio Téhéran affirmait, quelques heures avant l'arrivée de M. Velayati à Paris, que l'Iran pouvait devenir un *« puissant partenaire »* de la France. La radio notait également que *« des entreprises et sociétés financières françaises bénéficient d'une importante participation dans les projets de développement en Iran »*. Il est vrai que l'on note une augmentation remarquable des exportations françaises (6,64 milliards de francs en 1989 contre 750 millions en 1988) et des importations en provenance d'Iran (2,26 milliards de francs en 89 contre 1,17 milliard en 88). Plusieurs dizaines de sociétés françaises ont déjà décroché des contrats en Iran. Parmi les plus importants figure un programme de collaboration industrielle (10 milliards de francs sur dix ans) entre la société Iran Khodro et Peugeot pour la production de 405, ainsi que de voitures iraniennes Paykan dotées de moteurs Peugeot. Paris reste toutefois au 13e rang des fournisseurs de Téhéran.

AFRIQUE

TCHAD

M. Goukouni Oueddeï dément avoir réuni des troupes dans le nord du pays

L'ex-président tchadien Goukouni Oueddeï, réfugié en Libye, a démenti avoir réuni des hommes en vue d'une guerre au Tchad. *« Contrairement à certaines rumeurs mal intentionnées, loin de rallumer la guerre, nous nous sommes efforcés, et ce depuis 1987, de trouver une solution politique au drame tchadien »*, assure-t-il dans un communiqué diffusé mercredi 5 décembre à Paris. Quelques heures auparavant, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait déclaré, au cours du conseil des ministres, que *« des menaces, des appels »* avaient *« été formulés, aussi bien en ce qui concerne la situation dans le sud du Tchad que dans le nord, où M. Goukouni Oueddeï a réuni quelques hommes et semble s'agiter »*.

Nouveau départ avec la Libye

Tandis qu'à N'Djamena, le conseil d'Etat (gouvernement) se réunissait, mercredi soir, pour la première fois, on apprenait le ralliement de plusieurs personnalités à la nouvelle équipe dirigeante de M. Idriss Déby. L'ancien ministre des affaires étrangères, M. Acheikh Ibn Omar, est arrivé mercredi matin à N'Djamena, assurent des sources gouvernementales. De son côté, M. Ahmed Alami, ambassadeur du Tchad en France, a annoncé son ralliement au président Idriss Déby et invité les autres chancelleries *« à suivre son exemple dicté par l'intérêt supérieur de la nation »*. Son appel a été entendu à Alger, où l'ambassadeur du Tchad, M. Maitine Djombé, a déclaré s'être mis, *« dès le premier jour, à la disposition des nouvelles autorités »*.

Ce même mercredi, un avion cargo libyen, transportant des médicaments, s'est posé à N'Djamena, ce qui semble confirmer le nouveau départ des relations entre les deux pays. *« Il n'y a pas de raison pour que nous continuions à avoir des problèmes avec la Libye »* a affirmé un proche conseiller du président Déby. Mais il a souligné que le nouveau chef de l'Etat ne remettrait pas en question la revendication tchadienne sur la bande d'Aouzou, annexée par la Libye en 1973. – *(AFP, Reuter.)*

□ **MAURITANIE : le Sénégal nie toute implication dans une tentative de complot.** – *« Le Sénégal n'est pas impliqué dans le coup de force auquel a fait allusion la Mauritanie »*, a déclaré, mercredi 5 décembre, un haut responsable sénégalais, répondant ainsi aux accusations lancées la veille par Nouakchott. Selon le ministre mauritanien de l'information, certains suspects, arrêtés durant ces deux dernières semaines, auraient dit avoir pris leurs ordres à Dakar. - *(Reuter.)*

□ **ALGÉRIE : des élections législatives dans six mois au plus tard.** – Des élections législatives anticipées auront lieu dans six mois au plus tard, a annoncé le président Chadli Bendjedid, dans un entretien publié mercredi 5 décembre par l'agence de presse officielle APS. Plusieurs partis d'opposition souhaitent le report de ces élections, exigées par le Front islamique du salut (FIS), à la suite de sa victoire aux élections locales de juin. - *(AFP.)*

□ **ZAÏRE : deux morts au cours de manifestations à Matadi.** – Deux personnes ont été tuées et six grièvement blessées, mardi 4 décembre à Matadi, le grand port situé à 350 km à l'ouest de Kinshasa, au cours de manifestations contre la hausse du coût de la vie, a annoncé, mercredi, la radio nationale. Des manifestations analogues ont eu lieu en début de semaine dans la capitale, la police tuant quatre personnes et en blessant cinq autres, selon un bilan officiel. - *(AFP, Reuter.)*

ASIE

Le PC chinois pavillon bas

Suite de la première page

Un an plus tard, le discours est le même, et la réalité aussi dans tout ce qu'on peut en voir. Le baromètre est d'autant plus révélateur de l'état d'esprit des provinces que le Zhejiang ne bénéficiait pas des atouts dont d'autres ont profité. Province agricole, son infrastructure était réduite.

La complicité économique de la diaspora s'y fait moins sentir que dans d'autres régions côtières. Enfin, l'endroit a une autre valeur symbolique : c'est le point de départ du Grand Canal creusé par les empereurs pour approvisionner en céréales les régions défavorisées du nord. L'expression même de l'administration centralisée millénaire.

Or, tout ce qu'on y entend va à l'encontre de la centralisation. La politique de développement côtier prioritaire de l'ancien secrétaire-général du PCC, M. Zhao Ziyang? *« Nous n'y avons rien changé car il n'y a rien à y changer »*, déclare tout net un responsable provincial. *«Il n'y a que comme cela que les régions plus pauvres finiront par progresser »*, entend-on comme une antienne. Autant pour ceux qui, à Pékin, prônent un nouvel égalitarisme.

Même sur le plan individuel, les inégalités semblent mieux vécues qu'auparavant: *« Il faut reconnaître*, dit un apparatchik parlant de son collègue gestionnaire, *qu'il est dans les affaires et prend des risques. J'aurai une retraite. Pas lui. Normal qu'il gagne bien plus que moi. »* Le communiste est vêtu sans recherche. Son collègue arbore complet et cravate. Sur les 16.000 habitants vivant dans la bourgade et sa campagne environnante, 6.000 tirent leur revenu de l'industrie.

C'est cela, la grande nouveauté de l'ère Deng Xiaoping : une mutation sociale à laquelle chacun participe peu ou prou. Les anciennes *« Communes populaires »* du Grand Timonier annoncent aujourd'hui fièrement des revenus provenant pour 40% à 70% des entreprises industrielles implantées au cours des dix dernières années.

Les paysans sont devenus des salariés. Peu importe que l'entreprise pollue, gaspille l'énergie, les matières premières, ou crée de l'inflation en ville. Pour eux, il s'agit d'un emploi, et d'un enrichissement. Ceci explique pourquoi la tentative de recentralisation de l'économie opérée depuis 1989 est un échec, qui contraint le gouvernement à reculer. C'est cela ou abandonner toute prétention à une quelconque autorité nationale.

Car, quand ce monde rural s'est vu menacer de récession par Pékin, il s'est mobilisé à sa manière : en continuant à faire comme avant, tout en prétendant suivre les directives nouvelles de la capitale. Où que l'on aille dans le Zhejiang, on ne trouve pour ainsi dire pas une entreprise rurale ayant fermé ses portes pour satisfaire Pékin. Le discours de tous les reponsables revient à dire : *« Oui, nous avons bien restructuré quelques entreprises, mais personne n'a perdu d'emploi, nous avons procédé en les fusionnant entre elles...»*

Il y a un risque : les entreprises les plus dynamiques doivent absorber au sein de leur personnel celui des canards boiteux. Le bilan est quand même étonnant. Les jeunes ouvriers de telle fabrique de boucliers thermiques destinés à la métallurgie gagnent jusqu'à 6.000 yuans par an. Les vendeurs de ces produits, commerçants semi-indépendants qui jouent de leurs relations pour essaimer la production à travers le pays, empochent jusqu'à trois fois et demi ce revenu. Il y a une douzaine d'années, lorsqu'un paysan gagnait plus de 800 yuans par an, il pensait être riche.

Même contraste pour les citadins. Quand, il y a dix ans, une firme d'électronique japonaise installa dans le plus grand magasin de Pékin la toute première vitrine-exposition de baladeurs, chaînes hi-fi et autres robots ménagers, les badauds en tenue élimée, sentant l'ail et la sueur, étaient muets de stupéfaction devant l'intrusion de ces objets de science-fiction. Aucun n'avait en poche plus d'un dixième de l'argent nécessaire à acheter le moins coûteux de ces appareils. La firme japonaise semblait miser sur une Chine du troisième millénaire.

Aujourd'hui, l'habitant moyen de Hangzhou s'habille comme son homologue de Bangkok ou de Manille. Il achète, pour se marier, un téléviseur couleurs de fabrication étrangère presque aussi bon marché qu'à Hongkong (importé de Taïwan, le récepteur n'est pas soumis aux droits de douane, puisque l'île *« fait partie de la Chine »*). Les jours de fête, pour faire comme dans la diaspora, il arrose son repas de cognac français acheté sur le marché d'Etat. Bien sûr, ce développement est encore embryonnaire. Bien des recoins miséreux subsistent. Il n'est que de voir les hommes attelés à des charrettes de matériaux de construction pour le comprendre.

«Le gouvernement paie mal! »

Partout, on constate que la logique économique a supplanté l'idéologie. Est-il normal que des capitalistes étrangers viennent profiter du faible coût de la main d'oeuvre afin de faire des bénéfices? *« Bien sûr! Tout le monde en profite! De toutes façons, nous avons besoin de l'argent! »*, répond du tac-au-tac un responsable de Jiaxing, trou perdu qui s'efforce de convaincre que les possibilités d'investissements sont bien plus avantageuses chez lui que chez le voisin.

Et la *« contre-révolution pacifique »*, le *« libéralisme-bourgeois »*, menaçant le régime au dire de Pékin? Le plus simple est de refuser tout net d'en parler. Le PCC maintient pavillon bas : les drapeaux rouges qui flottaient jadis sur tout immeuble un tant soit peu officiel ont disparu. Les seuls slogans peints sur les murs appellent à ne pas accaparer la terre arable ou à respecter le contrôle des naissances.

Certes, le pouvoir central existe encore. Son poids prend même parfois la forme d'une ponction équivalente à celle du trône impérial. C'est le cas à Longjing, village des environs de Hangzhou où l'on cultive le meilleur thé vert de Chine. *« Autrefois, une bonne partie de la production était présentée au trône impérial en hommage au souverain. Aujourd'hui, plus du tiers est acheté pour les dirigeants par le gouvernement. Et il paye mal »*, dit Mme Ding Suiqin, *« manager »* (en anglais sur sa carte de visite) du seul point de vente du village.

Et de pester contre la licence donnée aux autres villages de la région de vendre sous l'étiquette *« Longjing »*, *« Puits-au-dragon »*, un thé de qualité inférieure. Avec d'autant plus de fougue que son village, ancienne commune populaire mal desservie, ne bénéficie pas du déferlement de touristes de Hongkong et Taïwan venus dépenser leurs devises à quelques kilomètres de là, dans une plantation supervisée par le gouvernement.

Les mentalités paraissent avoir évolué à un point de non-retour. Pékin, du coup, se heurte à une vaste coalition interprovinciale tacite décidée à poursuivre, voire accélérer, les réformes. Les édiles locaux tentent de convaincre la capitale qu'ils n'ont plus les moyens politiques de les remettre en question, sauf à provoquer le désastre. Les reculades à répétition des centralisateurs pékinois depuis un an montrent que le message fait son chemin.

La chute d'autorité du gouvernement central est accentuée par ses déboires de trésorerie. Les provinces font la *« grève des impôts »*. Le premier ministre, M. Li Peng, a déjà dû annoncer aux responsables des régions les plus démunies qu'ils devraient se débrouiller avec des subsides en forte diminution. Les représentants à Pékin de ces zones pauvres, allant de la boucle du fleuve Jaune au lointain Xinjiang à l'ouest, font, depuis, le siège des pouvoirs publics pour obtenir des avantages du même ordre que les régions côtières en matière d'ouverture sur le monde extérieur.

Les trains de barges circulent en moins grand nombre que par le passé sur le Grand Canal. Ils ne transportent plus beaucoup de céréales mais plutôt des matériaux de construction. La « marchandise » la plus déterminante pour l'avenir de la Chine à remonter vers Pékin depuis ces régions ouvertes est peut-être, cependant, l'apprentissage des réalités économiques modernes qui condamnent les dogmes.

FRANCIS DERON

COREE DU NORD
COREE DU SUD
ZHEJIANG
Wenzhou
HONGKONG
MACAO
HAINAN
Mer de Chine méridionale
OCEAN PACIFIQUE
PHILIPPINES

AMÉRIQUES

HAITI : la campagne pour l'élection du 16 décembre

Un attentat contre des partisans du Père Aristide a fait au moins cinq morts

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

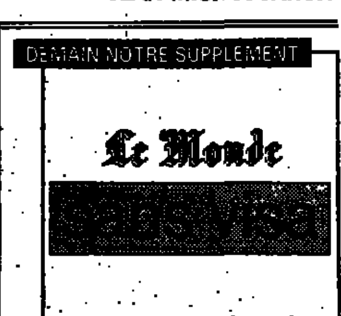
Un attentat dirigé contre des partisans du Père Jean-Bertrand Aristide, favori de l'élection présidentielle du 16 décembre, a fait au moins cinq morts mercredi 5 décembre en fin d'après-midi. Selon un témoin, une grenade a été lancée par des inconnus sur un groupe de plusieurs centaines de personnes qui venaient d'assister à un meeting du jeune prêtre à la sortie de Pétionville, banlieue résidentielle située au sud de la capitale. Quarante-six personnes ont été blessées au cours de l'attentat, selon une radio locale. Plusieurs d'entre elles ont été hospitalisées dans un état grave. Le Père Aristide ne se trouvait plus sur les lieux de la manifestation au moment de l'explosion. Peu avant l'attentat, il s'était adressé depuis le balcon du poste de police à plusieurs milliers de partisans en délire réunis sur la place centrale de Pétionville.

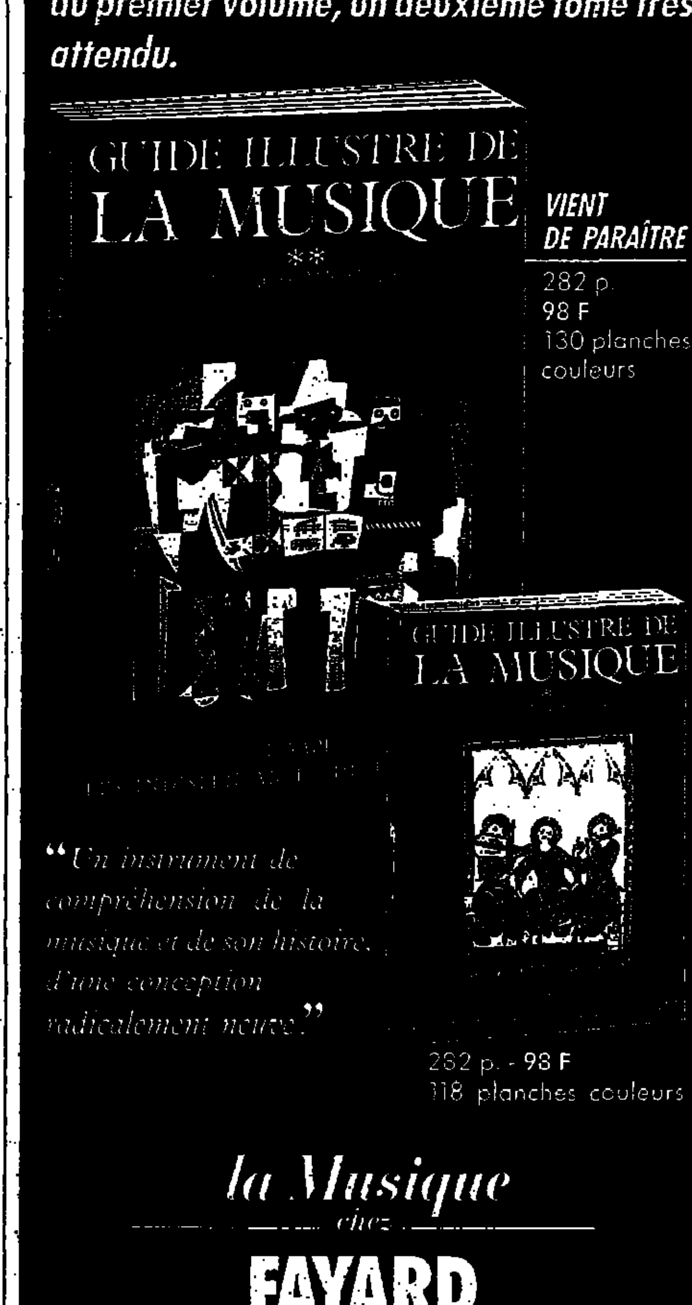
Ce premier incident grave depuis le début de la campagne électorale, il y a moins d'un mois, risque de faire renaître le climat de peur qui avait marqué les élections de novembre 1987 au cours desquelles trente-quatre électeurs avaient été sauvagement assassinés par des bandes de «tontons macoutes». Mais cette fois, l'armée paraît disposée à maintenir l'ordre, avec l'aide d'experts des Nations unies, alors qu'il y a trois ans elle avait laissé faire les tueurs.

Le Père Aristide, trente-sept ans, qui s'est fait connaître par ses sermons enflammés contre la dictature duvaliériste et ses prises de position «anti-impérialistes», est l'ennemi numéro un des nostalgiques de l'ancien régime qui ont été écartés de la course à la présidence par le conseil électoral. D'autant plus que sa popularité ne cesse de croître. Un sondage réalisé dans la capitale pour le compte de Radio-Métropole, la principale station privée, le donne gagnant avec 58 % des voix, loin devant M. Marc Bazin, candidat soutenu par une coalition de centre-gauche, qui arrive en deuxième position avec 13 % des intentions de vote. La popularité du Père Aristide s'étend bien au-delà des bidonvilles de Port-au-Prince. Le dernier week-end de novembre, il a réuni plus de soixante mille partisans au Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays, qui n'avait jamais connu de manifestation aussi importante et enthousiaste.

JEAN-MICHEL CAROIT

□ **BOLIVIE : un directeur de Coca-Cola assassiné.** – Le PDG de la filiale bolivienne de Coca-Cola, Jorge Lonsdale, enlevé en juin par des guérilleros d'extrême gauche affiliés à l'ALN (Armée de libération nationale), a été assassiné mercredi 5 décembre par ses ravisseurs, alors que la maison de La Paz où il était retenu en otage était prise d'assaut par la police. – *(AFP, Reuter.)*





BANGLADESH : sous la pression populaire

Le président Ershad a renoncé au pouvoir

Une grave crise affecte le Bangladesh. Après huit années de pouvoir pratiquement sans partage, le président Ershad a jeté l'éponge. M. Shahabuddin Ahmed, président de la Cour suprême, a été nommé, mercredi 5 décembre, vice-président à titre intérimaire par un vote unanime des partis d'opposition, et a prêté serment dès le lendemain. Ce choix a été ratifié par le général Ershad, qui, avant de démissionner officiellement de ses fonctions jeudi 6 décembre, a levé l'état d'urgence et dissous le Parlement.

DACCA

de notre envoyé spécial

La *« victoire du peuple »* encore toute neuve a été célébrée dans des transports d'enthousiasme, mercredi 5 décembre, dans la capitale du Bangladesh, ainsi que dans les principales villes du pays, Chittagong et Khulna. Des manifestations de fraternisation se sont produites dans les rues de Dacca entre soldats et militants politiques, et le chef d'état-major de l'armée, le général Mohammad Nooruddin Khan, a rencontré le nouveau vice-président dans la soirée. Ces deux faits politiques et, aussi, un début de normalisation de la situation observé jeudi matin à Dacca, semblent éloigner le risque – toujours sous-jacent dans ce pays à l'Histoire très militariste – d'une intervention de l'armée, qui voit pourtant l'un des siens perdre le pouvoir.

Il aura fallu cinq heures de conclave aux partis d'opposition pour se mettre d'accord sur le nom de M. Shahabuddin Ahmed, dont la mission sera d'expédier les affaires courantes – pendant plus de deux mois – jusqu'aux élections parlementaires. Le vice-président, magistrat pratiquement inconnu jusqu'à sa nomination à la présidence de la Cour suprême en janvier dernier, est âgé de soixante ans.

Dans les différentes étapes d'une carrière classique de magistrat, on relève tout au plus que M. Shahabuddin Ahmed a étudié à Oxford. Son nom a été proposé par le Parti national du Bangladesh (BNP), que dirige la bégum Khaleda Zia.

L'autre grande formation politique, la Ligue Awami de Mme Hasina Wajed, avait suggéré celui de l'ancien chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air, le général Abdul Karim Khandaker, mais cette proposition s'est heurtée au refus catégorique de l'APSU, la coordination étudiante, l'intéressé étant disqualifié pour avoir été ministre du plan du général Ershad. Les partis traditionnels vont devoir compter avec les surenchères de la coordination étudiante qui a constamment pris la tête du mouvement d'agitation lancé le 10 octobre pour renverser le président Ershad.

Mercredi, au cours des gigantesques rassemblements populaires qui se sont déroulés dans la capitale (la Ligue Awami et le BNP réunissent leurs partisans séparément), le chef de l'APSU, M. Amanullah Aman, vice-président du syndicat de l'université de Dacca, a adopté un ton nettement revanchard. L'APSU demande l'arrestation immédiate et la mise en jugement du président Ershad, la saisie des biens des *« ministres, parlementaires, hommes politiques et fonctionnaires corrompus »* et l'organisation de procès contre *« les tueurs des étudiants et du peuple au cours des neuf dernières années »*. M. Amanullah Aman, rejoignant sur ce point les propos de la bégum Khaleda Zia, a mis en garde la population contre les *« conspirateurs »*. La veuve de l'ancien président Ziaur Rahman a par ailleurs demandé à la foule de rester vigilante pour empêcher le président Ershad de quitter le pays.

Depuis quarante-huit heures, Dacca se nourrit de rumeurs à propos du sort du chef de l'Etat dont on dit que l'épouse, la bégum Raushan Ershad, ainsi que son fils, se seraient déjà réfugiés à l'étranger. Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont ainsi massées mercredi matin à l'aéroport pour empêcher une fuite éventuelle. Le président Ershad semble, pour sa part, accepter sa défaite sans tenter de retarder le processus de transfert de pouvoirs. Son conseiller de presse, M. Toab Khan, nous a indiqué, jeudi matin, que le président transmettra formellement ses pouvoirs *« probablement dans la journée, ou demain »* au vice-président, lequel devra nommer un nouveau gouvernement. La levée de l'état d'urgence intervenue mercredi soir et la dissolution du Jatiya Sangsad (le Parlement), annoncée le lendemain matin, signifient qu'il n'y aura pas de session parlementaire extraordinaire, samedi 8 décembre, comme cela avait été initialement prévu.

De toute façon, la plupart des ministres, ainsi que les députés du parti au pouvoir, le Jatiya, se sont évanouis dans la nature. Les domiciles de plusieurs membres du gouvernement ont été mis à sac dans la journée de mercredi. Conscientes que les risques de dérapage restent importants, Mmes Hasina Wajed et Khaleda Zia ont mis en garde une population qui éprouve le sentiment d'une véritable *« libération »*, contre le développement d'un climat d' *« anarchie»*. Ce qui n'empêche pas l'APSU d'avoir rendu publique une première liste d' *« ennemis du peuple »* ...

LAURENT ZECCHINI

GRANDE-BRETAGNE : un entretien avec le leader travailliste

M. Neil Kinnock se méfie des « mirages » de la construction européenne

M. Neil Kinnock a accordé, mercredi 5 décembre, au *Monde* et à plusieurs autres journaux européens, un entretien en prévision du sommet européen des 14 et 15 décembre à Rome, ainsi que des deux conférences qui suivront immédiatement cette réunion et qui porteront respectivement sur l'intégration politique de la Communauté et sur l'union économique et monétaire. Le leader travailliste est soucieux de faire entendre la voix de son parti dans le débat en cours sur le rôle de la Grande-Bretagne en Europe.

LONDRES

de notre correspondant

Le tumulte chez les conservateurs, provoqué en partie par l'attitude antieuropéenne de Mme Thatcher, le départ de cette dernière et l'arrivée au 10 Downing Street de M. John Major ont un peu fait oublier l'existence du Labour et de son chef. M. Kinnock caracolait il y a un mois encore dans les sondages, devançant les tories de dix à quatorze points. La tendance s'est complètement renversée, puisque les conservateurs sont désormais en tête de onze points.

Pis encore, un récent sondage a montré que les travaillistes diminueraient leur handicap s'ils changeaient de leader et choisissaient M. John Smith, chancelier de l'Echiquier dans le cabinet fantôme... M. Kinnock dément avoir une quelconque intention de démissionner et estime que tout cela n'est que fièvre passagère. Il affirme que la lune de miel de M. Major avec l'opinion, due à l'omniprésence de ce dernier dans les médias, ne durera que deux mois, et que les électeurs reprendront ensuite leurs sens lorsqu'ils s'apercevront que la récession se poursuit et que l'inflation et les taux d'intérêt élevés persistent. Il veut reprendre l'initiative en montrant que les travaillistes ont des idées originales à propos de l'Europe.

Il nous reçoit, la pipe à la bouche, dans son bureau des Communes, situé sous Big Ben. *« Nous voulons vraiment l'Europe, à la différence des conservateurs »*, lance-t-il d'emblée. Le plan Major visant à créer un « écu dur » qui circulerait dans toute la Communauté, parallèlement aux monnaies nationales, n'est, selon lui, qu'une *« idée fantasque »* puisque les partenaires de la Grande-Bretagne ne sont pas intéressés. *« Ce ne sont pas nos préférences qui comptent, mais les actes des onze autres membres de la Communauté »*, dit-il. Les conservateurs ne voient la construction européenne qu'à travers le prisme financier et la nécessité de combattre l'inflation, alors que les travaillistes ont une vision plus large qui englobe l'économie tout entière, ainsi que la politique sociale.

Le Royaume-Uni dans la course

La pensée du leader travailliste n'est pas toujours facile à suivre. Il est certes hostile à l'idée d'une monnaie parallèle, qui serait en concurrence avec les numéraires nationaux, mais il n'est pas non plus acquis au projet de M. Delors de créer une monnaie unique qui les remplacerait... à moins que les onze partenaires de la Grande-Bretagne ne s'engagent résolument dans cette voie. Sa hantise est celle d'une Europe à deux vitesses, qui laisserait le Royaume-Uni à la traine. Il ne veut pas que son pays reste à l'écart de ce grand dessein, mais il ne veut pas non plus d'une monnaie unique qui serait imposée de l'extérieur. On comprend que le leader travailliste ait refusé obstinément, devant les Communes, de se prononcer par oui ou par non à propos de l'instauration de cette monnaie unique. M. Kinnock propose, pour sortir de ce dilemme, de renforcer les pouvoirs de l'ECOFIN, le conseil des ministres de l'économie et des finances de la Communauté. Plutôt que d'accorder des prérogatives exorbitantes à la future banque centrale européenne, il suggère de confier la conduite de la politique monétaire à l'ECOFIN, qui a l'avantage d'être responsable de ses actes devant les Parlements nationaux. Le contrôle démocratique serait



ainsi maintenu au lieu que les grandes décisions soient prises par des fonctionnaires non élus, qui seraient, en outre, dominés par leurs collègues de la Bundesbank. M. Kinnock souhaite d'autre part que la future banque centrale, aux pouvoirs ainsi limités, ait son siège à Londres.

La Bundesbank, indépendante par rapport au gouvernement et au Parlement de Bonn, est-elle donc à ses yeux un organisme non démocratique ? Pas du tout, rétorque-t-il. Mais le contexte allemand est différent. Les dirigeants de la Bundesbank ont le sens de leurs responsabilités à l'égard de l'économie allemande, *« mais on ne peut pas répéter ce modèle à l'échelle européenne, car le résultat ne serait pas démocratique »*.

L'Europe, bien plus qu'un marché

Bref, la monnaie est une chose trop sérieuse pour qu'on la confie aux seuls banquiers sans que les politiques aient leur mot à dire. M. Kinnock veut en particulier qu'une future banque centrale européenne inscrive dans ses statuts l'objectif de parvenir au plein emploi. Le leader travailliste est anxieux d'éviter que l'Europe ne continue à avancer de façon inégale, avec un centre surdéveloppé formé par l'Allemagne, une partie de la France et l'Italie du Nord, tandis que la périphérie, qui compte notamment l'Ecosse, le Nord de l'Angleterre et le Pays de Galles (dont il est originaire), serait négligée.

L'intérêt des institutions européennes, aux yeux de M. Kinnock, consiste surtout à permettre un développement plus équilibré, grâce au fonds d'intervention régional, et une amélioration des conditions de travail, grâce à la charte sociale. L'intégration politique et monétaire n'est pas, pour lui, une priorité.

« Nos partenaires ont un goût prononcé pour les déclarations grandioses, qu'ils doivent tempérer après coup. Nous sommes plus pragmatiques. Notre attitude consiste à chercher préalablement la petite bête dans tout ce qui nous est proposé, de façon que le résultat soit applicable. Nous cherchons une convergence par le haut, par la croissance économique de l'ensemble des pays de la Communauté », explique-t-il.

M. Kinnock n'a rien contre la *« bouffée d'adrénaline »* que provoquent les vastes projets, allemands et français, d'intégration européenne. Mais il a *« parfois l'impression que ceux-ci constituent des mirages »*. Il constate les disparités du développement économique à l'intérieur de la Communauté et craint que celles-ci ne s'accentuent si on laisse faire les financiers et les technocrates, aux dépens des élus politiques, qui ont, eux, des comptes à rendre à leurs concitoyens.

Le leader travailliste refuse enfin de trancher entre ceux qui souhaitent un approfondissement de la Communauté par une plus grande intégration dans tous les domaines, et ceux qui prônent son élargissement à des pays tels que l'Autriche et la Norvège, ainsi qu'aux nouvelles démocraties apparues à l'Est. A ses yeux, l'Europe est bien plus qu'un marché.

L'attitude de M. Kinnock et de son parti face aux différentes réunions romaines n'est pas, on le voit, moins nuancée que celle du gouvernement conservateur, même si les réserves portent sur des sujets différents. M. Kinnock a cependant, comme il le reconnaît lui-même, beaucoup évolué, et favorablement, depuis le temps qu'il faisait campagne, en 1975, pour le « non » au référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté.

DOMINIQUE DHOMBRES

Réapparition surprise de Salman Rushdie

L'écrivain britannique Salman Rushdie est réapparu en public mercredi 5 décembre pour la première fois depuis que l'imam Khomeiny a prononcé contre lui une sentence de mort en février 1989. Accompagné par ses gardes du corps, l'auteur des *Versets sataniques* a participé, pendant vingt minutes, à une séance de dédicaces de son dernier livre *Haroun and the Sea of Stories* dans une librairie du nord de Londres. Souriant, il a signé une centaine d'exemplaires de cet ouvrage pour enfants dédié à son fils. – *(Reuter.)*

ALLEMAGNE : conseiller diplomatique de M. Kohl

M. Horst Teltschik quitte la chancellerie

BONN

de notre correspondant

M. Horst Teltschik, cinquante ans, quittera ses fonctions de conseiller diplomatique du chancelier Kohl, le 1er janvier prochain. Il doit prendre à cette date la direction de la fondation Bertelsmann, une institution financée par le trust éditorial du même nom, qui consacre ses activités à la recherche en histoire et en sciences politiques.

Ce départ, que M. Kohl a *« profondément regretté »*, a surpris les observateurs de la vie politique bonnoise. M. Teltschik est en effet un très proche collaborateur du chancelier avec lequel il travaillait depuis dix-neuf ans. Sa nomination comme directeur ministériel à la chancellerie en 1982 avait rompu avec une tradition respectée depuis l'époque de Konrad Adenauer, selon laquelle le conseiller diplomatique du chancelier était un haut fonctionnaire issu du ministère des affaires étrangères.

Homme d'action et de caractère, M. Teltschik s'était maintes fois heurté à M. Hans-Dietrich Genscher qui supportait mal celui que l'on appelait parfois le *« ministre des affaires étrangères bis »*. M. Genscher s'était d'ailleurs opposé l'an passé au projet du chancelier de nommer M. Teltschik secrétaire d'Etat.

Le conseiller du chancelier a tiré les conséquences du renforcement de la position du ministre des affaires étrangères à la suite des élections du 2 décembre et de la progression notable de son parti. M. Teltschik avait joué un rôle déterminant dans les négociations avec la Pologne et l'URSS. La dernière mission dont l'avait chargé le chancelier l'avait amené la semaine dernière à Moscou, où il avait discuté avec M. Mikhaïl Gorbatchev des conditions de la répartition de l'aide alimentaire allemande.

L. R.

□ **ALBANIE : Mère Teresa reçue par M. Ramiz Alia et la veuve d'Enver Hodja.** – Le Prix Nobel de la paix, Mère Teresa, religieuse catholique d'origine albanaise, a été reçue mardi 4 décembre à Tirana par le dirigeant albanais Ramiz Alia, a rapporté l'agence albanaise ATA. M. Alia a rendu hommage à l'œuvre humanitaire de la religieuse.

□ **BELGIQUE : arrestation de trois membres présumés de l'IRA.** – Trois membres présumés d'un commando de l'Armée républicaine irlandaise ont été arrêtés, mercredi 5 décembre à Anvers, lors d'une opération de la gendarmerie belge.

□ **GRÈCE : grève générale.** – Un million de Grecs ont cessé le travail, mercredi 5 décembre, pour protester contre le projet de loi réglementant le droit de grève. Le projet, présenté par le gouvernement conservateur de M. Constantin Mitsotakis, devait être voté au Parlement, jeudi 6 décembre. Il prévoit notamment le licenciement des salariés observant des arrêts de travail illégaux. – *(Reuter, AFP.)*

□ **SUISSE : M. Flavio Cotti nouveau président de la Confédération.** – Réunies mercredi 5 décembre en assemblée fédérale, les deux Chambres helvétiques ont porté M. Flavio Cotti, démocrate-chrétien et chef du département de l'intérieur, à la présidence de la Confédération pour 1991. Il succédera à la tête de l'Etat à M. Arnold Koller, également démocrate-chrétien. Chacun des sept membres du gouvernement occupant cette fonction honorifique à tour de rôle, l'élection de M. Cotti se résumait donc à une simple formalité. Mais M. Cotti n'a recueilli que 161 voix sur 195 votants, ce qui est considéré comme *« un score médiocre »*. Ses prises de position en faveur de la protection de l'environnement ont pu déplaire à certains parlementaires. – *(Corr.)*

□ **TURQUIE : Ankara favorable à l'offre d'une coopération avec l'Arménie.** – Ankara *« constate avec satisfaction »* le souhait de la République soviétique d'Arménie de coopérer dans le domaine économique avec la Turquie, a déclaré mercredi 5 décembre le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, M. Murat Sungar, en réaction aux propos en ce sens du ministre du commerce extérieur d'Arménie, dans une interview accordée à la télévision turque (*le Monde* du 5 décembre). La Turquie attache une *« très grande importance »* à une coopération avec tous ses voisins, dont les Républiques soviétiques du Caucase, a ajouté M. Sungar. Il a rappelé qu'Ankara avait déjà signé des accords de coopération économique avec les Républiques soviétiques d'Azerbaïdjan, de Moldavie et la Géorgie. – *(AFP.)*

□ **URSS : M. Gorbatchev contre le « porno-business ».** – M. Mikhaïl Gorbatchev a requis des *« mesures de protection de la morale publique »* contre la profusion de *« littérature pornographique ou pseudo-médicale et de films érotiques »*, a rapporté mercredi 5 décembre la télévision soviétique. – *(AFP.)*

YOUGOSLAVIE : les élections en Serbie

L'opposition démocratique dénonce l'« autoritarisme » de M. Slobodan Milosevic et des néo-communistes

La Serbie et le Monténégro sont les deux dernières Républiques de la Fédération yougoslave à organiser des élections libres. Dimanche 9 décembre, pour la première fois depuis quarante-cinq ans, près de 6 900 000 électeurs serbes désigneront leur président et les deux cent cinquante députés au Parlement monocaméral, au scrutin majoritaire à deux tours. Le même jour, environ 430 000 Monténégrins sont appelés aux urnes pour élire un président, les membres de la direction collégiale et cent vingt-cinq parlementaires.

BELGRADE

de notre correspondante

C'est en Serbie, la plus grande des six Républiques de la Yougoslavie, que la Ligue des communistes a été la plus réticente au multipartisme. Il y a moins d'un an, les autorités de Belgrade estimaient encore que *« le summum de la démocratie »* résidait dans *« un pluralisme monopartite »*. Mais la marche vers la démocratie était inéluctable et, le 28 août dernier, quinze partis étaient légalisés. L'opposition est en conflit permanent avec le pouvoir, qui refuse le dialogue et qui vote toutes les lois touchant à l'organisation des élections sans la consulter. Plusieurs menaces de boycottage du scrutin ont été lancées, et les cinquante-trois partis de l'opposition continuent à dénoncer le manque de liberté dans la presse et à la télévision belgradoises, monopolisées par les « socialistes » au pouvoir.

M. Slobodan Milosevic, l'actuel président de la Serbie et leader du Parti socialiste (ex-communiste), règne depuis trois ans en maître sur sa République. En 1987, il s'était rapidement imposé en leader charismatique des Serbes en exploitant les frustrations politiques et économiques de sa communauté ethnique. Il a incarné *« le réveil de la conscience nationale serbe »* en déclenchant une formidable vague de nationalisme à travers les fameux « meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo ». Après l'adoption d'une nouvelle Constitution en mars 1989, qui renforce le pouvoir de Belgrade sur les deux provinces autonomes de Vojvodine et du Kosovo, il accroît encore sa popularité. Il est alors l'idole de tous les Serbes, communistes ou non.

Lorsqu'il s'est montré réticent au pluripartisme et tenant d'une politique économique plutôt rétrograde, beaucoup lui tournèrent le dos, jugeant qu'il était *« le dernier bolchevik d'Europe »*. Ils lui reprochèrent ses méthodes répressives, son manque de tolérance, son autoritarisme... Aujourd'hui, l'opposition l'accuse ouvertement de vouloir truquer les résultats des élections pour se maintenir au pouvoir. Si le « phénomène Milosevic » est en crise, l'homme n'a pas encore perdu tout son charisme et reste le favori de l'élection présidentielle. Il est crédité de 32 % à 44 % des intentions de vote au premier tour. Schématiquement, on peut classer les cinquante-trois partis d'opposition dans un bloc *« démocratique »* et un bloc *« nationaliste »*. Malgré ses divergences, l'opposition a réussi à s'unir pour revendiquer des élections libres et réellement démocratiques.

Le Renouveau serbe de M. Vuk Draskovic

Lundi 3 décembre, elle a signé une convention par laquelle les partis qui siégeront au futur Parlement s'engagent à exiger l'adoption d'une nouvelle Constitution et d'une loi garantissant *« l'autonomie des médias »*. En plaidant la cause du peuple serbe *« désuni et affaibli »*, *« principale victime du génocide perpétré par les Croates oustachis, et de la tyrannie antiserbe de Josip Broz Tito »*, M. Vuk Draskovic, le leader du Mouvement du renouveau serbe, est très vite devenu la figure de proue des nationalistes. Ecrivain et journaliste, M. Draskovic est bon orateur et sait exciter les passions. Son discours est parfois belliqueux, mais il prône le dialogue... même avec ses plus grands ennemis. Il est la vedette de la campagne électorale et l'idole d'une bonne partie de la jeunesse. Il se porte garant des intérêts serbes et s'oppose d'une façon absolue à *« la confédéralisation de la Yougoslavie »* puisque *« trois millions de Serbes vivent en Yougoslavie hors de leur République »*. Si la Yougoslavie venait à se désagréger en plusieurs Etats indépendants et souverains, il revendiquerait soit, *« tous les Etats où se trouvent des cimetières serbes »* soit *« les Etats faisant partie du royaume de Serbie au 1er décembre 1918 ainsi que les régions majoritairement serbes avant le génocide des Oustachis entre 1941 et 1945 »* – ce qui engloberait une grande partie des Républiques voisines. M. Draskovic est le principal rival de M. Milosevic, et son parti pourrait être, selon les sondages, le plus puissant au Parlement. Nationalistes ou non, l'immense majorité des partis politiques, le Parti socialiste de M. Milosevic inclus, défendent une Yougoslavie fédérative.

Le bloc « démocratique » paraît un peu isolé entre, selon un écrivain serbe, *« l'anticommunisme nationaliste et le nationalisme communiste »*. Il comprend principalement le Parti démocrate, qui regroupe une grande partie de l'intelligentsia serbe, le Parti radical (conduit par un groupe d'avocats belgradois qui se dit proche des démocrates-chrétiens italiens) et la coalition formée autour de l'Alliance des forces réformatrices (AFR), filiale serbe du Parti modéré créé par le premier ministre, M. Ante Markovic. D'orientation résolument *« yougoslave »*, ce mouvement présente à l'élection présidentielle un jeune et brillant intellectuel belgradois, M. Ivan Duric, que la presse locale a rapidement surnommé *« le troisième homme »*, à mi-chemin entre MM. Milosevic et Draskovic.

FLORENCE HARTMANN

Apartheid au Kosovo

Près de 90 % de la population du Kosovo, province autonome reprise en main par la Serbie, sa république de tutelle, est de souche albanaise. Les représentants politiques de cette communauté ont appelé les quelque sept cent mille électeurs inscrits à boycotter le scrutin de dimanche pour protester contre l'« apartheid » auquel elle est soumise depuis maintenant plusieurs mois. M. Slobodan Milosevic et son équipe ont fait de la « reconquête » du Kosovo, où les Serbes et les Monténégrins sont moins de deux cent mille, leur cheval de bataille depuis 1987. Il s'agissait de contrôler le berceau culturel médiéval de la Serbie et de mettre fin à l'offensive des *« extrémistes et séparatistes albanais »*.

Cette politique a provoqué des affrontements sanglants et la mort de plus de cent personnes jusqu'à présent. Après une révision de la Constitution, la « loi serbe » règne à présent dans une région quadrillée par plusieurs dizaines de milliers de policiers et de miliciens serbes. *« Nous vivons dans un pays occupé »*, explique un journaliste de *Rilindja*, le quotidien de langue albanaise interdit depuis le 7 août dernier.

Deux jours plus tôt, les forces de l'ordre avaient également investi les locaux de la radio et de la télévision, qui ne diffusent plus que des émissions en serbo-croate. Une seule publication en albanais est vendue : *Fjala*, qui sorte deux fois par mois. Près de quarante mille « Albanais », qui réclament ouvertement le statut de république pour le Kosovo, ont été licenciés, et la production industrielle est inférieure de 47 % cette année par rapport à 1989. Quotidiennement, des entreprises sont paralysées par des arrêts de travail.

Les « Albanais » ont été chassés des postes de responsabilité dans les hôpitaux, les postes et les usines, comme par exemple à la Société des mines de Trepca. Ils ne sont plus représentés au gouvernement local. Les commerçants qui avaient, le 3 septembre, observé une grève d'une heure pour protester contre la domination serbe ont été condamnés. Beaucoup ont ainsi été obligés de fermer leur magasin pendant un an. Selon l'opposition, il y aurait environ quatre cents prisonniers politiques. A l'université de Pristina, la capitale régionale, les professeurs serbes venus de Belgrade sont de plus en plus nombreux. Mais c'est dans les écoles que règne un véritable apartheid. Elles sont réservées le matin pour les Serbes et l'après-midi pour les « Albanais ». Dans certains établissements, des cloisons ont été dressées afin que les élèves des deux communautés empruntent des couloirs différents.

A. D.


هكذا من الأصل

EUROPE

Un colloque Sciences Po-« le Monde » sur la traversée des turbulences en Europe

Seule une Communauté renforcée pourra répondre aux défis des pays de l'Est

La fête a été brève et les lendemains déchantent. On n'avait certes pas imaginé que le communisme pût jamais s'effondrer de lui-même, pacifiquement; mais quand en 1989 il s'effondra, on n'aurait pas imaginé non plus combien il serait encore difficile à l'Europe de l'Est de s'extraire de ses décombres, combien seraient profondes les séquelles d'un demi-siècle de totalitarisme. A peine le continent avait-il le temps de célébrer les retrouvailles, de commencer à ébaucher un *« nouvel ordre européen »*, que déjà on entrait dans la zone des désillusions et des périls, dans une zone totalement inconnue aussi puisqu'il n'est, à ce passage que traverse actuellement l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, aucun précédent historique.

L'état des lieux est-européens qui fut dressé mercredi 5 décembre lors du colloque organisé par *le Monde* et l'Institut d'études politiques de Paris est des plus sombres. Le propos était de montrer à quel point les turbulences, les incertitudes à l'Est affectent aussi *« l'Europe des beaux quartiers »* – la Communauté des Douze, – exigent d'elle un engagement majeur et l'obligent, *qu'on l'ait voulu ou non*, à se métamorphoser elle-même.

Dès que s'est desserré l'étau des régimes communistes, tous les pays d'Europe de l'Est (URSS mise à part, ainsi que Roumanie et Bulgarie dans une moindre mesure) ont choisi de sauter le pas radicalement. Pas question de réformer le système : des tentatives avaient eu lieu, on avait essayé, comme disait Jacques Rupnik, *« le socialisme à visage humain et le socialisme à chair de poule »* et tout avait échoué; tous voulaient *« une économie qui marche, une économie de marché »*, tous voulaient la démocratie parlementaire, comme à l'Ouest.

Facile à dire. On ne change pas de système comme on ferme une parenthèse. Même là où a autrefois existé la liberté politique et économique, on ne la retrouve pas comme la saveur originelle d'un fruit, par simple opération de décongélation. Le fruit s'est altéré pendant la période de gel. L'Europe de l'Est ne vit pas une restauration mais le début d'une transition que tous les participants au colloque s'accordèrent à décrire comme longue, douloureuse, périlleuse.

Démocraties en péril

Désenchantement politique pour ces jeunes d'Europe de l'Est qui crient, comme le rappelait Antonin Liehm, le directeur de la *Lettre internationale*, qu'on leur a volé leur révolution et auxquels on est bien obligé d'expliquer qu' *« il faut que les révolutions finissent »;* difficulté, pour les nouveaux régimes, de concilier l'exigence de moins d'Etat avec la nécessité d'un pouvoir central fort pour gérer la crise; pathétique désarroi des électorats dont la patience est à bout et qui, comme en Pologne, sont prêts à galvauder leur toute nouvelle liberté de vote au profit du premier faux Père Noël venu : les jeunes démocraties sont déjà en péril.

L'une des raisons de leur fragilité, soulignée par plusieurs intervenants, est que leur avènement n'a pas été *« naturel »*, qu'il n'a pas suivi des évolutions sociales mais les a précédées, que *« la démocratie suppose un long apprentissage ou réapprentissage »*.

Mais le péril majeur vient de la déception de tous ceux qui avaient cru que liberté et prospérité allaient de pair et qui comprennent maintenant qu'ils doivent d'abord souffrir d'un passage à l'économie de marché avant, éventuellement, d'en profiter. *C'est sur ce terrain-là que font* le plus gravement obstacle les séquelles de quelques décennies de communisme, qui rendent la tâche autrement plus difficile que ne le fut la reconstruction de l'Europe occidentale sur les ruines de la guerre.

« La dernière génération qui a su acheter, vendre, produire et qui s'en souvient a aujourd'hui soixante-dix ans », souligna Antonin Liehm. Hormis M. Jacques Attali, président de la BERD, qui affirma trouver comme interlocuteurs dans les pays d'Europe de l'Est *« des élites très sophistiquées »*, tous s'accordèrent à présenter la disparition des élites (sinon intellectuelles, du moins économiques) comme un handicap majeur de l'Europe de l'Est, sauf peut-être en Hongrie.

L'esprit d'entreprise s'est perdu là où il avait existé; les infrastructures sont plus qu'insuffisantes; les systèmes bancaires et juridiques à construire de toutes pièces. Pis, la médecine de l'économie de marché fait peur. En l'absence de tout système de protection sociale, elle veut dire insécurité : ici, le chômage guette les ouvriers des industries promises à restructuration; là, la privatisation effraie les paysans, le contexte international n'étant au demeurant guère favorable à la multiplication des petites exploitations agricoles et à la surproduction. Elle veut dire inégalités pour une population bercée pendant un demi-siècle par la langue de bois de l'égalitarisme par le bas et prime à nouveau donnée aux mieux placés, à savoir les ex-nomenklaturistes. L'héritage psychologique de ces cinquante dernières années est un désastre.

Parmi tous ceux qui, mercredi, dressèrent ce constat, M. Jacques Attali choisit d'adopter un point de vue *« shakespearien »*. Le seul pronostic auquel il se risqua fut que, dans le meilleur des cas, *« cela prendrait vingt ans »*.

Incertitudes du passage à l'économie de marché et fragilité des nouveaux régimes ne furent pas les seuls dangers recensés. D'autres concernent directement l'Europe occidentale. C'est d'abord l'énorme potentiel d'immigration qui, suppose-t-on, va se masser aux frontières orientales de la *Communauté au moment où l'URSS*, notamment, s'apprête à ouvrir les portes de sortie. Plusieurs participants ont toutefois tenu à relativiser ce problème que l'Europe nantie a l'impression de découvrir, mais qui est depuis quelques semaines *« savamment orchestré par les dirigeants soviétiques »* qui s'en servent à pour appuyer de leurs demandes d'aide à l'Occident. L'URSS n'a d'ailleurs toujours pas adopté (faute de papier pour fabriquer les passeports, dit-on) la loi qui permettra à ses ressortissants de quitter le pays. Il est vraisemblable, selon Georges Tapinos, que les flux migratoires affecteront en premier lieu les pays de l'Est eux-mêmes.

Autre danger abondamment présenté comme un facteur de déstabilisation : la résurgence des nationalismes. *« S'il y a aujourd'hui un problème de sécurité en Europe, c'est celui de la guerre civile en URSS et en Yougoslavie »*, disait ainsi Pierre Hassner. A lui seul le devenir de l'Union soviétique hypothèque tout projet paneuropéen et pose aux gouvernements occidentaux un problème jusqu'ici mal résolu, souligné par Jacques Amalric : *« Le pouvoir fédéral a-t-il une chance de survivre à la tourmente, et si oui au prix de quelles transformations? La question est gênante pour des gouvernements occidentaux qui ont fait un pari sur la pérennité de Gorbatchev. »*

L'amorce de réformes économiques en URSS n'a eu à ce jour pour seul effet que de *« décapiter un système qui avait au moins l'avantage de répartir les pénuries »*. Sabotages et corruption aidant, on va vers l'anarchie pure et simple. La querelle entre le pouvoir central et les Républiques ne fait en outre que commencer. Plus encore qu'un mouvement de reprise en main par cumul des pouvoirs détenus par un seul homme, un mouvement de retour à l'ordre paraît aujourd'hui s'amorcer, l'un et l'autre risquant de se traduire par la remise en cause de l'embryon de démocratie soviétique.

N'est-il pas paradoxal de la part des Occidentaux d'en venir à souhaiter une plus forte concentration des pouvoirs de M. Gorbatchev? Est-il raisonnable de continuer de n'entretenir de relations qu'avec Moscou, alors que de nouveaux centres de pouvoir s'ébauchent dans les Républiques? Aucun projet d'architecture paneuropéenne, comme la *« confédération »* de M. Mitterrand, ne peut être crédible, demandait Pierre Hassner, tant que subsiste cette incertitude majeure quant à l'URSS?

La « demande de communauté »

Fort heureusement, l'autre chapitre du colloque, qui portait sur les mutations et les responsabilités nouvelles de l'Europe communautaire, prêta à davantage d'optimisme. Pour M. Jean François-Poncet et M. François Heisbourg, directeur de l'Institut d'études stratégiques de Londres, pour M. Francis Gutmann, président de Gaz de France, comme pour M. Jérome Vignon, qui représentait la Commission de Bruxelles, non seulement ces évolutions à l'Est ne mettent pas en péril les projets d'intégration communautaire, mais ils les renforcent et leur apportent une pertinence nouvelle.

Plusieurs périls de ce côté aussi sont couramment évoqués, qui ne *sont pas que fantasmes. C'est*, en premier lieu, l'apparente contradiction entre élargissement et approfondissement de la Communauté et le risque que, au nom du premier, sous prétexte que de toutes parts on frappe à la porte, certains ne cherchent sournoisement à diluer le projet communautaire. Cette contradiction est plus formelle que réelle, répond en substance M. François-Poncet; c'est une question de calendrier. La priorité, et le consensus sur ce point semble acquis, c'est l'approfondissement *« à condition*, ajoute-t-il, *qu'il soit dès maintenant clairement et solennellement affirmé que la Communauté renforcée sera ouverte à d'autres »*. L'Europe des Douze est en toute hypothèse le seul pilier solide, central, de toute future *« architecture »* allant jusqu'à l'Oural.

Autre incertitude née pour les Douze des bouleversements à l'Est : le rôle que jouera en son sein une Allemagne unifiée. *« Le plus simple pour l'instant est de prendre l'Allemagne au mot »*, c'est-à-dire de croire à ses convictions européennes affichées, estime à cet égard M. François Heisbourg, reprenant une formule dont usa autrefois M. Genscher à propos de Mikhaïl Gorbatchev.

On peut, estime-t-il, s'assurer de l'adhésion durable de l'Allemagne à l'objectif communautaire, mais à deux conditions : il faut, d'une part, que ses partenaires lui fassent confiance, et il critique à cet égard l'attitude des dirigeants français et britanniques pendant un an, le fait que *« Washington a mieux répondu que Paris et Londres »* aux événements qui ont permis l'unification. L'autre condition, c'est d'exiger de l'Allemagne un plus grand engagement en faveur de la sécurité et de la défense communes et de refuser à l'avenir des attitudes de repli du type de celle qu'elle observe actuellement à propos de la crise du Golfe. Avec la fin de la guerre froide, *« il n'y a plus de limite* a priori *à la relation franco-allemande »*, dit encore François Heisbourg.

Quant au fait que l'Allemagne se sente une vocation particulière en direction de l'Europe de l'Est, comme l'a d'ailleurs montré le vibrant plaidoyer du comte von Walderdorff, elle est aussi *affaire de géographie*. De même qu'a été mis en cause le peu de capacité des entreprises françaises à s'implanter sur des marchés où d'autres (allemandes mais aussi italiennes) font beaucoup mieux qu'elles, de même l'une des conditions pour que l'Allemagne reste solidement arimée à la Communauté réside probablement dans l'effort que fera cette dernière pour répondre à la puissante demande que lui adresse l'Europe de l'Est.

Au moment où l'empire soviétique se délite, où le désengagement des Etats-Unis s'amorce et où les relations euro-américaines, privées du ciment de la menace soviétique, promettent de devenir de plus en plus polémiques (voir la vigueur de la riposte européenne dans le cadre du GATT), tout appelle la Communauté à devenir une grande puissance. Il faut, dit François Heisbourg, qu'elle s'en donne les moyens, notamment sur le plan de la sécurité, et la France de ce point de vue a un devoir de proposition. Il faut aussi qu'elle s'en donne les moyens politiques et institutionnels, souligne Jérôme Vignon. Contrainte de gérer des contraintes de plus en plus nombreuses, elle est obligée *« de se donner un profil politique plus fort, de ramasser son système de décision »*. Sollicitée par l'Est et par le Sud en même temps et par la nécessité de maintenir sa propre croissance, elle n'a d'autre issue que de *« transformer sa productivité globale »*, à quoi visent les projets de grand marché, d'union monétaire et d'union politique dont elle s'est dotée.

A la demande des pays de l'Est, une communauté supranationale est mieux à même de répondre que les traditionnels réseaux de coopération, dit encore Jérôme Vignon : *« L'alchimie de la Communauté tient à sa vertu supra-nationale. Elle produit de l'énergie politique à partir d'énergie économique. »*

CLAIRE TRÉAN

URSS

Mise en garde de M. Eltsine contre le recours à l'armée pour sortir de la crise

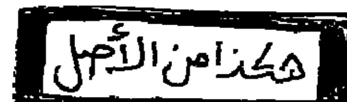
Le débat sur le rôle de l'armée dans la situation chaotique que vit l'URSS s'est précisé mercredi 5 décembre avec une mise en garde lancée par M. Boris Eltsine contre la tentation de *« sortir de la crise par la force, en s'appuyant sur l'armée »*. *« L'armée ne peut pas résoudre les problèmes économiques, et aujourd'hui ce sont les problèmes essentiels. Au contraire, un telle évolution des évènements nous priverait des dernières chances d'issue positive, des dernières chances d'éviter la guerre civile »*, a ajouté le président du Parlement de Russie dans un discours prononcé devant l'académie militaire Dzerjinski de Moscou.

La veille, M. Mikhaïl Gorbatchev avait annoncé devant le Parlement soviétique qu'il envisageait des mesures pour *« renforcer le rôle et la responsabilité de l'armée et des organes de maintien de l'ordre »*. Il était déjà passé à l'acte en nommant dimanche dernier l'énergique général Boris Gromov à la tête des troupes dépendant du ministère de l'intérieur. Cité mercredi par *Sovietskaïa Rossia*, ce dernier a déclaré qu'il entendait agir *« avec le maximum d'esprit de décision »*.

M. Eltsine, dont le discours est publié par l'agence non officielle Interfax, a estimé en revanche que *« faire agir l'armée dans notre société en ébullition aggravera la confrontation et la mènera à la catastrophe »*. *« L'armée n'est pas homogène (...), nous savons quelles sont les divergences, elle pourrait se diviser en groupes opposés et la lutte politique qui reste aujourd'hui pacifique pourrait devenir armée »*, a-t-il ajouté, en soulignant de plus que, l'URSS étant une puissance nucléaire, *« cette hypothèse serait une menace non seulement pour notre pays mais pour le monde entier »*.

Au même moment, un groupe de députés soviétiques lançait un appel à M. Gorbatchev pour qu'il instaure l'état d'urgence et fasse suspendre les Parlements de Russie, de Lituanie, de Moldavie et de Géorgie, en ayant recours à l'armée, *« seule force résistant encore à la désintégration de l'Etat »*, a rapporté l'agence Tass. Parmi ces députés figurent des représentants du mouvement conservateur Soyouz – qui revendique près d'un quart des députés du Congrès, – mais aussi ceux du Parti libéral-démocrate, un des multiples groupuscules apparus sur la scène soviétique. – *(AFP, AP.)*

□ Un demi-million de départs par an dès 1991, selon des estimations soviétiques. – L'adoption prévue en 1991 d'une loi autorisant la libre sortie des Soviétiques amènerait le départ d'un demi-million de personnes par an, a estimé, mercredi 5 décembre, le délégué soviétique à un séminaire sur les migrations qui se tient à Genève. Il y a eu deux cent trente-six mille départs en 1989 et quatre cent mille sont prévus cette année, a précisé M. Nikolaï Smirnov, en s'inscrivant en faux contre les prévisions alarmistes en Occident d'un prochain afflux sauvage de millions de Soviétiques fuyant *« la faim »* dans le pays. – *(AFP.)*



POLITIQUE

Réuni en conseil national

Le RPR veut une seule Europe élargie aux pays de l'Est

Le Conseil national du RPR a adopté mercredi 5 décembre un Manifeste pour l'union des Etats de l'Europe à l'unanimité moins une voix, celle de M. Devedjian, député des Hauts-de-Seine, qui appartient au mouvement La Force unie animé par M. Michel Noir. Le RPR se prononce contre une intégration accentuée de l'Europe des Douze et pour une confédération ouverte à l'ensemble des Etats du continent européen.

Avant d'adopter, au terme de cinq heures de débats, le Manifeste pour l'union des Etats de l'Europe (*le Monde* du 6 décembre), le conseil national du RPR a entendu M. Jacques Chirac. Celui-ci a insisté sur les *« incertitudes qui subsistent »* en Europe, concernant le destin de la Russie, l'avenir de l'Allemagne et les conséquences de la crise du Golfe. Puis il a déclaré : *« Etre européens, pour certains, consiste à penser que, dans l'Europe nouvelle, les Etats ont fait leur temps, que l'indépendance et la souveraineté nationales n'ont plus leur place. Je respecte ceux qui soutiennent ce point de vue, mais il n'est pas le nôtre. Etre européens, pour nous tous gaullistes, c'est œuvrer en vue d'une solidarité sans cesse renforcée des nations de l'Europe, mais dans une véritable union des Etats. »*

Le président du RPR a précisé trois grandes orientations : *« La communauté de l'an 2 000 doit être ouverte à tous les Européens ; ses membres doivent créer et renforcer leur solidarité dans tous les domaines ; elle doit enfin être véritablement démocratique. »* Il a ajouté : *« Nous refusons la conception des socialistes français, ou encore des Allemands et des Italiens, d'une « fédération » des Douze, les autres étant relégués dans une vague confédération, dont on ne précise ni le sens ni les structures. »*

M. Chirac s'est ensuite demandé, à propos d'une éventuelle monnaie unique : *« Sommes-nous seulement prêts à remplir nos engagements actuels, c'est-à-dire à entrer dans le grand marché en 1993 ? Le gouvernement devrait répondre à une question simple : peut-il se prétendre européen et entrer dans l'Europe avec de pareils handicaps pour l'économie française ? C'est pourquoi les prétentions de M. Delors et du gouvernement socialiste de doter l'Europe d'une monnaie unique me paraissent sans objet. »* Le maire de Paris a énoncé trois idées : la permanence du fait national, une volonté commune de défense et une union européenne vraiment démocratique.

M. Balladur : « Affirmer le rôle de la France »

M. Charles Pasqua a indiqué ensuite : *« A nous de présenter aux Français le grand dessein que nous avions pressenti, et nous verrons bien alors qui est frileux. On ne voit pas pourquoi l'Europe de l'Ouest ne serait pas capable de faire, vis-à-vis de celle de l'Est, ce que l'Allemagne de l'Ouest a fait vis-à-vis de celle de l'Est ; pourquoi les Européens, en cinq ans, ne feraient pas ce que les Allemands ont réussi en moins d'un an ? »* S'adressant à M. Giscard d'Estaing, sans le nommer, il a déclaré : *« Ceux qui vont dire, avec un brin de condescendance : « L'élargissement c'est sympathique mais c'est impossible », sont toujours démentis par l'Histoire, parce qu'ils sous-estiment la dimension irrationnelle des choses, ce petit rien qui conduit les hommes à se dépasser. Une volonté politique des Etats, qui partagent désormais les mêmes valeurs, de proclamer solennellement leur appartenance à un espace commun et leur choix de l'organiser ensemble, voilà ce qu'il convient de faire d'abord, et le reste viendra de surcroît. Héritiers d'une seule et même civilisation, tous les pays européens ont vocation à faire partie de la même organisation politique. Une Europe à deux vitesses ne serait que la pénalisation perpétuelle des nations que Yalta a abandonnées à Staline. L'union politique doit faire l'objet d'une création originale, à partir d'un nouveau traité ouvert à tous les Etats européens membres de la CSCE. »*

M. Edouard Balladur a affirmé pour sa part : *« Nous sommes pour le progrès de l'Europe et aussi pour l'affirmation du rôle de la France. »* Il a ajouté qu'il faut *« maintenir la communauté des Douze, que la France n'y est pas encore assez forte, qu'il faut perfectionner la Communauté sur le plan fiscal par la création d'une monnaie commune, qu'il faut l'élargir à tous les pays de l'Europe de l'Est dès lors qu'ils auront consolidé chez eux la vie démocratique et l'économie de marché. Il faut démocratiser l'organisation de l'Europe de l'Ouest ; celle-ci a encore besoin d'être défendue, car la Russie demeure la nation la plus instable et la plus armée. »* Quant à une organisation plus structurée de l'Europe tout entière, M. Balladur estime : *« Soyons prudents et ouverts à toutes les évolutions. »*

M. Philippe Séguin a déclaré quant à lui : *« La République en France a fini par incarner, dans un même élan, l'Etat et la nation. Si l'on veut bâtir l'Europe sur des fondements solides, la reconnaissance des nationalités est le préalable à toute construction et l'intégrité des Etats en est la condition. On pervertit l'idée européenne en voulant ignorer les réalités nationales. Depuis des années, l'engrenage des traités, des règlements et des jurisprudences opère implacablement le transfert des souverainetés, au profit d'une technocratie supra-nationale. Et nous devrions nous accommoder du fait accompli ? Le résultat est d'autant plus désastreux que, en même temps qu'il est dessaisi par l'Europe, l'Etat est miné par les dérives d'une décentralisation mal conçue et par le dévoiement du service public. Que restera-t-il bientôt de l'Etat, qui est l'agent de l'unité nationale, si on laisse se fortifier des féodalités locales ? Que reste-t-il des grands principes de la République ? Eh bien, hélas, il n'en reste pas grand-chose : désormais, c'est chacun pour soi et Dieu pour personne. »*

M. Devedjian contre le manifeste

M. Richard Cazenave, au nom du courant VIE, a affirmé : *« Il serait inconcevable de ne pas tendre la main aux jeunes démocraties de l'Est, qui, aujourd'hui, partagent nos idées et notre idéal. »* Le courant VIE, qui a été fondé par M. Carignon, approuve donc le manifeste. En revanche, M. Devedjian, membre de La Force unie de M. Michel Noir, a dénoncé la contradiction qu'il y a à vouloir *« une Europe à trente Etats, alors que l'on s'était opposé à son élargissement à douze »*. Pour lui, le débat est dépassé *« depuis la ratification de l'Acte unique, qui a déjà introduit une logique fédérale. Seul un système plus intégré de l'Europe éviterait les carences de celle-ci »*. Il a annoncé qu'il ne voterait pas le manifeste.

M. François Guillaume, ancien ministre de l'agriculture, a approuvé le manifeste mais estimé que seule une monnaie unique *« empêcherait le deutschemark de devenir la monnaie communautaire »*.

Lire également page 33, les déclarations de M. Bérégovoy sur l'union économique et monétaire.

Retour au « grand dessein »

André Passeron

POUR fixer sa position à l'égard de l'avenir de l'Europe, le RPR a estimé que le moment était opportun en raison d'un faisceau d'événements : l'approche du grand marché unique, l'accession à la démocratie des pays de l'Est après la chute du mur de Berlin, l'effacement de Mme Thatcher, qui a symbolisé la fierté nationale, l'errance de M. Le Pen sur certains thèmes détournés du gaullisme originel, les controverses qui touchent même les socialistes sur l'intégration européenne, l'identité nationale exacerbée par les dangers d'une immigration accrue.

Le RPR a donc arrêté sa doctrine en adoptant, au conseil national du 5 décembre, un *manifeste*, dont le titre résume tout un programme : « Pour l'union des Etats de l'Europe ». Cette attitude et le contenu de cette proclamation permettent ainsi au RPR de retrouver une personnalité propre sur ce sujet, alors que celle-ci avait paru quelque peu estompée avec sa participation à la liste d'union, en compagnie de l'UDF, sous la houlette de M. Giscard d'Estaing, aux élections européennes de 1989. Encouragé également par les récents sondages d'opinion, le mouvement que défend M. Jacques Chirac, depuis exactement quatorze ans, a voulu marquer son originalité par rapport à ses partenaires sur ce sujet, sans toutefois s'opposer à eux puisqu'il a proclamé que l'objectif commun qu'est la construction de l'Europe peut être atteint par des voies différentes.

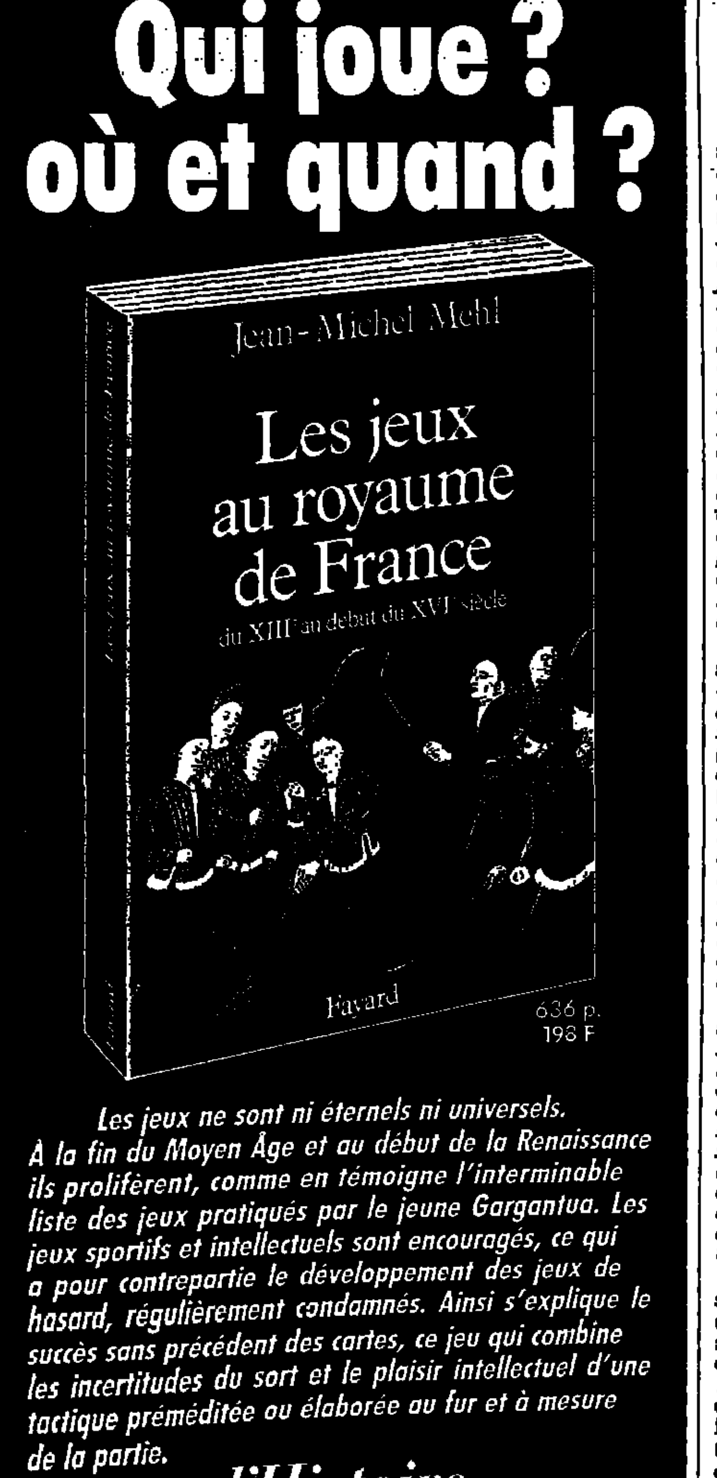
Plus nettement en revanche, les « chiraquiens » se sont vivement et ouvertement attaqués aux conceptions, selon eux, tout à la fois supranationales, étriquées et technocratiques des socialistes et de la Commission de Bruxelles, présentées par M. Delors. Ce terrain a permis aux courants du RPR d'aboutir à une synthèse acceptée – après bien des concessions réciproques – à l'unanimité moins une voix, celle de M. Devedjian, porte-parole de M. Michel Noir, absent des travaux. Il n'y aurait donc plus que de simples nuances entre le courant Pasqua et le courant Chirac, et le RPR tout entier aurait trouvé son créneau.

Patriotisme lyrique

Désormais, l'Europe, selon la vision du RPR, ne peut plus se limiter aux seuls douze pays de la Communauté. Elle doit s'élargir, à l'ensemble des démocraties du continent, qui pratiquent l'économie de marché. Les modalités de cette extension ne sont cependant pas fixées : diverses, selon le manifeste, simple association pour M. Balladur, elles pourraient résulter d'un traité, selon M. Pasqua, et être alors soumises à un référendum.

Les transferts de souveraineté à un organisme commun ne devraient concerner ni la défense ni la diplomatie ni la monnaie, mais une coopération devrait se développer dans ces domaines. Les institutions européennes en tout cas devraient être démocratisées et responsabilisées pour acquérir la réelle légitimité qui leur manque. Car, ce qui compte, avant tout, ce sont les États, c'est-à-dire les nations qui s'incarnent dans la République, aujourd'hui menacée, et dont M. Philippe Séguin a fait un vibrant éloge au nom d'un patriotisme lyrique de la plus pure veine du gaullisme national.

En se montrant à la fois plus nationaliste et plus largement européen que les autres, en saluant aussi bien la fierté nationale que l'ambition à l'échelle du continent, les gaullistes d'aujourd'hui pensent avoir esquissé un grand dessein, dont ils accusent les autres d'être dépourvus.



M. Michel Noir plaide pour un « grand-dessein » et une « nouvelle démocratie »

M. Michel Noir, maire de Lyon, a annoncé, jeudi 6 décembre, sa démission du RPR et de son mandat de député. *« Je souhaite*, a ajouté le maire de Lyon, *que, dans un vaste sursaut national, ceux qui, comme moi, n'acceptent plus que soient sacrifiés aux jeux partisans les questions et l'avenir de notre société démissionnent eux aussi, afin que soit redonné au peuple le pouvoir de décider. » « Quand les Français, dans leur majorité, ressentent un vide coupable chez ceux à qui ils ont donné mission de résoudre les problèmes et de dégager des perspectives d'avenir, alors le temps est venu d'en tirer toutes les conséquences »*, a-t-il déclaré en expliquant sa décision. *« C'est à cette condition*, estime M. Noir, *que pourra naître de nouveau le goût de croire ensemble à quelque grand dessein et à l'espérance d'une nouvelle démocratie. »*

Pour justifier sa décision, M. Noir a dressé un rapide portrait de la *« France malade » : « Malade du chacun pour soi, qui fait désormais s'ignorer ou s'opposer les Français (...) ; malade de la crise qui s'installe dans les grands corps de la nation (...) ; malade de voir les acteurs politiques, de quelque bord qu'ils soient, loin de la morale de l'action, se livrer à leurs jeux favoris que sont les luttes intestines pour le pouvoir (...) ; malade, enfin, de ne plus tenir son rôle historique sur la scène internationale, cela au moment où une partie de l'Europe a fait le choix de la liberté et de la démocratie. »*

« Cette situation ne peut plus durer, a continué M. Noir. *Jamais, dans son histoire, la France n'a pu longtemps se résigner à une telle absence de projet, à une telle médiocrité des comportements. Partout surgit une réaction de rejet et l'attente d'un sursaut. De nombreux hommes politiques n'acceptent plus une telle dérive de la France, une telle insatisfaction des Français. C'est parce que je suis de ceux-là que j'ai décidé de prendre mes responsabilités et de réagir. »*

Elu pour la première fois à l'Assemblée nationale en 1978 et constamment réélu depuis, M. Noir, après une tentative infructueuse de conquête de la mairie de Lyon en 1983, l'avait emportée haut la main en 1989, conquérant ainsi une « surface » politique qui lui permet de cultiver son indépendance. Ministre du commerce extérieur de 1986 à 1988 dans le gouvernement Chirac de cohabitation, il avait, en mai 1987, affirmé dans nos colonnes son souci de ne pas voir la formation gaulliste *« perdre son âme »* pour gagner des élections au prix d'une alliance avec le Front national.

SPÉCIAL

A l'instant où s'associent l'idée et le désir, le rêve et la réalité, nous avons réuni dans ces pages un éventail de cadeaux, vous permettant de vous guider et de renouveler, une fois encore, votre plaisir d'offrir, pour que la joie de donner soit égale à celle de recevoir.

• LA SOIE AU CORPS

Depuis 1923, la Princess Mary tient, qui le veut, au chaud ! Cette boutique est, en effet, la grande spécialiste des sous-vêtements. Ainsi, les femmes peuvent-elles y découvrir les introuvables chaussettes mi-bas, en soie, mais aussi de superbes liseuses tricotées main ! Pour la saison du ski, voici, pour hommes et femmes, des sous-pulls en soie à col roulé (545 F) avec collants (495 F) assortis. Vous trouverez aussi les chemises de nuit en coton Calida, chou comme tout, ainsi que toutes les grandes marques de sous-vêtements ! 205, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

• LOIN DU BRUIT

Si les achats de fêtes et leurs bruits vous exaspèrent, faites donc un tour au Club de Dix de David Shiff. Calme et volupté seront alors au rendez-vous. Dans ces clubs décorés très « cosy » vous attend la douceur du cachemire à des prix toujours très doux, 3 500 F les deux pulls Johnstons, 1 300 F les deux écharpes, 5 000 F le très grand carré, 3 995 F la veste ! Et bien sûr, tous les accessoires haut de gamme, tels cravates, pochettes, foulards, maroquinerie sont également à des prix raisonnables. Madame peut aussi écouter les conseils savants de Mme Shiff, qui l'habillera en grand soir ! 13, rue Royale et 4, rue Marbeuf, 75008 Paris.

• LA GRIFFE EN DISCOUNT

Si vous voulez faire vos achats chez le discounteur de luxe, Stéphane Men's le dimanche, cela est possible désormais au 130, bd Saint-Germain, l'autre adresse, 5, rue de Washington est au repos ce jour-là ! Et que trouve-t-on ? Des chemises griffées Balmain, Féraud, Lapidus... à 200 F, des smokings en laine et mohair à 1 595 F, chemise assortie à partir de 213 F. Un grand choix d'accessoires, cravates Féraud à 195 F, ceintures en cuir réversibles Lapidus à 159 F, foulards en soie à 175 F et bien sûr, tous les manteaux, costumes et vestes à des prix fous !

• JUN ASHIDA

Contrairement à ses confrères, le couturier japonais Jun Ashida s'est d'abord imposé dans son pays natal avant d'installer à Paris sa première boutique européenne. Un parcours sans faute pour ce jeune homme de 58 ans, ce qui lui a valu d'être consacré star dans le domaine du prêt-à-porter féminin de très haute qualité. Une collection toute parisienne et superbe avec une touche nippone qui personnalise tout son talent. Pour cet hiver, des tailleurs et manteaux dans des lainages pied-de-poule, absolument magnifiques, 34, fbg Saint-Honoré, 75008 Paris.

• BIJOUX A PETITS PRIX !

Les plus grandes signatures de la joaillerie en occasion et de 40 % à 50 % moins cher que neuves, cela existe chez Perronot, le premier à proposer des bijoux d'occasion signés Van Cleefs & Arpels, Mauboussin, Cartier... Mais vous trouverez aussi ses propres créations ainsi que des bijoux anciens. Tous créés ou choisis selon le même critère : pouvoir proposer des prix très, très compétitifs pour le plus grand bonheur de clients fidèles. Cela lui a d'ailleurs valu une bonne place dans le guide Paris pas cher, c'est tout dire ! 4, Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

• UN BICENTENAIRE !

Balzac, en son temps, parlait déjà dans ses livres du magasin Au petit matelot. En effet cette maison bicentenaire est une vraie star pour les vêtements de loisir et de sport, elle habille tout le gotha discret et parisien avec ses duffle-coats en laine, Gloverall, de 2 ans à 99 ans ! Il existe même des modèles en jean ou en tissu « Crombie » : laine et camelhair. Bref, des duffle-coats de 685 F à 2 615 F ! Vous trouverez également toute la ligne en « Gore-tex », de la veste aux chaussures, en passant par la casquette et les gants ! 27, av. de la Grande-Armée, 75116 Paris.

• TOUS LES PRIX

Chez Michel Swiss vous êtes sûr de ne pas connaître l'épineux problème qui se pose, à l'instant du choix de vos cadeaux, car, chez ce grand parfumeur parisien, vous en trouverez à tous les prix ! Michel Swiss, c'est, bien ûr, au 16, rue de la Paix (2e étage asc.) mais c'est également, depuis peu, une autre boutique au 16, av. de l'Opéra qui propose également à des prix avantageux, comme d'habitude, de la parfumerie, des produits de beauté, des foulards, des bijoux, des cravates et autres pulls sublimes en lambswool ou en cachemire.

• BIJOUX DE POÉSIE

Pour Noël, le grand créateur de bijoux d'art Jacques Gautier est inspiré par trois thèmes pour ses fameux bijoux en émaux sur argent et aux couleurs de pierres précieuses : romantique, russe ou contemporain. Quoi qu'il en soit, ils sont toujours interprétés avec beaucoup de poésie. Dans sa galerie vous trouverez également des artistes invités à présenter leurs œuvres : Françoise Bissara-Frereau, par exemple, qui crée de magnifiques chandeliers-sculptures à partir de 900 F, ainsi que Myriam Bat-Yousef, un peintre sur soie qui remplace vos cravates par de superbes foulards, si vous le voulez bien, 900 F. 36, rue Jacob, 75006 Paris.

• LA RIVE CHIC

Rive Droite, la célèbre parfumerie du 35, de l'avenue Marceau à Paris, vient d'ouvrir une boutique mitoyenne consacrée aux accessoires. Même politique de prix : 20 % moins cher toute l'année, plus des articles en promotion. Bref, voilà donc un complément à la parfumerie. Vous trouverez là des maroquiniers aux signatures prestigieuses. Dior, Lanvin, Longchamp, Guy Laroche... pour la petite maroquinerie : Dupont et Dunhill qui proposent également de très beaux briquets et stylos. Les foulards et les cravates sont signées, pêle mêle : Cartier, Dior, Rochas et les bijoux, Yves Saint-Laurent, Nina Ricci et Paco Rabanne.

• PRIX DE GROS

Si vous pensez cadeaux et bijoux, pensez Sodexor, vous ne le regretterez pas ! C'est un fabricant joaillier qui offre des prix de gros à une clientèle de particuliers. Quand on sait que Sodexor, à travers sa filiale Sodexdiamant, travaille pour les plus prestigieux noms de la place Vendôme, on comprend qu'il s'agisse d'une adresse en or ! Cela fait quarante-cinq ans que M. Mimouni sillonne le monde entier à la recherche de belles pierres, il est expert en la matière, et, la plupart de ses bijoux sont montés sur place, toujours accompagnés d'un certificat d'authencité. Un exemple : La bague en or tressé : 2 500 F. 119, rue du Temple, 75004 Paris.

• TOUTE LA MODE

Vous le savez, toute la mode masculine élégante se trouve à deux pas de l'Opéra Garnier, chez La Vogue, 38, bd des Italiens, à Paris. Les meilleures griffes s'y rencontrent : chemise sport Pierre Cardin à 489 F, superbe écharpe, longue et en laine, de Christian Dior avec le sigle brodé, existe en rouge, bleu et vert à 369 F. Pour les amateurs de cocooning, il n'y a pas mieux que les vestes d'intérieur, à col châle, signées Hom, en noir ou vert bouteille, 750 F. Magnifiques aussi, les vestes avec leurs coudes appliquées de daim à 750 F, avec pantalon de velours assorti à 590 F. N'oublions pas les vestes, en cachemire et laine mélangés, bleu dur ou jaune poussin à 1 390 F.

• CADEAUX BRITISH

Si vous voulez faire de beaux cadeaux typiquement british, Old England vous propose un choix magnifique de vêtements et d'accessoires, comme on le sait, de grande qualité. Voici des plaids en cachemire à 3 300 F, une nouvelle ligne de bagages, très belle, tout en cuir. Pour les pulls en V et en cachemire (il y a de nouveaux coloris pastels) 2 680 F. Les amateurs de duffle-coats vont adorer : celui d'Old England, pure laine, à 3 480 F, existe en camel, noir, marine et bordeaux ! Les petits seront fous de joies avec les chemisiers blanc à collerette brodée à partir de 280 F sans oublier les si mignonnes robes de chambre écossaises à 790 F. 12, bd des Capucines, 75009 Paris.

• CACHEMIRES

Venez avec cet article découpé et bénéficiez d'une remise « spécial fête » pour les lecteurs du *Monde*, chez Cachemere First où les prix sont déjà très intéressants. On vous invite à venir faire la différence, à toucher et à comparer. Le cachemire est écossais ; c'est le meilleur, bien sûr, et dans une cinquantaine de coloris pour des pulls à partir de 1 200 F, des manteaux à 6 650 F, des vestes blazer à 4 400 F ; mieux encore, vous trouverez également le vrai luxe : des couvertures de lit, des ponchos, ainsi que des grands plaids. Toutes ces choses adorées par les femmes. A noter : les finitions remarquables ! 9, rue Richepanse, 75008 Paris.

• TOUT L'OPTIQUE

Meyrowitz est un opticien très pointu qui fait l'impossible pour vous trouver des verres et des lentilles au dernier top. Pour l'esthétique, il crée des montures sur mesure, en écaille ou autre matériau au choix. Dans ce très beau magasin vient de s'ouvrir également un espace consacré à tous ces appareils si difficile à trouver, tels des baromètres de très haute précision, des hygromètres ultrasophistiqués, des thermomètres à eau qui deviennent de très beaux objets. Voici encore des appareils anciens et magnifiques, sans oublier toute la gamme de jumelles Zeiss et Swarowski. 5, rue de Castiglione et 8, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris.

• BIJOUX BAROQUES

Les créations Kalinger sont le fruit d'un travail complice entre frère et sœur ! Un seul matériau est de mise : la résine. Résine avec laquelle ils imitent extraordinairement bien la transparence du cristal, la translucidité de la pâte de verre, l'éclat de la perle et le mystère d'une pierre de lune. Tout cela

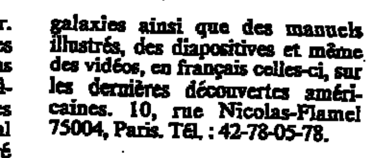
• SPÉCI[...] GRAN[...]

Des [...] grands qui [...] bière's po[...] Vous en tr[...] BERDY, e[...] dernière m[...] chemises d[...] pour les [...] du 44 au 5[...] Toutes ces [...] superbes [...] dans un [...] col soupl[...] froissé dan[...] large, 10 c[...] avec col [...] coton, 4 c[...] de style [...] d'affaires » [...] 290 F à 45[...] Mille et un [...] de toutes s[...] posés un[...] motifs, de 3[...] On trouve [...] peignoirs [...] partir de 80[...] Enfin pour [...] pointarés, [...] aussi prévu [...] cousue « g[...] à partir du [...] 49.

79, av. des [...] Paris, mais [...] Lille, Lyon [...]

(Publicité)

FÊTES



n'a aucun secret pour Kalinger. Une collection pour les femmes pleines d'esprit avec des créations baroques et d'inspiration moyenâgeuse ! 300 F la paire de boucles d'oreilles légères et d'aspect métal doré martelé. 60, fbg Saint-Honoré à Paris et la nouvelle boutique au 6, allée des Tournies à Bordeaux.

• LES INDES

Lal Moti est une charmante boutique qui a décidé d'apporter un coup de pouce à l'artisanat indien. Vous pouvez le découvrir sous bien des aspects jusqu'alors inconnus. Voici, en bois de santal, délicieusement odorant et de plus en plus rare, divers objets et animaux finement sculptés. Si vous en cherchez pour un collectionneur, voici l'adresse idéale. Vous trouverez encore des peintures traditionnelles des femmes du sud de l'Inde, des broderies « phukari » qui sont des fleurs stylisées sur des grandes pièces de coton faisant de très beaux couvre-lits. C'est plein d'idées cadeaux à tous les prix. 12, rue de Sévigné, 75004 Paris.

• LES CACHEMIRES FOUS

Une adresse superbe, pour tous ceux qui aiment le cachemire de grande qualité et au meilleur prix, c'est bien de cela qu'il s'agit au Cachemire House dont les efforts considérables vous font faire des folies raisonnables. Voici d'abord les nouveaux pulls, tous cols au choix, en cachemire et soie ; c'est superbe pour glisser sous une veste, par exemple, puisque très fin et chaud, 890 F en plusieurs coloris. Pour les pulls en cachemire pur, les prix commencent à 1 050 F pour un ras du cou ou décolleté du soir en vingt-cinq coloris, sans oublier les grandes étoles ! Livraison des cadeaux possible et sans frais ! 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

• LE SAC BASIC !

A la Bagagerie, les sacs sont, comme d'habitude, terriblement séduisants et à des prix très abordables, surtout pour cette qualité ! Cela devient très rare ! Voici Radio, le petit sac en bandoulière en chèvre fine, arrondi et horizontal à la fois, 1 100 F. Les Jumelles : une paire de sacs en deux tailles, avec un petit air rétro grâce à leurs anses dans des coloris vifs ou classiques, toujours en chèvre fine, 1 250 F et 1 500 F. Le sac basic de coloris classiques, c'est la Générale, encore en chèvre fine avec des séparations subtiles qui lui donnent un esprit fonctionnel que les femmes adorent, 1 500 F. 41, rue du Four à Paris.

• ACHETEZ LA LUNE

Vous aimez l'univers et toutes ses planètes ? Dans la librairie World Data vous trouverez un rayon fantastique sur l'astronomie et la science de l'espace dans des éditions en langue anglaise. Voici, par exemple, toutes les publications de la Nasa et ses photos incroyables, depuis ses vaisseaux sur la Lune, Mars, Jupiter et ses satellites, Saturne et ses anneaux... Bref, des publications plutôt introuvables, des atlas extraordinaires de galaxies ainsi que des manuels illustrés, des diapositives et même des vidéos, en français celles-ci, sur les dernières découvertes américaines. 10, rue Nicolas-Flamel 75004, Paris. Tél. : 42-78-05-78.

• UNE PAPETERIE DE LUXE

La vocation première de la Papeterie Montaigne est d'agrémenter vos bureaux de toutes les fournitures nécessaires. Mais on y trouve aussi une multitude de très beaux accessoires. Tous les stylos dont on rêve : Mont-Blanc, Schaeffer, Parker... et aussi tous les agendas; que l'on appelle aujourd'hui des « organizers », parmi les plus grandes marques. Pour les habiller, la Papeterie Montaigne a créé des couvertures personnalisées et en cuir ! Voici encore des objets de bureau design et italien signés « Gippi », très beaux, en bois et cuir, sans oublier les cadres qui contiendront vos sourires chers ! 48, rue Pierre-Charron 75008 Paris.

• CES MESSIEURS

C'est le nom d'une superbe boutique qui n'est pensée que pour vous monsieur. Elle propose des objets choisis avec un goût très sûr et dans les meilleures qualités. Par exemple, vous trouverez en exclusivité, une ligne d'accessoires de bureau en flanelle, c'est superbe et inédit, un ensemble coordonné, pyjama, robe de chambre et plaid, en coton uni et imprimé cachemire, 5 800 F. Pour les collectionneurs, voici des vitrines pleines d'insectes et de papillons colorés ainsi que des objets divers pour les golfeurs, et, bien sûr, tous les jeux en bois, très sophistiqués et à l'ancienne... 57, av. Victor-Hugo 75116 Paris.

• JOUETS VICTORIENS

Chez Ratouli, tous les enfants, mais aussi les adultes ont les yeux qui brillent. C'est un magasin de rééditions de jouets et de pièces uniques. Tous absolument ravissants et de style victorien, dans des matériaux traditionnels et vrais, comme la tôle et le bois. Voici des boîtes, des carrousels et des cirques à musique, c'est charmant, à partir de 800 F jusqu'à 20 000 F pour une pièce incroyable. Ratouli vous propose aussi des peluches « Steiff » qui réédite d'anciens modèles, on se les arrache ! Pour les fous de vapeur, tous les enfants en rêve, voici, à partir de 1 500 F, des machines, des voitures, des bateaux et des trains... Et encore mille autres choses à voir absolument, 15, av. Rapp 75007 Paris.

• PRIX D'ANNIVERSAIRE

Profitez de l'incroyable « semaine anniversaire » chez Aquascutum, du 4 au 12 décembre. La boutique vous offre 25 % de réduction sur tous les articles. Et quand on sait la qualité extraordinaire de cette marque, c'est un vrai cadeau de Noël qu'elle nous fait. Vous le savez, on trouve là les imperméables les plus fantastiques qui soient, et si vous rêvez d'un manteau en cachemire, c'est vraiment le moment, car, au lieu de 14 285 F, il ne vous coûtera que 10 720 F. Le cardigan en cachemire à 2 915 F au lieu de 3 890 F, la robe de chambre en laine fine, à impression cachemire, 1 815 F au lieu de 2 415 F sans parler de mille et un merveilleux accessoires ! 10, rue Castiglione 75001 Paris.

• L'ARTISAN FOURREUR

Nous avons découvert un vrai artisan fourreur qui a tout appris dans les ateliers de Christian Dior fourrures ; Michel Muller, comme par magie, transforme votre fourrure pour lui donner un ton mode et propose également les collections de J.-L. Scherrer et Guy Laroche. Il réalise aussi ses propres créations de beaux vêtements très couture ! Voyez plutôt la veste en astrakan « Swakara » et cuir, ou les manteaux en vison « Saga » avec leurs manches en spirales, ou bien encore la veste en castor à partir de 16 300 F seulement, pour vous donner une idée de son fabuleux rapport qualité prix. 160, av. Daumesnil 75012 Paris. Tél. : 43-43-11-98.

• LOUIS Ier

Comme tous les rois, Louis Gaska donne son nom à un style ! N'est-il pas un roi de la fourrure ? Voici donc les créations de Louis Ier ! Il aime, il adore la fourrure depuis 40 ans et cela se ressent dans sa boutique, où est également installé son atelier. Vous y trouverez toutes sortes de peausseries, mais, surtout, le vison dans un très grand choix, pour des vestes à partir de 13 900 F, et encore de l'agneau lainée qu'il a travaillé dans une très grande gamme de couleurs : bleu, saumon, banane, vert, beige, noir... et à des prix très intéressants, 6 500 F la veste à capuche ! Remise de 10 % pour les fêtes si vous montrez cet article ! 9, rue d'Armaillé 75017 Paris. Tél. : 43-80-15-66.

• LE BOIS NOBLE.

Quand le bois massif se fait vraiment noble, il est signé Chapo. Un architecte qui a crée plusieurs collections de meubles aux formes géométriques et généreuses, que l'on sent, que l'on caresse, que l'on vit... Il s'agit de meubles de très hautes qualité dû à un travail formidable d'artisanat. Aucun artifice pour réhausser le matériau, Pierre Chapo a su exploiter sa simple beauté. Pour le mettre en valeur. Vous trouverez là, ausi bien des bibliothèques modernes que des salles à manger ou des cuisines de style scandinave, sans oublier des fauteuils à coussins de cuir... Chapo, c'est fait pour durer toute la vie ! 303, rue Saint-Jacques 75005 Paris. Tél. : 40-51-02-35.

Ça vient de sortir

La meilleure mode !

Vivez les instants sacrés de la haute couture comme si vous y étiez grâce au beau livre Dé d'or haute couture française, *par Pierre-Yves Guillen, l'inventeur de ce prix prestigieux et envié ! Voici 256 pages pour 375 photos couleurs qui retracent la collection qui a eu le Dé d'Or depuis sa création en juillet 1976, lauréate Mme Grès, jusqu'au tout dernier, Claude Montana pour Lanvin ! 29 collections en tout, à raison de deux par an, racontées en long et en large et dans une très belle mise en page ! 480 F aux Editions J.M.C.*

Sentir bon

« First », c'est le grand parfum de Van Cleef & Arpels que vous trouverez maintenant dans une concentration d'eau de parfum, plus spontanée que l'extrait et plus sophistiquée que l'eau de toilette, mais toujours divin ! « Habanita », le parfum des années 30, est tout à fait espagnol, avec ses fleurs et ses épices ; voici un coffret avec le savon et l'eau de toilette à 130 F. Vous avez aimé « Rubis noir », le parfum de René Garraud, alors, vous allez idolâtrer sa nouvelle ligne de bain comprenant un déodorant, un gel pour la douche et un lait pour le corps, tous parfumés bien sûr ! P. de Nicolaï est un parfumeur qui renoue avec les anciennes traditions de la parfumerie et qui a créé, en moins d'un an, quatre parfums féminins et une eau de toilette pour homme ! Le dernier en date, pour vous Madame, « Jardin secret », à la délicieuse rose du mois de mai ! « Fidji », le parfum des îles, s'offre, pour les fêtes, dans un coffret accompagnée d'un châle noir, 350 F. « Les Trousses précieuses », c'est le nom qu'à donné Gloria Vanderbilt à ses pochettes luxueuses, matelassées et soulignées d'un ruban de satin mauve, ton sur ton, à partir de 149 F.

Formule norvégienne

Parmi les produits de soins de Neutrogena, il y a ceux dont la formule norvégienne fait un malheur pour les mains et les lèvres, et voici du nouveau sous le soleil de minuit : une émulsion corporelle hydratante, toujours à base de cette formule magique ! Avec pompe doseuse, 80 F.

Une chipie en or

Chez le joaillier Fred, on s'amuse beaucoup dans l'atelier de création d'où l'on vient de sortir une petite fille, une « Chipie », en or avec les boutons de son manteau en rubis et les nattes retenues par des saphirs. Elle est superbe ! 15 600 F, 6, rue Royale à Paris.

Le luxe italien

Etro est une marque jusqu'à maintenant inconnue de ce côté des Alpes. Cela va changer, dorénavant, avec l'ouverture de sa première boutique parisienne. Elle vous propose sa mode pour hommes et femmes, ses parfums, ses cachemires et sa fameuse ligne de bagage en toile enduite avec dessin persan. 66, rue du faubourg Saint-Honoré à Paris.

Un cadeau gourmand

Trois coffrets délicieux à offrir pour les fêtes, c'est ce que propose le Caviar Kaspia, place de la Madeleine à Paris. Par exemple, offrez-vous le coffret Prestige : deux bouteilles de vodka, russe ou polonaise au choix, accompagnées de trois boîtes de caviar sevruga à raison de 250, 125 et 50 g, 1 700 F.

Soleil d'hiver

Frantour déploie ses ailes pour vous cet hiver et propose un soleil radieux à la Martinique, dans son hôtel Les Trois Ilets, un trois étoiles situé au bord de la plage, à l'ombre des cocotiers et qui vient d'ouvrir ! Une semaine à partir de 6 285 F, petit déjeuner compris, Renseignements au : (1) 45-63-03-14.

GUNNAR P.

POLITIQUE

La nomination du nouveau préfet de la région Ile-de-France

Le conseil des ministres du mercredi 5 décembre a nommé M. Christian Sautter, actuellement secrétaire général adjoint de l'Elysée, préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, en remplacement de M. Olivier Philip, qui part en retraite six mois avant la date normale. Cette nomination permet aux socialistes de prendre directement en main la direction des administrations de l'Etat dans la première région de France, une région à laquelle s'intéressent beaucoup M. Michel Rocard et M. Pierre Joxe. Un proche de M. François Mitterrand va ainsi pouvoir s'occuper d'une région où sont concentrées nombre de ces banlieues en difficulté devenues l'objet de toutes les sollicitudes. Pour parvenir à ce résultat, le gouvernement a promu au plus haut poste de la hiérarchie du corps préfectoral un haut fonctionnaire qui n'était pas préfet. Enfin, Mme Lauvergeon a été nommée secrétaire général, adjoint, de l'Elysée en remplacement de M. Sautter.

M. Christian Sautter

Le poids des réalités

Militant socialiste, proche dans un premier temps de M. Jean-Pierre Chevènement puis, au cours de la dernière période, de M. Lionel Jospin, secrétaire général adjoint de l'Elysée de 1982 à 1985 puis de 1988 jusqu'à ce jour, M. Christian Sautter, cinquante ans, sera suspect, à ces titres et par nature, aux yeux de la majorité du conseil régional d'Ile-de-France et du maire de Paris.

Pourtant, son engagement politique et son passé aux côtés de M. Mitterrand à l'Elysée n'en ont pas fait un de ces abominables «sectaires» que l'opposition de droite se régale à dénoncer. Homme discret, sinon secret – on l'appelle *«la carpe» tant il est peu* porté aux bavardages et à la confidence, – il est beaucoup plus pragmatique qu'idéologue. Il a une ambition dans la vie, celle de se *«colleter avec la réalité»*, de la prendre *«à bras-le-corps»* en observant que *«la réalité est sévère, jamais aussi fluide qu'on le voudrait»*.

S'il faut un homme d'autorité mais de courtoisie, pour exercer la fonction de préfet d'Ile-de-France, préfet de Paris, M. Sautter, pour ces deux qualités, devrait faire l'affaire. On n'a jamais entendu un socialiste – et Dieu sait pourtant s'ils s'étripent volontiers – dire de cet homme autre chose qu'un compliment. Il suffit de l'avoir entendu mener d'interminables débats dans le cadre du groupe des experts du Parti socialiste pendant la période 1986-1988 pour comprendre qu'il peut dominer n'importe quel choc d'idées ou d'arrière-pensées.

Né le 9 avril 1940 à Autun (Saône-et-Loire) dans une famille protestante, M. Sautter est polytechnicien. Administrateur de l'INSEE, spécialiste de l'économie internationale, passionné par le Japon, il était entré en 1981 à l'Elysée, fort discrètement, pour s'y occuper des questions économiques internationales. La réduction, aujourd'hui, de son champ d'action à une région, fût-elle la plus grosse de France, devrait lui convenir. Cette région pèse bon poids de *«réalités»* à se *«colleter»*.

J.-Y. L.

M. Olivier Philip

Le sens de l'Etat

M. Olivier Philip, qui vient de quitter son poste de préfet de la région Ile-de-France, a manifesté, jusqu'au terme d'une carrière qui aurait pu être prolongée d'un an, un sens de l'Etat que chacun lui reconnaît. Ce sens de l'intérêt supérieur l'avait saisi jeune. A dix-sept ans (il est né le 31 août 1925 à New-York), il entrait chez les cadets de la France libre et, à dix-neuf ans, en 1944, était parachuté dans un maquis, ce qui ne l'empêcha pas plus tard de devenir docteur en droit, diplômé de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, élève de l'Ecole libre des sciences politiques et de l'ENA (en 1947). Il faut dire que M. Olivier Philip avait grandi sous l'exemple d'un homme de caractère : son père, André Philip, résistant, chargé de hautes missions par le général de Gaulle, nommé commissaire à Alger en 1943, ministre après la guerre dans plusieurs gouvernements socialistes, exclu de la SFIO en 1958 pour avoir très vivement critiqué, dans *le Socialisme trahi*, la politique de Guy Mollet en Algérie, avant de militer au PSU, puis de le quitter en 1962.

Préfet de la région Ile-de-France depuis septembre 1984, M. Olivier Philip a exercé cette fonction avec une rigueur un peu raide, se gardant de la démagogie, voire de toute apparente chaleur, mais n'abandonnant jamais la courtoisie. Il a joué un rôle important avec l'ouverture, par M. Michel Rocard, en juillet 1989, du chantier de l'Ile-de-France.

C'est lui qui conduit la publication, en février dernier, du Livre blanc sur l'avenir de la région et la mise en place des commissions chargées actuellement de préparer le prochain schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France. Très préoccupé par le problème du logement dans l'agglomération parisienne, il a réussi, jusqu'à l'automne dernier, à maintenir la coopération entre le gouvernement socialiste, qui l'a chargé de représenter l'Etat, et la majorité de droite du conseil régional.

Son «éviction» prématurée, alors que les rapports entre le gouvernement et le conseil régional s'étaient tendus depuis quelque temps, sera interprétée comme un geste hostile par les élus de droite de la région. Le fait aussi que, pour la première fois, ce ne soit pas un préfet que l'on nomme à la tête de la première région de France suscite des commentaires amers.

Comment ne pas voir, en l'arrivée d'un «homme de l'Elysée» – ses mérites personnels fussent-ils aussi grands qu'on le dit – la volonté du président de la République de prendre, au détriment de son premier ministre, le contrôle d'une opération, la réforme de l'Ile-de-France, qui n'avait jamais paru l'intéresser jusqu'ici ?

CHARLES VIAL

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347 ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

A L'Elysée

Mme Lauvergeon succède à M. Sautter

Mme Anne Lauvergeon, trente et un ans, a été nommée, mercredi 5 décembre, secrétaire générale adjointe de l'Elysée, en remplacement de M. Christian Sautter nommé le jour même, en conseil des ministres, préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris. Mme Lauvergeon était, depuis le mois de février, chargée de mission à la présidence de la République pour l'économie internationale et le commerce extérieur.

[Née le 2 août 1959, à Dijon, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure d'Ulm-Sèvres, agrégée de sciences physiques, ingénieur en chef des mines, Mme Lauvergeon commence sa carrière comme ingénieur de production à Usinor, en 1983. En 1985, elle se penche sur les problèmes de sécurité et d'environnement au Commissariat à l'énergie atomique. De 1985 à 1988, elle est chargée du sous-sol de la région Ile-de-France pour tout ce qui concerne le pétrole, la prospection dans Paris, la géothermie, les carrières et les eaux. Puis, durant deux ans, elle est adjointe au service du conseil général des mines au ministère de l'industrie et chargée de la formation des ingénieurs-élèves à l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris.]

Avant de repousser le budget de la justice

Les sénateurs critiquent les crédits obtenus par «la rue»

Les sénateurs ont examiné puis repoussé, mercredi 5 décembre, les crédits du ministère de la justice, après avoir critiqué l'augmentation de 500 millions de francs obtenue par le ministre lundi 3 décembre. Ils ont ensuite repoussé, dans la nuit de mercredi 5 à jeudi 6 décembre, ceux du ministère de la communication *mais ont adopté les crédits du* ministère de la culture tels qu'ils ont été réduits au cours de leur examen le 26 novembre.

«Approchez, approchez Mesdames et Messieurs, à tous les coups l'on gagne... S'il y a de la casse, c'est 4,5 milliards... S'il n'y en a pas, c'est 500 millions... Approchez, approchez, Mesdames et Messieurs... Dépêchons-nous, la foire budgétaire de Bercy va bientôt fermer.» Un ancien ministre de l'intérieur, M. Christian Bonnet (Rép. et ind., Morbihan), qui parodie les bateleurs de foire. Un rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jean Arthuis (Union cent., Mayenne), qui, dépité par *«l'exercice surréaliste»* qu'est devenu, selon lui, le débat budgétaire, remet au ministre le texte de l'intervention qu'il se proposait de prononcer devant le Sénat pour *«ne pas perdre de temps»*.

Après l'annonce, lundi 3 décembre, d'une majoration de 500 millions de francs des crédits du ministère de l'intérieur, l'heure était à l'exaspération, mercredi, dans les rangs sénatoriaux.

«Les miettes au Parlement»

Premier accusé : le gouvernement, coupable de *«gaver la rue dans le même temps qu'il refuse quelques miettes au Parlement»*. La critique, esquissée la veille à l'occasion de l'examen des crédits de l'éducation nationale, a cette fois-ci transcendé les clivages, n'épargnant pas les sénateurs socialistes qui, solidarité gouvernementale oblige, ont recouru à un langage plus nuancé.

«Peut-être suffirait-il parfois d'écouter les parlementaires pour que les citoyens ne risquent pas de croire que pour être entendus il leur faudrait descendre dans la rue», a ainsi glissé M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort). Dans les couloirs, tel autre sénateur socialiste convenait que, *«même si 500 millions c'est toujours bon à prendre, décidément on se moque de nous»*.

Le garde des Sceaux, M. Henri Nallet, s'est efforcé de calmer les esprits en indiquant que cette augmentation résultait des efforts qu'il avait engagés, à son arrivée au ministère, pour obtenir des moyens supplémentaires. Dans son discours préliminaire, il avait tenté, en vain, de désarmer les critiques en détaillant précisément l'affectation de ces nouveaux crédits, et surtout en indiquant quand ces mesures seraient soumises à la représentation nationale. Même si le reproche le plus fréquent a été précisément le manque de moyens dont souffre la justice, l'amertume n'a pas été totalement dissipée et l'obsession de *«la rue»* a dominé le débat nourri par de nombreuses interventions, parmi lesquelles celle de M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), qui a plaidé pour la *«départementalisation de la justice»* et pour *«l'adaptation de l'action publique en fonction des priorités locales»*.

Mme Catherine Tasca, ministre délégué à la communication, n'avait pas participé à cette *«foire budgétaire de Bercy»*. Son budget n'en a pas moins été repoussé par les sénateurs qui ont supprimé la redevance, dont M. Gérard Delfau (PS, Hérault) avait auparavant demandé l'augmentation, pour marquer leur désapprobation à l'égard de la politique suivie par le ministre. *«La bourse est mieux garnie qu'auparavant*, a convenu M. Jean Cluzel (Union cent., Allier), *mais c'est la tutelle qui continue à en tenir les cordons.»* M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire) a ajouté que *«l'affaire marocaine* (allusion à la publicité faite sur des chaînes du service public au livre que Gilles Perrault a consacré au roi du Maroc) *ne se serait peut-être pas produite si le gouvernement français n'avait pas la réputation de s'occuper de tout dans le fonctionnement de la télévision publique.»*

GILLES PARIS

Statut de la Corse et organisation territoriale

Les ennuis de M. Joxe

Le ministre de l'intérieur a soumis au Parlement, au cours de cette session, deux importants projets de lois : une proposition d'un nouveau statut pour la Corse et une réforme de l'organisation territoriale de la République donnant une base légale à la déconcentration des administrations de l'Etat, renforçant la démocratie dans le fonctionnement des collectivités locales et incitant à la coopération intercommunale. Dans les deux cas, M. Pierre Joxe souhaitait une discussion approfondie. Il a obtenu satisfaction au-delà de ses espérances.

Même si le nouveau statut pour la Corse ne doit entrer en application qu'en mars 1992, le ministre de l'intérieur aurait aimé qu'il soit définitivement adopté avant la fin de cette année, officiellement pour avoir le temps de réformer les listes électorales de l'île, en fait parce qu'il escompte un effet d'annonce profitable à sa politique insulaire. La majorité sénatoriale en a décidé autrement. Elle souhaite avoir tout le temps pour étudier un projet aussi important; elle envisage ainsi d'organiser des missions sur place. Cela rend impossible un examen en séance publique avant la fin de la session.

Même motif, même punition, à l'Assemblée nationale cette fois pour le texte sur l'organisation territoriale. La commission spéciale qui l'examine actuellement fait, de l'avis de tous ceux qui y participent, un travail approfondi et dans un quasi-consensus. Mais cela prend du temps, beaucoup de temps. Elle ne l'aura donc pas achevé la semaine prochaine. M. Joxe souhaitait pourtant que son projet vienne en séance publique à ce moment. Cette fois, il avançait la nécessité de transmettre assez vite le texte au Sénat, pour que celui-ci ait le temps d'y travailler sérieusement, et qu'il soit quand même voté définitivement avant la fin juin. Il aurait donc au moins souhaité un début de discussion au cours de cette session. Mais la droite et les communistes ont fait savoir qu'ils s'opposeraient à un débat tronçonné. Là aussi, le gouvernement a renoncé à l'épreuve de force, et le projet ne sera pas inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée avant la fin du mois de décembre.

Un dernier espoir subsiste pour M. Joxe : une session extraordinaire cet hiver. M. Jean Poperen en a évoqué la possibilité mercredi 5 décembre lors de la séance des questions, et le ministre de l'intérieur a saisi l'occasion de son déplacement à Bron et à Lyon avec le président de la République pour plaider sa cause.

Th. B.

La majorité sénatoriale veut enquêter sur l'éducation, la police et les manifestations de magistrats

Les quatre présidents de la majorité sénatoriale, MM. Ernest Cartigny (Rass. dém.), Daniel Hoeffel (Union cent.), Marcel Lucotte (Rép. et ind.) et Charles Pasqua (RPR), devaient annoncer, jeudi 6 décembre, leur intention de créer deux commissions d'enquête et deux commissions de contrôle portant sur l'éducation nationale, les services des ministères de la justice et de l'intérieur, et sur ceux d'Air France.

Il est rare qu'une session parlementaire s'achève sans que la majorité sénatoriale, «aiguillonnée» par M. Pasqua, ne se lance dans une offensive contre le gouvernement. Au printemps, les sénateurs avaient discuté puis voté, dans la nuit du 20 au 21 juin, une *proposition de loi réformant* le droit de la nationalité présentée par les quatre présidents de groupe de cette majorité. Mais cette adoption n'avait eu qu'un retentissement limité, le gouvernement se gardant bien, par ailleurs, de lui donner une suite. Instruite par ce non-succès, la majorité en est revenue cette fois-ci à des façons plus sénatoriales en décidant de constituer des commissions de contrôle et d'enquête dans les secteurs qu'elle juge actuellement en crise.

La Corse et les casseurs

La création de commissions de ce type appartient aux us et coutumes du Palais du Luxembourg. Depuis le début de la Ve République (1), le Sénat a déjà constitué sept commissions d'enquête (chargées de recueillir des informations sur des faits déterminés), la dernière en date ayant porté sur les événements étudiants de novembre et de décembre 1986. Les sénateurs ont également créé quatorze commissions de contrôle (formées pour examiner les questions administratives, financières ou techniques d'un service public ou d'une entreprise nationale), comme celle consacrée aux événements survenus en 1984 en Nouvelle-Calédonie, ou bien celle, en 1988, sur *«l'action des organismes publics ayant trait à des opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées»* (qui visait en fait la Société générale).

Si, comme on peut s'y attendre, les propositions de résolution sont adoptées en séance publique, deux commissions de contrôle seront créées : l'une pour les services du ministère de l'intérieur, l'autre pour ceux d'Air France et *«les sociétés de toute nature comme les compagnies aériennes»* que cette entreprise nationale contrôle. A propos du ministère de l'intérieur, l'exposé des motifs fait référence aux *«conditions d'emploi des forces de police et de maintien de l'ordre lors des incidents violents du 12 novembre»*, à *«certains secteurs du territoire national, plus particulièrement en Corse, où la sécurité des personnes et des biens n'est plus assurée»*. Il évoque également *«les fonctionnaires appartenant au service des renseignements généraux»* qui auraient été *«selon la presse appelés à assurer des missions contraires aux règles déontologiques»*.

Deux commissions d'enquête seront également mises sur pied. La première sera consacrée *«aux manifestations des lycéens intervenues sur la voie publique en octobre et en novembre 1990, et sur les motifs, quelle qu'en soit la nature, qui ont pu contribuer à* [les] *provoquer»*. L'exposé des motif évoque *«la crise profonde du système éducatif»* dont le président de la République, *«en recevant certains lycéens et en reconnaissant publiquement le bien-fondé de certaines de leurs revendications»*, a admis lui-même *«la réalité»*.

La seconde commission d'enquête devrait porter sur *«les grèves des magistrats et des fonctionnaires de justice, notamment sur celles qui ont donné lieu à leurs manifestations sur la voie publique et sur* [leurs] *motifs»*, *«quelle qu'en soit la nature»*. Une situation d'une gravité telle, selon l'exposé des motifs, qu'elle *«met en cause l'ensemble de l'institution judiciaire»*. Dans les quatre cas, les champs d'investigation retenus sont vastes et peuvent, à l'occasion, se recouper. A partir de leur création, ces commissions, qui comptent au maximum vingt et un membres, disposeront d'un délai de six mois avant de déposer leurs conclusions. Pendant cette période, les commissaires, qui exercent leurs pouvoirs *«sur pièce et sur place»*, disposeront de moyens d'enquête importants. Le refus de comparaître, de déposer ou de prêter serment devant la commission expose ainsi son auteur à des sanctions correctionnelles.

G. P.

(1) Lire *le Sénat dans la société française*, de Jean Cluzel, Economica, Paris, 1990.

□ **Le collectif budgétaire pour 1990 est adopté.** – L'Assemblée nationale a *«pris acte»*, mercredi 5 décembre en séance publique, de l'adoption en première lecture du projet de collectif budgétaire pour 1990, pour lequel le premier ministre avait dû engager la responsabilité de son gouvernement en recourant à l'article 49-3 de la Constitution. L'opposition n'ayant pas répliqué par une motion de censure dans un délai de vingt-quatre heures, le texte a été considéré comme adopté et va être examiné par le Sénat.

SOCIÉTÉ/CULTURE

Clôture des assises de Banlieues 89

La leçon de réalisme des jeunes des Minguettes et de Vaulx-en-Velin

M. Michel Rocard a clos, mercredi 5 décembre à Bron (Rhône), les troisièmes assises de Banlieues 89. Il a précisé les modalités et le calendrier du plan de rénovation urbaine proposé la veille par le président de la République. Ces mesures devaient faire l'objet d'un nouvel examen vendredi 7 décembre lors d'un séminaire gouvernemental consacré à la politique de la ville. M. Rocard a notamment confirmé la préparation d'une loi sur la maîtrise foncière, dite loi « anti-ghettos ».

La seconde et dernière journée du colloque organisé par M. Roland Castro, animateur de Banlieues 89, a été marquée par de vives interventions de jeunes venus de quartiers défavorisés de la banlieue lyonnaise.

BRON

de notre envoyé spécial

En ouvrant lui-même les troisièmes assises Banlieues 89, le mardi 4 décembre, M. François Mitterrand espérait-il faire un miracle, c'est-à-dire calmer la rancœur des « casseurs » et insuffler un regain de tonus à ceux qui s'échinent à redonner un visage humain aux banlieues ? En promettant un ministre de la ville à Paris, un sous-préfet coordonnateur dans chaque département, de meilleurs services publics dans les quartiers déshérités, un peu plus d'argent pour les communes abritant de grands ensembles et une loi anti-ghettos, le président avait, en effet, mis du baume au cœur de Roland Castro, le bouillant organisateur de ce colloque.

Du coup, les débats de la première journée avaient pris l'allure d'une aimable conversation entre gens de bonne compagnie : experts de multiples organismes comme la délégation interministérielle à la ville ou le Conseil national des villes, urbanistes de terrain ou de cabinet, sociologues et élus conviés à relater leur expérience.

Ceux-ci, il est vrai, avaient tempéré l'optimisme soulevé par les propos présidentiels en évoquant leur longue lutte contre la dégradation sociale et matérielle de leurs grands ensembles. M. André Rossinot, par exemple, maire de Nancy, avait fait passer un petit frisson dans l'assistance lorsqu'il avait envisagé la destruction partielle des barres de 400 mètres de long dont l'architecte en renom Bernard Zerfuss avait agrémenté les hauteurs de sa ville, dans les années 60. Malgré des centaines de millions engloutis dans la réhabilitation et l'appel à un millier d'étudiants locataires pour rompre l'uniformité sociale, les Hauts-du-Lièvre – c'est le nom de ce mur de la honte – restent une plaie au flanc de la ville. Les potions magiques restent sans effet : il faudra y porter le bistouri.

Hormis cette plainte, quelques avertissements, comme ceux de M. Jean Hieaux, maire de Dreux, disant : *« Davantage d'argent pour nos villes ? D'accord, mais ce qu'il faut d'urgence aux jeunes de mes grands ensembles, c'est du travail ; sinon, j'aurai beau faire et beau dire, je me planterai. »* Mais l'atmosphère restait sereine. On se rassurait en rappelant les efforts déployés depuis 1983, les institutions qui se sont multipliées pour traiter qui l'architecture, qui la délinquance, qui l'organisation de l'espace, les cent vingt chantiers de remodelage lancés sous la houlette de Banlieues 89, les six milliards dépensés chaque année par les pouvoirs publics (treize administrations d'Etat et des centaines de municipalités) sur ces espaces.

Et l'on se félicitait, en écoutant le chef de l'Etat, que ce foisonnement se structure en une vraie politique, que ces balbutiements se transforment, par le verbe présidentiel, en un langage clair. Allait-on, comme le promettait le titre provocateur de ces assises, *« en finir avec les grands ensembles »* ?

La naissance des « ghettos »

On commençait à oublier ce que sont ces quartiers à problèmes. La ville tourne comme une centrifugeuse et rejette à sa périphérie ceux qui ne parviennent pas à se plier à ses lois. Hier, les anciens paysans, aujourd'hui les travailleurs étrangers, les pauvres qui ne peuvent se payer un logement en ville, les disqualifiés, les sans-travail, les laissés-pour-compte du système scolaire. Le mérite des gouvernements d'après-guerre avait été de les avoir logés décemment. Telle était et telle reste la fonction des grands ensembles, leur justification aussi.

Mais, pour avoir érigé ces tours et ces barres, on n'en avait pas changé pour autant la condition de ceux qu'on y héberge. Par une sorte de sélection à rebours, on a même vu s'y entasser un nombre record de cas sociaux. Les « cités radieuses » se sont transformées en ghettos, sous-équipés en services publics, mal reliés aux centres et si difficiles à gérer que les fonctionnaires vont y accomplir leur temps comme un purgatoire. Ces appendices urbains, les spécialistes en dénombrent aujourd'hui quatre cents sur le territoire français.

Alerté dès 1983 par les architectes Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, le chef de l'Etat avoue aujourd'hui qu'il avait été à la fois séduit par le projet de reconquête qui lui était proposé et *« effrayé par l'ampleur de la tâche »*. Il avait compris qu'on ne stoppe pas un mécanisme d'exclusion en badigeonnant de neuf quelques immeubles.

« Vos mesures c'est du pipeau ! »

Roland Castro et ses amis s'étaient-ils un moment bercés d'illusions ? La seconde journée des assises de Bron les a ramenés à la réalité. Car, dans la salle, de nouveaux intervenants, qui avaient sans doute trompé la vigilance du service d'ordre, s'étaient installés dès le matin. Des militants d'associations et des jeunes venus des Minguettes et de Vaulx-en-Velin, Français de souche ou descendants d'immigrés, ils ont interpellé les officiels avec véhémence. Roland Castro, Bernard Kouchner et Harlem Désir, ses invités, ont été pris à partie et secoués d'importance.

Dans le confort feutré du centre culturel de Bron, on a entendu des cris de colère et de désespoir : *« Vous ne nous aviez pas invités,* ont clamé les intrus, *mais nous sommes là pour vous dire que toutes vos mesures, c'est du pipeau. »* Il a bien fallu écouter ces beurs raconter leur colère et révéler que leurs suppliques étaient restées sans réponses. *« Des Vaulx-en-Velin, il peut y en avoir une centaine en France, aux alentours de Paris, de Lille ou de Marseille »*, a convenu un animateur de SOS-Racisme. On a parlé de l'émergence d'un néo-prolétariat urbain *« basané »*, comme il y a un siècle se levait le prolétariat ouvrier. On a même accusé la politique de réhabilitation des grands ensembles d'aggraver leur situation de ghettos.

Bref, ce fut l'heure de vérité de ces troisièmes assises de Banlieues 89. Et il fallut deux heures de palabres véhémentes autour de quelques assiettes froides pour que Roland Castro fasse tomber la pression et permette à M. Michel Rocard de délivrer, lui aussi, son message.

MARC AMBROISE-RENDU

La loi « anti-ghettos » de M. Rocard

Parmi les mesures de rénovation urbaine détaillées à Bron par le premier ministre, figure un projet de loi, dit « anti-ghettos », qui devrait être présenté à la prochaine session du Parlement. Il a pour but de mieux répartir les logements sociaux sur le territoire urbain, de manière à ne pas concentrer dans les mêmes quartiers les locataires les plus défavorisés.

Pour cela, deux leviers sont envisagés : obliger les promoteurs à consacrer une fraction des mètres carrés qu'ils construisent à des appartements à bon marché ; encourager les grandes administrations et entreprises publiques qui détiennent encore de vastes espaces en ville (SNCF, Défense nationale, etc) à les céder à un prix raisonnable pour y construire des logements sociaux. M. Rocard a également évoqué une plus juste répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) que, depuis la modification de la fiscalité locale par les lois de décentralisation, l'Etat verse aux communes (environ 80 milliards de francs cette année, soit un pourcentage non négligeable des ressources municipales).

La DGF est calculée en fonction de critères comme la population (60%), la richesse contributive des entreprises et des habitants (20%), la voirie et les logements sociaux (20%). Mais, à l'usage, on s'est aperçu que cette clé de répartition est parfois injuste. Mantes-la-Jolie, banlieue populaire des Yvelines, touche moins de dotation globale de l'Etat par tête d'habitant que Le Vesinet, sa riche voisine résidentielle. Une loi de 1985 a donc réformé la DGF qui, théoriquement, devrait mieux prendre en compte la présence de grands ensembles sur un territoire communal. Mais, jusqu'à présent, la réforme a été bloquée par les communes nanties auxquelles on avait promis de ne toucher que très progressivement à leurs avantages acquis (la DGF dite « garantie »).

La clé de répartition est excellente, disent les fiscalistes. Il reste à la glisser dans la serrure... La nouvelle réforme promise par le président de la République ne nécessite donc qu'un peu de courage politique : celui d'appliquer la précédente ! Il s'agit d'ajouter au texte de 1985 quelques lignes prévoyant que la DGF « garantie » est définitivement plafonnée et que la DGF « évolutive » sera versée en appliquant les critères définis depuis bientôt cinq ans.

M. Rocard a indiqué que, grâce à cette modification, 770 millions de francs supplémentaires pourraient être versés aux communes en situation difficile en 1991 et 1,5 milliard en 1992. Le premier ministre a encore annoncé que désormais les fonctionnaires qui accepteront un poste dans les quartiers difficiles bénéficieront d'une carrière améliorée. Enfin, les entreprises qui embaucheront des jeunes habitant dans les grands ensembles pourront obtenir, dès l'an prochain, des aides spéciales.

M. A.-R.

Roland Castro, la grande « gueule »

Ce n'est pas précisément le type couleur de muraille. Difficile de ne pas voir Roland Castro quand il est là. Pas seulement à cause de la couleur étonnante de ses vestes. Mais l'espace est son domaine et il aime se l'approprier. Par la parole, d'abord. Grande gueule, Castro aime l'ouvrir et il sait s'en servir. Jouant avec la même verve de la violence des mots ou de leur poésie, cet homme est un tribun, dont le discours roboratif tout à la fois décape, charme et choque.

La provocation, il connaît. Une jeunesse de gauchiste qu'à la différence de ses pairs, il ne renie pas. Maoïste, après un passage à l'Union des étudiants communistes, animateur de Vive la révolution ! qui se dissout en 1971, l'architecte n'a pas craint à l'occasion de payer de sa personne. Son évasion mémorable et mouvementée d'un car de police en 1970, après l'occupation des locaux du CNPF pour protester contre les conditions d'hébergement des travailleurs étrangers en France, l'amène devant la justice. Les témoins accourus pour le défendre s'appellent Jean-Paul Sartre, Maurice Clavel, Jean Genet, Michel Leiris.

Sa générosité le porte au premier rang de la lutte pour refaire la ville. Quand, en 1983, François Mitterrand confie aux deux compères d'alors, Michel Cantal-Dupart et Roland Castro, la mission Banlieues 89, les deux architectes-urbanistes ne sont pas pris au dépourvu. Les idées de Castro reviennent au fond à quelques notions simples : la beauté est un droit pour tous. La ville à deux vitesses est une réalité insupportable. L'existence de ghettos de banlieue fait le lit du Front national.

Roland Castro mettra ses idées en pratique dans plus de cent projets, comme à Oullins, près de Lyon. Il poursuit simultanément ses activités d'architecte et construit la Maison de la BD à Angoulême. Et assouvit aussi son autre passion, celle de la presse. Après *Tout*, lancé en 1970, il crée, en 1987, *la Légende du Siècle* qui s'interrompt, reparaît, s'interrompt de nouveau. Entre deux, il pourfend le rocardisme *« mélange de technoculture et resucée de molletisme »*, veut *« faire du PSU dans le PS »*, constate *« le suicide collectif du Parti communiste »* et fustige *« la pensée social-chrétienne, celle du minimum »*.

Tout ce qui prend l'allure de ventre mou le fait sortir de ses gonds. Il adhère au courant du PS Nouvelle école socialiste qu'animent Julien Dray et Jean-Luc Melenchon, mais garde l'oreille du président.

Considéré comme le parangon de la « gauche caviar », parce qu'il dispose de mètres carrés confortables rue Saint-Honoré, il y loge son agence et se fait la réputation – rare – d'être un architecte respectueux du droit du travail avec son personnel. Le 25 novembre dernier, il pousse un ultime coup de gueule, avant le prochain, en déclarant : *« Si, à l'occasion des assises, de vraies décisions ne sont pas prises* [pour sauver les banlieues]*, je fous le camp. Je rends mon tablier. »* Peut-être le gardera-t-il encore quelque temps.

CHARLES VIAL

ÉDUCATION

La réforme de l'orthographe est publiée

Un nouveau « cassetête »

La réforme de l'orthographe, concoctée depuis des mois par le Conseil supérieur de la langue française, et qui avait reçu l'imprimatur du premier ministre au mois de juin (*le Monde* du 28 juin), est publiée dans un document administratif n° 100 diffusé par la direction des Journaux officiels (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15 ; tél. : 40-58-75-00).

Voilà un document administratif qui va, sans nul doute, faire couler beaucoup d'encre et relancer de subtiles et nobles querelles sur l'usage de l'accent circonflexe, du tréma, du trait d'union dans les mots composés, ou des participes passés des verbes pronominaux. Mise au point sous l'impulsion de M. Maurice Druon, secrétaire perpétuel de l'Académie française, et de M. Bernard Cerquiglini, délégué général à la langue française, entérinée par M. Michel Rocard au mois de juin au terme de savants débats, la réforme de l'orthographe est désormais officielle.

Par souci de clarté et animés par l'espoir de voir les nouvelles règles acceptées et appliquées (notamment par les enseignants), les experts du Conseil supérieur de la langue française ont rédigé un texte pédagogique, d'une trentaine de pages, qui analyse les principales difficultés ou incohérences de l'orthographe française, avant de proposer sept règles de simplification *« applicables et enseignables »*.

Ces modifications devront être prises en compte par les enseignants et respectées lors de la création de mots nouveaux. Mais les nostalgiques de la bizarrerie orthographique peuvent se rassurer : si les nouvelles graphies deviennent la règle, les anciennes restent tolérées.

Cinq points font l'objet d'une simplification : l'usage du trait d'union et de l'accent circonflexe, le pluriel des noms composés, certaines formes (marginales) de participes passés et *« diverses anomalies »* du type « chariot » (qui prend désormais deux r), « oignon » (qui perd son i) ou encore « imbécillité » (qui s'écrira comme imbécile). Voici l'essentiel des rectifications adoptées.

◆ Le pluriel des noms composés prend désormais un *s* tout simplement et dans tous les cas (un cure-dent, des cure-dents ; un sans-abri, des sans-abris). En revanche, tous les noms composés qui se terminent par un *s* au singulier vont le perdre (pèse-lettre et non plus pèse-lettres). D'autre part, la réforme invite à supprimer le trait d'union dans les mots composés et à « souder » leurs éléments constitutifs. L'on partira désormais faire un *piquenique* pendant le *weekend* en jouant les *boutentrains*. Enfin « cent-trois » s'écrit désormais avec un trait d'union comme « vingt-trois ».

◆ Au conditionnel et au futur, les verbes du type céder (qui gardent actuellement leur accent aigu) s'aligneront sur le modèle de semer (je sèmerai et je cèderai).

◆ L'accent circonflexe n'est plus obligatoire sur le *i* et le *u* : on pourra donc écrire « voute », « aout », « couter » ou « murir ». Deux exceptions sont toutefois prévues à cette nouvelle norme : l'accent circonflexe est maintenu quand il marque une terminaison verbale (nous voulûmes) et dans les mots où il apporte une distinction de sens utile (jeûne et mûr).

◆ L'orthographe de tous les verbes en-eler et-eter est alignée sur le modèle de peler et acheter (j'achète, j'étiquète).

◆ Le participe passé du verbe *laisser* suivi d'un infinitif devient invariable, comme c'est aujourd'hui le cas avec le verbe *faire*. Il convient donc d'écrire : *elle s'est laissé aller*, comme on écrit : *elle s'est fait maigrir*.

◆ Les mots d'origine étrangère prennent un *s* au pluriel (des raviolis, des scénarios, des cameramans), comme les noms d'origine latine (des médias).

CHRISTINE GARIN



SOCIÉTÉ

Les clandestins du droit d'asile

Une campagne nationale en faveur de cent mille étrangers auxquels le statut de réfugié a été refusé

Les promoteurs de la campagne pour le droit d'asile, qui a été lancée mercredi 5 décembre à Paris, n'ont pas froid aux yeux. En annonçant une aide matérielle aux candidats déboutés pour leur permettre de rester en France, ils se mettent sciemment dans l'illégalité. Et en précisant que ces clandestins en puissance seraient près de cent mille ils prennent à rebrousse-poil une opinion publique qui avait rarement été aussi peu favorable aux immigrés. C'est, à la fois, un défi au gouvernement et un défi à la majorité des Français.

Le statut de réfugié est refusé parfois au bout d'une longue procédure. Entre-temps, les demandeurs d'asile ont trouvé un logement, obtenu un emploi et scolarisé leurs enfants. Bref, ils se sont établis, sinon intégrés. Ne souhaitant nullement retourner dans leur pays et n'ayant pas été reconduits à la frontière, ils vivent sans papiers.

Jusqu'à l'année dernière, ces candidats pouvaient compter sur les lenteurs de l'administration. Leur dossier traînait souvent pendant des années à l'OFPRA (Office de protection des réfugiés et apatrides), puis à la commission de recours. Et quand intervenait la décision définitive, il apparaissait humainement, et même pratiquement, impossible de les renvoyer chez eux.

Une nouvelle situation a été créée depuis un an, avec le renforcement spectaculaire des moyens de l'OFPRA : embauche de personnel, informatisation, empreintes digitales des demandeurs... On a traité beaucoup plus de dossiers, et beaucoup plus rapidement, en soldant peu à peu le stock des années précédentes. Or la plupart des demandes de statut de réfugié sont jugées irrecevables. Si les candidats déboutés restent en France – et c'est le cas de la plupart d'entre eux, – ils deviennent des clandestins de fait.

Un Réseau d'information et de solidarité (1), constitué par plusieurs associations (CAIF, CIEMI, CIMADE, FASTI, MRAP, etc.), réclame *« le maintien de leur droit au séjour »*. Cette campagne est appuyée par un Appel pour le droit d'asile, signé notamment par Claude Cheysson, Michel Piccoli, Gilles Perrault, Mgr Jacques Gaillot, Alain Krivine et Jacques Vergès. Les signataires affirment *« apporter personnellement* [leur] *aide à des déboutés, en mettant à leur disposition les moyens matériels nécessaires pour leur éviter un renvoi forcé »*. Ils n'ignorent pas que l'aide, directe ou indirecte, pour faciliter le séjour irrégulier d'un étranger, peut valoir à son auteur une peine de deux mois à deux ans de prison et une amende pouvant aller jusqu'à 200 000 F.



Les promoteurs de cette campagne font valoir que de nombreux demandeurs déboutés ne peuvent rentrer dans leur pays sans craindre pour leur sécurité, leur liberté ou même leur vie. L'argument est réfuté par l'OFPRA, qui considère ces personnes comme des immigrants et non des réfugiés. *« Mais l'OFPRA a une conception restrictive de la Convention de Genève sur les réfugiés »*, répliquent les promoteurs de la campagne. Ils dénoncent, à ce propos, *« une procédure-TGV »* qui permet de trancher sans avoir auditionné de nombreux candidats...

Des Européens de l'Est plus nombreux

Le gouvernement Rocard se trouve devant un dossier très délicat. Il ne peut se permettre d'apparaître laxiste, ni aux yeux de l'opinion française – très remontée contre les immigrés – ni aux yeux des demandeurs d'asile potentiels, car toute ouverture est susceptible d'encourager le mouvement. Le renforcement des moyens de l'OFPRA a eu d'ailleurs un effet dissuasif, faisant chuter le nombre des candidats de 61 000 l'an dernier à 56 000 cette année. On est passé d'une moyenne de 7 000 demandeurs en novembre 1989 à 4 000 en mars 1990.

Mais la courbe a tendance à remonter depuis septembre dernier, avec des arrivées un peu plus importantes de Turcs, de Haïtiens, de Laotiens, d'Africains de l'Ouest et d'Européens de l'Est. Ces derniers enregistrent une progression spectaculaire en pourcentage, mais leur nombre reste encore relativement très limité : si les demandeurs d'asile roumains, par exemple, sont douze fois plus nombreux qu'en 1989, ils ne dépasseront pas six cents personnes cette année.

Les reconduites à la frontière des candidats déboutés ont augmenté, semble-t-il, ces trois derniers mois. Elles restent cependant faibles, de l'avis même des associations. Et, contrairement à ce qui avait été plus ou moins annoncé par Michel Rocard, on n'a pas touché au droit de travail : dès qu'ils arrivent en France et déposent un dossier, les demandeurs d'asile peuvent exercer un emploi pendant toute la durée de la procédure.

Ce n'est pas seulement pour des raisons humanitaires. De toute façon, il faut leur donner un minimum pour vivre. Mieux vaut les laisser travailler, estiment des responsables gouvernementaux, plutôt que d'instituer une sorte de RMI qui attirerait beaucoup de candidats des pays pauvres...

Le droit d'asile est un véritable casse-tête. Comment distinguer les « vrais » réfugiés politiques de ceux qui fuient simplement la misère ? Pris un à un, les cas sont souvent dramatiques. Mais pris tous ensemble ils obligent à un choix difficile : soit on examine très rapidement les demandes – en risquant des erreurs – et on renvoie immédiatement chez eux les « faux » réfugiés ; soit on décide d'accueillir chaque année plusieurs dizaines de milliers de personnes, sans être trop regardant sur la raison de leur arrivée, en fixant par exemple des quotas par pays.

C'est facile à dire... La France est loin d'être le seul pays européen à devoir affronter une question aussi complexe. Elle n'est d'ailleurs pas le plus touchée : l'an dernier, l'Allemagne a reçu plus de 121 000 demandes d'asile – sans compter les Européens de souche allemande – et, cette année, le plafond des 200 000 a toutes les chances d'être atteint...

ROBERT SOLÉ

(1) 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.

JUSTICE

La plainte en diffamation contre « le Nouvel Observateur »

M. Maurice Papon plaide la bonne conscience

Au second jour de son procès en diffamation contre *le Nouvel Observateur*, Maurice Papon, enfin, s'est ému. Cela n'a duré qu'une toute petite seconde. Et ce fut pour embrasser gauchement, l'oeil humide, son avocat, Mᵉ Jean-Marc Varaut, qui venait, avec solennité, de plaider son innocence. Une seconde à peine, mais qui suffit à laisser entrevoir, sous le notable cuirassé par la bonne conscience, le vieillard désormais assuré que seule la mort le délivrera du permanent reproche.

Pas davantage que la veille, en cette journée du mercredi 5 décembre, consacrée et aux plaidoiries, et au réquisitoire l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde ne manifesta devant le tribunal correctionnel de Paris ni remords ni regrets. Et pour une raison que Me Varaut expliqua simplement : *« Si Maurice Papon avait manifesté de véritables regrets, cela serait revenu pour lui à s'accuser. Et puis, peut-on s'exonérer par des excuses d'un crime contre l'humanité ? »* Si c'était à refaire, assurément, il redonnerait les mêmes ordres, s'efforcerait avec le même zèle de remplacer les wagons à bestiaux par des voitures de voyageurs, et la Feldgendarmerie par la gendarmerie française. Me Varaut ne tenta même pas de décharger la responsabilité de son client sur ses supérieurs ou ses subordonnés. Le préfet régional Maurice Sabatier *« n'a pas cessé de résister, même s'il a mal résisté, ou insuffisamment au goût de certains »*. Quant au chef du service des affaires juives, un certain Garat, *« son rôle fut aussi d'humanité »*.

Retour à la diffamation

Soumis à la surveillance permanente des Allemands qui exigeaient *« une obéissance absolue de tous les fonctionnaires, à tous les niveaux »*, Maurice Papon ne fut qu'un organisateur, répéta son défenseur, qui risqua même – seul faux pas d'une très digne plaidoirie – une étonnante comparaison : *« Au camp de Drancy, ce sont des juifs qui assuraient le triage des arrivants. Qui prétendrait qu'ils portent une responsabilité dans le malheur de leurs coreligionnaires ? »*

« Juger Maurice Papon après Barbie est un devoir de complémentarité historique », répliqua son confrère Alain Jakubowicz, pour *le Nouvel Observateur*. Soulignant longuement que M. Papon avait *« prêté assistance »* aux Allemands, notamment en contribuant à établir les listes des juifs destinés aux rafles, Me Henri Leclerc demanda ensuite la relaxe de ses clients, les journalistes Serge Raffy et Marie-France Etchegoin, ainsi que du directeur de la publication de l'hebdomadaire, Claude Perdriel.

Car, tout au long de ces deux jours, on avait pu perdre de vue que l'on ne jugeait pas là Maurice Papon, mais le journal qui l'accusait, en couverture, d'être un *« complice français du génocide »*. Il incomba au substitut Marc Domingo de le rappeler, en une sorte d'intermède juridique dans ce débat historique. Le substitut estima le délit de diffamation constitué, et affirma que la preuve de la bonne foi des journalistes n'était pas faite, avant de s'en remettre, pour la peine, à l'appréciation du tribunal. Celui-ci a mis son jugement en délibéré jusqu'à la deuxième semaine de janvier .

DANIEL SCHNEIDERMANN

SCIENCES

M. Jean Hamburger président de l'Académie des sciences

Le professeur Jean Hamburger présidera l'Académie des sciences en 1991 et en 1992, a annoncé le secrétariat perpétuel de l'Académie. M. Jacques Friedel, membre de la section de physique de l'Académie depuis 1977, le remplacera au poste de vice-président. M. Hamburger succède au professeur Jean Auboin.

[Né le 15 juillet 1909 à Paris, le professeur Hamburger est un spécialiste mondialement reconnu dans le domaine de la néphrologie. Il fut le créateur du premier rein artificiel français et dirigea l'équipe qui réalisa la première transplantation rénale entre non-jumeaux, le 12 février 1962. Il est l'auteur de recherches fondamentales sur l'immunologie des greffes, les maladies rénales et les maladies auto-immunes. Il était, depuis 1989, vice-président de l'Académie des sciences, où il avait été élu dans la section de biologie humaine et sciences médicales en 1974. Il est aussi membre de l'Académie nationale de médecine et de l'Académie française, ainsi que de très nombreuses académies étrangères. Il a créé la Fondation pour la recherche médicale, dont il est actuellement vice-président, et préside le conseil d'administration du Palais de la découverte. Il est le père du chanteur Michel Berger.]

RELIGIONS

Isabelle la trop catholique

Suite de la première page

A cause de ces coups de froid successifs, le Comité de liaison international juif-catholique ne s'était pas réuni depuis cinq ans. Il vient de le faire à Prague, au cours d'une rencontre qui a réuni une soixantaine de représentants des grandes organisations juives (Conseil de la synagogue d'Amérique, Congrès juif mondial, B'nai Brith international, Comité interreligieux d'Israël) et une vingtaine de personnalités catholiques. Le bon climat de cette rencontre a surpris les participants, qui se sont attelés à la tâche définie le 1ᵉʳ septembre 1987 par le pape lui-même : la rédaction d'un document sur l'Holocauste, dont certaines versions circulent déjà.

La polémique sur le carmel polonais d'Auschwitz est considérée aujourd'hui par les deux parties comme close. Le Centre de dialogue et de recherches sur la Shoah, qui abritera le carmel contesté, dont l'édification avait été décidée en commun est en bonne voie d'achèvement. S'il reste dans l'Eglise polonaise des récalcitrants, le pape devait annoncer, au cours du « sommet » judéo-catholique de Rome les 5 et 6 décembre, le déblocage d'un fonds de 100 000 dollars pour hâter la construction. *« Un geste qui équivaut à une signature »*, commente le Père Dujardin, secrétaire du comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme. Si tout va bien, les religieuses polonaises devraient quitter le carmel, limitrophe du camp, et intégrer le nouveau centre en octobre 1991.

Bien des sujets de contentieux demeurent toutefois. Le plus grave reste le refus du Vatican de reconnaître l'Etat d'Israël, d'autant plus douloureusement ressenti aujourd'hui dans la communauté juive internationale que les tensions au Proche-Orient font peser de nouvelles menaces sur l'Etat hébreu. Le Saint-Siège entretient des relations diplomatiques avec vingt-quatre Etats arabes sur quarante-neuf. Conformément à sa tradition diplomatique, le Saint-Siège n'a pas de relations formelles avec des pays, comme Israël, dont les frontières sont contestées. Mais la situation n'est pas figée. S'il souhaite toujours la reconnaissance des droits du peuple palestinien, le Vatican ne réclame plus pour la ville de Jérusalem un statut séparé. Il demande seulement que soit davantage prise en compte la vocation historique de cette cité, dépositaire d'un incomparable patrimoine sacré. Cette position n'est pas incompatible, estime-t-on de source catholique, avec la souveraineté israélienne sur la ville. Ce sera l'un des principaux sujets évoqués au Vatican entre les deux délégations, juive et catholique.

Une campagne qui remonte au franquisme

Amorcé il y a vingt-cinq ans, le rapprochement entre juifs et catholiques reste ainsi fragile, à la merci de n'importe quelle affaire apparemment mineure, mais qui, comme pour le carmel d'Auschwitz, dresse des montagnes d'incompréhension et de soupçons liées notamment à un passé non apuré. A cet égard, le projet du Vatican de béatifier en 1992 la reine d'Espagne Isabelle la Catholique (1451-1504), responsable de l'exil de 150 000 juifs et d'un nombre équivalent de conversions forcées, risque de déclencher une tempête supérieure à celle provoquée il y a un an par les religieuses polonaises.

La campagne pour faire avancer la cause de béatification d'Isabelle la Catholique remonte au franquisme. Elle est réactivée aujourd'hui dans le contexte de la préparation des cérémonies du cinquième centenaire de la découverte de Christophe Colomb. Un comité de patronage est constitué, réunissant les signatures de quelques cardinaux prestigieux d'Amérique du Sud (Lopez Trujillo, Aponte Martinez, Castillo Lara) ou du Nord (Law, de Boston), réputés conservateurs, et d'une partie de la hiérarchie catholique espagnole, très divisée dans cette affaire. Des brochures circulent, présentant la reine Isabelle comme *« un modèle pour les adolescents, les femmes, les mères et les chefs de gouvernement »*.

Mais l'histoire retient de cette souveraine, qui a amorcé l'unification de l'Espagne et fait de son pays une puissance coloniale, qu'elle a également signé l' « édit de bannissement » des juifs de son royaume le 31 mars 1492 (un texte que le roi Juan Carlos abrogera solennellement au moment des célébrations de 1992) sous l'influence du sinistre dominicain espagnol Torquemada, nommé par la reine inquisiteur général du royaume.

Plusieurs démarches ont été entreprises, notamment d'origine française, auprès de l'épiscopat espagnol et de la congrégation compétente du Vatican, pour les convaincre des risques d'une telle décision, compte tenu en particulier de la sensibilité et de la mémoire juives. Mgr Lustiger lui-même est intervenu auprès de l'archevêque de Madrid. Sans succès, semble-t-il. Non seulement le procès de béatification est commencé, mais de bonne source il aurait même été *« accéléré »* à Rome.

HENRI TINCQ

هكذا من الأصل

CULTURE

MUSIQUES

Les fous chantants de Montréal

Beau programme et petits dommages aux Francofolies québécoises

MONTRÉAL

de notre envoyée spéciale

La neige n'était pas au rendez-vous à l'ouverture des deuxièmes Francofolies de Montréal. Il faisait bon, le vendredi 30 novembre, dans la métropole québécoise décorée kitsch pour Noël. Les techniciens de la place des Arts, où devaient se donner les spectacles de prestige pour une manifestation qui se développe – cinq ou six concerts par soir au lieu de deux l'an passé – avaient voté une grève illimitée pour préserver leur monopole d'embauche. Samedi, Guy Bedos, alité en France avec un mal de dos, avait annulé sa venue au Québec. Puis une panne de secteur avait plongé dans le noir la salle du Spectrum, au beau milieu du concert de Jean Leloup, rocker prolixe fort prisé à Montréal. Mais l'équipe franco-canadienne de cette grand'messe de la chanson francophone n'allait pas se décourager pour autant. Jean-Louis Foulquier, animateur de « Pollen » sur France-Inter, père des Francofolies de La Rochelle, exportateur de la formule, s'en remettait à son homologue canadien, le producteur Alain Simard. On changea les salles, on remboursa quelques billets, et les chanteurs, une cinquantaine, québécois ou français, plus deux belges (Maurane et Philippe Lafontaine), un suisse (Michel Bühler) et un zaïrois (Papa Wemba), purent entrer en lice.

«La fête à Gilles Vigneault», qui devait ouvrir le feu, avait donc été reportée au dimanche, dans une salle de la rue Saint-Denis, quartier sympathique aux allures d'East Village new-yorkais. Par un après-midi éclatant de lumière, Gilles Vigneault débordant d'énergie, venait mettre la dernière main à ses «Trente ans de chansons». Dix chanteurs et dix musiciens avaient été réunis devant un parterre huppé – un millier de places avaient été achetées par une œuvre de bienfaisance – pour un spectacle de copains, simple, heureux comme un hiver au chaud. Du bon Vigneault, du bel ouvrage, en solo (*Larguer les amarres*, *Tan di Lilam*), en chœur (*le Doux Chagrin*), ou par la voix des autres : *Si les bateaux* (Marie-Claire Seguin), *Ma jeunesse* (Maxime Le Forestier), *Gens du pays* (Yvon Deschamps et Louise Forestier) ... En coulisse, Gilles Vigneault regrettait de ne pas voir ici l'interprète qui lui fit franchir les frontières du Québec, Catherine Sauvage. Les Francofolies de La Rochelle ont depuis six ans fait la part belle aux rencontres impromptues. *«L'idée*, explique Jean-Louis Foulquier, *m'en était d'ailleurs venue ici au Québec, à l'époque des grands shows communs de Charlebois, Leclerc, Vigneault...».* Principe respecté à Montréal. Le vendredi soir, Paul Personne donnait en ouverture un excellent concert au Spectrum. Il invita Richard Seguin puis Jean-Louis Aubert sur scène. Samedi, le club Soda, une petite salle très conviviale de l'avenue du Parc, recevait un Jean-Louis Aubert en pleine forme. Et c'était Paul Personne qui passait en invité. Moustaki, pendant ce temps, chantait très faux au Théâtre Outremont. Aidé de Maxime Le Forestier et de Julos Beaucarne pour le final, il a cependant fait les délices d'un public chaudement enveloppé dans le cocon du métissage. Et fut assassiné par la presse du dimanche.

Les «Francofous» font des affaires, et c'est tant mieux, mais jusqu'alors le festival n'a pas été le tremplin franco-canadien espéré. Aux soirées «tandem» du club Soda, on faisait spectacle à part et la jeunesse montréalaise jetait un œil distrait sur nos stars nationales. Elle avait bien assez à faire avec les siennes, dans une programmation bien sage – Jean Leloup, Jim Corcoran, Vilain Pigouin, les Parfaits Salauds, ou Marjo. L'entreprise est efficacement managée par Alain Simard, sympathique homme-orchestre du show-biz québécois, président du Festival international de jazz de Montréal, agent artistique (Michel Rivard, Carole Laure, Jean Leloup), partie prenante du label indépendant Audiogram, par le biais du groupe Spectra Scène qui possède le Spectrum.

Un tout ficelé à l'américaine. Les Francofolies montréalaises, relayées par la télévision (Radio-Canada, TV 5 Europe et M6), la radio (CBF 690, Radio-Media, France-Inter où «Pollen» est diffusée en direct de Montréal tous les jours de 20 heures à 21 heures, et RFI, qui en a profité pour attribuer, avec la SACEM, ses Octaves d'or 90 à Arthur H et Geneviève Paris), demeurent une opération essentiellement privée, dotée d'un budget de 1,5 million de dollars canadiens (environ 7 millions de francs). Elles sont aussi un beau succès populaire. Contre vents et marées, vingt mille entrées ont déjà été vendues pour la semaine.

VERONIQUE MORTAIGNE

Qui a peur de Brian Ferneyhough ?

Trois concerts du Festival d'Automne permettent un survol de la carrière de ce compositeur contemporain radical

Encore inconnu il y a quinze ans, le compositeur Brian Ferneyhough (né en Grande-Bretagne, en 1943) à l'œuvre duquel le Festival d'Automne, associé à la revue genevoise *Contrechamps*, consacre trois concerts à l'auditorium du Châtelet, est devenu aussi célèbre que les plus grands musiciens de la génération précédente. Il les a même supplantés en tant que référence. Ainsi ne dit-on plus d'une œuvre foisonnante, passablement absconse et injouable, qu'elle est aussi compliquée que celles de Boulez ou de Stockhausen, mais qu'elle l'est presque autant que celles de Ferneyhough...

Pour ce qui est de la complexité de l'écriture, de la virtuosité exigée des interprètes et, le plus souvent, de l'hermétisme du résultat, Ferneyhough a dépassé de loin tout ce qui s'était fait avant lui. Cela explique qu'il se soit longtemps heurté à une fin de non-recevoir, jusqu'à ce que quelqu'un éprouve le besoin de relever ses insolents défis au bon sens. De 1974 à 1977, Harry Halbreich fit découvrir aux pèlerins éblouis du Festival de Royan qu'un créateur aussi singulier avait été tenu à l'écart des cercles de l'avant-garde quand il aurait dû en être l'hypocentre.

Car la musique de Ferneyhough répond idéalement à tous les critères de l'avant-garde, du moins à ceux qui avaient cours il y a quinze ans. A présent régulièrement jouée, enregistrée, elle n'a plus à défendre son droit à exister, mais les uns persistent à la trouver stimulante et profonde, les autres ennuyeuse et inutilement compliquée (1). Le principal mérite de ces trois concerts est justement de constater qu'il existe dans la production du compositeur des œuvres dont l'aboutissement ne dépend pas de leur degré de complexité.

Ainsi, *Transit* pour six vocalistes et une formation instrumentale d'où se détachent quelques solistes, donné lundi soir 3 décembre sous la direction de Diego Masson par l'ensemble vocal Les jeunes solistes et l'ensemble Contrechamps. Cette pièce de 1973 offrait, par le chatoiement des sonorités mouvantes, par la force des progressions, la magie des détails et des superpositions de plans, un singulier contraste avec l'austérité abrupte et opaque des *Quatuors n° 2* et *4* exécutés en première partie de programme.

On objectera qu'il est plus facile de distraire l'oreille avec des effectifs importants, mais la réussite des *Sonatas* (1967) pour quatuors, interprétées mardi par le Quatuor Arditti, apporte la preuve que la question n'est pas là. Il semblerait plutôt que, le succès aidant, Ferneyhough se soit laissé enfermer peu à peu dans son propre système et que sa production des dix dernières années – exception faite, peut-être, de *la Chute d'Icare* (1988) – soit une surenchère hasardeuse plus qu'un aboutissement. La morosité et la grisaille du *Quatuor n° 4* avec voix (chanté par Brenda Mitchell), son œuvre la plus récente, laissent perplexe.

Néanmoins, compte tenu de la singularité du créateur et de la valeur incontestable de certaines de ses partitions, on ne saurait trop recommander la lecture du numéro huit de la revue *Contrechamps* (éditions L'Age d'homme, 5, rue Ferrou, Paris-6°) qui, à travers 180 pages d'entretiens, d'analyses et de commentaires, trace du compositeur et de sa démarche un portrait complet et éclairant. Parmi les enregistrements existants, on signalera ceux de *Transit* (CD Decca Head 18) et des *Sonatas* (CD Montaigne 789002) qui font référence.

GÉRARD CONDÉ

(1) *Le Monde de la musique* consacre un dossier à Brian Ferneyhough, dans son numéro de décembre. Des points de vue contradictoires de journalistes, d'interprètes y sont exposés.

▶ Dernier concert vendredi 7 décembre, à 19 heures, à l'auditorium du Châtelet.

□ **Les grands prix de la SACEM** – Les grands prix de la Société des auteurs et compositeurs de musique sont décernés le 6 décembre à Renaud à Pierre Papadiamantis, compositeur de la plupart des chansons d'Eddy Mitchell, à François Derveaux pour l'édition, à Guy Bedos, à Maurice Vandair, à Laurent Petitgirard, à André Boucourelchiev, à Vladimir Cosma et à Alain Bousquet. La médaille d'or de la communication musicale est attribuée à Jacques Rigaud.

□ **Annulation de la soirée du jeudi 6 décembre à La Cigale.** – Catherine Ringer souffrant d'une extinction de voix, les concerts des Rita Mitsouko les 5 et 6 décembre ont été annulés. Les billets seront remboursés ou échangés pour les soirs suivants, soit à leur point de vente, soit à la Cigale, tous les jours de 15 heures à 18 heures, sauf les dimanches.

DANSE

Les merveilleuses mécaniques humaines

Dominique Bagouët inaugure à son tour avec son centre chorégraphique l'Opéra Berlioz de Montpellier

Montpellier fait l'audacieux pari d'attirer à la danse contemporaine deux fois deux mille personnes (1) : après la musique symphonique et l'opéra (*le Monde* des 13 et 27 novembre), le centre chorégraphique qu'anime Dominique Bagouët «inaugure» le nouvel Opéra Berlioz au Corum les 6 et 7 décembre. Il y présente en création mondiale *So schnell* sur la Cantate BWV 26 de Jean-Sébastien Bach, et reprend en première partie *Jours étranges*, créé en juillet dernier au Festival de danse.

«Avec Jours étranges, *j'avais poussé le bouchon un peu loin dans la subversion de ma propre danse*, dit Dominique Bagouët, *dans le sens de l'émotion, du pur rapport avec l'adolescence, du sentiment de révolte, de l'envie de secouer un peu les codes qui nous pèsent sur la tête. Il fallait donc, après cette pièce, retrouver une autre énergie, remettre une machine en route avec quelque chose de mécanique, de basique. J'ai redécouvert la peinture de Roy Lichtenstein : ses trames m'ont passionné, j'ai eu l'idée de m'inspirer de cette démarche spirituelle – l'émotion peut sourdre à partir d'une structure à plat, exsangue, à partir de la mécanique. Le parallèle avec la* Cantate *de Bach s'est fait naturellement. Car la musique du dix-huitième siècle contient cette merveilleuse mécanique d'horlogerie, ce rythme de base tranquillement donné, très rassurant. J'avais déjà utilisé des classiques (Mozart, Marin Marais, Couperin), mais mon langage chorégraphique restait alors très respectueux des anciens, il y avait dans l'esthétique des mouvements une sorte de néobaroquisme ou de néoclacissisme – en tout cas c'est ainsi qu'on l'a étiqueté à l'époque : «baroque contemporain». Cette fois, j'ai eu envie d'utiliser la musique classique pour son énergie, sa «pêche», ses structures. J'aime aussi la fraîcheur de Karl Richter, dans cet enregistrement de 1967 que j'ai choisi : une interprétation dynamique, dansante, pas triste – un peu antinomique des paroles, qui parlent de mort, de poussière.*

Mais cette Cantate *ne dure que seize minutes, et je voulais une pièce plus importante. Ma famille possède une petite fabrique de bonneterie, située sous son appartement : le bruit des machines a bercé mon enfance. Retournant la visiter, il y a un an ou deux, j'ai réalisé que ces bruits étaient d'une qualité rythmique et musicale incroyable. Et cet été cela m'a frappé davantage encore, après avoir travaillé sur les trames de Lichtenstein et sur la* Cantate *de Bach. Mon ingénieur du son a enregistré pendant trois jours toutes les machines, séparément ou ensemble, il a obtenu une matière magnifique, s'est même amusé à composer des jacquards musicaux d'après des dessins de jacquards de bonneterie. Cette polyphonie industrielle, assez ludique, se relie très bien à Bach : j'ai alterné les morceaux, sauf pour le chœur final, trop officiel à mon goût, que j'ai recouvert du bruit des machines.*

» Paradoxalement, j'ai voulu que dans toute cette mécanique la dimension humaine apparaisse plus forte. Au-delà de la technique, toujours l'homme arrive avec sa fragilité, ses faiblesses, ses tendresses, ses impulsions. C'est la partie émergée de l'iceberg, qui devrait être vue en premier : les hommes et les femmes, entraînés par les machines, restent des hommes et des femmes, leur humour et leurs relations l'emportent, l'émotion peut venir de là... »

Propos recueillis par
SYLVIE DE NUSSAC

(1) Peut-être un test pour aménager leur couvent situé au centre-ville, et l'attribuer au centre chorégraphique logé très à l'étroit dans un studio.

▶ Corum de Montpellier, Opéra Berlioz, 6 et 7 décembre, à 20 h 30. Tél. : 67-66-00-92.

ARTS

Un éclectisme tempéré

Le Musée des arts déco présente ses nouvelles acquisitions

Une trentaine de meubles et d'objets, créés entre 1910 et 1930, par Paul Follot, Léon Jallot, Paul Iribe, Michel Dufet ou Louis Sue, sont présentés par le Musée des arts décoratifs de Paris. Il s'agit d'une période de transition. C'est en 1912, dans la revue *Arts décoratifs*, qu'André Vera énonce les principes du nouveau style : *« Cette revanche de l'intelligence favorisera donc un art d'ordonnancement architectural. »* Ce style est marqué par le retour de la ligne (voir la table à thé en éventail de Louis Sorel). Les tables gigognes en palissandre d'Eugène Gaillard rompent avec l'exubérance des courbes végétales chères à l'art nouveau du début de siècle.

Assagie, unifiée en guirlandes, la fleur adopte des formes plus géométriques (voir la corbeille de roses sculptée sur la banquette de Louis Sue et Huillard) et sert d'appoint à de luxueux meubles de commande, comme cette petite commode d'acajou aux parois de galuchat créée par Paul Iribe pour le couturier Jacques Doucet.

Ces changements s'effectuent sur fond de retour à la tradition française. Ce style nouveau puise largement son inspiration dans l'époque Restauration, avec une priorité faite au bois clair (loupe de citronnier incrustée de filets d'amarante) travaillé à la manière des ébénistes de Charles X. Mais le souvenir ne justifie aucune nostalgie et le vingtième siècle se retrouve et s'exprime dans les couleurs inspirées des ballets russes ou les références à l'art nègre. Le cubisme est également récupéré (voir la salle à manger en okoumé et palissandre de Michel Dufet). Cet éclectisme tempéré domine un jeu sensible de nuances et d'hésitation. Quelques années avant la grande fracture, en Europe, entre les anciens et les modernes.

LAURENCE BENAIM

▶ Le mobilier sort de sa réserve. Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 7 février 1991.

Bouddhisme électro-magnétique

Dans une nouvelle galerie, trois installations de Takis à la conjonction du high tech et du mysticisme

On dirait un cloître, mais un cloître très moderne établi dans une ancienne usine, blanc de mur, avec une verrière d'atelier pour vitraux et un plancher pour dallage. Au mur, Takis a suspendu des machines électro-magnétiques qui ressemblent à des reliquaires un peu rouillés. Un aimant tantôt attire et tantôt repousse une tige de fer. Quand il l'attire, elle frappe un fil métallique qui vibre et résonne. Comme les machines ne fonctionnent pas au même rythme, le son disparaît et renaît sans cesse, à un point ou un autre de la galerie. L'illusion de cérémonie bouddhique est étonnante : comme dans les lamasseries, les gongs chantent dans le vide silencieux. Verrait-on passer quelque moine vêtu de rouge sombre qu'on ne s'en étonnerait pas, tant est réussi l'effet de hors-temps et hors-lieu.

Sans doute est-ce faire servir le modernisme à la satisfaction éphémère de la nostalgie du sacré que de mettre en scène ce déambulatoire. Mais l'adresse du procédé fait oublier le paradoxe, qui gênerait sinon : l'extrême de la technique doit produire un mirage de primitivisme mystique.

Les «totems» que Takis a disposés dans les espaces inférieurs de la galerie répondent au même dessein, mais avec moins de subtilité et de puissance. En haut de grands mâts de métal noir, des phares clignotent en alternance. Mais là, soit qu'il y ait trop de pièces réunies dans un espace trop étroit, soit qu'il manque la force de suggestion de la musique, le spectacle prend moins bien.

PHILIPPE DAGEN

▶ Galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris ; jusqu'au 15 janvier.

CULTURE

THÉATRE

En avoir ou pas

L'adaptation du « Château de Cène », le pari risqué et réussi de Philippe Léotard

Dans la grotte ombreuse du Bataclan, quelques hommes éminents ont conjugué leur talent. Le compositeur Patrice Moullet a construit des machines compliquées à la Tinguely qui déversent de l'eau en cascade et de la musique en torrent. Le décorateur Michel Vandestien *(le Pont Neuf*, de Carax, c'est lui) a décoré, le lumineux Henri Alekan a éclairé. On signale aussi la chaste apparition d'une jeune fille nue (Nathalie Cannet). Peu frileuse, elle déambule avec grâce. Plus oppressante est la présence de la danseuse Uto Sumako Kosaki, d'une blancheur lunaire, terriblement japonaise, qui semble mimer avec lenteur les spasmes athlétiques du fœtus. Ces personnes sont les comparses valeureux d'un merveilleux fou parlant dans son drôle de bastringue, Philippe Léotard, lancé à corps perdu à l'assaut du *Château de Cène*, texte incandescent de Bernard Noël. Il y est question de nègres et de chiens, et d'un château, et d'une femme blanche inaccessible. Les phrases énervées se bousculent et se précipitent parfois, torrentueuses, on ne comprend pas tout, mais des formules de feu affleurent : *« Le vagin n'est qu'un phallus déçu... »* Et Léotard vaguement colonial, avec un panama cabossé et une chemise sable qui donne tout, son cœur, ses tripes, qui éructe et exulte, se saoûle de mots jubilatoires, désamorce l'obscénité par une sorte d'ingénuité rageuse, un dévorant appétit de dire, qui n'a peur de rien. Qui pourrait bien être tout seul, ce serait encore plus beau.

DANIÈLE HEYMANN

▶ **Bataclan, du mardi au samedi, à 20 h 30 jusqu'à fin décembre. Tel : 47-00-30-12.**

L'outrage du Censeur

Du haut de la loi et des convenances qu'il représente, le Censeur, porte-parole des instincts défensifs et des arrière-pensées d'une société, à une époque et en un lieu donnés, s'adresse au Censuré. Comme le bâton et le dos, sa sentence et l'objet qu'elle vise entrent dans une relation étroite ; Censeur et Censuré trouvant chacun, dans cette dépendance brutale, leur justification.

Lorsque le corps du délit est un livre comme *le Château de Cène* de Bernard Noël, publié d'abord, en 1969, sous le pseudonyme d'Urbain d'Orlhac (1), ce lien devient indissoluble. Le jugement le condamnant auréole l'ouvrage, lui fait, pour sa vie future, comme un écrin où son scandale peut mieux briller. A la provocation, à l'outrage, dont l'écrivain est accusé d'être l'auteur, répond une autre provocation, mesquine, un autre outrage fait, celui-là, *« aux mots »*, à la liberté de penser et d'écrire.

L'absurdité renforce fréquemment la mesquinerie bien-pensante : au moment où la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, le 9 juillet 1973, condamne Bernard Noël et l'éditeur Jérôme Martineau (ainsi que l'imprimeur), une autre édition du livre, publié chez Pauvert, circule librement, est saluée par la presse et par les pairs de l'écrivain ! Repoussant avec mépris les protestations *« d'une minorité tapageuse, inspirée par la licence ou le goût du scandale »*, le juge stigmatise une œuvre *« offensante pour la pudeur »*, la *« recherche systématique d'une excitation érotique et malsaine »*, l'appel *« aux instincts les plus dégradants de l'être humain »* ... Toujours semblable à elle-même, la langue de bois ne peut émettre qu'une parole dérisoirement convenue. Jacques Derrida, Philippe Sollers, Pierre Dumayet viendront, quant à eux, dénoncer, aux côtés de Me Badinter et de Bernard Noël, l' *« offense »* faite *« au bon sens, à la liberté d'expression, à la justice »*.


J.-F. AUGÉ/SYGMA

Philippe Léotard

Deux ans plus tard, Bernard Noël expliquera, dans une texte intitulé *l'Outrage aux mots*, la genèse de son livre. A partir d'une première version datant de 1958, l'écrivain rédige en trois semaines *le Château de Cène*, au début de 1969. Le livre porte en lui, transposée sur le plan onirique et poétique, toute la violence de cette époque ; violence notamment policière, liée aux événements d'Algérie. L'écho explicite des discours du général de Gaulle se retrouve à la fin du récit : *« (...) La source, c'est la bouche qui nous gouverne et qui fait abus de sens comme de pouvoir, abus qui pourrit la langue et la communication. »*

« A un certain moment du gaullisme, le roman érotique m'est apparu comme une arme contre la bêtise politique – la seule arme contre cette société satisfaite et puante », écrit Bernard Noël à Serge Fauchereau en 1970. La dimension imaginaire du livre est donc directement reliée à la perception de la réalité politique. Sa violence – encore intacte aujourd'hui – est l'expression d'une révolte, la mise en mots d'un scandale. A travers la violence et l'érotisme du livre de Bernard Noël, c'est bien le sens de cette révolte que le Censeur vise et s'évertue à faire taire.

Mais il est dans l'ordre des choses qu'il ne parvienne pas à son but. L'acte répressif du Censeur produit même un effet inverse. Il fait mieux saillir la charge provocatrice et offensive de l'œuvre. Charge qui, sans cet acte, aurait pu rester inaperçue.

PATRICK KÉCHICHIAN

(1) Réédité chez l'Arpenteur-Gallimard, suivi de *le Château de Hors*, *l'Outrage aux mots* et *la Pornographie* (lettres à Serge Fauchereau), 180 p., 89 F.

Pas d'avions pour les arbres

Michel Dubois a mis en scène et joue « Dialogues d'exilés » de Brecht

Ils sont deux Allemands, ils parlent à voix basse dans un coin du buffet de la gare d'Helsingfors. Ziffel a des mains soignées, pas mal de brioche, il est physicien (il était). Kalle a des mains plus esquintées, il est passé par les usines puis, déjà, par un camp de concentration.

Brecht écrit *Dialogues d'exilés* en 1941, en Finlande. Il a quitté l'Allemagne depuis huit ans, un bail, exactement le 28 février 1933 quand il a appris que le Reichstag avait flambé la veille au soir. Il est passé par Prague, Vienne, Zurich, Sanary-sur-mer et Le Lavandou, Paris (où son ballet, musique de Kurt Weill, *les 47 Péchés capitaux des petits-bourgeois*, a fait un flop). Puis il est remonté en Suède, enfin en Finlande où il peut entendre les Allemands qui viennent juste de s'enfuir (quand il était parti lui-même, Brecht se dorait la pilule, il avait dit à Arnold Zweig : *« Ne partez pas trop loin, dans cinq ans nous serons de retour »*).

Deux grands corbeaux endiablés

En 1941, avant de quitter la Finlande pour continuer le voyage (Moscou, Vladivostok, le petit port de San-Pedro en Californie), Bertolt Brecht a appris les charmes de l'exil. Le premier de ces charmes, c'est la causette. La dialectique. *« Les exilés sont les dialecticiens les plus pénétrants. Ce sont des changements qui les ont forcés à l'exil, ils n'ont que les changements en tête, et de signes de rien ils déduisent les choses les plus fabuleuses »*, écrit Brecht dans *Dialogues d'exilés*.

La gare d'Helsingfors est bourrée d'espions. Ziffel et Kalle, casquettes enfoncées jusqu'au menton, penchés l'un sur l'autre à se cogner le nez, jaspinent à n'en plus finir, *pianissimo*. *Dialogues d'exilés* est l'un des meilleurs textes de Brecht, ce qui ne veut rien dire parce que, si vous enlevez tous les meilleurs textes de Brecht, que va-t-il rester ? Michel Dubois et Jean Marie Frin, après s'être très longuement concertés au buffet de la gare de Caen, ont pris la décision de faire valser ces *Dialogues*. Dans le buffet d'Helsingfors ils ne tiennent pas en place, ils sautent à pieds joints d'une table à une autre, comme deux grands corbeaux endiablés, ils jonglent avec les verres de bière (qui, en Finlande, n'est pas de la bière, précise Brecht d'un ton mauvais). Jean-Marie Frin, le travailleur assombri par ses mois de camp, met beaucoup de soin à énoncer ses réflexions, tandis que Michel Dubois, le physicien presque en vacances, mène la danse, rayonne d'ironie et d'une folle présence d'esprit – il faut dire que Michel Dubois, depuis bientôt vingt ans, avait quitté son art natal, celui d'acteur, pour une terre d'exil moins fringante, celle de metteur en scène ; alors là il prend sa revanche, il casse la baraque, et le metteur en scène Dubois donne à l'acteur Dubois un rôle en or, mille occasions de faire le clown (il est parfait).

« La psychanalyse est une industrie, énorme, en un sens tout aussi indispensable que le cinéma !

– Quand ma mère n'avait rien, pas un gramme de beurre, elle nous tartinait de l'humour sur le pain. »

Il y a un moment, et Brecht, je crois bien, n'avait pas prévu ça, où Ziffel-Dubois sort de sa poche, comme par inadvertance, une étoile jaune, et la remet dans une autre poche, *subito presto*. Et cette étoile jaune qui file d'une poche à une autre m'a fait penser à une page du beau livre de Claude Gutman, *les Réparations*. C'est un petit garçon juif qui raconte la guerre, l'immédiat après-guerre, quand les uns reviennent des camps et les autres pas ; et un jour il voit sa grand-mère, une maniaque de l'ordre, qui se met à découdre toutes les étoiles jaunes de la famille, elle les détache des pardessus, des vestes, des canadiennes, et elle les met à bouillir, dans la lessiveuse, puis, très soigneusement, elle les repasse, en fait une pile, la noue avec une ficelle et range tout cela dans l'armoire. Le petit garçon est étonné. La grand-mère, assise contre le mur, dit : *« Elles attendront. Moi aussi. »*

MICHEL COURNOT

▶ **Malakoff, Théâtre 71. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Dimanche 18 heures. Jusqu'au 16 décembre. Tél. : 46-55-43-45.**



CINÉMA

L'île des sentiers qui bifurquent

Epique et intimiste, « la Cité des douleurs » du Taïwanais Hou Hsiao-hsien stupéfie par la maîtrise de sa réalisation

L'enfant s'appellera Lumière. Il nait aux premières images de *la Cité des douleurs*. Pourtant ce n'est pas une vie nouvelle que va raconter le film de Hou Hsiao-hsien, mais un espoir assassiné. La lueur vite éteinte que connut son pays, Taïwan, en 1945, quand après un demi-siècle de domination japonaise il fut rendu à la Chine. Au lieu de la libération attendue, l'île subissait une nouvelle colonisation par la Chine du Kuomintang, avant de devenir en 1949 le refuge des nationalistes vaincus. Petit territoire qui a entrevu l'autonomie, l'île retombera sous la sujétion d'une Histoire trop grande pour elle.

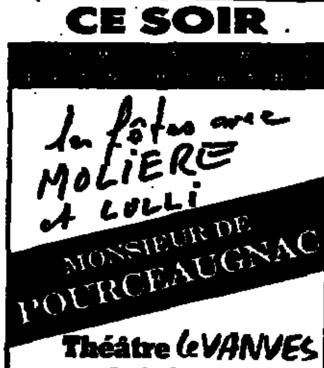
Quatre ans de bouleversements et d'incertitudes évoqués à travers une allégorie familiale : le vieux Lin, brigand moraliste, avait quatre fils. Le premier prit sa succession, contrebande et maisons de jeux. Le second disparut pendant la guerre. Le troisième, envoyé au front lui aussi, en revint fou. Le quatrième, qui gagnait sa vie comme photographe, était sourd et muet. L'ampleur du récit et son montage parrallèle (et le rôle fondateur du film pour la cinématographie de son pays) font songer à *Naissance d'une nation* de Griffith. Mais c'est plutôt de l'avortement d'une nation qu'il s'agit. Seul survivra le troisième frère, le fou.

Orchestrateur virtuose, Hou Hsiao-sien entrecroise la trajectoire des protagonistes, y ajoute le commentaire en voix *off* de la jeune fille amoureuse du beau photographe, intercale comme des cartons du cinéma muet d'antan les « dialogues » narratifs ou émotionnels du personnage muet, selon une construction formidablement complexe. Se mêlent la maladie d'un bébé et les émeutes contre l'emprise de la Chine continentale, l'idylle de deux jeunes gens et les affrontements entre gangs taïwanais et shanghaïens, le rituel des travaux et des jours et le mouvement démocratique d'intellectuels qui finira par un bain de sang.

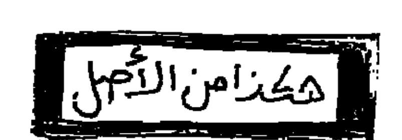
Cette partition symphonique toute en assonances et en ruptures, dont le leitmotiv est un plan fixe de port d'où aucun bateau ne part jamais, pourrait s'intituler *l'Attente*. Malgré ses séquences frénétiques et la masse d'événements qui s'y produit, c'est dans le pressentiment d'un drame ou d'un moment heureux, dans le non-dit d'un regard ou d'un geste que l'art de Hou Hsiao-hsien donne toute sa mesure. Un metteur en scène qui ressemble au photographe muet de son film : incapable de dire *« souriez »* à ceux dont il tire le portrait, mais attentif à retoucher ses images au pinceau fin.

La Cité des douleurs est un film exigeant (rendu encore plus exigeant par les lamentables conditions dans lesquelles est distribuée une œuvre qui a obtenu le Lion d'or au Festival de Venise 1989 : une seule séance quotidienne dans deux petites salles de Paris, Le Denfert et le Républic). Mais qui fera l'effort de répondre à cette exigence entrera de plain-pied dans un monde complet, un monde inconnu que cette fresque intimiste sait rendre étrangement proche. Il s'y perdra avec bonheur, comme dans la contemplation d'une mosaïque superbe et sans âge.

JEAN-MICHEL FRODON








هكذا من الأهل

AGENDA

EXPOSITIONS

JEUDI 6 DÉCEMBRE

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33) Jeu., ven. de 12 h à 22 h, sam. de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 6 janvier 1991.

AFFICHES DE PUB A TOKYO. Galerie des brèves Cci. Jusqu'au 7 janvier 1991

ART ET PUBLICITÉ. Grande galerie 5 étage Entrée : 16 F Jusqu'au 25 février 1991

AU BONHEUR DU TEMPS : AGENDAS, ALMANACHS ET CALENDRIERS. Salle d'actualité de la BPI, rez-de-chaussée Jusqu'au 25 février 1991.

AU BONHEUR DU TEMPS. Agendas almanachs et calendriers. Salle d'actualité Bpi Jusqu'au 25 février 1991

PASSAGES DE L'IMAGE. Musée national d'art moderne Entrée : 24 F. Jusqu'au 13 janvier 1991

JEAN PROUVÉ. Galerie du Cci. Entree · 16 F Jusqu'au 28 janvier 1991

TÉLÉ-VISIONS D'EUROPE. Galerie du forum. Jusqu'au 4 février 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu de 10 h à 21 h 45, dim de 9 h à 18 h Fermé le lundi.

DE MANET A MATISSE, SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

DESSINS D'ARCHITECTURE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 janvier 1991

IL Y A CENT ANS ILS ONT DONNÉ L'OLYMPIA. Exposition-dossier. Entrée . 25 F (dimanche : 16 F.) Billet jumelé exposition musée 40 F. Jusqu'au 20 janvier 1991.

MANET : PASTELS ET DESSINS. Exposition-dossier. Entrée 27 F (billet d'accès du musée) Jusqu'au 13 janvier 1991

LES SALONS CARICATURAUX. Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée) Jusqu'au 20 janvier 1991.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51) T.l.j. sf mar et les 25 décembre et 1 janvier de 12 h à 22 h. Visites-conférences les mer à 19 h jusqu'au 16 janvier sauf le 2.01.91.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 21 janvier 1991.

EUPHRONIOS, PEINTRE A ATHÈNES AU VIe SIÈCLE AVANT JÉSUS-CHRIST. Hall Napoléon. Entrée . 25 F Jusqu'au 31 décembre.

MÉMOIRES D'AVEUGLE, L'AUTOPORTRAIT ET AUTRES RUINES. Partis pris : dessins du Louvre choisis par Jacques Derrida. Hall Napoléon. Entrée 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 21 janvier 1991.

LA ROME BAROQUE DE MARATTI A PIRANÈSE (1650-1760). Pavillon de Flore Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 18 février 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉOCLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien Entrée · 27 F (prix d'entrée du musée) Jusqu'au 20 février 1991

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27) T.l.j. sf lun et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer jusqu'à 20 h 30

IMAGES INVENTÉES. La photographie créative belge dans les années cinquante. Entrée : 28 F Jusqu'au 3 février 1991

Grand Palais

Av W.-Churchill, pl Clemenceau, av Gal-Eisenhower

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages. (42-89-54-10) T.l.j. sf mar et mer de 12 h à 19 h. Entrée · 12 F Jusqu'au 19 août 1991

MAC 2000. Nef (48-59-19-30) T.l.j. de 11 h à 19 h. Les 5, 7, 14 et 19 décembre jusqu'à 22 h. Entrée · 30 F. Jusqu'au 21 décembre

PICASSO. UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-89-54-10) T.l.j. sf mar de 10 h à 20 h, mer jusqu'à 22 h Entrée 25 F. (dim. : 16 F) Jusqu'au 14 janvier 1991.

SIMON VOUET. Galeries nationales (42-89-23-13) T.l.j. sf mar de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h Entrée . 33 F. Jusqu'au 11 février 1991

MUSEES

ARMES INSOLITES DU XVIe AU XVIIIe SIÈCLE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-55-92-30). T.l.j. de 10 h à 17 h Entrée 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

ART KANAK, DE JADE ET DE NACRE. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av Daumesnil (43-43-14-54) T.l.j sf mar de 10 h à 17 h 30 sam., dim de 10 h à 18 h. Visites commentées mer., ven, sam. à 15 h 30 (43 46 51 61) Entrée · 23 F, 13 F (dim) Jusqu'au 31 décembre

ART ÉSOTÉRIQUE DE L'HIMALAYA. La donation Lionel Fournier. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15 Entrée · 23 F Jusqu'au 28 janvier 1991

ARTISTES TCHÈQUES ET SLOVAQUES. Musée du Luxembourg, 15, rue de Vaugirard (42-34-25-95). T.l.j sf lun de 11 h à 19 h. Du 6 décembre au 27 janvier 1991.

JANE EVELYN ATWOOD. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-30-80) T.l.j. sf lun., 25 décembre et 1 janvier de 12 h à 19 h. Entrée 20 F (billet couplé avec Photos de famille 40 F) Jusqu'au 17 février 1991.

WERNER BISCHOF. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53) T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h Entrée · 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 7 janvier 1991

E.-S. CURTIS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 30 décembre.

NIKI DE SAINT PHALLE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 janvier 1991.

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN : LE QUAI VOLTAIRE. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue Bellechasse. T.l.j. sf jours fériés de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F ;. Jusqu'au 24 février 1991

FERRACCI. Affichiste de cinéma. Musée de la publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14) T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée · 20 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

LEWIS HINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 6 janvier 1991.

L'HOMME AU TRAVAIL : LE GESTE ET L'IMAGE. Atget, Seeberger, Arlaud, Ganne, Feher, Feuillie. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. sf le 25 décembre et 1 janvier de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

HYMNE AU PARFUM. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 février 1991.

CHRIS KILLIP. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 7 janvier 1991.

LAMARTINE ET LES ARTISTES DU XIXe SIÈCLE. Musée de la vie romantique - Maison Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE MEUBLE RÉGIONAL EN FRANCE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 15 F (prix d'entrée du musée), 10 F le dim. Jusqu'au 25 février 1991.

LE MOBILIER SORT DE SA RÉSERVE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 février 1991.

LES MYSTÈRES DE L'ARCHÉOLOGIE. Les sciences à la recherche du passé. Caisse nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. de 10 h à 18 h. Conférences à 20 h 30 les mercredis 5 et 19 décembre, 2 et 9 janvier 1991. Entrée : 23 F Jusqu'au 13 janvier 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque Nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.l.j. de 10 h à 20 h. Nocturne le sam. jusqu'à 23 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

NADAR. Caricatures et photographies. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-24-56-38). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 février 1991.

OBJECTIF CIPANGO. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 9 décembre.

L'UVRE GRAVÉ DE GOYA. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F Jusqu'au 6 janvier 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

PAPIERS PEINTS PANORAMIQUES. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14) T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F Jusqu'au 21 janvier 1991

LE PARIS DE BOUBAT. De 1946 à nos jours. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée 28 F. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LA PHOTOGRAPHIE JAPONAISE DE L'ENTRE-DEUX GUERRES. Du pictorialisme au modernisme. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 4 février 1991

PHOTOS DE FAMILLE. Grande Halle de la Villette, nef, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-77-22) T.l.j sf lun., 25 décembre et 1 janvier de 12 h à 19 h Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 février 1991.

PHOTOS URBAINES, PHOTOS TIMBRÉES PAR VÉRONIQUE LALOT. Portraits de facteurs par Johannes von Saurma. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

QUAND VOGUAIENT LES GALÈRES. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée . 20 F Jusqu'au 6 janvier 1991.

STARLIGHT. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

STUDIO MAGAZINE : LE CINÉMA DANS TOUS SES ÉTATS. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50) T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

DEVI TUSZYNSKI. Musée d'art juif, 42, rue des Saules (42-57-84-15). T.l.j. sf ven. et sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LES VANITÉS DANS LA PEINTURE AU XVIIe SIÈCLE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 28 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

LES VITRAUX DE LA RECONSTRUCTION 1918-1940. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.l.j. sf mar. de 13 h 45 à 17 h 45. Jusqu'au 14 janvier 1991.

CENTRES CULTURELS

ALICE ET LES AUTRES. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-65-73-92). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 janvier 1991.

ALL QUIET ON THE WESTERN FRONT? Espace Dieu, 17, rue Dieu (42-49-17-85). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

L'ART INUIT. Une collection française. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Du 6 décembre au 16 février 1991.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE, L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993.

MICHÈLE BATTUT. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (45-54-95-31). T.l.j. sf dim. de 9 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre.

PAOLO BELLINI. Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf lun. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

GIANNI BERENGO GARDIN. Photographies, 1953-1990. Fnac Forum des Halles, niveau - 3, porte Lescot (40-26-27-45). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 6 janvier 1991.

BILL BRANDT. L'Angleterre des années 1930 à 1945. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 février 1991.

JACQUES CHARLIER. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Fermé les 24, 25 et 31 décembre et le 1 janvier 1991. Du 7 décembre au 12 janvier 1991.

CITADELLES DU DÉSERT MAROCAIN. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

LA COLLECTION DU CAPE DORSET 1990. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Du 6 décembre au 16 février 1991.

TOUHAMI ENNADRÉ. Institut du monde arabe, salle des expositions temporaires niveau - 1, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

ENTRE GUERRE ET PAIX, LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE VUES PAR. Les caricaturistes de presse (1929 à 1939). Gœthe Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Du 6 décembre au 21 décembre.

PÉTER FOLDI, ZOLTAN CSEMNICZKY. Institut hongrois, 92, rue Bonaparte (43-26-06-44). T.l.j. sf sam. et dim. de 15 h à 18 h, jeu. jusqu'à 21 h. Jusqu'au 5 janvier 1991.

EDGAR P. JACOBS. Le baryton du neuvième art. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaunord, 125-127, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. et le 25 décembre de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

JOL KERMARREC. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 janvier 1991.

LES MAISONS DE COLETTE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 avril 1991.

NATURE ARTIFICIELLE. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.l.j. sf lun. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

PHOTOGRAPHIES DE MODE DES ANNÉES CINQUANTE A NOS JOURS. Gœthe Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé (43-26-09-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

PINATAS D'AUTEUR. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-50-50). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h, dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1991.

REGARDS CROISÉS. Photographies de Daoud Aoulad Syad, Bruno Barbey, Harry Gruyaert. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

RÉSONANCES. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 16 janvier 1991.

GÉRARD SARROUY. Centre culturel Amorc, 199 bis, rue Saint-Martin (42-78-39-29). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 12 février 1991.

ZOLA PHOTOGRAPHE. Mairie du VIe, salle des fêtes, 78, rue Bonaparte - place Saint-Sulpice (43-29-12-78). T.l.j. sf dim. de 11 h 30 à 18 h, sam. de 11 h 30 à 18 h. Du 7 décembre au 9 janvier 1991.

GALERIES

100 DESSINS. Galerie Bellier, 7, quai Voltaire (42-60-74-72). Jusqu'au 22 décembre.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 29 décembre.

GWEN ALLAN, AKIN LUDWIG. Galerie Fandeh-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 31 décembre.

ANCÊTRES ET TROPHÉES. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 12 janvier 1991.

PAT ANDREA. L'œil du cyclone. Galerie Jacqueline Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 31 décembre.

ANTONIUCCI. Galerie Jacques Barbier - Caroline Beltz, 7, rue Pecquay (40-27-84-14). Jusqu'au 22 décembre.

L'ARCHITECTURE CONTEMPORAINE JAPONAISE. Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 24 décembre.

ARTISTES TCHÈQUES ET SLOVAQUES. Le Printemps - coupole Haussmann - 7 étage, 64, boulevard Haussmann. Jusqu'au 5 janvier 1991.

AU-DELA DES IMAGES. Galerie Michel Vidal, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 12 janvier 1991.

BAPTISTE, DEV, SATIÈ. Galerie Michel Broomhead, 46, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 8 décembre.

YVES BAUME. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 29 décembre.

HORST BECKING. Galerie Lacourière Frélaut, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 21 décembre.

FARID BELKAHIA. Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 20 décembre.

JOSEPH BEUYS. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Du 9 décembre au 24 janvier 1991.

CHRISTIAN BONNEFOI. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 22 décembre.

JONATHAN BOROFSKY, JAVIER BALDEON. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 10 janvier 1991.

VACLAV BOSTIK. Galerie Lamaignère Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 19 janvier 1991.

JEAN-PIERRE BOURQUIN. Galerie Lise et Henri de Menthon, 4, rue du Perche (42-72-62-08). Jusqu'au 29 décembre.

STANISLAS BOUVIER. Galerie Rohwedder, 6, rue du Roi-Doré (40-27-82-63). Du 6 décembre au 9 février 1991.

VICTOR BRAUNER. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon (45-62-10-40). Jusqu'au 30 décembre.

YVES BRAYER. Galerie Robin Leadouze, 2, av. Matignon (42-89-26-83). Jusqu'au 31 décembre.

MARCEL BROODTHAERS. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 12 janvier 1991.

MICHAL BUTHE. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 22 décembre.

RAFAEL CANOGAR. Galerie Lina Davidov, 210, boulevard Saint-Germain (45-48-99-87). Jusqu'au 5 janvier 1991.

ETIENNE CARJAT. Photographies d'acteurs. L'image du grenier sur l'eau, 45, rue des Francs-Bourgeois (42-71-02-31). Jusqu'au 22 décembre.

PATRICE CARRÉ. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 22 décembre.

JAMES CASEBERE. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2 étage, escalier B (42-74-56-36). Du 8 décembre au 23 janvier 1991.

AXEL CASSEL. Galerie Albert Lœb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 29 décembre.

MARC CHAGALL - NOIR ET BLANC. Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-65-66). Jusqu'au 31 décembre.

ALAN CHARLTON, GERHARD RICHTER, MICHEL VERJUX. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (42-77-63-60). Du 8 décembre au 2 février 1991. / Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (42-77-63-60). Du 8 décembre au 8 février 1992.

DOMINIQUE COFIGNIER ET FRANCIS WILSON. Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 30 janvier 1991.

COPAN. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-89-69). Jusqu'au 29 décembre.

FELIX CUELLO. Galerie Lavignes-Bastille, 5, rue de Charonne (47-00-74-40). Du 8 décembre au 29 décembre.

CÉSAR. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 6 décembre.

ROGER DE CONINCK. Galerie Framond, 3, rue des Saints-Pères (42-60-74-78). Du 6 décembre au 31 janvier 1991.

HÉLÈNE DELPRAT. Galerie Maeght, hôtel Le Rebours - 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Jusqu'au 9 février 1991.

LES DERNIERS DES MOHICANS. Galerie Natalie Boldyreff, 91, rue Saint-Honoré (42-36-07-37). Jusqu'au 31 décembre.

JOAN DESCARGA. Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-50). Jusqu'au 5 janvier 1991.

DESSINS ANCIENS. Galerie Haboldt & Co, 137, rue du Faubourg Saint-Honoré (42-89-84-63). Du 6 décembre au 19 janvier 1991.

DI ROSA. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 5 janvier 1991 / JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). Jusqu'au 5 janvier 1991 / Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Jusqu'au 5 janvier 1991.

JÉROME DIDIER. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 8 décembre.

FRANÇOIS DILASSER. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 22 décembre.

JOHN DIVOLA. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 14 janvier 1991.

JACQUES DOUCET. Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte (43-26-56-79). Jusqu'au 26 janvier 1991. / Galerie Boulakia rive droite, 30, rue Miromesnil (47-42-55-51). Jusqu'au 26 janvier 1991.

VIRGINIA DWAN ET LES NOUVEAUX RÉALISTES A LOS ANGELES DANS LES. Années soixante. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 29 décembre.

MAX ERNST. Galerie Vallois, 41, rue de Seine (43-29-50-84). Jusqu'au 5 janvier 1991.

PIERRE FAUCHER. Galerie Lucien Durand, 17, rue Mazarine (43-26-25-35). Jusqu'au 22 décembre.

FAUTRIER. Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 22 décembre.

FEMME, REGARDS DE PHOTOGRAPHES. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 19 janvier 1991.

CLAUDE FENAYRON. Galerie Georges Lavrov, 42, rue Beaubourg (42-72-71-19). Jusqu'au 11 janvier 1991.

FRED FOREST. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 15 décembre.

FRANTA. Galerie Pierre Lescot, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 12 janvier 1991.

RUBERT GARCIA. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 12 janvier 1991.

MARIO GIACOMELLI. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 10 janvier 1991.

ALLEN GINSBERG. Fnac Montparnasse, 136, rue de Rennes (49-54-30-00). Jusqu'au 29 décembre.

SIGRID GLOERFELT. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 6 décembre au 12 janvier 1991.

EDOUARD GRG. Galerie Guigné, 89, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-66-66-88). Jusqu'au 29 décembre.

EVE GRAMATZKI. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Du 8 décembre au 10 janvier 1991.

GOTTHARD GRAUBNER. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 10 décembre.

KEITH HARING, BEUYS, WARHOL, BASQUIAT, CÉSAR. Galerie Façade, 30, rue Beaubourg (48-87-02-20). Du 6 décembre au 4 janvier 1991.

JEAN HELION. Art of this Century, 3, rue Visconti (46-33-57-70). Jusqu'au 29 décembre.

HONGRIE 1920-1960. FRAGMENTS D'UN DISCOURS SOUS INFLUENCE. Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-83). Jusqu'au 8 décembre.

YANG JIECHANG. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Du 7 décembre au 26 janvier 1991.

TOMEK KAWIAK. Hall Mercedes, 118, avenue des Champs-Elysées. Jusqu'au 12 janvier 1991.

MIKE KELLEY. Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 17 décembre.

JEAN KERBRAT. Galerie du Génie, 24, rue Keller (48-06-90-90). Jusqu'au 24 décembre.

JACQUELINE KIANG, PIERRE WASSEF. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Du 11 décembre au 15 janvier 1991.

WILLIAM KLEIN, LEE FRIEDLANDER, KENNETH SNELSON. Photographies du Japon. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 13 décembre.

SERGE KLIAVING. Galerie Daniel Templon, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 29 décembre.

SLAVKO KOPAC. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Du 11 décembre au 26 janvier 1991.

PIERRE LAFOUCRIÈRE. Galerie Nane Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 22 décembre.

BERNARD LALLEMAND. Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-08-68). Du 6 décembre au 12 janvier 1991.

FRANCIS LIMÉRAT. Galerie Leif Stahle, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 22 décembre.

RICHARD-PAUL LOHSE. Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles (42-63-03-95). Jusqu'au 5 janvier 1991.

FRANCK LONGELIN. Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (46-33-52-45). Jusqu'au 12 janvier 1991.

MA DESHENG, HEI MENG. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 15 décembre.

MAN RAY. Galerie de Poche, 3, rue Bonaparte (43-29-76-23) Jusqu'au 12 janvier 1991.

DIDIER MARCEL. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50) Jusqu'au 12 janvier 1991

MARGAT. Galerie Horloge, 23, rue Beaubourg - passage des Ménétriers (42-77-27-81). Jusqu'au 26 janvier 1991.

ANDRÉ MASSON. Galerie Odermatt-Cazeau, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-66-92-58) Jusqu'au 2 février 1991.

ALAIN MATHIOT. Galerie Kriel, 50, rue Mazarine (43-29-32-37) Jusqu'au 15 décembre.

LUCIE MEYER. Galerie Huit Poissy, 8, rue de Poissy (43-54-20-52). Jusqu'au 22 décembre.

MOLINIER, NEWTON, CHARLSWORTH. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2 étage, escalier B (42-74-56-36). Jusqu'au 13 décembre

RICARDO MOSNER. Galerie loft Jean-François Roudillon, 3 bis, rue des Beaux-Arts (46-33-18-90). Jusqu'au 15 décembre

OLIVIER MOSSET. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 décembre.

EVELINE LE MOUEL. Galerie Barcovy-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Du 11 décembre au 19 janvier 1991.

DAVID NASH. Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapon (48-04-00-34) Jusqu'au 22 décembre

NO, NOT THAT ONE IT'S NOT A CHAIR. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 12 janvier 1991.

VALÈRE NOVARINA. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00) Jusqu'au 29 décembre.

OBJETS DU MILLÉSIME. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 31 décembre.

UVRES SUR PAPIER. Hartmann, Pizzi Cannella, Lemos, Vila. Galerie Bernard Vidal, 10, rue du Trésor (42-76-06-05). Jusqu'au 31 décembre.

MIMMO PALADINO. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Plâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 20 décembre.

PARAVENTS. Galerie Christine Weinmen, 20, rue des Jardins Saint-Paul (42-78-90-87). Du 6 décembre au 31 décembre.

LUC PEIRE. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 12 décembre.

GILLES PENNANEAC'H. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Jusqu'au 5 janvier 1991.

PETITS FORMATS. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 22 décembre.

ARNULF RAINER, ALBERTO GIACOMETTI. Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Du 6 décembre au 11 janvier 1991.

STEPHAN RUNGE. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 19 janvier 1991.

VOLKER SAUL. Galerie Gutharc Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Du 11 décembre au 19 janvier 1991.

PETER SAUL, LES ANNÉES 1970. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 21 décembre.

SIGNOVERT. Galerie Callu Mérite, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18) Du 6 décembre au 29 décembre.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 7 DÉCEMBRE

« Le travail de l'or, des Carolingiens à la Renaissance », 10 h 30, entrée du Musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (L'Art et la manière).

« L'Opéra Bastille (salles et coulisses) avec un aperçu du quartier », 12 heures, devant « Les grandes marches ». (C. Merle.)

« Autour du portrait de Madame Récamier », 12 h 30, 23, rue de Sévigné. (Musée Carnavalet.)

« Les salons baroques de l'hôtel de Lauzun et trois hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou. (D. Bouchard.)

« Les passages marchands, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre. (Paris autrefois.)

« Du canal Saint-Martin à l'église Saint-Laurent », 14 h 30, métro J.-Bonsergent. (Paris pittoresque et insolite.)

« Carnavalet : un hôtel particulier et sa collection de mobilier Louis-XV », 14 h 30, 23, rue de Sévigné. (Arts et caetera.)

« Les Invalides : Napoléon dans sa dernière demeure », 14 h 30, cour d'honneur, statue de Napoléon. (Connaissance de Paris.)

« Notre-Dame et la crypte archéologique du parvis. Histoire de la Cité », 14 h 30, entrée de la crypte. (M. Pohyer.)

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul. (Résurrection du Passé.)

« Le musée Bourdelle et l'œuvre d'un des grands artistes de Montparnasse », 15 heures, 16, rue Antoine-Bourdelle. (Monuments historiques.)

« Exposition « Euphronios » au Louvre », 15 heures, métro Palais-Royal, sortie place Colette. (Paris et son histoire.)

« Le Palais de justice en activité », 15 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs. (Connaissance d'ici et d'ailleurs.)

« L'hospice des Incurables sous Louis XIV », 15 heures, devant l'hôpital Laënnec, 42, rue de Sèvres. (Approche de l'art.)

« La nouvelle dation Picasso », 16 heures, Grand Palais, entrée de l'exposition. (P.-Y. Jaslet.)

« Natacha Kozine », 19 heures, Centre Georges-Pompidou. (Musée national d'art moderne.)

CONFÉRENCES

10, rue Affre, 18 h 30 : « Rencontre-débat avec Plantu ». (Centre de documentation culturelle ATMF.)

11 *bis*, rue Kepler, 20 h 15 : « Dialogues intérieurs de l'homme et de son Dieu. » Entrée libre. (Loge unie des théosophes.)

La Sorbonne (amphi. Turgot), 20 h 30 : « Rendre l'homme responsable de l'avenir : vers une nouvelle pensée ? », avec L. Israël, H. de Jouvenel, R. Lenoir, R. Mallet et P. Ricœur. (Université européenne de Paris.)

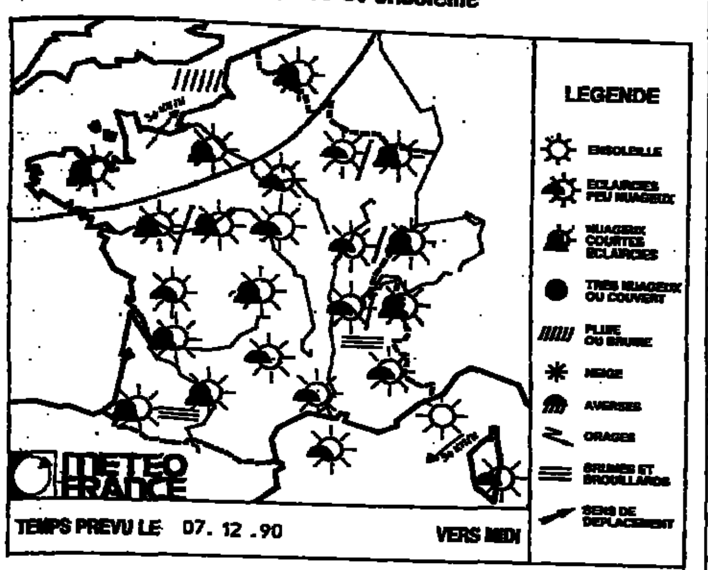
Evry, studio théâtre de l'Agora, 20 h 30 : « Europe-monde arabe, quel devenir commun ? », avec E. Pisani et H. Aït Ahmed. (Maison du monde d'Evry.)

AGENDA

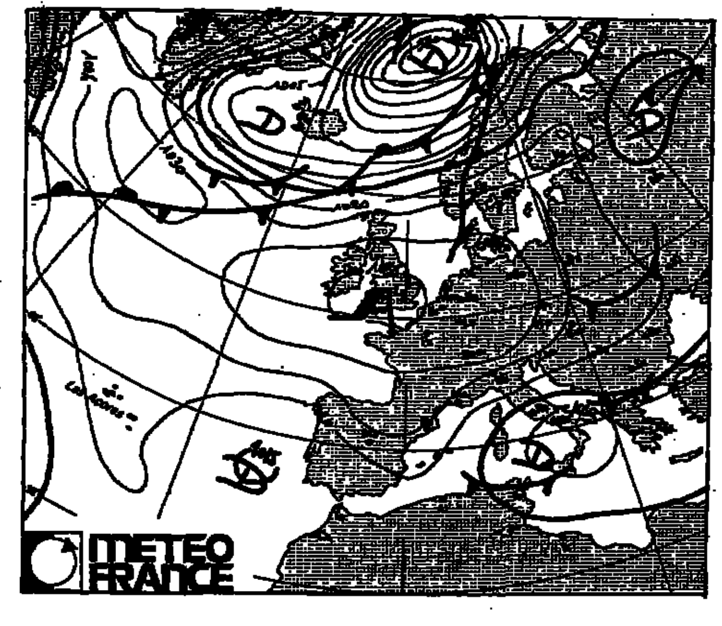
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 7 décembre

Froid, sec et ensoleillé



SITUATION LE 6 DÉCEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Samedi 8 décembre : le temps se gâte.

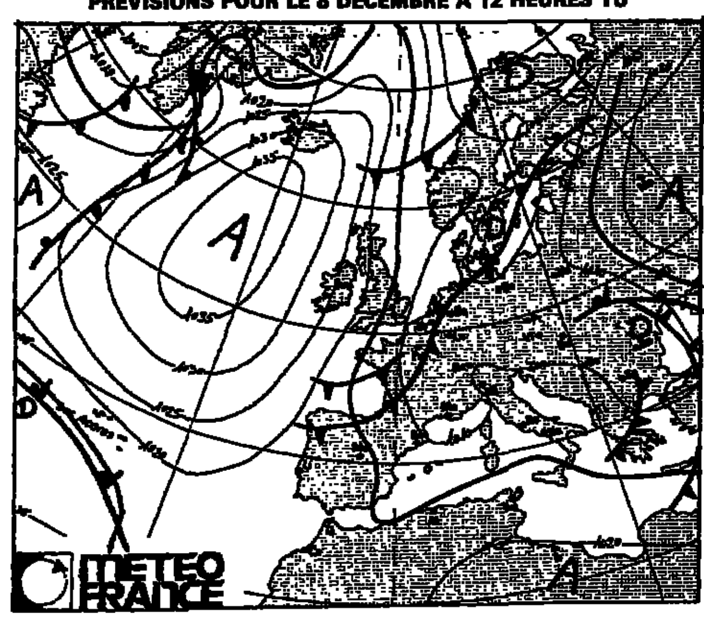
La Bretagne connaîtra un temps variable avec du soleil mais aussi des passages nuageux accompagnés d'averses de pluie ou de grésil à mi-journée. Le vent de nord tournera au nord-est en soirée en se renforçant.

Sur le reste du pays, le ciel deviendra très nuageux à couvert avec de petites pluies de l'Aquitaine à la Picardie le matin, puis sur les régions plus à l'Est l'après-midi. Ces pluies pourront être précédées de verglas ou de flocons de neige du centre-est au nord-est avec également de la brume et du brouillard.

Les pluies seront plus abondantes sur Languedoc-Roussillon puis la Provence, notamment sur le sud du relief.

Les températures minimales iront de – 3 degrés à – 5 degrés sur les régions du centre-est au nord-est, elles seront voisines de 0 degré ailleurs, 4 degrés près des côtes. Les maximales resteront négatives en Alsace, elles atteindront 3 à 5 degrés ailleurs, autour de 10 degrés dans l'extrême sud.

PRÉVISIONS POUR LE 8 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 6-12-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 5-12-90 à 6 heures TU et le 6-12-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	11	-1	D
BIARRITZ	2	0	C
BORDEAUX	9	-1	D
BOURGES	7	0	D
BREST	10	2	D
CAEN	8	-2	D
CHERBOURG	8	4	C
CLERMONT-FER.	4	-4	D
DIJON	6	-3	D
GRENOBLE-St-M-H	7	5	D
LILLE	7	-3	B
LIMOGES	5	-1	D
LYON	6	-2	D
MARSEILLE-MAR.	10	-3	D
NANCY	5	-5	D
NANTES	8	1	D
NICE	15	2	D
PARIS-MONTS	8	1	D
PAU	-1	-2	C
PERPIGNAN	13	-3	D
RENNES	10	-2	D
ST-ÉTIENNE	5	-6	D
STRASBOURG	5	-4	D
TOURS	7	-1	D
TOULOUSE	-1	-2	C
POINTE-A-PITRE	31	19	N

ÉTRANGER			
ALGER	16	3	D
AMSTERDAM	8	0	C
ATHÈNES	15	11	N
BANGKOK	28	18	D
BARCELONE	11	3	D
BELGRADE	2	-1	*
BERLIN	3	5	D
BRUXELLES	6	-1	D
LE CAIRE	21	12	D
COPENHAGUE	3	-5	C
DAKAR	33	22	D
DELHI	24	8	D
DJERBA	16	10	D
GENÈVE	5	0	N
HONGKONG	-	-	-
ISTANBUL	10	9	C
JÉRUSALEM	19	7	D
LISBONNE	13	11	P
LONDRES	8	2	B
LOS ANGELES	24	12	N
LUXEMBOURG	5	-3	D
MADRID	13	-3	D
MARRAKECH	22	14	N
MEXICO	23	10	B
MILAN	12	-5	D
MONTRÉAL	2	9	D
MOSCOU	2	0	*
NAIROBI	25	16	P
NEW-YORK	16	0	D
OSLO	0	-6	C
PALMA-DE-MAJ.	16	1	D
PÉKIN	10	-4	D
RIO-DE-JANEIRO	27	24	D
ROME	10	6	N
SINGAPOUR	29	24	P
STOCKHOLM	0	-7	C
SYDNEY	27	21	D
TOKYO	15	7	D
TUNIS	15	9	P
VARSOVIE	2	0	C
VENISE	11	1	-
VIENNE	3	0	A

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 6 décembre

TF 1

20.45 **Variétés : Sacrée soirée.** *En direct du paquebot Norway.*
22.05 **Magazine : Le point sur la table.** Thème : Au secours, nos cités flambent : comment arrêter l'incendie ?
23.25 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
0.15 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

20.40 **Magazine : Envoyé spécial.** *Génération perdue* ; Le miroir aux alouettes ; L'école de l'espoir.
21.50 **Cinéma : *On a volé Charlie Spencer.*** □ Film français de Francis Huster (1986). Avec Francis Huster, Béatrice Dalle, Isabelle Nanty.
23.30 **Journal et Météo.**
23.50 **Documentaire : L'homme caché.** De Monique Tosello. 2. Le rêve.

FR 3

20.40 **La dernière séance.**
20.50 **1er film : Les mines du roi Salomon.** ■■ Film américain de Compton Bennett et Andrew Marton (1950).
22.20 **Dessins animés.**
22.50 **Journal et Météo.**
23.15 **2e film : Piège au grisbi.** ■■ Film américain de Burt Kennedy (1965) (v.o.).
0.45 **Musique : Carnet de notes.** Pièces dans le style populaire nos 1 et 2, de Schumann.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Palombella rossa.** ■■ Film franco-italien de Nanni Moretti (1989).
21.50 **Flash d'informations.**
22.00 **Cinéma : L'inspecteur Harry est la dernière cible.** □ Film américain de Buddy Van Horn (1988) (v.o.).
23.30 **Cinéma : Lola.** ■■■ Film français de Jacques Demy (1961).
0.55 **Cinéma : Les deux orphelines.** ■■ Film franco-italien de Riccardo Freda (1964). Avec Mike Marshall, Valeria Ciangottini, Sophie Dares.

LA 5

20.40 **Série : Secrets de femmes.** Vengeance de femmes.
22.25 **Magazine : Reporters.**
23.50 **Magazine : Equations.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Téléfilm : Le voleur d'enfant.**

M 6

20.35 **Téléfilm : Opération Windsor.**
22.40 **Téléfilm : Copacabana.**
0.20 **Six minutes d'informations.**
0.25 **Magazine : Dazibao.**
0.30 **Sexy clip.**
0.50 **Musique : Boulevard des clips.**

LA SEPT

20.30 **Documentaire : Ici bat la vie** (Le coucou).
21.00 **Opéra : La damnation de Faust.** De Berlioz. Par l'Orchestre symphonique et les Chœurs de Chicago, dir. Georg Solti.
23.05 **Documentaire : L'Europe de la Toison d'or** (dernière partie).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct de la chapelle Saint-Louis des Invalides) : Une cantate de Noël pour baryton, chœur d'enfants et orgue, de Honegger ; Stabat mater pour solistes, chœur et orchestre D 383, de Schubert, par l'Orchestre philharmonique, la maîtrise et le chœur de Radio-France, dir. Rolf Reuter ; sol. : Teresa Zylis-Gara, soprano, James Anderson, ténor, Jean-Luc Chaignaud, baryton, Siegfried Vogel, basse.
23.07 **Poussières d'étoiles.**

FRANCE-CULTURE

20.30 ***L'espérance et la nuit, ou les tribulations de l'utopie.*** Le désert et le mirage.
21.30 **Profils perdus.** Lucien Vogel (2e partie).
22.40 **Les nuits magnétiques.** La couleur.
0.05 ***Du jour au lendemain.***

Vendredi 7 décembre

TF 1

14.25 **Téléfilm : La mort en sautoir.**
16.10 **Série : Tribunal.**
16.40 **Club Dorothée.**
17.35 **Série : Starsky et Hutch.**
18.25 **Jeu : Une famille en or.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Divertissement : Le bébête show.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.35 **Variétés : Tous à la Une.** Invitée : Annie Cordy. Avec Félix Gray et Didier Barbelivien, Miguel Bose, Enrico Macias, C. Jérôme, Lambert Wilson, Richard Clayderman.
22.40 ▶ **Documentaire : Jacques Chirac : ma cohabitation.** De Michèle Cotta, François Lanzenberg et Henri Marque.
23.40 **Débat** (sous réserve).
0.10 **Journal, Météo et Bourse.**

A2

14.30 **Série : Les cinq dernières minutes.** Mystère et pommes de pin.
16.05 **Feuilleton : Marcheloup** (2e épisode).
17.05 **Magazine : Eve raconte.** Le clan Kennedy (dernière partie).
17.30 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
17.55 **Magazine : Giga.**
18.30 **Téléthon 1990.** Présentation de la soirée par Claude Sérillon et Gérard Holtz.
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Soirée spéciale : Les enfants du Téléthon.** Maladies génétiques : les prochaines conquêtes.
23.05 **Téléthon soleil.** Présenté par Marie-José Alié, Yves Bussy et Alain Rodeix, en direct de Fort-de-France.
23.35 **Journal et Météo.**

FR 3

14.05 **Sport : Ski artistique.** Epreuves test (saut), à Tignes.
15.05 **Feuilleton : Gavilan** (5e épisode).
16.05 **Magazine : Zapper n'est pas jouer.**
17.30 **Magazine : *C'est pas juste.***
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 **Jeux : La classe.**
20.35 **Magazine : Thalassa.** En direct du Salon nautique à la porte de Versailles. L'empire des algues, d'Isabelle Moegein et Jean-Michel Destang.
21.35 **Feuilleton : Le cousin américain.** *De Giacomo Battiato (3e épisode).*
22.35 **Journal et Météo.**
22.55 **Magazine : Planète show.**
23.50 **Magazine : Mille Bravo.**
0.45 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : L'ours.** ■■■ Film français de Jean-Jacques Annaud (1987).
15.05 **Magazine : 24 heures** (rediff.).
16.00 **Cinéma : Martin's day.** ■ Film américain d'Alan Gibson (1985). Avec Richard Harris, James Coburn, Lindsay Wagner.
17.30 **Magazine : Rapido** (rediff.).
18.00 **Cabou cadin.**

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.50 **Top albums.**
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
20.30 **Téléfilm : Double jeu.**
22.10 **Documentaire : Le cas Hilary.** De Stephen Lambert.
22.50 **Flash d'informations.**
23.00 **Cinéma : Rien que pour vos yeux.** ■ Film britannique de John Glen (1981). Avec Roger Moore, Carole Bouquet, Topol.
1:00 **Cinéma : The american way.** ■ Film américain de Maurice Phillips (1986). Avec Dennis Hopper, Michael J. Pollard, William Armstrong (v.o.).

LA 5

14.35 **Série : Le renard.**
15.35 **Série : Bergerac.**
16.25 **Dessins animés.**
18.30 **Série : Happy days.**
19.00 **Journal images.**
19.10 **Jeu : Télé-contact.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : Le justicier solitaire.** De Lou Antonio, avec Brian Dennehy, Ken Howard.
22.25 **Série : L'inspecteur Derrick.**
23.30 **Magazine : Nomades.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Téléfilm : Photo souvenir.**

M 6

14.45 **Musique : Boulevard des clips** (et à 0.50).
15.30 **Variétés : Bleu, blanc, clip.** Emission présentée par Valérie Pascale.
16.45 **Série : Les têtes brûlées.**
17.35 **Variétés : Tungstène.** Emission présentée par Fatine.
18.00 **Jeu : Zygomusic.**
18.25 **Six minutes d'informations.**
18.35 **Série : Campus show.**
19.00 **Série : Magnum.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Météo 6.**
20.35 **Téléfilm : Le piège de l'orchidée.**
22.20 **Série : Brigade de nuit.**
23.15 **Magazine : La 6e dimension.**
23.45 **Magazine : Avec ou sans rock.**
0.15 **Capital.**
0.20 **Six minutes d'informations.**
0.25 **Midnight chaud.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

15.25 **Cours d'italien** (1).
15.55 **Documentaire : Dernier été en RDA.** De Bernard Mangiante.
16.45 **Série : Les symptômes de l'amour** (2). De Liliane de Kermadec.
18.15 **Mosaïque mathématiques.**
18.30 **Documentaire : Monsieur Poladian en habits de ville.** De Jean-Noël Cristiani.
18.45 **Théâtre : Inventaires.** De Philippe Minyana.
19.55 **Chronique : Le dessous des cartes.**
20.00 **Magazine : Lire et écrire.**
21.00 **Série : Les symptômes de l'amour** (3).
22.00 **Court métrage : Marie.** De Marie Thoquenne.
22.30 **Documentaire : Sortie de masques.** De Jean-Paul Colleyn et Catherine de Clippel.
23.00 **Danse : Aeros.**
23.30 **Documentaire : Des tréteaux en plein vent.** De Marie-Claire Quiquemelle.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 23 novembre à Baden-Baden) : Sept pièces pour orchestre, de Reiman ; Strathclyde, concerto pour hautbois et orchestre no 1, de Davies ; Symphonie no 3 en mi bémol majeur op. 97, de Schumann, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk de Baden-Baden, dir. Zoltan Pesko ; sol. : Hans de Vries, hautbois.
22.20 **Prélude à la nuit.**
23.07 **Poussières d'étoiles.** En direct des Transmusicales de Rennes.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives.** Présentation de Maurice Blanchot (2e partie).
21.30 **Musique : Black and blue.** Portrait en jazz.
22.40 **Les nuits magnétiques.** Gérard-Titus Carmel.
0.05 ***Du jour au lendemain.***
0.50 ***Musique : Coda.*** *Jardins divers.*

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPINGE »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

Audience TV du 5 décembre 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	52,0	Roue fortune 23,9	Une fois... 10,2	Max folies 6,4	Nulle part 3,2	Télé contact 4,6	Magnum 4,0
19 h 45	60,5	Roue fortune 36,4	Une fois... 8,7	Bizarre... 2,8	Nulle part 4,0	Journal 3,0	Magnum 5,6
20 h 16	71,7	Journal 33,8	Journal 15,2	La classe 8,8	Nulle part 4,6	Journal 4,2	Mme est servie 5,9
20 h 55	73,7	F. Raynaud 31,0	Mari ambass. 16,4	Marche siècle 9,0	Ciné salles 3,4	Hist. vraies 8,6	Tueur... 6,0
22 h 08	61,7	F. Raynaud 24,0	Hôtel de police 8,2	Marche siècle 10,6	Ninja blanc 4,3	Hist. vraies 9,7	Un tueur... 5,5
22 h 44	32,9	SOS animaux 14,0	Mémoire... 2,9	Faut pas rêver 3,4	Nadine 0,9	Débat 7,5	Brig. nuit 4,0

"TANT QUE NOUS N'AURONS PAS TROUVÉ, NOUS CONTINUERONS"

Bernard BARATAUD
Président de l'Association Française contre les Myopathies.

1988 : L'URGENCE DES BESOINS

- Premières équipes AFM d'aide aux familles.
- Diagnostic génétique de la Maladie de Duchenne.
- Equipement d'une banque d'A.D.N., "La Banque du Cloître", à l'Hôpital Cochin.
- Financement de 176 programmes de recherche et 64 aides aux études.
- Construction et équipement d'un laboratoire de génétique humaine à l'Hôpital Necker.

1989 : LA MISE EN PLACE DES MOYENS

- Déplacement autonome des tout petits : plus de 100 fauteuils Turbo utilisés.
- Campagne de recherche du gène des amyotrophies spinales. Collecte du sang.
- Organisation d'un réseau national de consultations spécialisées pour les maladies neuromusculaires.
- Financement de 149 programmes de recherche et 89 aides aux études.
- Etudes et travaux sur les pathologies de la moelle épinière et équipement d'un laboratoire sur sa régénération.
- Fabrication du premier automate destiné à la recherche des gènes malades...

1990 : LES PREMIERS RESULTATS

- Robot manipulateur pour personnes paralysées : Manus.
- Fauteuil roulant électrique verticalisateur.
- Développement de la spectroscopie par résonance magnétique nucléaire à Marseille, Lyon, Gif sur Yvette, Orsay.
- Financement de 168 programmes de recherche et 111 aides aux études.
- **Localisation du gène des amyotrophies spinales.**
- **Localisation du gène de la pseudo-adrénoleucodystrophie néonatale.**
- **Localisation du gène de l'hydrocéphalie liée à l'X.**
- **Localisation du gène de la myopathie des ceintures.**
- **Localisation du gène de la myopathie facio-scapulo-humérale.**

1991 : VERS LA THERAPIE

- **Ouverture du plus puissant laboratoire européen automatisé de génétique moléculaire destiné à localiser et identifier les gènes des maladies génétiques : le Programme Généthon.**
- Equipement de plusieurs laboratoires français de génétique.
- Création d'un réseau européen de Banques d'A.D.N.
- Recherche des gènes de plus de vingt maladies.
- Poursuite des programmes neuromusculaires en cours :
  - Aide aux familles
  - Amélioration des soins
  - Recherches fondamentales et appliquées en Biologie.
- Premiers travaux de thérapie génique, cellulaire, pharmacologique.

Un phénomène mondial déferle sur la médecine, en vagues rapprochées : la génétique ouvre dès maintenant de nouveaux territoires à la recherche médicale.

Plus de 3 000 maladies sont concernées qui représentent 30 % de la mortalité infantile et 25 % des handicaps.

Le moment est venu de multiplier les moyens et les techniques qui permettent d'élucider l'origine des maladies génétiques et d'embarquer pour de nouvelles conquêtes, de nouveaux succès. Maintenant.



Ce bilan est publié grâce au concours de la BNP



Le Monde

SECTION C

LIVRES • IDEES

Kafka, ni saint ni martyr

Des lettres et un numéro de « l'Infini » montrent que l'homme Kafka s'est changé tout entier en une vaste et complexe littérature

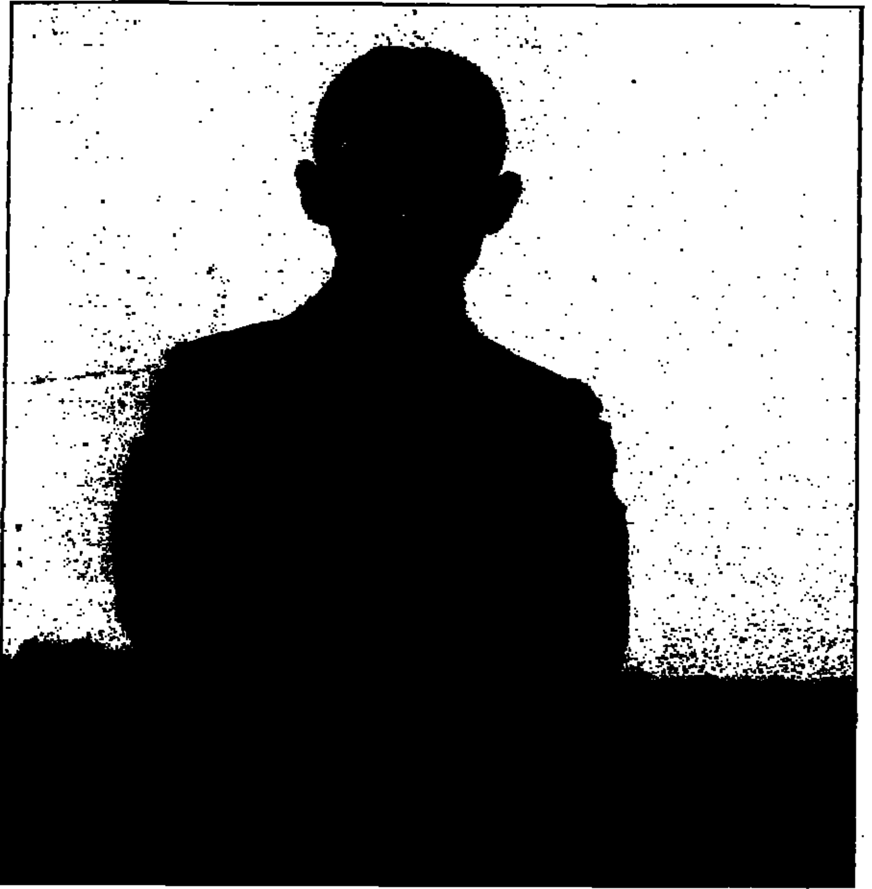
LETTRES A SES PARENTS 1922-1924
De Franz Kafka.
Texte établi, présenté et annoté par Josef Cermak et Martin Svatos. Traduit de l'allemand par Robert Simon. Précédé de Une année dans la vie de Franz Kafka, *de Pietro Citati. Traduit de l'italien par Brigitte Pérol. Gallimard, « Arcades », 150 p., 60 F.*
L'INFINI,
(Revue), n° 32, Gallimard, 128 p., 75 F.

Précédées de l'émouvant récit que Pietro Citati fait de la dernière année de la vie de Franz Kafka – et insérées dans leur contexte par un appareil critique exhaustif, – voici neuf lettres et vingt-trois cartes postales que l' « homme au chapeau » écrivit à ses parents entre juillet 1922 et la veille de sa mort, survenue le 3 juin 1924. Un bouquiniste de Prague les découvrit, il y a juste quatre ans.

En 1922, Kafka, qui avait trouvé en Dora Dymant – ou Diamant, – jeune femme de la secte des Hassidim, ou des Pieux, l'amie, voire la servante, qu'il lui fallait pour le secourir dans sa maladie, s'était installé avec elle à Berlin.

Dora l'avait fasciné en lui lisant Isaïe en hébreu, en lui racontant les traditions des Hassidim, et sans doute aussi parce qu'elle recherchait le salut dans la nature, avec une foi immodérée, alors que lui, il en attendait tout de même la guérison : n'avait-il pas été séduit, dix ans plus tôt, par les méthodes thérapeutiques d'un certain Warnsdorf Moritz Schnitzer, *« apôtre de la nature »* ? Il restait même abonné au journal qui les prônait.

Sa maigre pension ne suffisant pas à couvrir les dépenses indispensables – nourriture et loyer, médecins et médicaments, – ses parents pourvoyaient en partie à ses besoins, au moyen d'envois réguliers de vivres. Les mots qui reviennent le plus souvent dans les lettres du fils ? *« Beurre », « lainage », « couverture », « chauffage », « coût »*... – et si l'on y suit l'évolution de sa maladie, ce qui frappe surtout c'est l'immuabilité de sa gentillesse à l'égard de son père et de sa mère, le souci constant de leur dissimuler la gravité de son état, même lorsque la tuberculose s'attaque au larynx, éteignant sa voix et l'empêchant d'avaler toute nourriture. Et c'est à ce moment qu'il éprouve la nostalgie de la bière et du vin, de la Schwechter double malt et du tokay – de la bière surtout, parce que, dans une lettre, son père a évoqué la possibilité d'en boire bientôt un verre avec lui, comme autrefois.


D.R.

« Quand j'étais petit garçon, explique-t-il à Dora dans l'une des ces *« paperolles »* qui, seules, lui permettent de communiquer avec son entourage, *quand je ne savais pas encore nager, j'allais parfois avec papa (...) au petit bain. Ensuite, nous restions presque nus au buffet, chacun avec sa saucisse et son demi-litre de bière. »*

La mélancolique destinée des préfaces ou de tout autre texte placé en tête d'un ouvrage étant de servir au lecteur de postface, celui de Pietro Citati n'échappe pas à la règle. De sorte que ces quelques lettres hérissées de notes savantes – mais aussi accompagnées de fragments d'autres lettres datées des mêmes jours, envoyées à des amis – prennent vie dans un récit qu'en partie elles fondent, et dont elles attestent la vraisemblance. Et à propos de correspondance, comment ne pas regretter la perte des lettres que – toujours d'après Citati – Kafka adressa à une fillette rencontrée dans un parc, éplorée par la perte de sa poupée. Il les signait du prénom de celle-ci, et il fit tant et si bien que l'enfant oublia sa perte et son chagrin dans le jeu de la fiction.

« La passion de la forme »

En même temps que paraît ce court ouvrage, le trente-deuxième numéro de la revue *l'Infini* offre, entre deux textes consacrés à Kafka, l'un de Milan Kundera, l'autre de Philippe Sollers, les fragments que Max Brod – les ayant jugés négligeables, répétitifs, de nature à ternir l'image de *« saint de notre temps »* que l'exécuteur testamentaire voulait imposer de Kafka au public – retrancha du *Journal* de l'écrivain. Un exemple ? : *« Je passai devant le bordel comme devant la maison de la bien-aimée. »*

Dans un texte riche en aperçus d'une extrême sagacité, Milan Kundera dénonce ce portrait de l'artiste en martyr souffrant et mourant pour nous tous, offert par un roman à clé, *le Royaume enchanté de l'amour,* que Max Brod – lequel *« ne connaissait pas ce qu'est la passion de la forme »,* – commit au lendemain de la mort de son ami.

Sans prétendre infirmer ce propos, on se permettra une remarque au passage : en 1938, un obscur Argentin, à qui le sort réservait et la gloire et la cécité, observait, *en présentant* au lecteur sud-américain un volume de Kafka traduit par ses soins, que l'on avait avancé, *en Allemagne,* au sujet de son œuvre, des interprétations théologiques qui n'étaient pas nécessaires, le plaisir que sa lecture procure pouvant précéder toute interprétation et ne dépendre d'aucune. Il allait jusqu'à supposer que, en dépit de *« l'uniforme suite de cauchemars que sa sincérité lui dicta, Kafka aurait voulu écrire une œuvre heureuse et sereine ».*

Cela dit, rien de plus tonique que la charge de Kundera contre la *« kafkologie »,* définie, de façon volontairement tautologique, comme *« le discours destiné à kafkologiser Kafka »*... Les griefs qu'il formule à l'encontre de ces accapareurs de messages méritant l'horrible néologisme de *« kafkologues »* ? Pour le principal, qu'ils fassent de la biographie de Kafka l'élément déterminant, le sens caché de ses fictions, au point d'aboutir à ce que *« le seul sens de l'œuvre* (soit) *d'être une clé pour comprendre la biographie ».* Au lieu de chercher dans son œuvre *« le monde réel transformé par une immense imagination ».*

En fait, si les fictions de Kafka découlent en droite ligne du judaïsme, en ce que celui-ci est, en réalité, l'attente de ce qui n'arrive pas, le Messie, Kafka n'est qu'un pur écrivain qui, comme tous les grands, a puisé les métaphores qui nourrissent son œuvre dans la culture qui était la sienne (1). Kundera dénonce également le mythe – démonté avec minutie par Joachim Unseld (2) – d'un Kafka ordonnant à son ami Brod de détruire son œuvre après sa mort.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 30

(1) Voir à ce sujet l'une des premières exégèses importantes de l'œuvre de Kafka, publiée en 1951 et parue ces jours-ci en français : *Kafka. Pour et contre,* de Günther Anders, traduit par Henri Plard. Circé, 153 p., 115 F.

(2) *Franz Kafka. Une vie d'écrivain.* Gallimard, 1985.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Rendez-nous Zuckerman

Dans *les Faits, autobiographie d'un romancier,* Philip Roth, le maître fabulateur, expert en manipulations de toutes les formes de fiction et de mensonges, poursuit son dialogue avec son double littéraire : Nathan Zuckerman.

Page 22

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Charles Du Bos l'apprentissage de la lecture

Un essai de Michel Crépu sur Charles Du Bos (1882-1939), le grand critique, qui n'a cessé de s'interroger sur la littérature comme moyen de connaissance de soi.

Page 24

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Relire « le Quatuor d'Alexandrie »

Une relecture, après la disparition, le 7 novembre, de Lawrence Durrell, de son chef-d'œuvre, cette comédie humaine égyptienne brassant des destinées dans une ville magique, mais bien réelle, qui est le vrai sujet du *Quatuor.*
Durrell avait beaucoup lu, pendant son séjour à Alexandrie, le guide écrit par Forster, qui vient d'être réédité.

Page 32

Les labyrinthes, de Peter Ackroyd

L'Architecte assassin, *un roman multiple, autour d'un centre omniprésent : Londres, « la Capitale des Ténèbres ou la Basse-Fosse des Désirs... »*

L'ARCHITECTE ASSASSIN
de Peter Ackroyd.
Traduit de l'anglais par Bernard Turle.
Le Promeneur, 298 p., 150 F.

Dans son étude sur la création littéraire, Hermann Broch parlait de *« l'agglomération des styles »* chez Joyce (1), d'un éclectisme, visant à représenter la totalité d'une époque, qui était créateur parce qu'il parvenait à une nouvelle unité. Cet alliage des moyens stylistiques et des formes d'expression, ces pastiches et parodies en tout genre, il semble qu'à la suite de Joyce le roman britannique s'ingénie à les pratiquer.

Hawksmoor ou l'architecte assassin, de Peter Ackroyd, est certainement l'un des romans les plus habiles et les plus originaux que l'Angleterre ait ainsi produits ces dernières années. Comme *la Créature* de John Fowles (2), qui fut très remarqué lors de sa parution en France, il participe de plusieurs genres et tient à la fois du roman policier métaphysique et du roman historique, se déroule en plusieurs époques, le vingtième siècle étant mis en parallèle avec le dix-huitième.

Hawksmoor était un architecte qui vécut réellement au dix-huitième siècle ; or il est ici devenu un inspecteur de police chargé d'une enquête sur une série de meurtres, d'enfants principalement, dans un Londres peuplé de gratte-ciel et de bureaux vitrés. Cependant, quelque deux siècles plus tôt, Nicholas Dyer, un architecte de grand talent qui travaille avec Sir Christopher Wren, reçoit pour mission de construire des églises.

Si la philosophie régnante est, comme il se doit à l'âge des Lumières, fondée sur l'observation, la démonstration et la raison, Dyer croit bien davantage en les forces obscures au fond de l'homme, en l'irrationnel, que d'aucuns nomment *« Ténèbres et Superstitions »,* en les puissances infernales qu'il invoque et soument au cours de séances de magie. *« Je naquis dans un Nid de Mort et de Contagion,* s'écrie-t-il en considérant le champ des pestiférés où l'on jeta ses parents, *et j'ai appris à en faire mes choux gras. »*

Son obsession, sa folie bientôt, est de verser le sang humain là où vont s'élever ses *« temples mystiques ».* Il n'existe en apparence aucun rapport entre les deux histoires ; le parallèle entre elles est néanmoins permanent, au point que l'une devient l'exact reflet, en quelque sorte la prolongation de l'autre ou sa répétition à travers les siècles, comme si passé et présent se fondaient dans la continuité du temps pour ne laisser subsister que des actes similaires, des obsessions et des pratiques qui, somme toute, se ressemblent ; sans doute *« coups de poignard et strangulations étaient la norme au dix-septième siècle »,* sans doute on préférait empoisonner ou mutiler à la fin du dix-neuvième ; les amateurs, tels De Quincey, Dickens et, aujourd'hui, Peter Ackroyd, se sont penchés au cours d'une longue tradition littéraire sur les instincts et les habitudes des meurtriers ; mais qu'importent les différences puisque l'impulsion et le résultat sont les mêmes ?

Ce sont des phrases, des passages ou des personnages, comme Mrs Best, la logeuse de Dyer, devenue Mrs West pour Hawksmoor, ou Ned, le clochard assassiné, qui se retrouvent d'une période à l'autre, des thèmes qui courent en filigrane tout au long du livre, une série d'échos qui résonnent de page en page, la première phrase d'un chapitre sur le vingtième siècle reprenant la dernière phrase du chapitre précédent qui portait sur le dix-huitième, si bien que le lecteur pris de vertige comme Hawksmoor chancelant au bord de la fosse obscure près de l'église *« s'imagine dégringolant à travers les siècles ». « Les êtres humains et leurs activités de générations en générations se ressemblent,* dit Peter Ackroyd, *on pourrait presque dire de décennies en décennies... Il en va de même pour la littérature. Nous n'échappons pas au passé, nous ne faisons que le reproduire. Le passé est le présent ou il n'est rien... Par la façon dont j'utilise le passé dans l'écriture, j'illustre très consciemment ce que je pense au sujet de la vie humaine. »*

C'est pourquoi le télescopage des couches du temps est caractéristique de toute l'œuvre d'Ackroyd ; qu'il s'agisse de *Chatterton* (3), récemment publié, ou de *The Great Fire of London,* le glissement d'une époque à l'autre, d'un style à l'autre, traduit à la fois les différences et l'unité du temps. Ici, il a recours à des archaïsmes, des particularités orthographiques, que rend admirablement la traduction de Bernard Turle, pour restituer la langue du dix-huitième siècle.

Christine Jordis
Lire la suite page 31

(1) *Création littéraire et connaissance,* Gallimard, 1966.

(2) John Fowles, *la Créature,* Albin Michel, 1987.

(3) *Chatterton,* Le Promeneur, 1988.

DERNIERES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

PIERRE SIPRIOT : *Montherlant sans masque*, tome II. *Ecris avec ton sang*. – Le premier volume de l'imposante biographie de Montherlant par Sipriot avait provoqué un beau scandale en 1982. On y apprenait la passion du jeune Montherlant pour les culottes courtes. Ce second volume confirme cet intérêt jusqu'à la mort volontaire de l'académicien. Très encombrée de citations et sans grâce, sans « vie », cette biographie est un instrument de référence, solide et sérieux (Robert Laffont, 498 p., 140 F).

DICTIONNAIRES

MICHÈLE RESSI : *Dictionnaire des citations de l'Histoire de France*. – De la Gaule à de Gaulle et à la Cinquième République, de la tentation du bon mot et du slogan assassin ou simpliste à l'aphorisme ciselé, 3 200 citations replacées dans leur contexte, et quelque mille auteurs... *L'Histoire telle que ses acteurs l'ont mise en formules*. Préface de Pierre Miquel (Le Rocher, 792 p., relié, 390 F). Dans la série des dictionnaires, signalons également celui que Jean Dorcasse consacre aux *Citations chrétiennes* (Centurion, 610 p., 295 F).

HISTOIRE

MARC MEULEAU : *Des pionniers en Extrême-Orient. Histoire de la Banque d'Indochine (1875-1975)*. – De sa fondation en 1875 comme banque d'émission, de prêt et d'escompte pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde française jusqu'à son absorption, cent ans plus tard, par la Compagnie financière de Suez, l'histoire d'une entreprise qui fut étroitement associée à la colonisation, puis à la décolonisation françaises. Préfaces de Maurice Lévy-Leboyer et d'Antoine Jeancourt-Galignani (Fayard, 647 p., 198 F).
STUART WOOLF : *Napoléon et la conquête de l'Europe*. – Par un historien anglais, une analyse de l'effort fait par la classe politique née de la Révolution pour étendre à tous les pays d'Europe où pénétraient les armées françaises ses idéaux de progrès et de civilisation. *Traduit de l'anglais par Jeannie Carlier et Isabelle Détienne* (Flammarion, 397 p., 175 F). A signaler aussi : *Nelson*, de Jacques de Langlade, une biographie du vainqueur de Trafalgar (Presses de la Renaissance, 442 p., 150 F) et *le Retour des cendres*, de Gilbert Martineau, récit de l'événement qui couronna en 1840 le développement de la légende napoléonienne (Taillandier, 211 p., 129 F).
CHRISTIAN VON KROCKOW : *les Allemands du vingtième siècle (1890-1990). Histoire d'une identité*. – Du départ de Bismarck à la réunification, l'itinéraire de la nation allemande au cours de ces cent dernières années. L'auteur, ancien professeur à l'université de Göttingen, ne se contente pas de décrire : il tente aussi d'expliquer pourquoi ses compatriotes ont pu *« accepter l'inacceptable »*. Traduit de l'allemand par Anne Collas, Pascale Hervieux et Michel Hourst. Préface de Roger Fauroux (Hachette, 430 p., 178 F).
FRANCOIS-CHARLES MOUGEL : *Elites et système de pouvoir en Grande-Bretagne (1945-1987)*. – Selon l'auteur, un groupe d'environ 5 000 à 6 000 personnes exerce le commandement du pays dans quatre grandes zones de pouvoir : *« politique, normative, économique et de socialisation »*. C'est l'histoire récente de ces élites *et de leurs relations mutuelles qui fait l'objet de sa thèse* (Presses universitaires de Bordeaux, 473 p., 160 F).
CONTRE-AMIRAL HUBERT GRANIER : *Marins de France, conquérants d'empires (1400-1800)*. – De Jean de Béthencourt, qui conquit les îles Canaries en 1402, à Nicolas Baudin, qui découvrit les terres australes en 1800, les biographies d'une quarantaine de navigateurs français. Un second volume est annoncé. Préface de l'amiral Michel Merveilleux du Vignaux (Ed. Maritimes et d'outre-mer/Ed. Ouest-France, 270 p., 120 F).

LITTERATURE

DOMINIQUE DE ROUX : *Le Cinquième Empire*. – Paru en mars 1977, quelques jours avant la mort de l'auteur, ce surprenant roman développe une conception visionnaire de l'Histoire, rêvée à partir de la révolution portugaise d'avril 1974. Le mythe portugais s'y conjoint avec les mythes personnels de Dominique de Roux. Préface de Raymond Abellio. Ce livre inaugure la « Bibliothèque Belfond » dans laquelle seront réédités les ouvrages, français et étrangers, que cet éditeur a fait découvrir. Marcel Béalu (*l'Araignée d'eau*), Agueev (*Roman avec cocaïne*), Pierre Bourgeade (*Bonsoir, Man Ray*), Stefan Zweig (*le Combat avec le démon*), John Hawkes (*les Deux Vies de Virginie*), Gaston Compère (*Sept machines à rêver*) et Witold Gombrowicz (*Testament, entretiens avec Dominique de Roux*) sont les premiers auteurs repris (Belfond, de 49 F à 59 F).

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Rendez-nous Zuckerman


Philip Roth

LES FAITS
autobiographie d'un romancier
de Philip Roth.
Traduit de l'anglais
par Michel Waldberg
Gallimard, 222 p., 90 F.

LE cas de Philip Roth a toujours été compliqué, retors, trop réfléchi, mais il a eu longtemps le talent, parfois le génie comique, l'ironie, capables de nous faire accepter ses plus graves migraines existentielles et ses affres d'identité. Il semble que ce bon temps soit révolu pour lui comme pour nous. Le titre de son dernier ouvrage de maître fabulateur, expert en manipulations de toutes les formes de fiction et de mensonges, *les Faits, autobiographie d'un romancier*, est pourtant très alléchant pour le lecteur qui a suivi les jongleries de Roth avec la vérité depuis le début de sa carrière. Ainsi, il va nous donner les faits, les vrais noms, les dates, il va casser le morceau ?

Il faut rappeler d'où vient un tel livre, sans quoi l'entreprise peut paraître incompréhensible. Né en 1933 à Newark, près de New-York, dans une famille juive petite-bourgeoise, Philip Roth publie un recueil de nouvelles *Good Bye Columbus*, qui connaît une jolie notoriété et, en 1969, un roman *Portnoy et son complexe*, qui lui vaut un énorme succès (5 millions d'exemplaires) et les foudres d'une partie de la communauté juive américaine, qui s'estime bafouée par ce tableau hilarant, obscène et truculent d'une famille ordinaire, sans doute très semblable à celle de Roth. Le succès peut blesser durablement, autant que l'échec, c'est ce que tout romancier raisonnable devrait se dire quand son éditeur envoie ses invendus au pilon.

DANS le cas de Roth, le scandale et la fortune de *Portnoy* ont déterminé toute la suite de son œuvre. Il n'a pour ainsi dire plus cessé de s'en expliquer, de s'en excuser. Il a vigoureusement répondu à ceux qui l'accusaient d'antisémitisme, mais le caractère répétitif, obsessionnel de ce débat, de livre en livre (alors que la part de l'obscène était pour beaucoup dans l'éclat qu'il fit), a montré depuis que la guérison n'était pas acquise. Après divers romans inégaux, *Quand elle était gentille*, *le Sein*, merveilleux fantasme kafkaïen où l'auteur se trouve métamorphosé en mamelle perplexe et soliloque, *le Grand Roman américain*, fastidieux essai d'épopée sur l'art du base-ball, Roth entreprit le meilleur de son œuvre avec une trilogie autobiographique où il apparaissait sous le déguisement transparent de Nathan Zuckerman.

L'écrivain des ombres racontait la jeunesse de Zuckerman, ses premiers écrits, sa visite à un vieux maître du roman juif, Lonoff, chez qui il rencontrait *une merveilleuse jeune fille* dont il tombait amoureux, persuadé qu'elle était la véritable Anne Franck, rescapée des camps. Dans *Zuckerman délivré* il était l'auteur d'un livre à succès *Carnovsky*, un roman outrageusement sexuel qui le mettait au ban de la communauté juive et provoquait – ou accompagnait – la mort de son père bien-aimé qui le traitait de salaud dans un dernier soupir.

Avec *la Leçon d'anatomie*, on le retrouvait orphelin mais cloué au sol par un mystérieux mal de dos en forme de chandelier à sept branches, et persécuté par un critique du nom de Milton Appel, qui avait détesté *Carnovsky* et l'accusait d'antisémitisme. Déjà – ou plutôt enfin – Zuckerman et Roth se demandaient l'un à l'autre si ça ne suffisait pas comme cela, s'il n'était pas temps d'écrire sur un autre sujet que les juifs, les juifs de Newark en particulier, et s'il n'y avait pas un autre thème plus dramatique à traiter que la vie intérieure tourmentée d'un auteur juif de best-seller accusé d'avoir trop raillé ceux de sa communauté. Ils avaient raison de se le demander et la réponse semblait aller de soi.

Eh bien, non ! *La Contrevie*, avec un brio remarquable, reprenait la même chanson et lui donnait de l'ampleur puisque Nathan et son frère se rendaient en Israël et discutaient longuement du droit des uns à occuper le territoire des autres et de la trajectoire – politique, morale et balistique – des pierres jetées par les autres sur les uns. Un peu décousu et déconcertant, *la Contrevie* semblait être le point d'orgue d'un système d'harmonies intimes et le miroir que l'on brise après y avoir reflété tous les visages d'une comédie. « Les faits » promettaient de mettre un terme à cette longue partie de ping-pong entre Roth et Zuckerman. Il n'en est rien.

A quoi bon, du reste ? On avait l'impression d'en savoir assez, déjà. Mais avec Roth, si intelligent, si brillant et doué pour le rebondissement, on s'attend toujours à une fête même sur un tout petit théâtre. Le livre commence par une lettre adressée à Zuckerman – le procédé est séduisant – dans laquelle Roth raconte comment il vient de sortir difficilement d'une dépression nerveuse. Il n'est pas de ceux qui étalent leur vie privée : *« Sur la jauge de l'ostentation qui oscille entre l'exhibitionnisme agressif à la Mailer et l'auto-séquestration à la Salinger, je dirai que j'occupe une position moyenne. »* Mais la dépression qui l'a conduit *« droit au bord de la désagrégation émotionnelle et mentale »* a rendu nécessaire ce travail d'introspection par l'écriture, de reconquête du moi perdu.

La mort de sa mère en 1981, la maladie qui frappe son père ne sont pas étrangères à sa tristesse non plus. On peut seulement s'étonner de le voir espérer quelque chose d'une quelconque « transparence biographique », alors qu'il fut *« éduqué à croire que la réalité spécifique de la fiction est tout ce qui compte et que les écrivains doivent se tenir dans l'ombre »*, excellent point de vue qu'il n'aurait pas dû quitter.

Il dit peu de choses de ses parents mais justes et belles. L'indivisibilité absolue de la famille juive, le courage paisible de son père face à la maladie – il manque mourir en 1944 d'une péritonite, – ce père qu'il lui aura fallu une trentaine d'années pour ne plus craindre, pour oser être le plus aimant des fils. L'amitié avec Sandy, son frère. L'amour pour la mère surtout – *« La chair de ma mère, dont l'incarnation métamorphosée fut un manteau en peau de phoque d'un noir soyeux où moi, le benjamin, le privilégié, le papoose dorloté, je me glissais béatement... »*, – et il situe assez bien la place de son enfance entre mère et père : *« Etre le moins du monde, c'est être son Philip à elle, mais, par son implication dans le monde turbulent, mon histoire débute et démarre par le fait d'être son Roth à lui. »*

Les souvenirs d'école et d'université ne sont pas très intéressants, ni drôles, ni originaux, platement racontés. On se perd dans de vagues intrigues de confréries estudiantines, des fêtes de collège, des poèmes de jeunesse. Une première petite amie, Polly, qui annonce qu'elle est enceinte, ne l'est pas, qu'il abandonne. *Puis la fille de ses rêves*, Josie, une jolie goy qui a déjà des enfants et qu'inexplicablement il préfère à Gayle, une belle juive qui l'aurait compris. Il épouse Josie et c'est l'enfer. Josie a le génie du mensonge et un esprit torturé.

Pour faire croire à Philip qu'elle est enceinte – elle a déjà fait un faux avortement plus tôt, – elle truque le test de grossesse en achetant un échantillon d'urine à une noire enceinte qu'elle a rencontrée dans un square. Re-avortement bidon, mais soit, il y a des folles auxquelles on ne résiste pas. Le mariage n'est pas une réussite, mais avec la gestation de *Portnoy* et les difficiles débuts d'écrivain, Roth essaie d'oublier sa Josie hystérique, dont il se sépare finalement et qui le ruine en pension alimentaire.

Jusqu'au jour où Dieu lui vient en aide et tue Josie dans un accident de voiture du côté de Central Park. La réaction de Roth est honnête et affreuse : il est très soulagé et se dit que maintenant il va pouvoir se payer un taxi pour aller l'enterrer. Il sifflote dans le taxi. Il regarde, ému, le lieu de l'accident. Puis s'enferme pour écrire *Portnoy*. C'est encore dans cette cruauté que l'on retrouve le meilleur de Roth. La suite, le succès de *Portnoy*, l'argent gaspillé à Londres en costumes et filles de joie, tourne court. A la fin, Zuckerman, le personnage, répond par une longue lettre à son auteur et lui assène quelques vérités de bon sens que l'on pressentait dès le début et qui auraient dû retenir sinon la plume de Roth, du moins sa décision de publier dans l'état.

POURQUOI en effet annoncer les faits et en donner si peu ? On n'a presque aucun élément nouveau sur l'enfance, l'adolescence, la sexualité, les premières lectures, mille sujets dignes d'une autobiographie. On ne voit pas par quel processus la vie de Roth, si ternement présentée, a pu engendrer celle de Zuckerman, drôle, fragile et paranoïaque, Zuckerman qui dans sa critique de Roth désigne l'autobiographie comme *« la plus manœuvrière de toutes les formes littéraires »*.

Un bon prestidigitateur ne livre pas la clé de ses tours, il en donne une autre version, en varie la forme. Du reste, ici, la forme laisse beaucoup à désirer. Le style de Roth est ampoulé et tarabiscoté au-delà du raisonnable. Josie : *« Elle était à la dérive et non seulement aliénée par suite de son éducation dans le Michigan, mais aussi, cruellement et ambigument frustrée dans son épreuve immédiate de femme et de mère. »* Pour un homme qui se targue d'avoir Flaubert sur sa table de chevet...

Il est à table avec Josie : *« Pendant le dîner, nous nous ouvrions l'un à l'autre de ces dissemblables endroits d'Amérique d'où nous étions issus... »* Sans parler d'une *« atmosphère de bien-être inquestionnable »* ni d'un *« questionnement »* que le héros laisse tomber, découragé comme nous de savoir qui de l'auteur ou du traducteur s'est permis ce livre trop souvent proche du charabia. Un traducteur ne doit pas enjoliver un texte, lui donner des grâces qu'il n'a pas. C'est une affaire de fidélité. Dans le cas présent, elle est impitoyable.

« Le feuilleton » de Michel Braudeau reprendra le 3 janvier 1991.

ROMANS

Le petit monstre de Diamant

Dans son second livre, Melmott, *Nadine Diamant a toujours une imagination aussi noire...*

MELMOTT
de Nadine Diamant.
Flammarion, 140 p., 69 F.

Il y a deux ans, Nadine Diamant obtenait le Prix du premier roman avec *Désordres* (1), l'histoire d'une drôle de famille, une histoire «sale», où elle avait su doser la tendresse, le dégoût, le mystère, et jouer, de manière très habile pour une débutante, sur une esthétique de la laideur et de la noirceur.

Elle revient, avec cette violence tranquille qui la caractérise, avec plus de sympathie que de cruauté, et donne *Melmott*, le récit d'un enfant mal-aimé, enseveli après un tremblement de terre, et qui divague au fond d'un trou en attendant la mort, puisque personne n'a pu l'entendre et tenter de le sauver.

Vrais ou imaginaires, les événements que ressasse Melmott, les incidents de sa petite enfance, les aventures de son adolescence commençante, sont terribles, sordides, marqués par l'absence d'amour, les meurtres, réels ou fantasmés. *Melmott* est tout entier la métaphore du désespoir d'un enfant qu'on a oublié d'aimer.



Melmott se hait. Quand il passe devant un miroir, il aperçoit *«une silhouette bancroche aux jambes arquées, aux bras trop courts. Une créature si laide qu'elle me faisait peur et que j'allais, pour lui échapper, me cacher derrière le peignoir qui pendait au mur. L'eau du bain me calmait»*. Quand il voit sa photo – celle d'un joli petit garçon, – il la prend pour celle d'un frère imaginaire, qu'il nomme Daujine. On lui refuse un animal domestique, chien ou chat. Il se procure une tortue et la fait mourir en la maintenant carapace retournée pendant des jours entiers. Quand Melmott tombe malade, *«torturé par d'horribles migraines»*, sa mère constate, au bout d'une semaine, *«un miracle, une malédiction». «Mes paumes étaient lisses et douces, sans plus aucune ride,* se rappelle Melmott. *Le réseau complexe des lignes s'était effacé, emportant mon destin.»*

Que faire quand on est si plein de haine et de ressentiment ? Tuer ses parents bien sûr. Réellement ou en imagination. C'est la chance du roman de pouvoir le faire des deux manières à la fois. Et puis partir. Errer. Grandir. Se souvenir : *«Maman, si tu m'avais bercé ou tenu quelques instants dans tes bras, comme cela, sans rien dire, mes nuits auraient été sereines et mon existence plus douce. Je t'aurais même pardonné de m'avoir donné la vie.»* Et s'égarer, car il n'y a pas d'avenir pour les enfants trop blessés.

Dans *Melmott*, Nadine Diamant a toujours ce ton qui faisait de *Désordres* une vraie réussite ; cette manière de conduire son récit qui tient le lecteur en haleine et le pousse à continuer sa lecture. Mais on se dit tout de même qu'il ne faudrait pas que son imaginaire noir tourne au procédé. Il ne suffit pas de pouvoir dire le sordide, la décomposition, le monstrueux comme peu d'autres jeunes écrivains pour réussir son roman. L'enjeu de ce texte n'est pas affirmé, approfondi. Il est simplement dit et redit. Or la métaphore de l'enfant mal-aimé, on l'avait vue assez vite. Alors, on attend. Et rien ne vient.

On referme le livre avec un léger sentiment de «trop peu». Et un certain «dépit amoureux», car on est certain que Nadine Diamant peut tenir ses promesses si elle ne cède pas à une forme de facilité : la réitération de ce que l'on croit savoir faire.

Josyane Savigneau

(1) Flammarion, collection «Rue Racine».

Amours épistolaires

Danièle Rosadoni ressuscite la tradition des lettres passionnelles

L'AMOUR PAR CORRESPONDANCE
de Danièle Rosadoni.
Denoël, 344 p., 120 F.

L'amour, a écrit Victor Hugo, fut de tout temps un bien rude anankê. Anankê ? *Ques aco ?* Mais le destin, voyons ! En grec. L'itinéraire de l'homme, – et de la femme, – dans les brouillards du sentiment. C'est déjà bien difficile de s'y retrouver, dans nos sentiments *à nous*... Alors, pensez ! quand il faut entrer dans les sentiments des autres... Quelqu'un l'a dit, aussi : l'amour, c'est le contact de deux sentiments et l'introduction de... ah, je sais plus. Il y avait aussi de l'épiderme là-dedans. Passons...

L'héroïne de Danièle Rosadoni fait l'amour à tâtons, comme nous tous. L'absence, qui est le plus grand des maux, est la matière première de ces amours-là. A pied, à cheval, en voiture aussi, Danièle Rosadoni court après l'amour dans les couloirs, dans les hôtels, dans les futaies et les champs de seigle, dans les paysages, quoi... Elle écrit. Des lettres. Un sport magiquement illustré autrefois, un peu en perdition de nos jours, en ces temps de téléphone et de Minitel rose. Et puis, l'automobile rapproche les corps. Parfois brutalement. Passons.

Danièle Rosadoni ressuscite l'art épistolaire. Et comme elle a raison. Il paraît que la lettre d'amour forme le style. En tout cas, ça fait monter la vapeur, l'imagination, la tumescence, les humeurs... Va falloir y revenir, à la savoureuse bafouille... La marquise de Sévigné, *la Religieuse... les Liaisons...*

Je ne vais pas vous raconter... Parce que ça serait déflorer le bouquet (le vilain mot !). Qu'elle raconte tellement mieux, Danièle... Une folle du cheval. Une amoureuse de la noble monture... La conquête... Je préfère évoquer ces amours peintes avec un si léger pinceau, des couleurs d'aquarelle à vous faire fondre le cœur... à vous lancer dans des rêves roses, où des anges féminins (qui a parlé du sexe des anges ?) cavalent dans les nuées avec une petite chemise tout à fait « mini »... dans les vents coulis... les oreillers complaisants... Faire du cheval, c'est encore, c'est déjà, faire l'amour je suppose... J'imagine... d'après les songes de Danièle, ses magiques « correspondances ». Tenez, lisez : *« Le temps de détente au trot s'effectue avec la même jouissance... Je reprends les rênes, je déplace ma jambe extérieure légèrement en arrière, je presse mes mollets et c'est le plus grand miracle de ma vie... Je suis radieuse, j'exulte, j'explose... »* Si c'est pas le langage de l'amour, ça, je veux bien qu'on me...

Mais chut... Restons discret. Les indiscrétions sont tellement plus savoureuses sous la plume d'une jolie femme... Sa plume... sa langue... Son savoureux discours en mi-teinte. N'est-il pas vrai ? Chatouillis magiques. Infimes secrets. Suaves confidences...

Au fond, l'amour est comme le vin : on le tire, on le regarde, on le respire et puis... on en parle. Une œnologue savante sait mesurer ses présents, ses préhensions, faire ses contes... confier... retenir... au gré de ses humeurs.

Tout le roman de Danièle Rosadoni est un poème. La prose ne fait rien à l'affaire. Le poème est dans le cœur... et nous voici dans le cœur du poème... dans le ventre du poème... bien au chaud dans la confidence.

Lisons le roman de Danièle Rosadoni, et nous n'ignorerons plus rien du bonheur. Le bonheur ? Mode d'emploi... C'est dit tout simplement, en phrases lisses et tranquilles. Au fond, que veut-elle, Danièle Rosadoni ? Que veulent-elles, ces compliquées, ces subtiles, ces emmerdeuses, ces violons d'amour ?

Je crois l'avoir découvert dans une phrase... du roman en question justement. Une toute petite phrase de rien du tout. Que voici : *« C'est ce que m'ont promis les fées et les génies du printemps. »* Ah ! Vous voyez...

Allez-y voir.

Alphonse Boudard

HISTOIRE LITTÉRAIRE

La lecture, apprentissage de soi

Un essai sur Charles Du Bos, le grand critique pour qui l'étude de la littérature est un retour constant à l'intériorité

CHARLES DU BOS OU LA TENTATION DE L'IRRÉPROCHABLE
de Michel Crépu.
Ed. du Félin, 164 p., 90 F.

Il nous faut encore apprendre à lire. Cet apprentissage nous hausse jusqu'à une liberté où nous devenons aptes à nous laisser impressionner, transformer, par ce que nous lisons. Il n'y a pas de lecteurs professionnels. La littérature n'est pas un loisir, un art d'agrément. En ses plus hautes œuvres, elle est à l'exact opposé d'une mécanique plaisante, d'un délassement destiné à combler la vacuité ennuyée de vivre. L'expérience vitale dont, au contraire, la littérature démultiplie, sous toutes les formes, le témoignage, rejoint, complète la nôtre, à nous qui n'écrivons pas... A nous lecteurs, qui, au sein de cette libre aptitude, attestons la fécondité infinie des œuvres. *Avant* la lecture d'un livre – de ceux qui naissent d'une nécessité incontestable et qui la manifestent –, quelque chose nous manque ; quelque chose qui, *après* la lecture, nous est accordée et dont, là seulement, nous prenons la mesure.

Tout apprentissage exige des maîtres. Non pas ceux qui, faisant profession d'intelligence, se donnent et s'imposent, explicitement ou plus subtilement, pour tels. Mais des maîtres assez libres eux-mêmes pour ne pas faire de la littérature un espace de contrainte, de maîtrise, un chemin d'aliénation où toute vérité, à mesure, se délite, disparaît.

Charles Du Bos fut l'un de ces maîtres en liberté auquel l'essai de Michel Crépu rend justice. A l'écoute de Du Bos, fidèle à l'esprit de sa démarche critique, Crépu fait exercice d'admiration et, en cela, de participation. Ce n'est pas la limite de son travail mais bien plutôt sa qualité la plus ample, sa juste nécessité.


SOCIÉTÉ DES AMIS DE CHARLES DU BOS

Charles Du Bos : « L'art, j'entends celui en qui l'artiste a requis, obtenu, engagé l'homme tout entier, nous révèle à nous-mêmes. »

Cet essai vient à point. Doublement. D'abord pour faire ressurgir la figure admirable et l'œuvre, qui ne l'est pas moins, de Du Bos, pour aller à l'encontre de l'oubli, de cette paresse de l'esprit impuissant à saisir, à revenir à l'essentielle vocation, au sérieux de la littérature. Vocation dont Du Bos reste l'un des plus purs représentants. Ensuite, pour attendre – avec une réelle impatience – et introduire la réédition annoncée à l'Age d'Homme, de Du Bos, et d'abord de son *Journal*, entreprise lourde et difficile – prise en compte de nombreux inédits qui s'ajoutent au texte déjà connu et publié – dans laquelle Michel Crépu ne ménage pas ses efforts (1).

Sa naissance – *« la naissance de ce qui en moi est* moi » – Charles Du Bos, grand-bourgeois cosmopolite exceptionnellement doué et riche d'une double culture anglaise et française, puis allemande, la date de *« cette fin d'octobre 1899 »* où, âgé de dix-sept ans, il découvrit, avec son aîné Joseph Baruzi, l'*Essai sur les données immédiates de la conscience*, de Bergson. Même après son retour au catholicisme, en 1927, il restera attaché à cette première source et à une conception, tirée de l'enseignement de Georg Simmel, qui définit l'âme comme *« une subjectivité au-delà du sujet psychologique »*.

Travailleur infatigable, malgré une santé précaire – il meurt le 5 août 1939, quelques jours avant le début de l'immense bouleversement de l'Europe, avant la mort du monde qui fut le sien – Charles Du Bos est l'auteur d'une œuvre considérable, en volume comme en importance. Sans parler de son intense activité éditoriale, chez Plon, Grasset et dans la première équipe de la NRF.

Une œuvre distribuée entre des essais critiques, des cours devant des auditoires réduits et choisis, regroupés dans ce qu'il appela des *Approximations*, et enfin un *Journal*, d'abord écrit puis dicté (en particulier à Madge Mouton qui, avec son mari Jean Mouton, ne cessa de rappeler l'actualité de Du Bos). Une œuvre qui témoigne et répond du projet de faire de la littérature, de l'œuvre des *« grands morts »* – mais aussi des contemporains majeurs comme Proust, Joyce ou Henry James – un chemin d'approfondissement qui ramène à soi.

« L'art, j'entends celui en qui l'artiste a requis, obtenu, engagé l'homme tout entier, nous révèle à nous-mêmes », écrit Du Bos. Ce retour constant à l'intériorité, trois citations qu'il a tirées de poètes anglais peuvent en dessiner le mouvement : Shelley parlant de la vie comme *« amoureuse profondeur »* ; *« le noble plaisir de la louange »* (Swinburne) ; Keats enfin s'écriant : *« Appelez le monde, s'il vous plaît, la vallée où se façonnent les âmes. »*

Est ainsi circonscrit l'ample paysage mental et spirituel qu'a visité Du Bos d'un pas lent, attentif, rien n'étant plus opposé à sa démarche, comme le note justement Michel Crépu, que la vitesse, le désir de conclure au plus tôt. Il est d'ailleurs à craindre que cette lenteur le rende définitivement suspect à beaucoup de contemporains que le temps ne cesse de presser ! Paysage que parcourt un fil soustrait à la stricte temporalité, à une histoire littéraire figée dans sa morne succession. De Montaigne et Pascal à Joubert, aux romantiques anglais et allemands, de Goethe à Nietzsche ou à Byron, ce fil, qui est celui d'un dialogue en profondeur, n'est jamais rompu. L'admiration, ainsi que le montre Michel Crépu, peut parfois, comme à propos de Walter Pater, conduire Du Bos jusqu'à cette *« tentation de l'Irréprochable »*. Mais la poursuite du dialogue, son approfondissement et la conversion à la foi catholique, le retiendront de céder à cette tentation (Du Bos n'est pas Claudel, du moins le Claudel solide chrétien qu'on se plaît trop à caricaturer. Sa foi n'abolit pas l'inquiétude, elle la multiplie. Elle ne fige pas le converti dans le pur artifice d'une perfection morale introuvable. Elle en dénonce, douloureusement sans doute, l'illusion.) *« J'en suis venu à me demander si la forme de sentiment qui est la plus essentiellement mienne ne consiste pas à obtenir tout simplement la vue d'un visage désarmé. »* C'est à ce *« visage désarmé »* que revient constamment Du Bos, en un entretien infini, *« parce que la vue de tels hommes fait du bien »*. Qu'avons nous de mieux à faire, de plus nécessaire à penser, de plus beau à désirer, que ce bien ? Bien sur la voie duquel Charles Du Bos ne cesse de nous engager.

Patrick Kéchichian

(1) L'Age d'Homme a réédité en 1989, sous le titre *Qu'est-ce que la littérature ?* des conférences données par Du Bos en 1938 aux Etats-Unis.

Les enfers artificiels de Jean de Boschère

La publication de ses œuvres complètes permet de redécouvrir un écrivain que sa mère surnommait « Satan »

SATAN L'OBSCUR
de Jean de Boschère.
Edition établie et présentée par Michel Desbruères, La Différence, 276 p., 98 F.

MAX ELSKAMP PORTRAITS D'AMIS
de Jean de Boschère.
Edition établie et présentée par Michel Desbruères, La Différence, 300 p., 120 F.

Fils d'un botaniste belge de renommée mondiale, Jean de Boschère (1878-1953) vécut son enfance et son adolescence comme un deuil. Cette blessure, loin de s'estomper, grandit en lui avec le temps et lui inspira, en 1927, *Marthe et l'Enragé* (1). *« Cette œuvre écrite comme une torture »*, selon Antonin Artaud, n'est pas, malgré son caractère autobiographique, une manière de parenthèse dans les écrits de ce poète, essayiste et romancier qui, au fil de plus de quarante ouvrages, n'eut de cesse de dresser la liste de ses enfers artificiels.

Jean de Boschère pourchassa, dans sa vie et ses œuvres, la sensiblerie. Il estimait, non sans raison, que le laisser-aller sentimental est antinomique de la sensibilité. *« Satan »*, le surnom dont sa mère l'avait affublé, lui déplaisait si peu qu'il l'adopta dans plusieurs de ses œuvres. Il put, derrière ce masque familier, exprimer son absolu dégoût de *« la famille, de la littérature, et de toutes les bouffonneries sinistres de la société »*.

Satan l'Obscur n'est pas à proprement parler la suite romanesque de *Marthe et l'Enragé*, bien que le narrateur, Pierre Bioulx d'Ardennes, soit le même. Ce roman, publié en 1933, dans la bien nommée collection « Loin des foules » (2), relate la liaison de Jean de Boschère avec la traductrice d'André Suarès en anglais. Il l'avait rencontrée, lors d'un séjour à Londres, à la demande de son ami. André Suarès, complice malgré lui de cette aventure amoureuse, ne fut d'ailleurs pas dupe des intentions littéraires de *« Satan »* et il lui écrivit, dès la parution du roman, son enthousiasme sceptique (3) : *« Rien n'est trop amer pour moi, mon très cher. D'ailleurs, votre livre n'a pas d'amertume : il est d'une cruauté cynique. Je l'aime – et même si je le déteste. Ce sont vos Mémoires, plutôt qu'un roman. Je l'aime parce qu'il est tel que vous-même, – dans votre plénitude : vous êtes l'apprenti de la damnation. Satan le Clair, et non l'Obscur : on ne peut être plus vrai avec son propre démon. »*

L'art d'exprimer les pires sentiments

Jean de Boschère avait l'art d'exprimer les pires sentiments avec un détachement souverain. Dans ses livres, on chercherait en vain la moindre indulgence pour l'un de ses personnages. Ainsi, Pierre Bioulx d'Ardennes, si proche de lui par ailleurs, ne dissimule rien de son penchant pour le satanisme de Baudelaire. Ce révolté, qu'une rage obscure d'idéal et de perfection ravage, survit grâce à des menus travaux littéraires et graphiques. Ses loisirs, il les emploie à écrire *« des poèmes tristes comme une gerbe mortuaire »*, que personne, lui semble-t-il, n'est digne de lire.



Pierre *« l'Obscur »* n'a rien d'un séducteur, mais il saura tromper l'ennui de Douce et de sa fille Fryne. Il réussira à devenir, pour elles, un hôte indispensable malgré *« sa terrible incapacité à vivre »*. Dans sa confession, le narrateur reconnaît que sa vie serait un échec complet s'il venait à être compris de ceux qu'il entraîne avec volupté dans ses gouffres. C'est presque par ennui qu'il tisse autour des deux femmes une toile d'araignée dans laquelle, tour à tour, elles se perdront.

Jean de Boschère dresse un portrait superbe de cet homme glacé, que chaque conquête amoureuse navre et conforte dans son refus de l'espèce humaine. Pierre subissait avec fatalisme les exigences de son corps, mais il lui paraissait *« inconcevable qu'un homme désirât plusieurs fois la même femme. L'excuse du mystère détruite, cela lui semblait une bassesse »*.

Le talent de Jean de Boschère s'exprime particulièrement dans de courtes digressions sur les mœurs de son temps. Sa misanthropie, un rien carnivore, se nourrissait de la bêtise de ses contemporains. Témoin involontaire d'une dispute entre deux prostituées de nationalités différentes, il constate férocement que *« le patriotisme ne trouve un refuge sûr que chez sa tante, la prostitution »*.

« L'amitié et la solitude ont été les deux versants de l'attitude de Boschère devant la vie, qu'il y fît face ou qu'il s'y dérobât », note Michel Desbruères, dont il convient de saluer le remarquable travail éditorial. En définitive, c'est peut-être dans son essai sur Max Elskamp (4) et, surtout, dans ses *Portraits d'amis* que ce négateur se dévoila le plus. Lorsqu'il parle d'Antonin Artaud, *« né dans une âme trop vaste »*, d'Henri Michaux, d'Audiberti, de Jean Follain, de Jean Paulhan, de Jules Supervielle, de Max Jacob et de bien d'autres encore, Jean de Boschère apporte en fait des retouches à son autoportrait. Est-ce vraiment à Marcel Jouhandeau qu'il destinait cette interrogation douloureuse : *« Mais dans quel ciel, en quel enfer notre destin est-il tissé ? »*

Ce poète, tel un lépreux, agitait sa crécelle afin que les hommes s'éloignent de lui. Quatre de ses vers résument ce *« fanatique de la liberté »*. Une manière d'épitaphe : *« Dressé./Actif./Dans la barbarie de toutes les négations./J'attends. »*

Pierre Drachline

(1) Emile-Paul, Granit, 1977.

(2) Chez Denoël.

(3) Lettre d'André Suarès, signée Caërdal, des 17-19 décembre 1933.

(4) Les éditions de la Différence rééditent un livre de ce poète belge : *la Louange de la vie* (collection « Orphée », 126 p., 29 F).

HISTOIRE

Les cent vingt-six ans du Grand Siècle

François Bluche et ses collaborateurs passent en revue tout ce qui a été écrit, peint, sculpté, composé ; ce qui a gouverné, comploté de 1589 à 1715

DICTIONNAIRE DU GRAND SIÈCLE
sous la direction de François Bluche.
Fayard, 1 648 p., 1 000 F (prix de lancement 850 F jusqu'au 31 décembre).



Parce qu'il est le seul de l'histoire de France à être qualifié de grand, parce que le plus durable de ses monarques se laissa identifier au Soleil, le dix-septième siècle, plus qu'aucun autre, frappe les imaginations et excite l'étude. Louis XIV, qui ne connut pas que des succès, éclipse Louis XV, qui n'ordonna pas que des sottises. Le successeur de Louis XIII et d'Henri IV fait commencer l'Histoire avec lui et tiendra son héritier, ce pauvre Monseigneur, pour un peu moins que rien.

S'il faut, à ce siècle, en céder sur le terrain de la musique, que la France n'occupa jamais avec éclat, sur le chapitre aussi de la peinture, qui n'est alors pas à son meilleur, le registre des lettres efface les siècles passés et étouffe le suivant. La Racine de La Bruyère Boileau de La Fontaine Molière (moyen mnémotechnique rebattu) toisent pour l'éternité leurs pairs des autres époques de l'Ancien Régime.

Et comme si ce majorat reconnu à un siècle qui a su se pousser du col, être médiatique avant que le mot et le procédé ne fussent inventés, n'était pas suffisamment établi, mythes et réalité mêlés, un dictionnaire paraît, non pas consacré à la langue, aux hommes, aux vins, aux rimes ou à la mythologie, mais à une durée, ce mirobolant dix-septième siècle qui se trouve ainsi le seul de son espèce à bénéficier d'une sorte de monographie analytique sur la plus insaisissable des notions : le temps.

Parce que le siècle est une notion arithmétique, mais nullement historique, le dix-septième ne dure pas plus cent ans qu'il ne commence le 1er janvier 1601 pour s'achever le 31 décembre 1700. S'il peut sembler étonnant de faire débuter le champ de cet ouvrage à l'avènement d'Henri IV, ou plus exactement à la mort d'Henri III, en 1589, personne ne discutera qu'il se termine en 1715, au dernier soupir de Louis XIV. Lorsqu'ils sont étudiés, les autres siècles sont eux aussi affranchis de leur définition numérique.

Aussi est-ce plutôt une satisfaction de constater qu'avec François Bluche, maître d'œuvre de ce dictionnaire, le dix-septième dure cent vingt-six ans, puisque, de la sorte, la somme des informations offertes n'en est que plus étendue. D'autant que, cela va sans dire, sont aussi pris en compte des hommes qui sont nés ou sont morts au-delà ou en deçà des années choisies comme repères. A commencer par Saint-Simon, dont il n'est pas besoin de rappeler qu'il vécut autant d'années sous le règne de Louis XV que sous celui de son arrière-grand-père puisqu'il s'éteignit en 1755 à l'âge de quatre-vingts ans.

En mille six cent quarante-huit pages, grâce au concours de deux cent quarante-neuf auteurs qui auront rédigé deux mille quatre cent treize articles, agrémentés de deux cent soixante-huit illustrations, dont quarante et une en couleurs, et éclairés de soixante-six cartes, plans et tableaux, ainsi que l'indique le prière d'insérer, le *Dictionnaire du Grand Siècle* nous donne tout ce qui a été écrit, peint, sculpté, composé, gouverné, comploté de 1589 à 1715, mais aussi les événements, les écoles de pensée, les lois et les découvertes ; sans oublier l'adultère ou la gastronomie, ce dernier mot étant apparu dans la langue française précisément durant cette période, en 1623, *« transposition du titre de l'ouvrage perdu d'Archestrate, petit-fils de Périclès, grand amateur de sensations gustatives rares, et dont on ne connaît l'existence que par des citations dans* le Banquet des savants *d'Athénée »*. Comme quoi ce dictionnaire étend son regard bien au-delà de ce qu'il annonce.

Le plus sidérant de tout, cependant, c'est que cette somme est... incomplète, de l'aveu même, fût-il implicite, de ses auteurs. Une observation des plus faciles le démontre. Lorsqu'un nom mentionné dans l'ouvrage fait, d'autre part, l'objet d'un article particulier, il est accompagné d'un astérisque. Or, rien qu'à l'article « Honnête homme », référence s'il en est du dix-septième siècle, ce n'est pas moins de cinq noms propres qui, tout en désignant des personnages notables de l'époque (puisqu'ils sont cités), ne sont pas jugés dignes d'un traitement singulier.

Cette remarque n'a évidemment pas valeur de reproche, mais elle est la preuve qu'il est pour ainsi dire impossible d'être exhaustif, même si, au dix-septième, il y avait fatalement moins d'hommes qu'aujourd'hui pour écrire, composer, créer, en bref : se signaler à l'attention de leurs contemporains.

Langue de vipère

Si un reproche, nécessairement timide face à un tel travail, devait lui être adressé, il porterait sur l'indulgence de ses auteurs. Bien qu'un tel livre ne se lise pas page à page et que l'exemple à suivre ne puisse constituer une règle découlant d'un examen systématique, la bonhomie dont il est fait montre à l'égard de Monseigneur, celui à qui on avait prédit que, fils de roi (Louis XIV), père de roi (Philippe V d'Espagne), il ne le serait jamais lui-même, puisque, en effet, il disparut en 1711 ; cette bonhomie-là incite, sinon quant aux faits du moins quant aux jugements, à la méfiance.

Même s'il est vrai que Saint-Simon est l'une des pires langues de vipère qu'ait jamais connues la littérature française, ce n'est pas sans un certain haussement de sourcils que l'on compare la (longue) notice réservée à Louis de Bourbon par le *Dictionnaire du Grand Siècle* et le portrait qu'en dresse le « petit duc », merveille, chef-d'œuvre, parangon de cruauté.

Alors que le *Dictionnaire* s'exténue d'éloges pour dépeindre Monseigneur, au point de prédire à ce *« prince intelligent et débonnaire un règne peut-être moins grandiose que celui de son père, mais certainement heureux »*, Saint-Simon procède à l'exécution capitale de cet héritier honni.

Non content de lui planter des banderilles au cours de sa relation de l'agonie *(« L'Etat gagnait tout en une telle perte »)*, Saint-Simon fait suivre son récit d'un portrait dont chaque paragraphe éclate de mépris, à commencer par celui-ci : *« Doux par paresse et par une sorte de stupidité, dur au fond, avec un extérieur de bonté qui ne portait que sur des subalternes et sur des valets, et qui ne s'exprimait que par des questions basses ; il était avec eux d'une familiarité prodigieuse, d'ailleurs insensible à la misère et à la douleur des autres, en cela peut-être plutôt en proie à l'incurie et à l'imitation qu'à un mauvais naturel.* (...) *De son aveu, depuis qu'il avait été affranchi des maîtres, il n'avait de sa vie lu que l'article de Paris de* la Gazette de France *pour y voir les morts et les mariages. »*

Certes, Saint-Simon n'a jamais passé pour un modèle d'impartialité, et l'on peut, ainsi qu'il le suggère lui-même en confessant sa *« honte »* de se réjouir si fort de la mort du Dauphin, prendre quelque distance avec ses affirmations.

Mais la princesse Palatine, encore que plus brièvement, n'est pas plus tendre. Dans une lettre à la duchesse de Hanovre (la tante Sophie, dont les *Mémoires et lettres du voyage* viennent d'être aussi publiés aux Editions Fayard), la belle-sœur de Louis XIV écrit : *« Le Dauphin a beaucoup appris, mais il ne veut parler de rien, et il s'applique de toutes ses forces à oublier tout ce qu'il a appris,* car tel est son bon plaisir (c'est la Palatine qui souligne). *Il est impossible d'en trouver une autre cause. »*

Même s'il faut convenir que la Palatine avait elle aussi la langue pointue, il n'aurait pas été mauvais, pour un historien qui, comme tel, est censé ne pas succomber à la complaisance, sinon de reprendre à son compte des récits dont il n'épouse pas les causes, mais au moins d'en faire mention. La consultation régulière de ce dictionnaire dira s'il s'agit là d'une exception trop vivement relevée ou d'un critiquable penchant.

Philippe Boucher

Les deux corps de Kantorowicz

Une réflexion sur le rapport entre l'historien et ses deux patries successives, l'Allemagne et les Etats-Unis

HISTOIRES D'UN HISTORIEN : KANTOROWICZ
d'Alain Boureau, Gallimard, 173 p, 95 F.

Ernst Kantorowicz, historien des *Deux Corps du roi* (1), fascine Alain Boureau. Il lui avait opposé, en 1988, *le Simple Corps du roi* (2). Il assimile cette fois toute l'œuvre du prussien juif de Poznan, devenu professeur aux Etats-Unis et mort à Princeton en 1963, non pour écrire une biographie classique – *« qui tend à ériger une vie en destin »*, – mais pour faire s'entrecroiser, autour de ses livres, les histoires d'un historien.

Il faut rappeler la thèse. Kantorowicz explique la naissance de l'Etat moderne par une construction médiévale – *« assez improbable »*, commente justement Alain Boureau – selon laquelle le monarque serait doté de deux corps. L'un est naturel : il souffre et il meurt. L'autre est immortel et se transmet surnaturellement au successeur. C'est cette perpétuité qui fonderait l'Etat moderne et non plus la transcendance comme dans un premier Moyen Age.

Corps caché du Prussien qui, en rédigeant son monumental *Frédéric II* paru en 1927 (3), pouvait prétendre reconstituer une germanité universaliste dans l'Allemagne humiliée et ruinée des années 20. Il inscrivait alors son corps naturel d'Allemand dans le corps politique d'une nation et d'un nationalisme vigoureux, qui lui valut d'abord une chaire à l'université de Francfort. Il n'avait d'ailleurs pas donné que des gages intellectuels à la patrie prussienne : il avait fait une guerre exemplaire à son service et participé à la répression de mouvements révolutionnaires.

Sous les coups du maccarthysme

En 1933, certains de ses compagnons ont sans doute d'importantes responsabilités dans les événements qui provoquent l'exclusion de Kantorowicz de l'Université et vont conduire ses proches en camp de la mort. L'historien semble avoir perdu son corps politique d'Allemand sans avoir jamais revendiqué – ni exploré – son identité juive ; pour filer la métaphore, son corps de juif.

Dès lors, il devient plus classiquement un universitaire qui a largement adapté sa métaphysique de l'Etat à l'Université. Celle d'Oxford en 1933-1934, puis de nouveau celle de Francfort pendant quatre ans, un titre de professeur émérite le dispensant du serment de fidélité au Führer. Ce n'est que fin 1938 que Kantorowicz quitte définitivement l'Allemagne pour les Etats-Unis, corps désormais étranger et tout entier tendu vers la production savante dans ce vaste corps politique qu'est l'Université.

Mais comme l'Etat prussien, voici qu'elle se délite, cette fois sous les coups du maccarthysme : quand, en 1949, est exigé, dans le cadre de la lutte anticommuniste, le serment de Berkeley, Kantorowicz le refuse jusqu'au bout. L'identité collective se dérobait une nouvelle fois à l'individu. Elle n'allait trouver sa forme idéale que dans la retraite de Princeton et dans la rédaction même du livre sur les deux corps. Chez Kantorowicz, en somme, la conception du double corps ne cessa de se restreindre dans son application existentielle et de s'élargir comme construction théorique. *« L'Histoire constituait pour Kantorowicz, patriote apatride, non pas une fin, mais le moyen de s'inventer une histoire vraie, légitimée par d'autres histoires. C'est ce mélange de l'obsession singulière et de l'objectivité érudite qui fait la grandeur et l'étrangeté de Kantorowicz. »*

Il en va de Boureau comme de Kantorowicz : on n'est pas vraiment persuadé sur le fond, mais on est ébloui par la démonstration.

Michel Sot

(1) *Les Deux Corps du roi*, essai sur la théologie politique au Moyen Age, Princeton 1957, trad. française, Gallimard, 1988.

(2) *Le Simple Corps du roi. L'impossible sacralité des souverains français, XVe-XVIIe siècle*, Les éditions de Paris, 1988.

(3) *L'Empereur Frédéric II*, publié en Allemagne en 1927, trad. française, Gallimard, 1987.

E S S A I S

Le système-monde

Roger Brunet et ses collaborateurs explorent l'espace contemporain dont les divers territoires agissent désormais les uns sur les autres

GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE
sous la direction de Roger Brunet. Hachette-Reclus-Compagnie financière de l'Union européenne en dix volumes (chaque volume 398 F). Vol. 1 (551 p.) : « Mondes nouveaux », par Roger Brunet et Olivier Dollfus ; vol. 2 (479 p.) : « France et Europe du Sud », par Denise Pumain, Thérèse Saint-Julien et Robert Ferras.

Michel Serres a écrit un jour qu'il préférait *« la géographie, si sereine, à l'Histoire, chaotique ».* Une bonne fille un peu simple, cantonnée dans la description du cadre de vie ? C'est une vision que récusent les auteurs rassemblés ici : *« Nous n'avons pas la géographie bucolique. »*

Avec Roger Brunet, la géographie sort de l'académisme des manuels pour entrer dans le débat intellectuel ; par là elle se découvre et s'expose, car ces dix volumes veulent être à la fois une représentation de l'état du monde et de l'état d'une science.

Le monde, dans son ensemble, n'a jamais été aussi peuplé, riche, et même paisible et démocratique qu'aujourd'hui. Mais il n'a sans doute jamais été aussi fragile, aussi inquiet, car tout lieu agit maintenant directement sur tous les autres. La mise en place du « système-monde » repose sur le développement des réseaux d'information, et sur une entente entre l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon pour limiter les risques d'extension des conflits régionaux et locaux, ces *« chaos bornés »*, évoqués par Olivier Dollfus dans une carte des camps de réfugiés dans le monde, et dont les victimes sont surtout les sociétés paysannes : *« Les miettes de la table des riches atteignent les bidonvilles, et non les campagnes les plus délaissées. »*

Nul n'échappe au système-monde, qu'il s'agisse des viticulteurs du Bordelais ou des cultivateurs colombiens de coca, et la notion de ressources ne peut s'apprécier que de façon toute relative. Le minerai d'uranium n'est ressource que depuis quelques décennies, on boit maintenant de l'eau de mer, et des hautes montagnes naguère inutilisables sont devenues des ressources majeures : des villes entières en vivent. Mais la population ne se saisit des ressources que par des moyens de production, des capitaux et de l'information. Sans leur connaissance, la géographie resterait impuissante, et le fut longtemps. Encore faut-il distinguer entre l'information productive, qui fait les investisseurs, et la communication persuasive, qui fait les moutons...

Le géographe et l'explorateur

Le géographe était, à l'origine, un explorateur, et c'est bien d'une sorte d'exploration des territoires qu'il s'agit, d'une mise en évidence de leur face cachée, ou mal perçue, dans le chaos des informations immédiates. Il faut dire que les statistiques spatiales sont très inégalement accessibles selon l'évolution politique des pays, ou selon leur culture : on sait beaucoup plus de choses aux Etats-Unis qu'en France, où subsiste, lors des recensements, une solide tradition du secret. L'espace est la signature des sociétés, et c'est à la sincérité de la signature qu'on reconnaît les démocraties : l'immeuble du KGB ne figure pas sur les plans de Moscou.

Ce qui est le plus attachant dans les deux volumes parus, c'est la cohérence et l'originalité de la grille de lecture des divers auteurs pour déchiffrer l'espace, pour trouver l'ordre sous le bruit. La clé en est sans doute l'excellent second chapitre du tome 1, qui développe brillamment une théorie de l'espace, fondée sur la gravitation (l'attraction dans l'espace géographique est proportionnelle à la masse des centres d'attraction et à la rapidité des transports vers ces centres). La densité, la distance, la diffusion sont spécifiquement des phénomènes d'espace, qui sont à la base de toute interprétation géographique.

Il y a cependant des degrés de liberté par rapport aux lois spatiales. Il valait mieux, après 1945, être à 1 000 kilomètres de l'Union soviétique que tout contre. Pourtant la Finlande s'en est accommodée, sans en pâtir si l'on en croit son niveau de développement, son niveau de vie et de démocratie actuels. Si la géographie, finalement, apprend quelque chose, c'est l'effort de l'humanité pour dominer les difficultés, l'enrichissement des apprentissages et des lieux par les nouveaux venus, la fluctuation des rapports de voisinage, l'incessante remise en cause des situations.

Dans les chapitres du tome 2, sur la France, dus à Denise Pumain et Thérèse Saint-Julien, le lecteur n'est pas limité à la traditionnelle contemplation des photos de paysages, mais convié à un souci rigoureux de repérage de ce qui structure l'espace et de ce qui engage l'avenir. La contraction espace-temps est le phénomène majeur. En deux siècles la vitesse des transports a été multipliée par dix, ce qui a rétréci le territoire, mais n'a pas modifié les anciennes polarisations. Les espaces se transforment tous à la même vitesse, et les écarts subsistent. Le principal clivage demeure l'opposition entre la métropole parisienne, entourée d'un réseau urbain affaibli, et les métropoles régionales du Sud. Les innovations télématiques et informatiques, qui soutiennent la croissance tertiaire, se calquent sur cette hiérarchie urbaine.

Les péninsules méditerranéennes, étudiées par Robert Ferras, se sont amarrées à l'Europe du Nord. Les cartes, schématisées par des chorèmes, c'est-à-dire ramenées à des structures de base, montrent... l'émergence d'organisations spatiales perpétuées depuis l'Antiquité : la Grèce se reclasse selon un axe Athènes-Salonique, la « troisième Italie » n'est pas loin de rejoindre la première, l'éventail de « l'Espagne utile » s'élargit autour du pivot madrilène, le « monde plein » portugais tranche sur des campagnes désertées.

C'est la mise en perspective de chaque situation géographique particulière, de chaque « géon » pour reprendre la terminologie adoptée, qui fait la vraie nouveauté de cette relecture du monde, qu'il faudra méditer, plutôt que simplement consulter comme on le ferait d'une encyclopédie.

Yves Guermond

Le corps et l'esprit

Daniel C. Dennett tente de construire la philosophie qu'appellent les sciences cognitives



Daniel C. Dennett

LA STRATÉGIE DE L'INTERPRÈTE
de Daniel C. Dennett. Traduit de l'anglais par Pascal Engel, Gallimard, 494 p., 180 F.

Que se passe-t-il lorsque nous demandons l'heure à quelqu'un ? Nous raisonnons implicitement, d'après certains signes extérieurs, comme si notre interlocuteur était capable et désireux de nous répondre ; bref, nous nourrissons une *croyance* à son égard. La plupart du temps, celle-ci se trouve justifiée – comme le sont en général nos croyances relatives aux gens parmi lesquels nous vivons. N'est-il pas étonnant que, lorsqu'il s'agit de deviner les motivations d'autrui, nous nous trompions si peu souvent ? Sur quel type de stratégie se fonde donc cette « psychologie populaire » qui nous est quotidiennement d'un tel secours, alors qu'elle n'a pourtant rien d'une science ?

Telle est la question que pose Daniel C. Dennett au seuil de ce livre subtil, dont les longues analyses, parfois humoristiques, toujours paradoxales, sont pratiquement impossibles à résumer. Le but de l'auteur, philosophe de formation, est de décrire nos *« stratégies d'interprétation »* du comportement d'autrui en termes d'intentionnalité. Le propos, en lui-même, n'a rien de révolutionnaire. Mais les chemins qu'emprunte Dennett ne sont pas des sentiers battus. Et bientôt apparaît le véritable enjeu du livre : ce qui, en fait, intéresse notre philosophe, c'est la nature des rapports que l'*« esprit »* d'un individu entretient avec son propre corps et, au-delà, avec le corps des autres.

Il faut, pour mesurer l'importance de l'enjeu, savoir que les travaux de Dennett – dont un livre, écrit en collaboration avec Douglas Hofstadter, a déjà été traduit en français (1) – se trouvent depuis quelques années au centre d'un mouvement extrêmement vivant dans les universités américaines. Ce mouvement tourne autour des « neurosciences » ou « sciences cognitives » et s'attache à construire une théorie objective de l'esprit en effectuant une synthèse des données les plus récentes de la neurophysiologie, de la psychologie, de la logique, de la linguistique et des recherches en matière d'« intelligence artificielle ». Dennett, quant à lui, prétend élaborer, avec les risques et les hésitations que cela comporte, la philosophie nouvelle que semblent requérir ces sciences d'un genre nouveau. Aussi loin, bien entendu, du bon vieux spiritualisme que du matérialisme pur et dur.

A-t-il quelque chance d'y arriver ? Il faudrait, pour le savoir, déterminer dans quelle mesure le problème des rapports entre l'esprit et le corps est encore un problème philosophique, voire un problème tout court. Distinguer l'esprit du cerveau, opposer l'un à l'autre, peut avoir un sens polémique, poétique ou politique ; mais quel biologiste acceptera, aujourd'hui, de souscrire à une telle dichotomie ? Dans quel laboratoire un tel dualisme aura-t-il cours ? Que les sciences cognitives aient un bel avenir devant elles, on le souhaite. Que la philosophie, au sens classique du terme, ait quelque chose à leur apporter, cela est moins certain. Mais faisons confiance à Dennett : il est suffisamment astucieux pour avoir déjà imaginé plusieurs réponses à cette objection.

Christian Delacampagne

(1) *Vues de l'esprit*, Interéditions (1987).

Pour échapper au mal du temps

L'équipe de Thierry Gaudin s'attaque au mur du futur A l'horizon d'un siècle, l'espoir renaît

2100, RÉCIT DU PROCHAIN SIÈCLE
sous la direction de Thierry Gaudin Payot, 600 p., 195 F.

On retrousse les manches à l'approche de l'an 2000. La concurrence entre les futurologues va devenir féroce. Basculer d'un millénaire à l'autre n'aura rien d'angoissant. Les historiens ne croient plus aux terreurs de l'an mil (1). Peut-être aura-t-on un peu plus le *« mal du temps »*, cet étrange sentiment de flotter entre le meilleur et le pire, le déjà-vu et les zones obscures, la fatalité et la volonté.

Pour l'équipe de Thierry Gaudin, qui, de l'observatoire du ministère de la recherche et de la technologie, nous propose sa vision du prochain siècle, le futur n'est pas *« une histoire pleine de bruit et de fureur racontée par un idiot »*. Ce n'est pas non plus la prolongation des tendances. Courageusement, nos auteurs quittent la filière mécaniste et explorent *« la prospective de la rupture, inspirée de la logique du vivant »*. Rupture qui ne concerne pas la matière et l'énergie, mais la conscience : nouvelles finalités, repères changeants, inversions lorsqu'une situation s'est développée jusqu'à l'absurde. Tous ces phénomènes s'intègrent dans des transitions, des passages d'un palier à l'autre, qui ont la forme de courbes en S.

Cette volonté de se colleter avec la complexité donne à cet ouvrage un ton très particulier. De même tourne-t-il le dos à cette facilité qui consistait à partir du changement technologique pour en déduire la redistribution sociale. Ici, ons'interroge sur les besoins pour rechercher la transformation des techniques qui s'imposera inéluctablement.

Ces nouvelles méthodes ou hypothèses de travail ne sont pas les seuls atouts de ce livre. Il a été conçu pour un très vaste public, truffé d'illustrations parlantes, souvent rares ou drôles, de proverbes de toutes origines, de résumés qui permettent au lecteur de se raccrocher et de n'éprouver pas trop ce *« mal du temps »* dont nous parlions. Une agréable mise en page et une typographie soignée achèvent d'en faire un *objet* insolite et plaisant.

Le rêve a toujours été le moteur des transformations. Demain il en sera de même, et l'idée directrice est de réconcilier l'humain et la technique. La technonature dans laquelle nous vivons pourra devenir un nouveau jardin quand l'homme aura réfréné ses excès. Selon un proverbe africain, *« nous n'héritons pas la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants »*.

Le système technique, à chaque époque, s'organise autour de quatre pôles : la matière, l'énergie, la structuration du temps, la relation avec le vivant. Nos auteurs consacrent une importante partie de leur analyse à rechercher, dans chaque domaine, l'évolution prévisible : matière éclatée puis reconstituée pour correspondre exactement aux emplois auxquels elle est destinée ; énergie, elle aussi utilisée de plus en plus finement avec le passage à l'hydrogène comme combustible ; contraction du temps avec des ordinateurs de plus en plus performants qui conduiront chacun à se protéger davantage des excès d'informations. Quant aux biotechnologies, elles ont déjà *« changé la vie »*, mais auront-elles la nécessaire modestie qui est de mise face aux questions qu'elles posent ?

L'approche des limites sera en effet le fond du paysage du XXI[e] siècle. Où l'on retrouve la fameuse courbe en S : le passage d'un état germinal à un état saturé suivi d'une décélération. Entre les deux, une inflexion, l'inversion de tendance. Quatre *transitions* sont présentées, qui sont de véritables tournants de l'humanité. La transition démographique permettra une stabilisation de la population mondiale entre dix et quinze milliards en 2100. La transition agroalimentaire poussera au développement des *« agricultures sans terre »*, à l'aquaculture, à l'industrialisation de ce secteur, qui engendrera par contrecoup une transition urbaine, la pauvreté et l'exclusion, la drogue et les pouvoirs maffieux inquiétant de plus en plus les populations des pays riches.

Les comportements des acteurs conduisent également à une série d'inversions. A l'échelle du XXI[e] siècle, un grand mouvement d'ensemble traverse toutes les cultures : l'individuation. *« A l'inverse de l'individualisme étroit et appropriateur, elle signifie le développement des capacités créatrices dans toute leur générosité. »* Le déclin des Etats-nations fait renaître les vieux fonds tribaux, mais les nécessités de la survie conduisent à manifester les diversités culturelles sous une forme positive. Thierry Gaudin parie sur une deuxième moitié du XXI[e] siècle *« libérée »*. Le souffle des grands desseins renaît dans trois domaines fondamentaux : l'aménagement de l'espace terrestre, marin et interplanétaire ; la structuration du social par l'éducation et de nouvelles formes institutionnelles ; l'exploration de l'esprit : transformation profonde des sciences et des religions, regain de la spiritualité. De quoi saliver... pour ceux qui naîtront demain.

Pierre Drouin

(1) Liré l'article de Jacques Berlioz dans la revue *l'Histoire* de novembre 1990.

Simon contre Bossuet

RICHARD SIMON
de Patric Ranson. Ed. L'Age d'homme. 231 p., 120 F.

Richard Simon (1638-1712) est le père de l'exégèse biblique moderne. Ce fils de forgeron, né à Dieppe, étudiera à Rouen chez les jésuites avant d'entrer chez les oratoriens : on se souviendra de lui comme d'un ascète *« mangeant rarement le soir et vivant avec une si grande sobriété qu'il prenait à peine assez d'aliments pour se soutenir »*.

Sous l'influence de la pensée protestante et notamment sous celle d'Isaac de La Peyrère, érudit juif élevé dans le protestantisme qui prônait une lecture symbolique de la Bible, Richard Simon apprend l'hébreu et s'interroge sur la valeur historique des livres saints. Par certains aspects, sa démarche rappelle celle de Spinoza, dont il a médité le *Traité théologico-politique* et dont il dira : *« Ce qui a trompé Spinoza est qu'il s'est imaginé qu'un homme ne peut pas se servir de sa raison et être en même temps dirigé par l'esprit de Dieu, comme si, en devenant interprète de Dieu, on cessait d'être homme, et qu'on fût un instrument purement passif. »*

Le premier écrit de Simon, *Abrégé du procès fait aux juifs de Metz* (1670), lui permet de sauver un juif de Metz injustement accusé et condamné à être brûlé vif. Ce qui dérange déjà chez cet oratorien d'une érudition et d'une indépendance d'esprit uniques en ce siècle, ce sont les contacts qu'il noue avec des rabbins, des protestants, ainsi que l'intérêt qu'il porte aux Eglises orientales. Ni Port-Royal, ni les jésuites, ni Bossuet ne le lui pardonneront.

Le scandale éclate quand il publie, en 1678, son *Histoire critique du Vieux Testament* où il s'en prend directement à ce qu'on appelle aujourd'hui le fondamentalisme, c'est-à-dire la dogmatisation de la lettre de l'Ecriture. Simon inaugure également en distinguant dans la Bible divers genres littéraires. Bossuet obtient du lieutenant de police, La Reynie, la saisie des mille cinq cents exemplaires de la première édition qui seront tous brûlés, à l'exception d'un seul qui aboutira en Angleterre. Bossuet qualifie le livre d'*« amas d'impiété »*, de *« rempart du libertinage »*.

Ce qui explique également l'acharnement de Bossuet, c'est que Simon récuse l'augustinisme : il estime que la doctrine de la grâce et de la prédestination ne peut être qu'insupportable à tout esprit raisonnable ; il prône un retour aux Pères grecs, ainsi que l'abandon de la pensée scolastique. Sur ce point, l'essai de Patric Ranson lui rend justice.

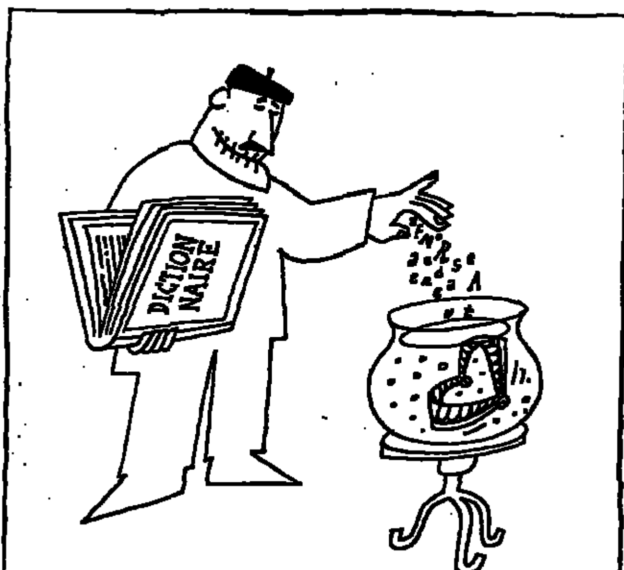
Après son étude des diverses versions de la Bible, Simon publie en 1693 *Une histoire critique des principaux commentateurs du Nouveau Testament*, ainsi que sa propre traduction du Nouveau Testament. *« Il n'y eut jamais d'exemple,* écrira Bossuet, *d'une témérité pareille à la sienne ou d'une telle licence dans la version et dans l'interprétation de l'Evangile. »* Aussitôt interdite en France, elle vaudra à tous ceux qui s'y référeront d'être *ipso facto* excommuniés.

En 1704, Bossuet meurt, mais les persécutions à l'endroit de Simon ne cessent pas pour autant ; alors même qu'il vit retiré à Dieppe, l'Eglise le force à brûler lui-même ses manuscrits. La même Eglise, deux siècles plus tard, lui rend hommage. Ernest Renan tirera la conclusion qui s'impose : *« Bossuet, en persécutant Richard Simon, avait cru délivrer l'Eglise de France d'un grand danger. Il préparait Voltaire. On n'avait pas voulu de la science sérieuse, libre et grave ; on eut la bouffonnerie, l'incrédulité railleuse et superficielle. Le succès de Voltaire venges Richard Simon. Si l'expérience comptait pour quelque chose dans la conduite des choses humaines, cette leçon-là serait bien digne d'être méditée. »*

Roland Jaccard

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Ousquémont Hyatt et l'abbé Chamel

TOUT se passe comme si le *français parlé*, dont nous usons pour notre plus grand plaisir, n'était présentable que sous des livrées d'emprunt. A qui la faute? Depuis les « pages roses » du Petit Larousse, nous nous méfions de ces paroles *qui volent*. Au moins *les écrits restent*, diraient René Bazin et Georges Duhamel, de l'Académie française.

N'importe. Dans le syntagme le *français parlé*, c'est *parlé* qui dérange ou inquiète. Contrairement à une autre idée reçue, le français n'est jamais à court de substituts qu'on prétend mélioratifs, au gré d'une hypocrisie charitable. Pourquoi donc se soucier encore du chômage, puisque les *chômeurs* travaillent dur comme *demandeurs d'emploi?* Les pays *sous-développés* sont maintenant en *voie de développement*, économique et moral, grâce aussi aux visites pontificales.

A la différence du ventre creux et du jugement droit, le préjugé se nourrit d'un vocabulaire ambigu; entre chien et loup; entre mélioration et péjoration. On tiendra alors que *français familier* a un air bonasse, plus aimable, que *français parlé* : préjugé tenace, dit Claire Blanche Benveniste. Et le Petit Robert est éclairant : associé à *voix* ou à *objets*, *familier* est plutôt rassurant, mais une trop grande *familiarité* (ou *désinvolture*) ne manque pas d'irriter.

Daté de 1680, le dernier usage de *familier* mérite aussi réflexion : *«Qu'on emploie* naturellement *en tous milieux dans la conversation courante*, et même par écrit, *mais qu'on évite dans les relations avec des supérieurs, les relations officielles et les ouvrages qui se veulent sérieux.»* Quelle glose réjouissante! Sauf exceptions négligeables, nous autres Français sommes familiers *de nature*, c'est-à-dire, à bien lire les synonymes, *accessibles*, *liants* et *simples*. Cependant que le sérieux, dont nous sommes heureusement capables, résulte d'une volonté ferme que le respect des pouvoirs viendrait soutenir encore, si d'aventure besoin était.

Par ailleurs, s'il n'est pas impossible d'être familier *par écrit*, c'est que *familier* n'est pas un trait propre au français parlé. Pour avoir chassé le passé simple du discours oral, le passé composé n'est pas devenu «familier» pour autant. Dire à un chef de rayon, *«vous avez couché hier avec Suzy»*, n'est pas déplacé en raison de l'usage du passé composé. *« Vous couchâtes hier avec Suzy »* n'arrangerait rien, excepté peut-être dans un discours de réception à l'Académie française. Mais il convient de rester prudent, quand les radios annoncent que *« le dictionnaire »* vient d'élire *emmerdeur*, en usage dit-on depuis 1873.

Du *familier*, on passe au *grossier* ou au *vulgaire*; en un mot, au *populaire*. Depuis la Révolution, l'adjectif *populaire* s'impose pour l'éloge, même s'il a *distingué* ou *raffiné* pour antonymes. Autant le reconnaître : pas plus que le français écrit, le français parlé ne constitue un système homogène. Il se développe selon différents niveaux : *soutenu, courant, familier, grossier, provincial, populaire; argotique* même.

LA structure de la phrase interrogative permet d'illustrer quelques-uns des aspects. En hommage à Alphonse Allais (1), imaginons un marin d'eau douce qui a perdu son yacht. Le brave homme peut changer la formule selon le statut de ses interlocuteurs. Le plus simple sera d'enquêter rapidement; *«Où est mon yacht ?»*. Mais, familier, le marin peut déplacer *où* en fin de phrase : *«Mon yacht est où ?»* L'insistance n'est pas impossible : *«Où est-ce qu'est mon yacht?»* Pas très facile à prononcer, cette dernière formule se réduit pour le populaire à ceci, rigoureusement proscrit à l'agrégation : *«Ousqu'est mon yacht?»* Bon Français, Alphonse Allais y voyait le nom d'un gentleman anglais : *«Ousquémont Hyatt»*, lointain cousin de *«l'abbé Chamel.»* Et pourquoi pas de *«l'abbé Tise»* ?

Hétérogène, le français parlé l'est encore grâce à ses capacités d'accueil. Il emprunte volontiers aux *français régionaux* (2), par nécessité ou par plaisir. Voici une gradation, impeccable dans le mépris et dans l'expression, que ces dames de Franche-Comté utilisaient, comme on me le rappelle, à l'égard des jeunes délurées : partant de *«c'est une pas-grand-chose»*, on transitait par *«c'est une rien-du-tout»* avant de conclure : *«c'est une moins-que-rien»*.

Dans *le Français populaire* (3) Pierre Guiraud signale que *voir* peut renforcer l'impératif. Cette forme adverbiale, qui signifie *vraiment, effectivement*, est particulièrement vivante en Franche-Comté. Le remarquable, c'est que *voir* s'emploie exactement comme *donc*, sauf qu'il n'apparaît que dans les phrases impératives, et après le verbe ou les pronoms : *«Viens donc»* se dit *«Viens voir»*; et il est fréquent d'entendre : *«Cours voir au coiffeur»* (4), ou : *«Ecoute-moi voir, vingt bois!»* Naturellement de telles phrases provoquent le rire; par ignorance; parce que nous tenons que l'adverbe *voir «représente le verbe voir»*.

Par là on voit surtout que le *français parlé* (régional, populaire, branché, etc.) reste soumis à des règles strictes. Par exemple, on affirme souvent que *hyper* est un intensif de *super*; et l'on oppose *supermarché* à *hypermarché*. Reste que seul *super* est possible comme réponse : *«Que penses-tu de Tex Avery? C'est super!»* Jamais personne ne répondra par *« c'est hyper» !*

ON admet aussi que le français parlé ne dédaigne pas l'argot, ici et là. Selon l'âge, on pourra répondre *«des clous!»* à une demande farfelue, ou se livrer à quelques *salamalecs*. Dans *l'Atalante*, de Jean Vigo, Michel Simon est charmant quand il se réjouit d'apercevoir *«la patronne en liquette»*. Le somptueux *Dictionnaire Larousse de l'argot*, tout juste publié, vous en apprendra d'autres, que vous ne connaissez sûrement pas : par exemple *caisse* qui désignerait une *prison militaire*. Pour vous et moi, l'argot n'est vraisemblablement, comme le disait Michel Leiris, *«qu'un illusoire bagage (...) rassemblé en picorant de-ci, de-là.»*

Dès lors, il est tout aussi illusoire d'assimiler le français parlé, et même le français populaire, à l'argot. En 1901, Hugues Rebell (1867-1905), auteur entre autres de *la Nichina*, avait déjà mis en garde. Citant d'abord Victor Hugo : *«L'argot, c'est le verbe devenu forçat»*, il ajoutait : *«L'argot est une langue d'initiés, obscure à dessein, créée par la nécessité ou par la peur, langue brève, faite de signes conventionnels sans cesse renouvelés, de syllabes isolées, qu'on articule à peine, qu'on chuchote.»* Et voici la conclusion, juste : *«L'argot et la langue populaire peuvent se mêler sur les lèvres des malfaiteurs qui sont nés dans le peuple. Ils n'en sont pas moins deux idiomes bien distinctifs* (5). *»*

Après quelques hésitations, Françoise Gadet intitule un excellent petit livre *le Français ordinaire* (6), parce qu'il s'agit d'analyser *« la langue de tous les jours»*. A coup sûr, *français ordinaire* est meilleur que *français avancé*, retenu par Henri Frei dans *la Grammaire des fautes*, publiée en 1929. *Avancé* a aussi le sens de *«qui commence à se gâter»*; et le français parlé ne ressemble, on l'espère, ni au poisson ni au camembert. *Ordinaire* peut faire référence *à l'habitude, à ce qui est courant*; mais aussi, hélas ! à ce qui est *commun* ou *banal*.

OR le français parlé ne répugne pas à l'élégance, à ce que les linguistes appellent le style *soutenu* ou *surveillé*. Les liaisons, en particulier, jouent un rôle socialement important dans la mesure où elles constituent *des pièges à cons;* nous naviguons sans cesse entre le *cuir* (*«j'en suis très t aise»* et le *velours* (*«Moi z aussi»*). Tandis que les bonnes liaisons sont valorisantes, parfois. Françoise Gadet cite ce joli conseil de Delattre : *«L'art de faire ou d'omettre les liaisons facultatives permet de garder ses distances à l'égard d'untel; ou au contraire de briser la glace et de se faire rapidement un ami.»* Bref, pour commencer une liaison, commencez par supprimer les liaisons.

Comme il se doit, les hommes politiques recherchent, outre les fausses factures, tout ce qui peut valoriser. Et ils inventent une nouvelle forme de liaison – *«la liaison sans enchaînement»* – que Pierre Encrevé repère et analyse dans un livre savant et réjouissant (7). Seule reconnue, *la liaison enchaînée* consiste à placer la consonne à l'initiale du mot suivant; ce que nous chantions, enfants : *«Il étai t'un petit navire.»* Les grandes voix politiques de notre temps s'ingénient à faire sonner la consonne à la finale du premier terme, tout en ménageant une légère pause.

Et Jacques Chirac, accompagné entre autres de Georges Marchais, pourrait chanter : *«Il étaiT/un petit navire.»* On va racontant qu'un professeur vante à ses élèves les charmes du *«droiT/administratif»*. Si vous voulez en savoir plus, lisez donc (ou lisez voir) le livre. Pour une fois, les statistiques sont *jouissives*, c'est-à-dire, selon *le Larousse de l'argot*, qu'*«elles procurent une grande jouissance (physique et morale)»*.

(1) Alphonse Allais. *Œuvres anthumes* et *Œuvres posthumes*. « Bouquin ». Robert Laffont.

(2) Voir la charmante série des *Dictionnaires du français régional* (du Pilat, de Basse-Normandie, de Poitou-Charentes et Vendée, de Lorraine). Editions Bonneton. Paris.

(3) Pierre Guiraud. *le Français populaire*. «Que sais-je?», PUF.

(4) Signalons un court article intéressant, de Danielle Leeman : «Est-ce qu'on peut aller au coiffeur?» dans *Linguisticae Investigationes* (XIII-2, 1989). Amsterdam. John Benjamins.

(5) Hugues Rebell, *le Langage populaire chez nos écrivains* (1901). Ed. A l'Ecart (1987).

(6) Françoise Gadet, *le Français ordinaire*. Armand Colin.

(7) François Encrevé, *la Liaison avec et sans enchaînement* (1988). « Travaux linguistiques ». Le Seuil.

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

Freud, l'écrivain

FREUD, L'ÉCRIVAIN
de Patrick J. Mahony.
Trad. de l'anglais par Kim Tran. Les Belles Lettres, 280 p., 140 F.

L'éternelle question : Freud était-il plutôt un écrivain ou un scientifique ? se trouve à nouveau posée par Patrick J. Mahony, dans un essai qui s'inscrit dans la droite ligne de la belle étude de Walter Muschg sur Freud écrivain et des travaux de François Roustang.

Il est amusant de constater que Freud a été tantôt accusé d'écrire de façon désordonnée, confuse, illogique, tantôt louangé pour son style sobre, clair, concis et son absence de métaphores. Mais bien peu ont su reconnaître que l'écriture freudienne *engendre* le savoir au lieu de se contenter de le décrire.

C'est dans cette voie que s'engage Mahony, qui récuse les frontières trop précises entre fiction et non-fiction, la psychanalyse relevant, à ses yeux, plus de l'art que de la science. Il montre bien également en quoi le charme, la souplesse et la force de l'allemand viennois de Freud le différencient de la rigidité typique de ses contemporains allemands, ainsi que de la froideur et de la soi-disant précision de la traduction anglaise. Il souscrit au jugement d'Ernest Jones : *« Si William James écrivait des traités de psychologie comme s'ils avaient été des romans, et son frère Henry des romans comme s'ils avaient été des traités de psychologie, on peut dire de Freud qu'il réussit à merveille à faire les deux. »*

Schnitzler, le psychologue

LA TRANSPARENCE IMPOSSIBLE
d'Arthur Schnitzler.
Trad. de l'allemand par Pierre Deshusses.
Petite Bibliothèque Rivages, 136 p., 45 F.

Il est difficile de trouver une meilleure définition du snobisme que celle proposée par Arthur Schnitzler : *« Le snob est un individu qui aspire à une élévation fictive de sa personne par une dégradation effective de son moi. Il est, au sens propre du terme, le masochiste de l'ordre social. »*

N'en concluez pas pour autant que Schnitzler lui préfère l'homme authentique ou intègre. Ce dernier, observe-t-il, a toujours quelque chose d'un peu pédant, parfois d'un peu bizarre, parfois même d'un peu pernicieux, si bien qu'il est impossible de se réjouir pleinement de sa haute vertu. A vrai dire, avec Schnitzler, il est impossible de se réjouir de quoi que ce soit, hormis de cette lucidité corrosive qui fait le charme de ses recueils d'aphorismes : ils appartiennent, pour la plupart, tout comme ses journaux intimes, à son œuvre posthume.

Comme Freud, Schnitzler privilégie l'humour, sans lequel toute philosophie se ramène à un exercice pédant et tout sentiment tragique de la vie à une ineptie. *« Si Napoléon et César s'étaient rencontrés,* écrit-il, *ils auraient échangé un sourire de complicité. Mais je crains que le Christ et Mahomet ne se fussent pris au sérieux. »* Schnitzler, dans une ultime pirouette, nous invite à ne pas être dupe de ses aphorismes : secouez-les, nous conseille-t-il, il en tombera des mensonges, et il n'en restera que des banalités...

Bernhard, le démolisseur

THOMAS BERNHARD
de Chantal Thomas.
Seuil, 266 p., 62 F.

« Le seul oui dans l'œuvre de Thomas Bernhard est un oui au suicide », écrit Chantal Thomas dans l'essai allègre, inspiré et fervent qu'elle consacre à l'auteur du *Neveu de Wittgenstein*, à l'écrivain autrichien le plus insolent, le plus complexe, le plus radical aussi de cette fin de siècle.

Le rapprochement avec Proust s'imposait, ainsi que les références à Schopenhauer et à Weininger : Chantal Thomas parvient, sans la moindre trace de pédantisme, à montrer sur quel terreau l'œuvre bernhardienne s'est développée, combien elle est proche par certains aspects du chef-d'œuvre de Fritz Zorn, *Mars*, et ce qui la sépare du « kitsch sentimental » de Peter Handke. *« La singularité du génie bernhardien,* note Chantal Thomas, *est qu'il dit non à tout pour produire une œuvre, mais qu'il s'acharne avec autant d'énergie à détruire cette œuvre, et même à faire en sorte qu'elle ne puisse pas advenir. »*

Toute littérature qui se respecte est une entreprise de démolition ; celle de Thomas Bernhard, dans son exécration de la vie, joue la bouffonnerie contre le sacré, le dérisoire contre le pathos, le grotesque contre le romantisme. Dans un dernier ricanement, il concluait *Extinction*, son testament, par ces mots : *« Il est tout à fait logique qu'au tournant du siècle ceux qui existent par la pensée et grâce à la pensée se soient suicidés. Mon conseil à l'homme qui pense ne peut être que de se suicider avant le tournant du siècle. »*

Roland Jaccard

ACTUALITÉS

La plus grande librairie pour la jeunesse

Le succès du Salon de Montreuil, qui a célébré Tomi Ungerer, ne cesse de grandir

Le Salon du livre de jeunesse de Montreuil, qui s'est déroulé pour la sixième fois du 29 novembre au 3 décembre, s'impose de plus en plus comme la manifestation française indispensable réunissant, sous la Halle aux livres-chapiteau de la place de la Mairie, tous ceux qui s'intéressent à ce domaine en expansion. Soixante-dix mille visiteurs ! A tel point qu'on envisage peut-être de surélever le chapiteau pour créer un étage...

La réussite consiste sans doute à avoir su réunir les enfants et leurs familles, les élèves et les enseignants (25 000 enfants des écoles), les professionnels (éditeurs, auteurs, illustrateurs, bibliothécaires, libraires, etc.), les chercheurs (avec un colloque international sur « Les enjeux du vingt et unième siècle pour les enfants d'aujourd'hui ») et... le commerce (les éditeurs, au nombre d'une centaine cette année, étaient satisfaits d'un chiffre d'affaires en hausse importante : 30 à 60 % dans l'ensemble par rapport à 1989).

La silhouette de Roald Dahl

Invité d'honneur, Tomi Ungerer, l'Alsacien d'Irlande et autres lieux, revenu au livre de jeunesse avec *les Animaux de Tomi Ungerer*, qui vient de paraître à L'Ecole des loisirs, et tout plein de ses projets pour son « Amuseum » flottant sur le Rhin réservé aux enfants et sa « Culture Bank » pour le développement des relations interculturelles en Europe (voir *le Monde* daté 25-26 novembre).

« Si on me demande ma profession, dit-il, *je dis que je « fais » des livres. Je suis un agent provocateur. Je donne aux enfants les moyens, en développant leur imagination, de provoquer les adultes. »* Ce qui valut à ce militant de l'anticonformisme, le jour de l'inauguration du Salon, de se voir remettre la Légion d'honneur : *« C'est la première fois qu'un sale boche est pris pour un bon Français »*, raillait-il, satisfait tout de même (1).



Roald Dahl par Quentin Blake

Organisée par Claude Lapointe, avec la participation des écoles d'art de France et de l'étranger (Bologne, Bratislava, Hambourg, Londres, Prague, et aussi Angoulême, Lyon, Orléans, Strasbourg), « Figures futur », une exposition internationale de jeunes illustrateurs, très visitée par les éditeurs, va être présentée en France et en Europe. (Le catalogue a été édité à cette occasion par le Salon. Prix : 80 F.)

La longue silhouette d'un grand absent planait cependant sur le Salon : Roald Dahl, mort vendredi 30 novembre (*le Monde* du 1er décembre), dont on se préparait justement à fêter le soixante-quinzième anniversaire l'an prochain et dont on annonce de nouveaux livres et un calendrier pour... 1992. Roald Dahl, sa « grosse pêche », sa « grande chocolaterie », sa biographie *Moi, boy*. Roald Dahl, qui, dans sa dernière *Newsletter*, expliquait simplement à ses jeunes lecteurs qu'on avait *« enfin trouvé qu'il souffrait d'un désordre sanguin appelé anémie »*.

Roald Dahl sera toujours là au Salon de 1991. Le thème choisi : le conte.

N. Z.

□ Les totems du livre de jeunesse 1990. Totem album : *Little Lou*, de Jean Claverie (Gallimard « Jeunesse »). Totem documentaire : *la Grande muraille des caractères*, de Pierre Aronéanu et Dehong (Syros). Totem roman : *l'Eté algérien*, de Jean-Paul Nozière (Gallimard).

□ Prix de la nouvelle pour la jeunesse. Premier prix : *Tête de moi*, de Jean-Noël Blanc ; 2e prix : *Wigwams et tomahawks*, de Gérard Bialestowski ; 3e prix : *le Tagg solitaire*, d'Elsa Chaudun-Tomazzi (à paraître aux éditions de la Farandole-Messidor).

(1) L'Exposition « 33 Spective », trente-trois ans de livres de Tomi Ungerer, se poursuit à la bibliothèque municipale Robert-Desnos jusqu'au 5 janvier. Fermé le lundi. Entrée libre (métro Mairie-de-Montreuil).

Lyon, troisième salon

Selire 1990, le troisième salon européen du livre de Lyon, a accueilli quelque 38 000 visiteurs (12 000 la première année, 24 000 la deuxième), du 30 novembre au 3 décembre, à la halle Tony-Garnier, un très bel espace né de la restauration d'anciens abattoirs. Ce salon, né en 1988 d'une idée de l'éditeur lyonnais Xavier Lejeune était jusqu'alors réservé aux « nouveaux éditeurs ».

Le début d'ouverture auquel on a assisté cette année, avec la présence de quelques éditeurs existant depuis longtemps, devrait peut-être s'accentuer l'an prochain si l'on souhaite attirer plus de public à cette manifestation. Car moins de 40 000 visiteurs, pour une ville de l'importance de Lyon, ne saurait être considéré comme un grand succès.

Le public, pourtant, n'a pas boudé les débats organisés pendant ce salon. La plupart étaient originaux et passionnants. Citons notamment l'hommage à Adrienne Monnier (une table ronde animée par Raphaël Sorin) dont la célèbre librairie de la rue de l'Odéon avait été *« reconstituée »* (de manière assez elliptique cependant) dans l'enceinte du salon ; ainsi qu'un autre à Marc Barbezat et à sa revue *l'Arbalète*.

De nombreux prix et bourses ont été remis pendant ce salon. Le Prix du nouvel éditeur est revenu à Alinéa. L'Association des auteurs et écrivains lyonnais a récompensé, entre autres, René Belletto pour son roman *la Machine* (POL), et le prix Rhône-Alpes du livre a été décerné à Jeannette Colombel pour *les Amants de l'ombre* (Flammarion).

Jo. S.

Un thatchérien à la tête du « TLS »

M. Ferdinand Mount, ancien conseiller politique de Mme Thatcher, vient d'être nommé rédacteur en chef du *Times Literary Supplement*, en remplacement de M. Jeremy Treglown, qui s'était démis de ses fonctions à la suite d'un conflit avec M. Michael Hoy, le nouveau responsable des suppléments du *Times* nommé par M. Rupert Murdoch (« le Monde des livres » du 16 novembre).

Le choix de M. Mount semble justifier les craintes de ceux qui redoutaient une « droitisation » du prestigieux hebdomadaire après le départ de M. Jeremy Treglown. Né en 1939, M. Ferdinand Mount est en effet un intellectuel de droite connu. Il a appartenu au département de la recherche du Parti conservateur (Conservative Research Department) avant de collaborer au *Spectator* de 1977 à 1982, puis de 1984 à 1985. Entre-temps, il a dirigé le conseil politique (Policy Unit) placé auprès du premier ministre. Essayiste et romancier, M. Mount était jusqu'à ces derniers mois chroniqueur au quotidien conservateur *The Daily Telegraph*, qu'il avait quitté pour terminer un essai sur la Constitution britannique. Un seul de ses livres a été traduit en français, *la Famille subversive : histoire alternative de l'amour et du mariage* (Mardaga, 1984).

M. Mount a annoncé qu'il resterait fidèle aux trois principes fondamentaux du *TLS*, c'est-à-dire l'attention portée au plus grand nombre de livres possible, la rigueur critique et la curiosité intellectuelle, mais qu'il souhaitait aussi encourager des débats et des polémiques. Il prendra ses nouvelles fonctions en janvier.

T. F.

CORRESPONDANCE

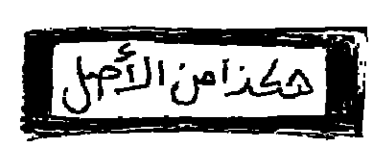
Une lettre de Diane de Margerie

A la suite de notre article sur l'attribution du Femina étranger au roman de Vergilio Ferreira Matin perdu *(la Différence) (voir* le Monde *du 26 novembre), nous avons reçu de Mme Diane de Margerie, présidente du jury, la lettre suivante :*

Nous avons couronné *Matin perdu* pour son exceptionnelle intensité et parce que ce roman exprime, dès le début de l'œuvre de Ferreira, son souci essentiel, celui de la liberté. Etant un « récit d'apprentissage », il nous a semblé constituer la meilleure voie d'accès à une œuvre encore mal connue en France. Au lendemain de son prix, l'auteur lui-même, nous remerciant de notre choix, nous écrivait que *Matin perdu* était *« l'un des livres qui ont marqué* [sa] *vie et* [sa] *carrière littéraire et auquel je reste profondément attaché »*.

Comme votre collaborateur se demande si nous nous tenons *« suffisamment informées des programmes des éditeurs »*, j'indiquerai que les Editions de la Différence, après *Pour toujours* en 1988 et *Matin perdu* en 1990, s'apprêtent à publier *Au nom de la terre* en 1991.

[Il ne s'agissait pas pour nous de contester la qualité du livre primé, mais simplement de souligner – et faisons-le à nouveau – l'aspect surprenant de ce choix. Rappelons brièvement les données du problème : deux romans de l'écrivain portugais Vergilio Ferreira sont publiés en même temps chez deux éditeurs, la Différence et A. M. Métailié. Le second de ces ouvrages, *Apparition*, constitue, dans l'œuvre de l'auteur, par son caractère novateur autant que par l'intensité de son propos, une étape essentielle ; étape qu'à notre sens, il convenait de reconnaître. Que Mme de Margerie nous permette de poser une simple question : le jury Femina a-t-il lu *Apparition* ? Si, par extraordinaire, ce n'était pas le cas, conseillons-lui de le faire... – P. K.]



ACTUALITÉS

Passage en revues

Littérature, poésie

• Plus que par des déclarations d'intention et des manifestes, une revue existe par le contenu de ses sommaires. La somme de ceux-ci manifeste, à une époque donnée, des choix, des options, qu'il n'est nul besoin d'expliciter davantage.

Depuis 1963, date de sa création, *le Nouveau Commerce* peut s'enorgueillir de n'avoir guère modifié sa «ligne», austère – pour qui ne recherche que la facilité, – laissant aux textes la place qui leur revient : solitaire plus que hautaine, valant pour elle-même. Cet orgueil, l'Index 1963-1990 publié sans commentaire sous la forme intangible des cahiers habituels, le justifie amplement. Les noms des auteurs, des traducteurs, et les titres des textes, composent un paysage littéraire dont l'harmonie ne tient pas seulement à la cohérence. D'Aïgui (1) à Walser (Robert) et Unica Zürn, c'est presque un texte, inédit, imaginaire, qui s'écrit sous nos yeux.

Paraît en même temps le cahier d'automne (nº 78) du *Nouveau Commerce*, avec, outre des textes de jeunesse (poèmes et critique d'art) de Léon-Paul Fargue, des poèmes (textes allemands et traduction de François Mathieu) de l'Autrichien Ferdinand Schmatz (*le Nouveau Commerce*, 3, rue Ravignan, 75018 Paris, 110 F l'Index et 95 F le cahier nº 78).

• En même temps qu'une collection, publiée par les éditions Champ Vallon, qui a le mérite de compter parmi ses auteurs des poètes comme Guy Goffette, Daniel Klébaner, Robert Marteau, *Recueil* est une excellente revue dirigée, depuis 1984, par Richard Millet et Jean-Michel Maulpoix. Dans le dernier cahier paru (nº 16), signalons la traduction (accompagnée du texte original) d'une belle *Chronique de France*, de Maria Luiza Spaziani, poète originaire de Turin (elle est née en 1924) qu'Eugenio Montale fit connaître dès le début des années 50.

Ce bref cycle de poèmes, traduits par Patrice Dyerval Angelini, surprend par la maîtrise – légère, rapide et aiguë – de la langue poétique et donne envie d'en lire davantage. La poésie féminine italienne – si cette distinction a un sens, – semble avoir plus de vitalité que sa consœur française ! Dans ce même numéro, une prose poétique, douloureusement tendue, de Jacques Dupin, et des poèmes de Petr Kral, riche d'images et de tonalités qui en découvre le sens (Champ Vallon, 01420 Seyssel, 80 F).

• Femme et poète également, Maria-Angela Alvim, auteur de deux recueils de poèmes, est morte au Brésil, son pays, en 1959. Max de Cavalho a traduit, avec Magali Montagné, quelques textes dans le dernier numéro de la revue qu'il avait créée, il y a cinq ans, *la Treizième*. *« Je veux me croire ce sens / de longue mémoire blanche. »* Long dialogue avec la folie, questions lancées au-devant de cette figure déformée, ces poèmes font entendre une voix authentique et douloureuse.

« Une revue n'exige pas d'être circonscrite par de vaines déclarations d'intention pour être explicite. Il suffit que son esprit soit passé dans le mouvement de ses pages et que le lecteur lise », écrit Max de Cavalho pour expliquer *« la voie de disparition »* dans laquelle il a décidé d'inscrire définitivement *la Treizième*. Disparition qui laisse subsister l'essentiel : l'écrit qui, lui, ne s'envole pas... *« Il suffit que le lecteur lise »* ! (*la Treizième*, disponible notamment à la librairie la Hune, à Paris).

• A une disparition s'oppose, ou correspond, un « départ ». Signalons celui d'une nouvelle revue trimestrielle dont le titre, ***les Amants et les Fous***, est emprunté à Paul Eluard. *« Le départ n'a de sens que s'il est absolu, s'il ne se résigne pas comme élément centrifuge, à aboutir, mais au contraire s'il écarte tout projet d'ancrage : le vrai départ exclut non pas le retour, que la contradiction, parfois nécessaire, peut justifier, mais l'arrivée même »*, écrit un peu obscurément Roman Zabrowski dans l'éditorial de cette publication, dont le rédacteur en chef est Grégoire Robine.

Telle qu'elle est perceptible dans ce numéro, l'ambition de *les Amants et les Fous* est de faire place, sans discrimination, à la théorie comme à la littérature. Stanislas Rodanski, Alain Jouffroy, Alain Gauthier, Jacques Darras notamment, composent ce premier sommaire. Attendons les suivants... (*les Amants et les Fous*, 24, rue de Montreuil, 78000 Versailles, 50 F.)

• Faisant une place encore plus large à la théorie – *« esthétique et rhétorique »* – *Furor* fête, avec son numéro 19/20, ses dix ans d'existence. Notons l'intéressant commentaire du *Bartleby* de Melville par Ann Smock (*Furor*, 20, chemin de l'Esplanade, CH-1214 Genève).

• Signalons plus rapidement de non moins intéressantes publications : la réédition en fac-similé, par le CNRS, de la revue ***Inquisitions*** qui eut, en juin 1936, dans son unique numéro (un second était prêt, dont la matière est également reproduite), des collaborateurs comme Aragon, Bachelard, Caillois, Tzara... Présenté par Henri Béhar (Editions du CNRS, 120F).

Dans le numéro 14 de *Nyx*, des nouvelles yougoslaves (4, square Saint-Irénée, 75011 Paris, 50 F). Dans le quatrième ***Cahier Simenon***, un ensemble sur Simenon journaliste (1, rue de l'Ancien-Presbytère, boîte 4, 1080 Bruxelles, 130 F). ***La France*** (nº 49) présente un dossier Ramuz (7, rue de Moltig, 66500 Prades). Enfin, un numéro de la ***Revue des sciences humaines*** intitulé «l'écrivain chez son éditeur» (université Lille-III, 80 F).

P. K.

(1) Guennadi Aïgui sera présent à Paris, mercredi 12 décembre, à la Galerie Nane Stern/Bastille (26, rue de Charonne, 75011 Paris), à partir de 18 heures, à la rencontre organisée par *le Nouveau Commerce*.

« La Revue des Deux Mondes » se fait une beauté

L'antique *Revue des Deux Mondes*, fondée en 1829, par Prosper Mauroy et Ségur-Dupeyron, change de mains. La vénérable institution qui connut ses plus belles heures de gloire sous la Restauration, l'Empire et les débuts de la Troisième République, avait, comme le dit gentiment le Dictionnaire des littératures de Larousse, perdu *« le contact avec la littérature vivante au tournant du siècle »*.

Depuis, elle promenait dignement son fantôme, accueillant les doctes protestations d'académiciens chenus contre les attentats de la modernité. Il y a quelques mois, sous l'impulsion de ses propriétaires, MM. Gilles de Baudry d'Asson et Jean-Claude Karpélès et de son directeur, M. Jean-Michel Place, la *Revue des Deux Monde* savait entrepris une délicate opération chirurgicale : greffer le très académique fonds de la maison sur des pousses moins chenues.

La revue aurait trouvé un nouveau propriétaire, M. Marc Ladreit de la Charrière. Cet énarque de cinquante ans est le vice-président directeur général adjoint du groupe international de cosmétiques L'Oréal. Mais il s'est aussi intéressé aux livres puisque, président de la Banque de réalisation et de gestion financière, d'Holdilux, de L'Oréal Finances et du conseil de surveillance de la Banque mutuelle et industrielle, M. Ladreit de la Charrière est le vice-président du groupe d'édition Masson (Masson, Belfond, Armand Colin, Méridiens-Klincksieck, Presses de la Renaissance, Pré-aux-Clercs, Chemin vert, etc.).

P. L.

EN BREF

□ **Le prix Chateaubriand à Françoise Chandernagor.** – Le prix Chateaubriand a été décerné à Françoise Chandernagor pour *l'Enfant aux loups*, troisième et dernier volume de sa trilogie *Leçons de ténèbres* (de Fallois). Doté de 50 000 francs par le Comité du rayonnement français, ce prix, dont le jury est présidé par Pierre de Boisdeffre, récompense depuis 1975 l'ensemble d'une œuvre à l'occasion d'un livre publié dans l'année.

□ **Prix Yourcenar.** – Les premières Journées Marguerite-Yourcenar se sont déroulées les 18 et 19 novembre dernier, à Huy, en Belgique. Au cours de ces Journées, le prix Marguerite-Yourcenar a été décerné à Mme Vigdis Finnbogadottir, président de la République d'Islande, qui s'est vu ainsi attribuer le titre de *« citoyenne du monde »*. Animée par Christian Lahache, l'Association du prix Marguerite-Yourcenar entend distinguer une personnalité dont les qualités humaines, morales et intellectuelles font écho à *« l'esprit universel »* que fut Marguerite Yourcenar. Les Journées se dérouleront chaque année dans un pays différent, emprunté à l'itinéraire de l'auteur de *l'Œuvre au noir*. (Association du prix Marguerite-Yourcenar, 79, rue Jouffroy, 75017 Paris. Tél. : 47-63-90-16.)

EN VITRINE

ROMANS

Une bête faramineuse

Mais enfin, dira-t-on en refermant le livre, qui était donc Palafox ? Une telle précision, jointe à tant d'incertitude ! L'auteur, malgré l'ironie qu'il affiche à l'égard des quatre zoologues perchés sur le cas Palafox, se perd, entre deux envolées descriptives, en conjectures. Palafox, c'est indubitable, est d'un naturel féroce. Mais est-ce un insecte, un oiseau ou un fauve ? Est-il crédité de pinces, d'un bec ou d'un grouin ? *« Comment être sûr ? »* De cette bête faramineuse, issue d'un nouveau bestiaire, nulle énumération rabelaisienne ne saurait épuiser les caractéristiques.

Rien à redire, au moins, à la conduite du récit, qui nous achemine sans traîtrise de la naissance (impromptue) à la mort (violente, c'était fatal) de Palafox, au terme d'aventures héroï-comiques. Sorti d'un œuf, lors d'un dîner chez Algernon Buffoon, l'animal est nommé Palafox, du nom d'un gentilhomme aragonais (sis entre le lac de Paladru et le mont Palatin, à la page 111 du dictionnaire illustré). Algernon n'a que trois mois avant de le présenter à ses amis, dan sa propriété de La Gloriette, trois mois pour le dresser, lui apprendre quelques tours, à défaut de bonnes manières.

Apprivoisé par Maureen, fille d'Algernon (dont il est amoureux) et par sa gouvernante, Olympie, qu'il tolère, Palafox reste un redoutable prédateur dont le *« champ d'exaction »* prend une ampleur épique. Education, évasion, capture, amour et autres aventures, le récit d'apprentissage est mené à un train d'enfer, jusqu'au moment où les invités d'Algernon pourront approcher Palafox dans un *« spectacle interactif »* qui tournera au drame et à la mise à mort. Dommage : *« On s'attache malgré soi à ces petites bêtes. »* L'humour très particulier d'Eric Chevillard, déjà remarqué pour son premier roman *Mourir m'enrhume*, donne une saveur morbide et tendre à ce roman peu ordinaire.

Monique Pétillon

▶ **Palafox**, *d'Eric Chevillard, Ed. de Minuit, 190 pages, 75 F.*

L'alchimie de la création

L'épanchement grognon d'un ancien combattant déçu, Cervantes. Au centre de sa vie, événement essentiel, la bataille de Lépante. Il y perdit un bras, mais se battit encore contre les Turcs et fut, cinq ans, captif à Alger. De retour au pays, il connaît l'ingratitude du pouvoir, la prison, l'excommunication. De plus, alors qu'il se lance dans la carrière d'auteur dramatique, le public n'en a que pour Lope de Vega, qui écrira : *« Beaucoup de poètes en herbe... mais aucun aussi mauvais que Cervantes, ni assez sot pour louer le Quichotte. »* On peut ajouter à cela une fille qui le traîne en justice, un éditeur qui ne tire qu'à sept cents exemplaires sur du mauvais papier, et autres grands ou petits malheurs de la vie quotidienne.

Si l'on s'arrête à cette autobiographie romancée, on a, simplement, un récit plaisant, agréable. Mais Dominique Schneidre, par le truchement de l'anecdote, traite un autre sujet : la création littéraire, thème délicat exposant au pathos, à l'essai qui ne s'avoue pas tel, à l'enlisement dans l'impossible réponse à la sempiternelle question : pourquoi écrivez-vous ? Autant d'écueils qu'elle évite. Pour réel et fictif qu'est à la fois son Cervantes, il est avant tout une image. Celle du créateur. Il récrimine, il enrage, mais de ces éructations va naître une œuvre. L'amertume donne naissance à l'assaillant des moulins à vent. Les arcanes de la création, si indéfinissables, paraissent peu à peu sinon moins mystérieux au moins plus évidents, presque naturels quand les maîtrise un Cervantes. Sans vaines démonstrations, Dominique Schneidre nous initie, autant que faire se peut, à l'alchimie qui transforme la rancune d'un humilié en une œuvre capitale.

Pierre-Robert Leclercq

▶ **La Capitane**, *de Dominique Schneidre. Seuil, 280 p., 89 F.*

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les frayeurs d'Edith Wharton

Des histoires diaboliques pour exorciser les mauvais rêves de l'enfance

GRAIN DE GRENADE
d'Edith Wharton.
Trad. de l'anglais (Etats-Unis) par Florence Lévy-Paoloni,
Terrain vague, 204 p., 105 F.

Dans la préface de *Grain de grenade*, recueil de nouvelles que l'on vient de publier en français, Edith Wharton relate comment un événement de son enfance bouleversa étrangement la nature de son caractère : en 1871, vers l'âge de neuf ans, elle contracta une forte fièvre typhoïde qui menaça un temps son existence. Guérie *in extremis*, la petite fille en ressortit métamorphosée : elle était devenue sujette à *« une peur chronique »*, informulée, comme une *« menace sombre et vague, persistante et inquiétante »* ; de celles, irraisonnées, qui enflamment l'imagination, étreignent le corps et donnent un visage fugitif à la mort.

Quelques années plus tard, devenue *« une femme ayant à peine conscience de la peur physique »* et une romancière passée maître dans l'art de dépeindre les mœurs de son temps, notamment celles, cruelles, de l'aristocratie new-yorkaise dont elle était issue, Edith Wharton s'en revint cependant à ses anciennes frayeurs. Exorcisme ? Défi ? Goût persistant du frisson ou désir de revanche ? L'écriture, c'est là sa vertu, autorise tous les vices ; et l'élégante dame se prit à écrire des histoires de fantômes. C'est ainsi que les six nouvelles réunies sous le titre *Grain de grenade* recèlent une subtilité et un machiavélisme des plus hitchcockiens.

Une extrême fébrilité

« Le Jour des morts », dernier récit du livre, est à cet égard tout à fait exemplaire : l'auteur-narratrice nous prévient dès le début : *« Ceux qui voient les fantômes ne sont généralement pas des gens nerveux ou pleins d'imagination, mais des personnes calmes et terre-à-terre qui n'y croient pas, et sont certaines qu'il leur serait égal d'en voir un. »* Et, après cette affirmation audacieuse, de mettre en scène une riche et robuste veuve, forcée de garder le lit à la suite d'un fâcheux incident.

Or la veuve demeure dans une maison fort isolée du Connecticut et nous sommes à la veille du Jour des morts... Le lendemain matin, à son réveil et après une nuit fort agitée, elle ne rencontrera point comme de coutume ses domestiques, ni d'ailleurs aucune sorte de vie dans la maison, mais un effroyable silence, d'une nature particulière, profond, mouvant... à vous glacer le sang surtout si vous êtes contrainte à l'immobilité...

Dans *Grain de grenade*, la nouvelle qui donne son titre au recueil, que penser encore des lettres qui, chaque soir, attendent Charlotte Ashby, lorsqu'elle rentre chez elle ? Des lettres à l'écriture pâle et incertaine, adressées à Kenneth Ashby, son mari, et qui plongent ce dernier dans une extrême fébrilité...

Peut-être faut-il préciser que M. Ashby fut marié, une première fois, à une femme capricieuse et autoritaire qu'il vénérait et qui disparut bien trop tôt...

Ainsi Miss Wharton, au fil des nouvelles, et de sa manière si lisse, fait-elle rejaillir en nous cet effroi des ténèbres que nous masquons habituellement derrière un rationalisme narquois. La diabolique romancière doit aujourd'hui se réjouir lorsque, délaissant sa tombe au crépuscule, elle vient observer sur nos visages le trouble produit par ses écrits. Celui-là même qui la traversait il y a plus d'un siècle. La vengeance est décidément un plat qui se déguste glacé...

Florence Sarrola

Le village de T. F. Powys

Un recueil de nouvelles où la substance du quotidien prend une apparence neuve, un air de poétique irréalité

MRS. MOGGS VA VOIR LA MER
de Theodore Francis Powys.
Traduit de l'anglais par Patrick Reumaux.
Hatier, 240 p., 128 F.

En 1902, Theodore Francis Powys, le troisième des onze enfants du révérend Charles Powys, se retira pour écrire dans un cottage de Studland, sur la côte du Dorset. Soliloquant, méditant et travaillant, il allait passer le restant de ses jours en reclus dans ce comté. Peu de temps après son installation, il épousait Violet Dodds, une fille de la campagne, selon la déclaration faite à ses frères : *« Je ne veux pas d'une intellectuelle. Je veux un petit animal malicieux. Je n'aime pas les dames du monde. »*

Sylvia Townsend Warner, qui fut sa voisine, reconnut vite son talent et attira sur lui l'attention de David Garnett : après les années de silence, ses livres commencèrent à paraître. *Le Bon vin de Mr. Weston*, considéré comme son chef-d'œuvre, *De vie à trépas*, et *le Capitaine Patch* (1) furent remarqués par Jean Paulhan et traduits en français. Puis on oublia Theodore Francis tandis que s'étendait la réputation de John Cowper, son frère. Depuis quelques années cependant, le poète et romancier Patrick Reumaux, qui a avec Powys d'évidentes affinités, s'attache à faire connaître une forme d'art *« unique dans l'histoire des lettres »*, selon H. Fluchère.


HOWARD COSTER/NATIONAL PORTRAIT GALLERY

Theodore Francis Powys : « Je n'aime pas les dames du monde »

« Il est illusoire de croire que le monde s'étend jusqu'en Amérique ou en Afrique, écrit Reumaux dans son introduction à *Mr. Bugby fait peur aux oiseaux (2). Le monde s'arrête à la colline de Madder. Tout se joue dans ce village dont les différents personnages – Minnie Cuddy, Jar le rétameur, Frederick, le taureau du fermier Barfoot ou les cochons de Mr. Tasker – se retrouvent de livre en livre. »*

« Tout était divin »

Evoquer l'art subtil de l'allégorie, dire que ces personnages sont des types, ou des forces du destin, et qu'ils sortent tout droit de la Bible et de Bunyan, que les nouvelles se déroulent entre une ferme, un presbytère, la résidence du squire, à peine entrevue, et la ligne ondulante des collines et des haies, que les saisons y sont toujours les mêmes, depuis le commencement du monde, et que le fermier Mew, avec son besoin insatiable de posséder les êtres et les choses et de les faire souffrir, incarne le mal, ne suffit pas pour caractériser l'univers visionnaire de Powys.

Car on entre dans ce monde comme dans une image merveilleuse où *« des silhouettes vêtues de gris se déplacent dans une herbe verte et brillante au soleil »*. Par l'effet de quelque mystérieux déplacement, à l'aide de mots très simples, la substance du quotidien a pris une apparence neuve, un air de poétique irréalité, et le décor familier, les propos en patois échangés sur le pas d'une porte, sont devenus autant de visions, autant de révélations.

« Rien ne semblait appartenir à Dieu, constate Luke Bird, le simple de cœur, *et pourtant tout était divin. »* Ce pouvoir de transfiguration poétique du réel ne dissimule nullement l'angoisse fondamentale qui sous-tend tous les livres de Powys et pose la question du sens même du mal et de la vie. Pourquoi Mrs. Patch a-t-elle besoin pour être heureuse d'entendre le bruit que fait le scarabée lorsqu'elle l'écrase sous son talon ?

Mais faute de pouvoir changer les pourceaux de Mr. Tasker (3) qui se repaissent de sang et de bataille, il est possible d'opposer à l'esprit du mal la magie des choses simples : *« La pièce était embaumée par l'odeur des pois de senteur et il y avait un gâteau de riz et de la crème de groseilles sur la table. »* Mr. Summerbee, le bon pasteur de Madder, ne prête guère attention à l'ombre qui avance sur le village : le jour où Mrs. Patch fut tuée par le taureau, *« il y avait de la confiture de fraises pour le thé »*.

Ch. J.

(1) Gallimard, 1950 pour *le Bon vin* (« L'imaginaire », 1986), 1952 pour *le Capitaine Patch* et 1961 pour *De vie à trépas*.

(2) Jean-Cyrille Godefroy, 1983.

(3) *Mr. Tasker's Gods*, traduit sous le titre *Bruit et Silence*, Jean-Cyrille Godefroy, 1984.

Kafka, ni saint ni martyr

Suite de la page 21

Kundera signale, à juste titre et preuves à l'appui, que Kafka a été – avec Joyce – l'un des tout premiers à montrer dans ses romans la sexualité *« en tant que réalité à la fois banale et fondamentale de la vie de tout un chacun »* ; *« les aspects « existentiels » de la sexualité : la sexualité s'opposant à l'amour »*, voire *« le comique de la sexualité : idée inacceptable pour les puritains ainsi que pour les néo-libertins »*.

Philippe Sollers, lui, fait plutôt le tour de ces imaginations cohérentes qu'on appelle théories, en des pages laconiques étayées par un florilège de citations, celles-là mêmes parfois sur lesquelles a été bâtie l'interprétation pour ainsi dire officielle de Kafka, et qu'il rend à leur signification primitive – pour mieux se méfier de la nouvelle clé proposée, celle du comique : *« Joyeux garçon athlétique, un simulateur, expert en canulars, un plaisantin à dormir debout.* Le Procès, le Château, la Métamorphose, *mais c'est à se tordre de rire »*, ironise-t-il. Et d'ajouter : *« Kafka est le romancier du péché originel (qui n'est pas du tout un péché courant). »* Tragique ? *« En effet. »* Comique ? *« Aussi, mais mis en abîme. »*

Au total, deux points de vue qui, en marge de leurs divergences, affirment, au fond, que Kafka, l'homme Kafka, s'est changé tout entier en une vaste et complexe littérature. Littérature ? *« Le mot « littérature » exprimé comme un reproche est une abréviation de langage si puissante qu'elle a entraîné peu à peu – il y avait peut-être là une intention dès le début – une abréviation de la pensée qui supprime la perspective et fait tomber le reproche très en avant, et à côté. »*

Kafka a consigné ces mots le 4 août 1914, dans son *Journal* – journal intime s'il en fût, en cela même que la réalité s'y trouve déjà transfigurée par l'imagination, résumée en de petits récits lucides et hallucinés, les mots conduisant le cortège des événements quotidiens, des cauchemars, des lectures, des nostalgies, des plaisirs – nous livrant ainsi l'intimité absolue d'un homme, mais déjà comme impersonnelle, puisque coulée dans le moule d'une forme.

Dans le moule de cette littérature qui dit bien plus de choses que l'écrivain n'en savait lui-même, et qui finit par toujours se substituer à l'Histoire. Car elle imagine la mémoire des hommes, ce que leur cœur désire et que leur âme appelle, même s'ils en ont peur. Une peur faisant de nous tous, trop souvent, des *« arpenteurs »* qui, à la différence de K., ne *« veulent pas »* atteindre le château, le cœur de l'œuvre. Là où l'on est seul, et où il devient inévitable d'entendre la vraie parole.

Hector Bianciotti

LETTRES ÉTRANGÈRES

La traversée du quotidien

Avec le huitième volume s'achève la publication du « Journal » de Virginia Woolf : un refuge contre la dissolution de la réalité

JOURNAL (tome VIII)
de Virginia Woolf.
Traduit de l'anglais
par Marie-Ange Dutartre.
Stock, 371 p., 135 F.

Qui n'a souhaité, en lisant certains auteurs dont la vie et la personnalité émeuvent particulièrement, les avoir connus et suivis au jour le jour, avoir surpris sur leur visage le reflet de leurs pensées dans la solitude ou parmi les autres ? C'est précisément cette possibilité que nous offre le *Journal* de Virginia Woolf.

De 1915 à 1941, chaque jour sans en manquer aucun, hormis ceux que la maladie lui vola, Virginia Woolf y consigna les faits et les rencontres, les anecdotes et les commérages, les événements menus de sa vie comme ceux qui ébranlèrent l'Angleterre et le monde ; surtout, elle tenta d'y démêler le fil de sa conscience, rendant compte, dans ses mouvements multiples et contradictoires, de son être-au-monde, seule et parmi les hommes. Avec la parution du huitième tome, qui couvre les années 1939, 1940 et les premières semaines de 1941, s'achève la publication intégrale en français de ce *Journal*.

« Pour délasser mon esprit »

En 1915, elle avait tout juste terminé *la Traversée des apparences* ; elle sortait d'une crise de folie et allait bientôt retomber dans une autre : c'était, au moment de la parution de son livre, l'entrée dans la seconde phase de ce qui fut sa plus longue dépression. Le 15 février 1915, elle notait : *« J'ai acheté une robe bleue de 10,11 shillings, dans laquelle je trône en ce moment. »* Puis, le *Journal* fut interrompu pendant deux ans. Quelque vingt-cinq ans plus tard, le 24 mars 1941, c'est-à-dire quatre jours avant son suicide, elle notait encore : *« L. (Leonard) est en train de tailler les rhododendrons... »* A sa sœur, dans une lettre datée de cette même semaine, elle avait pourtant avoué : *« L'horreur a recommencé. »* Ainsi, évitant de s'appesantir sur l'angoisse, encore qu'il la laisse parfois transparaître, le *Journal* tisse la trame serrée de la vie quotidienne : *« Jamais je ne vais au fond des choses, naviguant trop en surface »*, écrivait Virginia Woolf en 1939.

Les moindres faits sont relevés ; s'y ajoutent le compte rendu de conversations, des portraits et esquisses, genre auquel Virginia Woolf excellait – et qui lui valut la réputation d'être malveillante, – ses impressions du moment, humeurs passagères inspirées par une rencontre, réflexions sur elle-même notées au fil de la plume sans se reprendre ni composer, sans que le temps ni la distance aient opéré leur travail de sélection.

Cette spontanéité de l'écriture maintenue au cours de vingt-cinq ans nous vaut un portrait où passent les contradictions, les nuances, la vibration même de la vie. Virginia Woolf se révèle telle qu'on aurait pu la connaître dans l'existence quotidienne, c'est-à-dire en surface d'elle-même, non dans cette *« âme étrange et démesurée »* qu'elle avouait réfréner et maîtriser et qui se déploie au contraire dans son œuvre. Elle est là, si directe dans tous ses mouvements que souvent elle livre une bribe de monologue intérieur : *« Oui, il me reste dix minutes. De quoi pourrais-je parler ? »* Dix minutes pour écrire avant le déjeuner, entre deux visites, ou le soir devant un feu de bois à Monks-House ; c'est ainsi que le *Journal*, *« vieille confidente bienveillante au visage de bois »*, était écrit ; il représentait un refuge, un délassement après le travail sur les romans qui exigeait *« de garder tendu chaque nerf » : « Cela m'est devenu un exercice indispensable pour délasser mon esprit. »*

Sans doute V. Woolf le tenait-elle aussi parce qu'il lui était impossible de rester sans écrire : on peut y voir l'effet de sa prolixité, cette manie de s'exprimer qui était innée en elle ; mais il correspondait surtout à la nécessité de garder une activité intellectuelle incessante, effort grâce auquel elle se reliait au monde, imposant à une réalité en passe de se dissoudre l'ordre de la pensée et des mots.

Le rapport de Virginia Woolf avec son œuvre, le *Journal d'un écrivain*, composé d'extraits du *Journal* intégral et publié par Leonard Woolf, l'avait déjà mis en lumière. Mais il est plus révélateur de considérer l'ensemble du *Journal* où *tout* est noté, les détails les plus insignifiants plus encore que l'instant où se profile le néant, comme sous l'effet d'une nécessité vitale ; on comprend mieux alors, en suivant l'oscillation de ses émotions et de sa pensée, en percevant le rapport périlleux entre surface et profondeur, à quel point V. Woolf eut besoin de fixer son esprit par le travail pour se sentir en quelque sorte amarrée. On ne peut oublier en lisant ce *Journal* qu'elle avait la terreur de retomber dans ces crises au cours desquelles, *« coupée du reste du monde, incapable de communiquer, isolée de son corps »*, elle ne sentait plus rien.

Quand l'écriture ne marche pas, comme pendant l'élaboration d'*Années*, en 1936, elle passe quatre mois dans la dépression, sans journal, avec la pensée du suicide. C'est en dressant au fil des jours le « catalogue familier » des objets, des faits et des souvenirs qu'elle parvenait à s'assurer de l'harmonie du monde, cette harmonie dont elle avait un besoin désespéré. Mais de temps à autre, en dépit d'elle-même, elle ajoute : *« La sphère est de nouveau bien ronde. Même si derrière... »*, et elle évoque, en passant, le risque d'être emportée par une lame de fond. Maîtriser sa vie, *« maîtriser le rideau de fer de son cerveau » – « Je l'abaisse dès que je me sens oppressée »*. – telles étaient les tâches toujours à reprendre dont, quelques mois avant sa mort, elle assurait qu'elle était venue à bout.

Le plaisir du superficiel

Est-ce en vertu de cette maîtrise que ne sont pas décrits dans ce *Journal* les sentiments qui comptèrent le plus, tel le lien avec son mari Leonard, dont elle ne considère jamais les ombres, mais souligne invariablement la réussite, se félicitant du *« niveau d'intimité et d'abandon »* auquel ils sont parvenus – *« un niveau auquel, je crois, nul autre couple marié depuis si longtemps n'atteint ni ne se maintient d'une manière aussi constante »* ? De sa liaison avec Vita, dont la correspondance atteste pourtant, il n'est pour ainsi dire pas question. Pendant une séparation de quelques mois qui donna lieu à des lettres passionnées, elle écrit : *« Vita me manque, mais sans doute pas très en profondeur. »* Elle appréhende même de la revoir : *« ... ma palette comporte de si fines nuances que voir les gens me dégoûte souvent de les voir »*. Et, au retour de Vita, elle note simplement : *« Vita de retour : inchangée. »* Les sujets brûlants ne sont qu'effleurés. En revanche, le *Journal* fait une large place au récit des mondanités. On s'est étonné du côté superficiel de V. Woolf. A lire le *Journal* de près, cependant, on mesure mieux le rôle des autres, du public, dans la genèse de l'œuvre. La descente au fond du puits où rien ne la protégeait *« contre l'assaut de la vérité »* avait pour contrepartie nécessaire une vie sociale intense.

En 1940, pendant la guerre, alors qu'elle vivait isolée à Monks-House, V. Woolf écrivait : *« L'écho ne répond plus. Je ne suis plus entourée... les circonvolutions familières, ces repères, qui pendant des années m'ont renvoyé un écho et ont tant contribué à étoffer mon identité, appartiennent désormais à un monde aussi vaste et sauvage que le désert »* ; et elle conclut : *« L'emploi du je a disparu. »* Pour cette femme qui doutait tant d'elle-même et que la parution de chaque livre plongeait dans une telle angoisse en dépit de sa réussite, l'approbation des autres, la rumeur flatteuse dont l'entouraient ses amis, étaient, malgré qu'elle en eût, essentielles. *« Il est dans ma nature de n'être jamais assurée de rien »* ; après des périodes de grande anxiété, les compliments d'un ami lui rendaient vie. Elle notait avec honnêteté *« les symptômes de cette maladie »* sans pour autant pouvoir s'en défaire : à défaut de certitude, il lui fallait être rassurée.

Il semble qu'elle ait constamment recherché un équilibre entre une solitude qui lui était nécessaire et une stimulation qui ne l'était pas moins. A quel point elle était sensible à l'image que les autres avaient d'elle, on le devine aux passages nombreux où, décrivant sa propre apparence, elle se voit ridicule, en butte aux moqueries. C'est sans doute à cause de cette souffrance qu'elle percevait elle-même avec tant d'acuité les ridicules de son entourage : si l'on rencontre, au cours du *Journal*, tous les écrivains qui comptèrent en Angleterre ou dans le monde à cette époque, de T.S. Eliot à Freud en passant par M. Yourcenar, K. Mansfield, L. Strachey, S. Spender et bien d'autres, on ne peut qu'être amusé par la façon dont V. Woolf un à un les brocarde. Qu'il s'agisse de Vita, l'amante *« plantureuse et hardie, teint rouge tomate, vulgaire »*, de K. Mansfield, l'amie et la rivale, qui *« puait comme une civette »*, ou d'Auden, qui ressemblait à un *« fox-terrier à poils raides »*. V. Woolf se montre sans pitié ; ce qui ne l'empêche pas d'avoir un sentiment de solitude à la mort de K. Mansfield ni de s'inquiéter pour un silence prolongé d'Elizabeth Bowen. (Ajoutons que des notes abondantes et précises, réunies par Anne Olivier Bell, permettent de mieux situer les personnalités en vue de cette période.)

A travers le *Journal*, le lecteur suit la gamme des états que traversait V. Woolf quand elle n'était pas en proie à cette torture qu'était pour elle l'écriture. C'est son rapport intense à la vie qu'il perçoit et, tout de même, son élan de joie lorsque l'existence lui apparaît comme *« une longue transe de plaisir »* et qu'elle se sent submergée *« dans un courant d'eaux vives »*.

Christine Jordis

Les labyrinthes d'Ackroyd

Suite de la page 21

« J'ai passé six mois à la bibliothèque du British Museum en ne lisant rien d'autre que des ouvrages du dix-huitième, pas même le journal, explique Peter Ackroyd. *La meilleure façon de capter le passé est d'employer la langue alors utilisée... Je me suis imprégné des textes de l'époque, je n'écrivais que cette langue ; il s'est alors produit une sorte de transfert. Je suis devenu comme un médium : je transcrivais ce qui m'était dicté. Il n'y a pas eu de décision, consciente de ma part, c'est simplement arrivé, toutes sortes de choses sont arrivées, des associations se sont produites qui étaient celles du langage ; le langage a commencé à me parler, à m'instruire de ce qu'il fallait faire et une réalité prenait ainsi forme. »*

On pourrait être tenté de faire le reproche d'éclectisme à ce livre complexe, qui puise abondamment dans les mythes et les symboles les plus divers, du labyrinthe au serpent, sans compter les nombreuses références à des textes ésotériques et littéraires, à commencer par *la Terre Gaste*, de T.S. Eliot (4), s'il ne possédait, outre une structure remarquablement maîtrisée, un centre omniprésent : la ville de Londres, le Londres des bas-fonds, de la prostitution, de la misère et du crime, *« la Capitale des Ténèbres ou la Basse-Fosse des Désirs »*, que Dickens inscrivit une fois pour toutes dans nos imaginaires (5).

Ackroyd étend son tracé au fil des pages, entraînant le lecteur toujours plus avant dans un labyrinthe de rues et de lieux aux noms mystérieux, Red-Maiden-Vale, Whitechapel ou Spitalfields, dont l'ombre *« créa l'atmosphère propice à des événements étranges »*. D'église en église (six sont réelles, la septième est inventée), dans un périmètre qui engloberait aujourd'hui la cathédrale Saint-Paul, Liverpool Street et Wapping, l'architecte assassin poursuit une obsession unique ; cette fascination pour le crime, la déchéance et la mort, Hawksmoor la partage : leurs errances, celle de Dickens dans le Londres du dix-neuvième, celle d'Ackroyd de nos jours, se mêlent et se recouvrent ; elles constituent la poésie de ce livre.

Ch. J.

4) Peter Ackroyd est l'auteur d'une biographie de T.S. Eliot (Hamish Hamilton) qui reçut le Whitbread Prize en 1984.

5) Peter Ackroyd vient de publier une monumentale biographie de Dickens (Sinclair-Stevenson). 1990.

LE QUATUOR D'ALEXANDRIE
Justine, Balthazar, Mountolive, Cléa
de Lawrence Durrell.
Traduit de l'anglais par R. Giroux.
Buchet-Chastel, un volume, 1 030 p., 245 F et Livre de poche, 4 volumes, 29 F chacun.

ALEXANDRIE UNE HISTOIRE ET UN GUIDE
de E. M. Forster.
Traduit de l'anglais par Claude Blanc.
Postface de Robert Ilbert.
Quai Voltaire, 346 p., 160 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Relire « le Quatuor d'Alexandrie »...

CES livres jaunes brochés, cornés, usés – quatre tomes de la collection « Le chemin de la vie » que dirigeait Maurice Nadeau, – oubliés sur les rayonnages de la bibliothèques depuis tant d'années (990 F le volume en très vieux francs), recelaient un chef-d'œuvre que la critique avait unanimement acclamé en son temps et que la disparition de son auteur (1) nous a fait relire pour vous inciter à nous imiter. Autour d'une créature mythique, cette autre Justine – juive du quartier Attarine, femme de la haute société d'Alexandrie, aventurière, espionne ? – comment dénouer les fils de cette Comédie humaine égyptienne brassant et rectifiant des destinées dans une ville magique, une ville bien réelle qui est le vrai sujet du livre ?

« La manière de mourir à Alexandrie est très proustienne et lente, comme une décomposition dans les verts et les gris, écrit Durrell à Henry Miller (2). *Mais les femmes sont splendides comme des jardins négligés. Riches teints de soie et d'olive, des yeux noirs fendus et des lèvres douces et arrondies, et des silhouettes célestes comme dans les dessins d'un Matisse sexuel (...). Comme le disent mes amis : « Les femmes, comme les peintres d'Alexandrie, ont trop de technique et pas assez de tempérament. » Mais on ne peut rien trouver de plus agréable et de plus vide qu'une fille d'Alexandrie. Leur vide lui-même est comme une caresse. Essayez d'imaginer ce que c'est que de faire l'amour à un vide. »* (Lettre du 8 février 1944.) Obscur employé des services britanniques à Alexandrie où il dirige, de 1941 à 1945, le bureau d'information, Lawrence Durrell accumule les éléments qui seront le terreau de sa tétralogie, qu'il ne finira que quinze ans plus tard.

C'est cette *« douce anarchie du corps »* s'ébattant dans une *« mélasse de vénalité et d'argent »* tout orientale qui va fasciner, engluer le Tibétain amoureux fou de la Grèce et de la Méditerranée qu'est Lawrence Durrell, échoué là, en pleine guerre – 1941, – à quelques dizaines de kilomètres des combats, dans la ville la plus cosmopolite qui soit. *« Cinq races, cinq langues, une douzaine de religions ; cinq flottes croisant devant les eaux grasses de son port. Mais il y a plus de cinq sexes, et il n'y a que le grec démotique, la langue populaire, qui semble pouvoir les distinguer. La provende sexuelle qui est ici à portée de la main déconcerte par sa variété et sa profusion »*, écrit-il dans *Justine* au départ de cette divagation dans le labyrinthe de la mémoire et de l'imagination pour une ville fantasmée.


JILL KREMENTZ
Lawrence Durrell et Henry Miller en 1974.

SAVAIT-IL clairement, l'auteur, en écrivant, où allaient le mener ces personnages dont il enchevêtrait les destinées, dont il révélait les liaisons compliquées, les ruptures et les complots au moyen d'une écriture étonnante, miroitante et embourbante comme le lac Maréotis, embourbée de poussière, de lumière et de lourdes saveurs ?... Une écriture qu'il qualifie lui-même de *« gnomique »*, c'est-à-dire qui se présente sous forme de sentences, de maximes et de préceptes. Ou bien plutôt n'a-t-il pas adopté tout naturellement la verve et le ton des conteurs orientaux pour se laisser emporter dans ce fourmillement d'intrigues, d'amours, de mystères et de meurtres, à travers la grande toile d'araignée d'une société décadente près de disparaître ?

A l'intérieur d'une idée préétablie d'une tétralogie, les quatre volumes du mot « amour » – *love* en anglais, – il navigue dans le même décor, avec les mêmes personnages passionnés ou abouliques, à travers les vérités qui surgissent, qui s'imposent et qui sont chaque fois balayées par des épisodes étranges où l'imagination de l'auteur se donne libre cours et fait merveille.

« A l'époque où je rencontrai Justine, j'étais presque un homme heureux... » On peut comprendre qu'il n'a pu écrire sa tétralogie qu'une fois loin de la ville : *« Je suis venu ici afin de rebâtir pierre par pierre cette ville dans ma tête – cette triste province que le vieillard* [Cavafy] *voyait pleine des « ruines sombres » de sa vie. »* Réfugié dans une île grecque, comme le narrateur, Darley, un Irlandais, qui revit là ses souvenirs : amours, passions, jalousies autour de figures alexandrines qu'on ne peut jamais vraiment cerner, emprisonner dans une explication logique, mais auxquelles on s'attache : Justine, la femme de Nessim le financier copte, Cléa l'artiste peintre, Mélissa la danseuse, Balthazar le juif cabaliste, Mountolive l'ambassadeur britannique, Georges Gaston Pombal, un employé subalterne du consulat français, Pursewarden l'écrivain, Mnemjian le coiffeur babylonien qui est au courant de tous les ragots des vivants et qui rase aussi les morts de l'hôpital.

Et, surtout, celui dont la mémoire et les poèmes hantent les Alexandrins, Constantin Cavafy, le *« vieux poète de la ville »*, que connut E. M. Forster, l'auteur d'*Avec vue sur l'Arno*, mobilisé là pendant la Grande Guerre. Fasciné, il composa alors *Alexandrie*, un livre d'histoire et un guide qui fut très précieux pour Lawrence Durrell à la poursuite de la mystérieuse Justine. *« Rue Bab-el-Mandeb, rue Abou-el-Dardar, Minet-el-Barrol (rues où l'on glisse sur les flocons échappés des balles de coton), Nouzha (le jardin des roses, souvenirs de quelques baisers) ou arrêts d'autobus dont les noms me hantent, tels Saba Pacha, Mazloum, Zizinia Bacos, Schutz, Gianaclis. Une ville devient un univers lorsqu'on aime un seul de ses habitants. »*

LE hasard veut que paraisse justement aux éditions Quai Voltaire *Alexandrie* d'E. M. Forster, pour lequel Durrell écrivit une préface lors d'une réédition en 1982 (Editions Michael Haag, Londres), et qu'on nous annonce un autre ouvrage du même auteur : *Pharos et Pharillon*. *« Je suis arrivé en 1941, vingt-trois ans après que ce livre a été écrit et huit ans après la mort de ce grand ami-poète de Forster que fut Constantin Cavafy,* note-t-il. *Comme par magie, rien de discernable n'avait changé. J'ai pu, deux années durant, déambuler entre les pages de ce guide, l'utilisant aussi pieusement qu'il le méritait et effectuant de larges emprunts dans ses lueurs de sagesse, afin d'étoffer les notes que je prenais pour le livre que j'espérais moi-même écrire un jour. Le seul véritable changement que je pus remarquer était la chaise vide dans le café préféré du poète* (3) *»*.

Cette coïncidence n'est qu'une invite de plus à se plonger dans le *Quatuor*, armé de ce guide exhaustif de la ville, et de mieux apprécier l'aperçu historique qui explique bien pourquoi cette grande cité grecque, romaine, puis chrétienne fut délaissée dès la conquête arabe de 641 pour plus de mille ans. (*« J'ai pris,* écrit alors le général arabe Amr dans un message au calife, *une cité dont je peux seulement dire qu'elle contient quatre mille palais, quatre mille thermes, quatre cents théâtres, mille deux cents marchands de fruits et légumes et quarante mille juifs. »)* Plus tard, sur son lit de mort, tandis qu'on demandait au général Amr, devenu gouverneur d'Egypte, ce qu'il ressentait, il répondait : *« J'ai l'impression que les cieux sont tout proches de la terre, et moi entre les deux, qui respire à travers le chas d'une aiguille. »* Ce qui amène cette remarque étrange de Forster : *« Jamais cette phrase n'aurait pu être prononcée par deux Alexandrins »...*

Négligée par les hommes tandis que s'était envasé le lac Maréotis, qui n'était plus alimenté par les eaux du Nil, coupant Alexandrie de tout le réseau hydrographique de l'Egypte, la cité d'Alexandre était devenue méconnaissable et, lorsque débarqua Napoléon, elle ne comptait plus que des ruines et seulement quatre mille habitants ! *« Les Arabes étaient loin d'être des barbares ; leur superbe ville du Caire suffit à répondre à cette accusation,* explique Forster. *Mais leur civilisation était orientale et terrienne ; elle n'était pas en contact avec la civilisation méditerranéenne qui a élaboré Alexandrie. »*

Civilisation orientale que percevra à merveille Lawrence Durrell, lors de ce séjour alexandrin qu'il n'a pas choisi, loin des îles qu'il adore et de ce qu'il nomme *« le bon côté de la Méditerranée »*, séjour de quatre années qui lui a été imposé par la guerre, mais avec d'autres préoccupations que celles des combattants des Brigades du beau roman du Grec Stratis Tsirkas, *Cités à la dérive* (Seuil, 1971).

ALEXANDRIE, ville des sectes et des évangiles, qui ne put jamais mettre en doute l'existence de Dieu ; cité spirituelle à laquelle nous initie Forster lorsqu'il passe en revue les courants de la pensée alexandrine : les juifs traducteurs de la version des Septante, les néoplatoniciens avec Plotin, les chrétiens, enfin, depuis le gnosticisme jusqu'aux hérésies alexandrines, interrogations philosophiques sur le lien de Dieu et de l'homme.

Interrogations qui seront celles de Balthazar le cabaliste et de Nessim le copte dans cette ville immortelle, immobile, où on a l'impression que le temps ne passe pas, mais où le tourbillon de la vie accorde aux personnages plusieurs pièces sur un échiquier où on ne disposerait pas de toutes les pièces. *« Justine, Mélissa, Cléa... Nous étions quelques-uns, si peu en vérité – vous auriez pu croire qu'on pouvait aisément disposer de nous en un seul livre, n'est-ce pas ? C'est aussi ce que j'aurais pu croire, ce que je croyais. Dispersés maintenant par le temps et les événements, le contact coupé à tout jamais... »* Contact coupé. Lawrence Durrell a quitté Alexandrie. A nous d'y retourner...

(1) *Le Monde* du 9 novembre.

(2) *Lawrence Durrell-Henry Miller. Une correspondance privée.* Buchet-Chastel, 1963. Livre de Poche, 1974.

(3) La préface au livre de Forster, inédite en français, a paru dans *Alexandrie d'Egypte. Les lieux du Quatuor d'Alexandrie.* Editions Eric Koehler, 1989. (A noter qu'elle n'a pas été reprise dans l'édition française Quai Voltaire.)

Le matador immobile

Une biographie de Juan Belmonte, le rival de Joselito

JUAN BELMONTE MATADOR DE TAUREAUX
de Manuel Chaves Nogales.
Traduit de l'espagnol par Antoine Martin Verdier,
280 p., 125 F.

Au début du siècle, la rivalité entre Juan Belmonte et Joselito marqua, selon l'expression de Claude Popelin – le plus grand expert taurin français – *« un moment d'apogée de la tauromachie* (1). *»* Ce *mano a mano* de plusieurs années enchanta les aficionados espagnols, probablement plus encore que la concurrence, quelques décennies plus tard, entre Antonio Ordonez et Luis Miguel Dominguin, dont Ernest Hemingway assura la chronique avec la gourmandise et aussi l'absence totale d'impartialité que l'on sait.

Juan Belmonte était laid, faible physiquement, souvent malade, et faisait passer les *toros* trop près de lui. Il fut souvent « pris » par l'un de ses adversaires, et l'on disait de lui qu'il fallait aller le voir avant qu'il ne soit tué. Joselito était bien plus beau, vigoureux, élégant et plein d'aisance. Mais c'est lui qui mourut dans l'arène.

Rival chanceux de Joselito, Belmonte fut surtout l'un des fondateurs de la tauromachie moderne. Le premier, il toréa les pieds vissés au sol, ralentissant la charge, enroulant le *toro* autour de lui dans les plis de l'étoffe. Avant Belmonte, les toreros bougeaient, ne cherchaient surtout pas à ce que le *toro* les serre jusqu'à tacher leur habit de son sang. Après Belmonte, ils tentèrent de retrouver la manière de celui qui était devenu un modèle. Aujourd'hui encore, l'immobilité du matador, la fixité de ses pieds pendant les passes, restent l'un des « juges de paix » de la corrida et contribuent à la beauté et à l'émotion que peut dégager le travail à la cape ou à la muleta.

Belmonte pouvait encore revendiquer un autre titre pour entrer dans la légende de *l'aficion* : sa vie est un vrai roman d'aventures. Enfant pauvre et disgracié de l'Espagne andalouse, il fut l'archétype de ces *maletillas* qui, leur baluchon rapiécé sur le dos, erraient de village en élevage, à la recherche d'une occasion de sortir de l'anonymat, se frottant dans des plazas minables à des *toros* assassins, blessés plus souvent qu'à leur tour par ces animaux qui « savaient le grec et le latin ».

Tout comme, bien plus tard, El Cordobes, Paco Ojeda et beaucoup d'autres moins connus, Belmonte apprit à toréer à la sauvette, troublant la paix de la nuit dans les marais andalous où pâturaient les troupeaux, jouant à cache-cache avec les gardes à cheval. Tout comme El Cordobes, il serra les dents face à la faim, la peur, la douleur, habité par l'obsession de s'en sortir en devenant un grand matador.

C'est cet acharnement que raconte Manuel Chaves Nogales, l'un des biographes de Belmonte, dans son livre *Juan Belmonte matador de taureaux*, qui vient d'être publié en français. Mais, à travers les souvenirs du matador recueillis en 1935, Manuel Chaves Nogales raconte bien plus que cela.

Evidemment, il y a probablement un peu de légende : Belmonte, par la voix de son biographe, raconte que, s'il toréait tout près de l'animal, c'est parce que, lors de ses débuts nocturnes et aventureux dans les champs, il ne fallait pas laisser sortir l'animal du faible halo des *« deux quinquets au carbure »* que trimbalaient les apprentis toreros. Cette explication faisait sourire Claude Popelin : pour lui, c'est bien plutôt la quasi-incapacité physique de Belmonte à courir qui l'obligea, puisque ses jambes lui refusaient leur service, à inventer cette immobilité magique.

L'important, ce sont les tribulations de Belmonte, racontées dans un mélange de sérieux et d'humour froid – dont on ne sait si le mérite en revient au matador ou au biographe – qui éclaire tout le livre. L'intéressant, c'est la fraîcheur et l'apparente sincérité de ces souvenirs qui mêlent la vie dans les faubourgs misérables du sud de l'Espagne, l'accueil – qui horrifia Belmonte – réservé aux immigrants à New-York, ou les curieuses habitudes galantes des femmes mexicaines.

Et, lorsque le matador devenu propriétaire terrien évoque l'agitation dans les campagnes andalouses au début des années 30, il parvient même à donner, en quelques pages, une idée limpide de la tension qui montait dans ces années-là entre les deux moitiés de l'Espagne avant de déboucher, comme inéluctablement, sur la fureur de la guerre civile.

Jean-Louis Andréani

(1) Claude Popelin, *le Taureau et son combat*, Plon, 1952, réédition Christian Bourgois, coll. « 10/18 » - Julliard, 1981.

L'art taurin en Camargue

L'HOMME ET LE TAUREAU EN PROVENCE ET LANGUEDOC
de Jean-Noël Pelen et Claude Martel.
Glénat, 430 p., 315 F.

Il y avait presque un demi-siècle que les amoureux de la tauromachie camarguaise attendaient un ouvrage exhaustif sur l'art des jeux taurins tel qu'on le pratique, depuis des temps immémoriaux, en basse Provence et en Languedoc oriental, dans cet étrange « pays » de mistral où il existe encore des hommes à la fois assez sages pour savoir jouer avec les taureaux sans se sentir obligés de les tuer à la sortie des arènes et assez fous pour leur élever des statues comme on peut en voir dans les rues de Beaucaire...

Leur attente est enfin récompensée avec la publication d'un remarquable ouvrage sur *l'Homme et le Taureau*, dont la réalisation (plus de deux cents photos, textes anciens, gravures, lexique de six cents mots ou expressions spécifiques du langage taurin) a été coordonnée par deux universitaires, Jean-Noël Pelen, directeur du Centre provençal de recherches sur les ethnotextes, et Claude Martel.

Et ils ne seront pas déçus par cette plongée en apnée dans l'univers des manadiers, des gardians, des raseteurs ! Ce livre restitue avec bonheur, dans toutes ses nuances et ses couleurs, l'authenticité d'une culture populaire née loin des corridas aristocratiques, dans les cours de ferme des bords des étangs de Berre et de Vaccarès, où les valets s'amusaient jadis à slalomer entre les taureaux sauvages des marais voisins, jusqu'à ce qu'un poète original – un « fada » comme on dit du côté d'Arles, – le marquis Folco Baroncelli-Javon, fondateur de la *Nacioun gardiano*, entreprit, au début de notre siècle, de codifier ces jeux pour faire naître ce qui est devenu la « course camarguaise ». Cette façon joyeuse de caresser le taureau entre les cornes pour le plaisir de gagner des rubans...

Alain Rollat

BILLET

Pétrole : le reflux ?

Est-ce l'amorce d'un reflux ? Depuis les ouvertures faites à l'Irak par le président Bush à la fin de la semaine dernière, les marchés pétroliers ont connu deux accès de faiblesse significatifs, qui pourraient, si le processus de paix apparemment engagé au Proche-Orient se poursuit, dégénérer en franche rechute des prix du brut.

Vendredi 30 novembre, puis de nouveau mercredi 5 décembre, les cours du pétrole à New-York ont baissé de plus de 3 dollars en une seule séance. Mercredi soir, ils étaient retombés à 27,35 dollars par baril, leur plus bas niveau depuis le 31 août dernier.

Ce repli n'a rien de surprenant. Depuis l'été, le trou créé par le blocus de l'Irak et du Koweït a été largement comblé. Comme le montrent les dernières estimations de l'Agence internationale de l'énergie, l'Arabie saoudite, en gonflant sa production au point d'assurer à elle seule plus du tiers de toutes les exportations mondiales, et quelques autres pays producteurs comme l'Iran, ont compensé le gel des exportations irakiennes et koweïtiennes.

En novembre, la production de l'OPEP a ainsi retrouvé le même niveau qu'en mai dernier, 22,9 millions de barils/jour, soit plus que le plafond retenu avant la crise par le cartel de l'OPEP, et presque 3 millions de barils/jour de plus qu'en août. L'OPEP a ainsi non seulement effacé les effets du blocus, mais aussi la baisse de 17 % des exportations soviétiques depuis septembre.

Or, entre-temps, la consommation a diminué en raison de l'envolée des prix. L'AIE prévoit une baisse de 1,5 % de la demande de pétrole de l'OCDE au premier trimestre de 1991, ce qui est considérable en termes de volumes. Résultat : les stocks débordent, atteignant 98 jours de consommation, soit 13 jours de plus que l'an passé à même époque et le plus haut niveau depuis... 1981 !

Le risque d'un effondrement des cours si la crise du Golfe est enfin réglée pacifiquement est donc bien réel. Les marchés ne sont plus soutenus que par la crainte d'une guerre et surtout d'une destruction des installations saoudiennes. Un dilemme pour l'OPEP qui se réunit à Vienne la semaine prochaine.

V. M.

La CEE semblant prête à adoucir sa position sur le dossier agricole

Espoir de relance des négociations du GATT à Bruxelles

A l'issue d'une réunion du conseil des ministres des Douze qui s'est tenue, jeudi matin 6 décembre à Bruxelles, la Communauté a manifesté une certaine disponibilité pour relancer la négociation et en particulier pour faire preuve de davantage de souplesse en matière agricole. *« Nous avons fait des offres. Ce sont des offres pour négocier (...) L'hypothèse d'un échec ne devrait pas être pris en compte (...) La Communauté est disponible et va le montrer cet après-midi à condition que les autres jouent le jeu »*, a déclaré un porte-parole de la Communauté européenne. Le mouvement ainsi amorcé intervenait *in extremis* alors que Mme Carla Hills, la principale négociatrice américaine, suggérait qu'il serait sans doute raisonnable de suspendre.

BRUXELLES (Communautés européennes)
de notre correspondant

Mercredi soir, la situation paraissait pourtant complètement bloquée. *« Nous sommes virtuellement en suspension, l'ajournement de la conférence apparaît comme l'hypothèse la plus vraisemblable »*, déclarait vers minuit M. Hugo Paemen, un des principaux négociateurs de la Commission européenne à l'issue d'une réunion de la « Green room », le « salon vert », au cours de laquelle une vingtaine de chefs de délégation s'étaient efforcés de recoller la porcelaine cassée.

Ce mercredi fut une journée de dupes et une journée de confusion. Le matin, la Communauté européenne paraissait isolée alors que le soir, c'était au tour des Etats-Unis d'être montrés du doigt. A la Communauté, il était reproché de présenter une offre agricole insuffisante et de refuser de l'améliorer. Le président de la conférence, M. Hector Gross-Espiell, le ministre uruguayen des affaires étrangères, la mettait alors en demeure de soumettre de nouvelles propositions avant jeudi midi. *« Ce n'est pas une bonne façon de négocier, les ultimatums n'ont de valeur que lorsque ceux à qui ils s'adressent y croient »*, répliquait M. Louis Mermaz, le ministre français de l'agriculture. *« C'est une pression qui, à certains moments, confine au chantage »*, notait pour sa part M. Urbain, le ministre belge du commerce extérieur. M. Gross-Espiell était alors considéré au mieux comme un diplomate sous influence !

Retournement de situation

Retournement de situation en fin d'après-midi où l'on apprenait que le même président Gross-Espiell, soucieux de relancer une conférence moribonde, avait proposé qu'une négociation de fond s'engage parallèlement sur cinq secteurs sensibles : l'agriculture, les textiles, les services, la défense de la propriété intellectuelle et le renforcement des règles et disciplines du GATT, avec l'idée de parvenir à un « paquet » d'ensembles où chacune des parties contractantes pourrait retrouver son compte.

M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, qui est le principal porte-parole de la Communauté, accepta d'entrée de jeu ce scénario de crise, conformément aux vœux de la CEE puisque celle-ci réclamait depuis le début une négociation globale et déplorait la fixation sur le dossier agricole qu'imposaient les Etats-Unis. Mais ces derniers s'opposaient à l'initiative, continuant d'exiger comme condition préalable à tout progrès une ouverture de la Communauté sur l'affaire agricole.

En raison de cette *« faute tactique »*, comme la qualifia M. Mermaz, c'étaient les Américains et non plus la Communauté qui empêchaient d'aller de l'avant. Du coup, le problème, jusque-là le plus aigu, de savoir s'il était opportun de revoir pour l'améliorer l'offre communautaire n'était plus prioritaire. *« En aucun cas il n'est question de changer l'offre européenne. Nous considérons que c'est une très bonne offre et nous croyons que la cohésion européenne jouera à plein »*, déclarait M. Jean-Marie Rausch, le ministre français du commerce extérieur, avant une réunion des Douze.

De fait, les pressions directes et indirectes que les Etats-Unis ont cherché à exercer sur la Communauté ont eu, de leur point de vue, un effet contre-productif : les Douze, même s'ils ont des avis parfois différents sur la manière de conduire cette négociation – le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Danemark seraient partisans de plus d'ouverture – n'aiment guère être traités comme une quelconque république bananière et le forcing américain les a indéniablement conduits a resserrer leurs rangs. Quelles seront les suites de ces palinodies ? M. Mermaz croyait lui aussi, dès mercredi soir, l'ajournement probable, ne voyant d'ailleurs là rien de dramatique : *« Pour réussir une négociation il faut se donner du temps. »*

PHILIPPE LEMAITRE

Les tensions au sein du système monétaire européen

L'ascension des taux d'intérêt allemands gêne de plus en plus la France

En annonçant des prises en pension sur le court terme (un mois) à des taux en hausse de près d'un demi-point (environ 8,5 %), la Banque fédérale d'Allemagne crée de fortes tensions sur les marchés financiers et fait baisser le franc.

A Paris, le cours du mark s'est élevé à près de 3,39 F, au lieu de 3,38 F en début de semaine et 3,3480 F à la fin du mois d'octobre. Parallèlement, le loyer de l'argent au jour le jour a dépassé 10 %, rejoignant celui des obligations d'Etat à dix ans, ce qui va gêner de plus en plus les opérateurs sur notre place.

MARK/FRANC
Fixing-Paris
2 janvier 3,4186
6 décembre 3,3880
3,41
3,40
3,39
3,38
3,37
3,36
3,35
3,34
jan. fév. mars avril mai juin juil. août sept. oct. nov. déc.

Après avoir progressé contre le mark depuis le début de l'année, et avoir franchi son cours pivot en juillet (3,35386), le franc s'est légèrement affaibli contre la monnaie allemande au cours des dernières semaines.

Une Europe à deux vitesses

Sans doute l'ascension des taux d'intérêt à Francfort est provoquée par de fortes demandes de liquidités de la part des banques à l'approche de la fin de l'année. Mais la Bundesbank a laissé monter les enchères, élevant la barre un peu plus haut. Sans doute également la hausse du mark n'est que très provisoire : la devise allemande ne valait-elle pas 3,38 F en mai dernier, 3,39 F à la fin de 1990 et 3,42 F à la fin de décembre 1989, à un centime seulement de son cours plafond, de 3,43 F. Il y a un an, cette tension avait contraint la Banque de France à relever d'un demi-point ses taux directeurs. A cette époque déjà, c'était l'ascension des taux d'intérêt outre-Rhin qui avait provoqué cette flambée du mark, les milieux financiers de Francfort s'inquiétant du financement de l'union monétaire RFA-RDA.

Cette fois-ci, c'est toujours le problème de ce financement qui se pose, l'initiative de la Banque fédérale d'Allemagne étant interprétée comme un avertissement en direction du futur gouvernement du chancelier Kohl. Manifestement, la Banque et son président, M. Karl-Otto Poehl, préféreraient que le déficit du budget de l'Allemagne réunifiée, en très fort gonflement, soit comblé en partie par l'impôt et non pas par l'emprunt en totalité, cela pour éviter une sollicitation trop forte du marché national et international des capitaux. On sait que l'une des composantes de la coalition allemande, vainqueur des élections, est le Parti libéral (FDP), hostile à toute hausse des impôts.

L'inquiétude de M. Poehl est partagée par son homologue français, M. Jacques de Larosière, pour qui *« l'accumulation des déficits publics en Allemagne soulève la question des limites de la coopération monétaire »* (*le Monde* du 6 décembre 1990). La Banque de France, en effet, a abaissé ses taux directeurs il y a un mois, au moment même où la Bundesbank relevait le sien, ce qui rend inconfortable la situation de l'Institut français d'émission et ne facilite guère la défense du franc : l'écart entre les taux à trois mois à Francfort et à Paris est tombé à son plus bas niveau depuis 1981 (0,8 point), ce qui rend les placements en marks de plus en plus attirants.

L'Europe, désormais, est bien à deux vitesses. D'un côté, une Allemagne en pleine activité qui, pour attirer les capitaux nécessaires à sa réunification et aussi pour lutter contre l'inflation, a besoin de taux d'intérêt élevés, que son industrie – en excellente santé – peut aisément supporter ; de l'autre, tous ses partenaires qui, au contraire, ont besoin d'abaisser leurs taux d'intérêt pour conjurer un ralentissement de leur croissance. Il est donc aisé de prévoir de très fortes tensions au sein du système monétaire européen, de quoi rendre de plus en plus difficile une coopération entre les Etats membres de la CEE dans ce domaine.

FRANÇOIS RENARD

Paris et l'union de l'Europe

M. Bérégovoy souhaite la création d'un « gouvernement économique » des Douze

Affinée au cours des derniers mois, présente dans la plupart des discours récents du ministre de l'économie et des finances, la description de la position française sur l'union économique et monétaire de l'Europe (UEM) a fait l'objet, mercredi 5 décembre, d'une communication au conseil des ministres. La France souhaite à terme la création d'un « gouvernement économique européen ». La conférence intergouvernementale sur l'UEM doit s'ouvrir les 14 et 15 décembre à Rome.

Pour M. Pierre Bérégovoy, l'objectif final est clair : au terme du processus d'union – en trois étapes, – la communauté disposera d'*« une monnaie unique, l'écu ; une politique monétaire unique, conduite à l'initiative d'une banque centrale européenne indépendante des Etats »*, les différents Etats ayant, aux termes d'un nouveau traité, transféré leur souveraineté dans le domaine monétaire.

Mais avant d'en arriver là, une seconde étape, qui s'échelonnera sur plusieurs années à partir du 1er janvier 1994, visera, selon M. Bérégovoy, à limiter au maximum les fluctuations des cours des changes, à coordonner les politiques monétaires (grâce à la création du système européen de banques centrales), à faire converger les politiques économiques *« notamment pour réduire les déficits budgétaires »* et développer le rôle de l'écu. Le ministre français intègre donc la proposition britannique de renforcement du rôle de l'écu au cours de la deuxième étape, même si son point de vue sur l'objectif final diffère de celui de M. Major, qui exclut l'hypothèse d'une monnaie unique.

« L'extrémisme » du discours allemand

Le point-clé de la proposition française repose sur l'idée de création au cours de la troisième étape d'un *« gouvernement économique »*, centré sur le conseil européen et le conseil des ministres. A ce stade, les compétences nationales en matière monétaire auront été transférées à la banque centrale européenne, dont les statuts doivent garantir l'indépendance. Or la tradition française veut que banque centrale et gouvernement soient très proches, le second possédant la garantie démocratique.

Face aux Allemands, qui pratiquent un certain *« extrémisme dans le discours de l'indépendance »*, selon le mot d'un fonctionnaire français, la France marque ainsi sa volonté de renforcer le pouvoir gouvernemental au sein de la future Europe, liant à cette occasion l'union politique à la construction économique et monétaire de la Communauté.

F. L.

(Lire également page 9.)

D'ici à l'an 2015

La Commission de Bruxelles propose de construire 9 000 kilomètres de lignes à grande vitesse

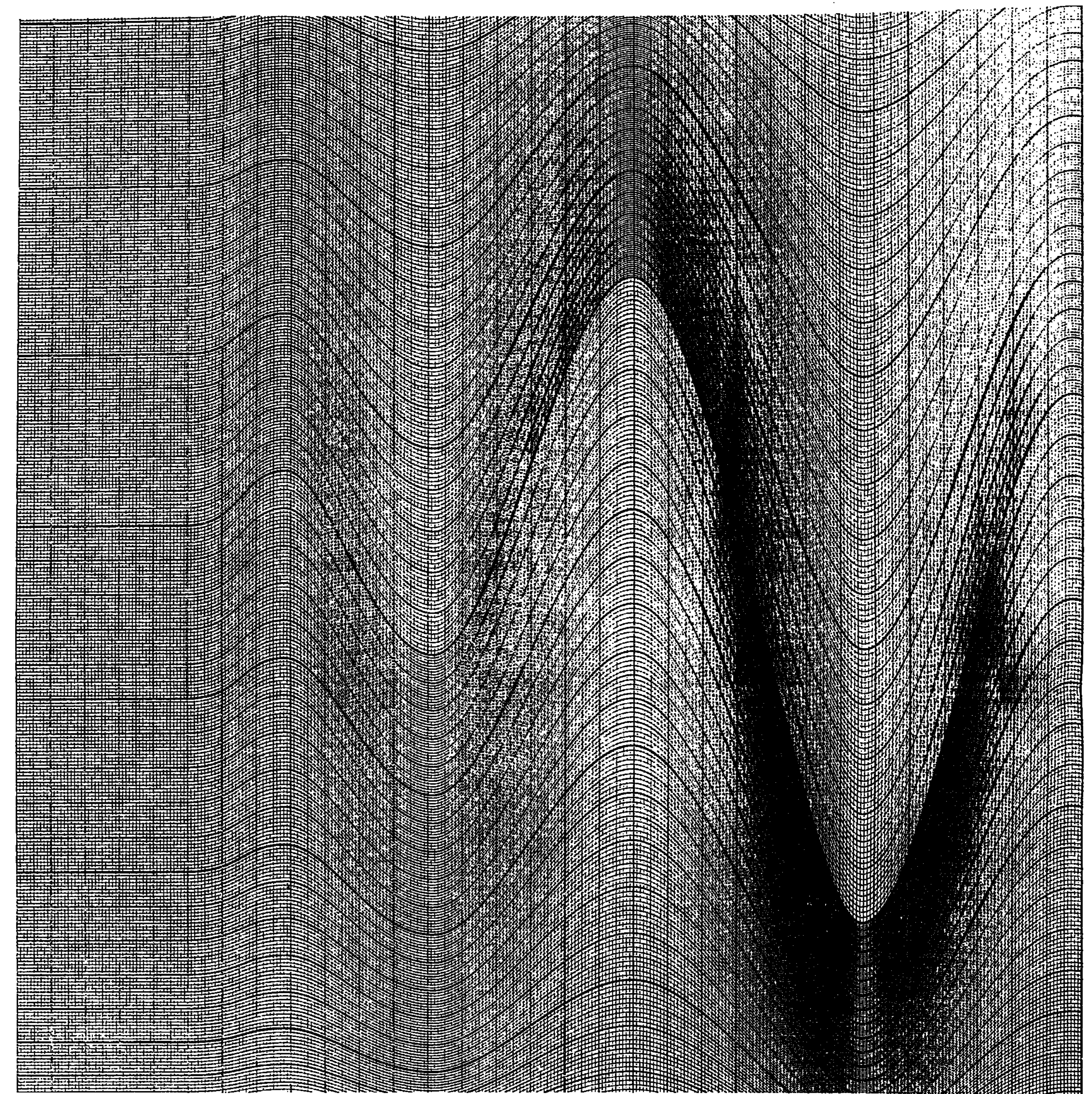
La Commission des Communautés européennes a adopté, le 5 décembre, un projet de développement du réseau de trains à grande vitesse préparé par M. Karel Van Miert, commissaire aux transports.

Afin de mettre Madrid à 8 heures de Bruxelles (16 h 30 actuellement), Paris à 7 heures de Rome (12 h 45) et Londres à 8 h 30 de Berlin (16 h 30), ce projet conçu en collaboration avec les exploitants et les administrations des Douze prévoit, d'ici à 2015, la construction de 9 000 kilomètres de voies nouvelles à grande vitesse (250 km/h-350 km/h), l'aménagement de 15 000 kilomètres de voies existantes (200 km/h) et 1 200 kilomètres de voies de raccordement entre lignes principales. Le coût du matériel roulant et des infrastructures est évalué à 1 000 milliards de francs. La Commission a répertorié quinze « maillons-clés » qui, dans les zones frontalières, sont indispensables à réaliser pour assurer la continuité du trafic à grande vitesse. La CEE serait amenée à subventionner ces ouvrages – des tunnels, en général – dont la rentabilité financière n'est pas garantie.

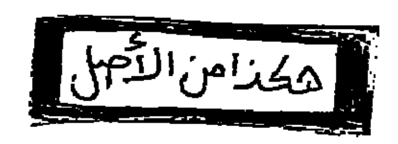
D'autre part, M. Van Miert a fait adopter par la Commission un projet destiné à améliorer les règles d'attribution des droits d'atterrissage et de décollage sur les aéroports encombrés. Actuellement, les nouvelles compagnies ne parviennent pas à y obtenir de droits, ce qui a pour conséquence d'empêcher un développement de la concurrence.

La Commission voudrait confier le rôle de coordonnateurs de trafic à des hommes désignés par les gouvernements et non plus par les compagnies en place. Des droits pourraient être systématiquement attribués à des nouveaux venus, même en cas d'absence de créneaux horaires libres.






MATRA
HAUTE TECHNOLOGIE CRÉATIVE



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La libéralisation des échanges internationaux

La position dominante de la CEE s'érode dans les services depuis 1985

La Communauté européenne ne devrait pas, a priori, redouter une libéralisation des échanges de services, évoquée à la réunion du GATT. En ce domaine, elle occupe en effet la première place mondiale. Mais ses excédents ont diminué au cours des dernières années. C'est ce que montre une étude effectuée récemment par l'office statistique des Communautés (Eurostat) sur les dix années 1979-1988.

La CEE est en effet le premier exportateur et le premier importateur de services, avec des exportations de 118 milliards d'écus et des importations de 108 milliards en 1988, contre 76 et 66 milliards pour les Etats-Unis – qui ont donc un excédent équivalent, – 29 milliards d'écus et de 58 milliards pour le Japon, fortement et structurellement déficitaire. La CEE possède en effet des *« atouts structurels : qualité et attrait des structures touristiques ; savoir-faire spécifique dans les activités bancaires, les assurances, l'ingénierie, la recherche pétrolière, les travaux publics, l'aéronautique et le nucléaire civil ; importance des équipements de transport ; relations privilégiées avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient »*.

Comme la Communauté, la plupart des pays membres ont aussi un solde positif. En tête la France, avec un excédent de 7 milliards d'écus en 1988, puis la Grande-Bretagne (5,7 milliards), malgré un déficit pour les transports, l'Espagne (3,8 milliards), grâce au tourisme, et le Danemark (1,8 milliard), grâce aux transports. L'Italie, la Grèce et l'ensemble Belgique-Luxembourg ont chacun un excédent de l'ordre du milliard d'écus ; l'Irlande est proche de l'équilibre. Seuls sont déficitaires les Pays-Bas (d'un milliard d'écus) et surtout l'Allemagne (de 9 milliards), essentiellement à cause du tourisme ; le déficit allemand s'est continuellement aggravé depuis 1979.

Resté toujours positif depuis cette date, le solde communautaire s'est cependant dégradé sur les dernières années, après avoir connu une forte croissance dans la période 1982-1985 (il a culminé à 29 milliards d'écus en 1985). Celui des Etats-Unis a suivi une évolution inverse : après s'être réduit au cours des mêmes années 1982-1985 (au point de devenir négatif en 1985), il s'est très fortement amélioré pour rejoindre le niveau de la CEE en 1988. Quant au Japon, son déficit n'a cessé de se creuser depuis 1979, et de façon particulièrement rapide depuis 1986.

Les variations du dollar

Ces mouvements s'expliquent par l'évolution économique des trois zones au cours de la décennie. Mais celle-ci a affecté différemment les trois secteurs des échanges (transports, tourisme et « autres services », ensemble très hétérogène comprenant les assurances, la banque, les brevets, les services professionnels). Les conditions des échanges ont été modifiées, si le poids de chacun des secteurs est resté inchangé pour la CEE : les transports (marchandises, passagers, services portuaires, affrètements avec équipage) représentent toujours 35 % des échanges, le tourisme 25 % et les « autres services » 40 %.

Ainsi le tourisme a été très touché par les variations du dollar : la hausse du billet vert par rapport aux monnaies européennes de 1983 à 1985 a fait monter les recettes des pays de la CEE ; sa dépréciation à partir de 1986 a au contraire favorisé les pays des « zones dollar ». Aussi, en 1988, l'excédent tourisme de la CEE est revenu à son niveau de 1979 (2 milliards d'écus), tandis que le déficit américain se réduisait à 2,7 milliards ; la hausse du yen et l'expansion économique nippone ont accru les dépenses des Japonais à l'étranger, portant le déficit de 4,8 milliards en 1985 à 13,3 en 1988.

En matière de transport maritime (le plus important), le développement des pavillons de complaisance a entraîné une réduction de moitié de la part de la CEE dans le tonnage mondial. Dans le transport aérien, la déréglementation a ouvert la plupart des routes aux grandes compagnies. Depuis 1985, l'excédent de la CEE tend à se réduire : il n'était plus que de 0,7 milliard d'écus en 1988.

Mais c'est surtout le solde communautaire des « autres services » qui a chuté depuis 1986. D'une part, le déficit *« structurel »* de la publicité, des droits sur l'audiovisuel, des services de communication (notamment des télécommunications) et surtout des redevances de brevets s'est aggravé, atteignant 4 milliards d'écus en 1988. D'autre part, la plupart des services bénéficiaires – assurances, services aux entreprises (aide technique, logiciels, maintenance informatique, services juridiques et comptables, ingénierie) et chantiers à l'étranger – ont vu leurs excédents plonger depuis 1984-1986. Ceux de la construction et des services aux entreprises ont particulièrement souffert de la récession des marchés traditionnels d'Afrique et du Moyen-Orient, par suite de la baisse des prix de l'énergie et des matières premières, et sont revenus à leur niveau de 1979.

Seules les activités bancaires ont continué de progresser, leur solde positif pour la CEE dépassant 2,4 milliards d'écus en 1988, contre 257 millions en 1979.

G. H.

Forte croissance d'un côté, chômage de l'autre

L'écart continue de se creuser entre l'Ouest et l'Est de l'Allemagne

Sous l'effet de la forte consommation des ménages et de l'investissement soutenu des entreprises, le produit national brut dans l'ouest de l'Allemagne a progressé de 5,5 % entre juillet et septembre. A l'est du pays, en revanche, le recul de l'activité, d'environ un tiers par rapport à l'année précédente, s'est traduit par un chômage important.

FRANCFORT

correspondance

Selon l'office fédéral de la statistique, il faut remonter au dernier trimestre de 1976 pour trouver une croissance aussi forte dans l'ancienne RFA ! Avec cette progression du PNB de 5,5 % au cours du troisième trimestre par rapport à la même période de 1989, l'économie ouest-allemande enregistre le meilleur résultat de tous les pays industrialisés, y compris le Japon, dont la croissance ralentit (4,1 % au troisième trimestre après 5,5 % au deuxième). A titre de comparaison, la croissance du PNB allemand avait été de 4,5 % au premier trimestre et de 3,4 % au second.

L'union économique et monétaire, dont l'Allemagne de l'Ouest semble avoir profité au premier chef, est entrée en vigueur le 1er juillet ; la réunification entre les deux Allemagnes, le 3 octobre.

Spirale inflationniste

Commentant ce résultat, le ministre de l'économie, M. Helmut Haussmann, qui vient d'annoncer qu'il ne ferait pas partie du prochain cabinet à l'issue des élections du 2 décembre parce qu'il préfère retourner dans le privé, n'a pas exclu une croissance réelle d'au moins 4,5 % en 1990 compte tenu du niveau de la production industrielle à l'Ouest. Dans ce cas, les prévisions des experts seraient largement dépassées ainsi que les très bons résultats des deux dernières années : + 3,9 % en 1989 et + 3,7 % en 1988.

A la condition, toutefois, que les syndicats modèrent leurs revendications salariales au cours des prochaines négociations tarifaires par branche, a-t-il précisé. Des augmentations trop importantes risqueraient de déclencher une spirale inflationniste et de compromettre les chances de croissance à long terme, particulièrement dans les cinq nouveaux Lander.

A l'Ouest, le dynamisme de l'activité est dû à la très forte poussée de la demande intérieure depuis l'été. Avant tout, sous l'effet des investissements productifs des entreprises qui ont progressé de 8,6 % par rapport au troisième trimestre de 1989. La consommation des ménages a encore augmenté de 4,1 %, soit autant qu'en juin et avril. En plus des allègements fiscaux, cette progression s'explique par les augmentations de population à l'Ouest du fait de l'arrivée en masse des émigrants de souche allemande. La réunification étant intervenue le 3 octobre, les achats des nouveaux Lander sont encore répertoriés au titre des exportations dans les calculs du troisième trimestre.

Toujours selon l'office fédéral de la statistique, elles ont progressé de 11,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les importations ont également fortement augmenté (+ 13,5 %), ce qui reflète davantage la demande supplémentaire induite par les nouveaux Lander.

Par ailleurs, cette très bonne conjoncture a eu un effet positif sur le marché du travail puisque le nombre de personnes occupant un emploi à l'Ouest a augmenté de 782 000, soit 3 % de plus qu'un an auparavant. Le taux de chômage a légèrement reculé, passant de 6,5 % en octobre à 6,4 %, avec une forte progression des offres d'emplois (+ 295 000).

Thérapie de choc

A l'Est, en revanche, selon l'institut de la conjoncture de Berlin (DIW), 1,1 million d'emplois ont été supprimés ; avec 589 200 demandeurs d'emplois en novembre, le taux de chômage dans l'ex-RDA a atteint 6,7 % contre 6,1 % en octobre. Ce chômage important s'explique par la chute de la production industrielle (– 44 %), du commerce et des transports.

La thérapie de choc que l'introduction du deutschmark a fait subir à l'économie est-allemande s'est également traduite par une baisse des investissements productifs (– 21 %). Dans le bâtiment, cette baisse a été de 12 %, mais elle a atteint 40 % pour les logements.

CH. HOLZBAUER-MADISON



Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

PANTHEON 5 P.
Pierre de t. Asc. S/petite PLACE PLEIN DE CHARME. 4 800 000 F. 43-54-25-70

7e arrdt

INVALIDES
Séj. + chbre en mezzanine, tt confort. Parfait état. 1 500 000 F. 43-25-34-75

8e arrdt

SAINT-AUGUSTIN
MALESHERBES
240 m² + STUDIO
LUXUEUX, IMPECC. PPTAIRE 45-02-13-43.

16e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES
56, rue Pergolèse
P. de t., gd stand, 5e ét., seul appt à l'étage. Balc. sur faç. Pièces princ. av. chem. 6 p., 226 m² env. Hall d'entrée. Gd sal., bois. Régence, s. à manger, 2 chbres, 2 bns. Roberie. 2 p. service dont 1 avec salle eau. Cave. Ibre.
Mise à prix 5 600 000 F.
Visite demain 10 h à 12 h 30.
Me LABOURDETTE
Tél. : 46-61-34-34.

AVENUE FOCH
Studio, immeuble récent. Grand standing. Calme. Tél. 43-25-34-75

20e arrdt

Particulier vend dans imm. pierre de taille, appart. F-3. Premier étage, tout confort. Proximité métro Pelleport. Tous commerces. Prix : 1 100 000 francs. Tél. : 43-60-82-44 apr. 19 h. Agences s'abstenir.

94 Val-de-Marne

Particulier vend VINCENNES-NORD 5 pièces standing, 90 m², r.-de-ch. Box, cave. 1 600 000 F. Tél. : 43-98-00-98.

appartements achats

Rech. 2 à 4 p. PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e, 12e, av. ou sans travx. PAIE CPT chez notaire, 48-73-48-07, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

BD SUCHET
100 m² DBLE LIVING 2 CHBRES, PKG, CAVE. 15 000 F CC. 45-02-13-43.

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP
rech. apparts vides ou meublés, du studio au 7 p. POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS. 47, r. VANEAU, Paris-7e. 42-22-14-61, 42-22-24-66.

J.F. rech. STUDIO Paris, environ 3 000 F. Références sérieuses. Laisser message au 43-03-29-11.

Collaborateur « Le Monde » recherche pour un de ses enfants un studio-kitchenette Paris ou proche banlieue. 1 700 F maximum. Tél. : 69-39-46-09 après 18 heures.

bureaux

Ventes

PARIS 17e
500 m² + 10 PARKS
15 000 000 F
MICHEL BERNARD 45-02-13-43

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
8e - LA BOETIE
BUREAUX. Ttes PRESTATIONS 42-56-12-03.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitutions de Sociétés et tous services. 43-55-17-50.

DOMICILIATION
BURX, TELEX, TELECOPIE.
AGECO, 42-94-95-28

BUREAUX ÉQUIPÉS
Salles de réunions, ttes durées, domiciliations, SIÈGES SOCIAUX, démarches, formalités et CRÉATION immédiates ttes entreprises/serv. personnalisés, courrier, téléph., fax.

GROUPE ASPAC
1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES

ÉTOILE 16e	47-23-61-58
GRENELLE 15e	47-23-61-61
ST-LAZARE 8e	42-93-50-54
LA FAYETTE 9e	47-23-61-61
BOULOGNE 92	46-20-22-25
VERSAILLES 78	30-21-49-49

+ 20 Centres en France.
Infos Minitel : 3616 ASPAC

ÉTOILE 16e, Av. d'Iéna. Burx stand. entièrement équipés, ttes prestations. 9 500 à 17 000 F HT/HC mens. ASPAC : 47-23-61-58

immeubles

MARCHÉ NOTAIRES
93, rue Marcadet (18e)
Imm. 2 niveaux sur caves compren. 4 bout. dont 4 avec logement. 1 appt 83 m² environ et autre local 95 m² environ.
Cour. SDPHO 359 m².
Revenus : 121 980 F.
Mise à prix : 3 000 000 F.
Visite demain 10 h à 12 h.
Me DELESALLE 42-47-12-17.

hôtels particuliers

NOGENT BOIS
TRIPLE RÉCEPT. 3 CHBRES 2 BAINS, DRESSING, CUIS. ÉQUIP. JARD. 250 m², TERRASSE 200 m² MICHEL BERNARD 45-02-13-43.

maisons individuelles

MONTIGNY RER
Stand. domaine Bréguet
Villa 7 p., 2 bains, gar. dble, 1 900 000 F.
6 p., 2 bains, 1 450 000 F.
47-23-04-66.

BOULOGNE
RÉSIDENTIEL BOIS.
Maison 1930. Rez-de-ch. + 2 étages + sous-sol. Triple réception, 4 chbres, sanitaire, garages, chambre de service. Charme, soleil, terrasses. 42-33-04-30.

FOSSES (95)
30 mn Châtelet-Les Halles par RER, 15 mn Roissy par la route. Quartier calme, proche RER et lycée, pavillon F5, 3 chambres, dressing + mezzanine, séjour double 32 m² avec grande cheminée, cuisine équipée, 2 salles de bains, 2 w.-c., sous-sol total, garage 2 voitures. Terrain clos de 280 m². 117 m² habitables. 760 000 F. (1) 34-71-93-56.

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Villa 7 P. sur 900 m² terrain, terrasse 200 m². RC : séj. dble cathédrale, cheminée, 2 chbres, s.d.bains, cuis. équipée, wc, buanderie. 1er ét. : 2 chbres, s.d.bains, dressing. Garage 2 voitures, quartier résident., proche comm., écoles, lycée, équip. sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix : 1 600 000 F à débattre Apr. 19 h : 45-98-12-78

STE-GENEVIEVE-DES-BOIS (91) Pavillon 110 m², plain-pied, 4 chambres, séjour double, cheminée, exposition sud, cuisine et salle de bains équipées, entièrement rénové, chauffage fuel, garage double. Jardin arboré 700 m² Prix : 1 200 000 F Tél. : (1) 60-15-23-34

LE PERREUX Bord Marne Résid. Pavil. 4 P. cuis. W-C bains, refait neuf, garage, jardin. 995 000 F CRÉDIT – 43-70-04-64

91 MORSANG-SUR-ORGE Pav., env. 180 m² hab., sur 400 m² terr., garage 2 voit., cuis. et s. de bns équipées, séjour 28 m², cheminée, 3 chbres, grenier, chauff. central mazout, régulation automatique, nombx rangements, proche écol. et commerces. Prix : 1 250 000 F. Tél. 69-04-16-47 apr. 19 h.

fermettes

140 km sud Paris, Fermette 5 p., cuis., bns, wc, grenier 1 200 m². 320 000 F. Tél. (16) 86-74-08-12

propriétés

140 km sud Paris. Propriété caract. 4 P., cuis., bns, wc. Mais. gardien, 3 P., dépend. Garage. 2 800 m². 580 000 F. Tél. (16) 86-91-88-54

Le Monde
des Cadres

Sociétés de produits spécifiques grandes collectivités en expansion offre un poste dans la vente pour VOTRE RÉGION

RESPONSABLE SECTEUR
HOMME OU FEMME
FIXE + FRAIS + PRIMES
– Salaire très motivant ;
– Expérience vente souh. ;
– Formation assurée ;
– Tous les soirs chez soi ;
– Voiture indispensable ;
– Possibilités évolution.

Téléphoner à Paris : (16-1) 40-31-11-33
Nous vous rappelerons

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F 23 ans, Maîtrise de Droit des Affaires DESS Droit de la Responsabilité et des Assurances Expérience en gestion de sinistres au contentieux de la RATP Anglais-Espagnol cherche emploi région Parisienne Disponible immédiatement. Tél. : 48-08-60-52

CLAVISTE CONFIRMÉE
cherche emploi Paris. Tél. : 48-27-94-10

Assistance, Collaboratrice efficace, sérieuse, très commerciale, bonne élocution et excellente présentation, Bac + 2, anglais très moyen, cherche poste sédentaire ou semi-sédentaire, peu d'administratif. TÉL. 48-46-56-10

CADRE ASSURANCE
Responsable branche maritime et transports de compagnie et de cabinet de courtage, 12 ans d'expérience souscription, sinistres, corps et facultés. Animation d'une équipe et gestion d'un service. Bonnes connaissances micro-informatique. Recherche poste similaire. TÉL. : 34-22-02-76

Allemand, installé à Paris, US business degree, fra., angl., esp., longue expérience réussie commerce inter., cherche direction exp. ou chef de zone. Ecrire sous réf. 8172 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris

Anglaise, 24 ans, sérieuse, ch. emploi au pair avec famille française habitant au cœur de Paris. Tél. : 19-44-71-901 1675 ou 19-44-71-385 2290

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

AGENDA IMMOBILIER

Le Monde
IMMOBILIER
Chaque semaine dans *le Monde* radio télévision une sélection de programmes immobiliers en résidence principale et de loisir en vente ou en location.
Renseignements : 45-55-91-82 poste 41 38

L'AGENDA

Canapé

L'ENTREPOT DU CANAPÉ
Les 7 et 8 DÉCEMBRE vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombreux modèles en cuir et tissu. Par exemple : canapé 3 places entièrement déhoussable : 2 490 F. Canapé 3 places cuir pleine fleur aniline : 9 900 F au lieu de 17 450 F. Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.
Entrepôt du Canapé
26, rue des 7-Arpents
Le Pré-Saint-Gervais
Tél. : 48-44-83-81
Ouvert de 10 h à 19 h.

Cours

Élève à l'Ecole normale supérieure donne cours de français tous niveaux (méthodologie, écrit et oral). Tél. (soir) : 40-48-09-27.

Vacances
Tourisme
Loisirs

SKI DE FOND
Haut-Jura, 3 h Paris TGV
Yves et Lilianne vous accueilent ds ancienne ferme franc-comtoise du XVIIe, conît, rénovée, en chbres 2 pers. av. s.d.bs, wc. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. maxi. Table d'hôtes. Cuis. mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Poss. rand. pédestres, patin glace, tennis, V.T.T. Pens. complète + vin + matér. de ski + accompagnement. 2 300 F à 2 750 F pers./sem.
Rens. et réservations
(16) 81-38-12-51
LE CRET L'AGNEAU
La Longeville
25650 MONBENOIT

ÉCONOMIE

SOCIAL

Accord entre le patronat et quatre syndicats

Le personnel de la Sécurité sociale va être géré de façon paritaire

Le patronat et les syndicats devaient signer jeudi 6 décembre dans la matinée un accord prévoyant un retour à la gestion paritaire de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS). Un terme devrait ainsi être mis à un différend qui paralyse cet organisme depuis juin dernier et avait amené le gouvernement à confier une mission de concertation à M. Jean Lavergne, inspecteur général des affaires sociales.

Les partenaires sociaux qui, à travers l'UCANSS, gèrent les 180 000 salariés de la Sécurité sociale, auront attendu le tout dernier moment pour trouver un terrain d'entente. Leur accord, accepté par le gouvernement, doit en effet être intégré dans le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) qui doit être discuté à partir de jeudi à l'Assemblée nationale. Ils ont néanmoins perdu près de deux mois, car ce compromis reprend à l'identique celui élaboré mi-octobre mais que CFTC et CFE-CGC avaient alors rejeté...

Cet accord, qui devait être officiellement ratifié le 6 décembre (l'aval du CNPF et de tous les syndicats est acquis, hormis la CGT, qui n'a pas été associée aux pourparlers), prévoit une représentation paritaire. Le patronat et l'ensemble des syndicats disposeront chacun de neuf sièges.

A ces administrateurs désignés par les organisations représentatives (ils ne seront plus l'émanation des caisses nationales), s'ajouteront les présidents et vice-présidents des quatre caisses nationales – CNAMTS (maladie), CNAVTS (retraite), CNAF (famille) et ACOSS (recouvrement des cotisations), – qui, en pratique, se répartissent également entre le patronat et les syndicats. Depuis 1983, les confédérations disposaient de neuf sièges, contre six au CNPF. Ce dernier, qui détenait traditionnellement la présidence de l'UCANSS, avait conditionné son retour au rétablissement d'une gestion strictement paritaire.

« Relations clairement définies »

Vont également être créés un comité consultatif des directeurs de caisse nationale, une commission sociale technique qui s'efforcera d'encourager une véritable gestion des ressources humaines et un observatoire des évolutions technologiques et de l'emploi.

Les partenaires sociaux et l'Etat ont aussi décidé d'établir des *« relations clairement définies »* entre l'UCANSS et l'Etat, sur la base de conventions annuelles. Cette nouvelle approche devrait permettre d'atténuer les controverses autour de la tutelle exercée par les pouvoirs publics, qui, ces dernières années, avait perturbé la gestion du personnel de la « sécu », notamment au plan des salaires. Le contrôle de l'Etat devra être précisé (les pouvoirs publics devront se prononcer dans un délai fixe sur les décisions de l'UCANSS) et assoupli. Ce type de relations, espère-t-on notamment dans les rangs de la CFDT, pourrait peut-être préfigurer les futurs rapports entre l'Etat et les régimes sociaux.

Enfin, le nouveau conseil d'administration, qui pourrait se réunir dès janvier, s'est donné six mois pour parvenir, avec les organisations syndicales du personnel de la Sécurité sociale, à un accord sur les classifications. Ces derniers mois, plusieurs conflits liés aux déroulements de carrière et aux salaires avaient éclaté, dont le plus long (quatre mois) s'était déroulé à la caisse primaire d'assurance-maladie d'Evry (Essonne).

JEAN-MICHEL NORMAND

La direction de Cernay SA propose la création d'un « chèque syndical »

Après le groupe d'assurances Axa (*le Monde* daté 4 et 5 juillet), la direction de Cernay SA, l'un des plus importants groupes textiles alsaciens avec 1 200 salariés, a proposé aux organisations syndicales, mercredi 5 décembre à Cernay (Haut-Rhin), l'instauration d'un « chèque syndical » dans le cadre d'un accord sur l'amélioration de l'exercice syndical au sein du groupe. Majoritaire au sein de la société, la CFDT a d'ores et déjà accepté le principe de ce chèque qui devrait entrer en vigueur dès le 1er janvier prochain.

D'une valeur annuelle de 600 francs, ce chèque sera remis à chaque employé sous forme de deux bons anonymes de 300 francs, versés en juin et en décembre, à charge pour ce dernier de les remettre à l'organisation syndicale représentative de son choix ou de les détruire. Les syndicats se verront ensuite remettre la contre-valeur en argent des bons ainsi récupérés.

Tandis que la CFDT se félicite de cette *« nouvelle forme d'adhésion »* aux syndicats proposée aux salariés, la direction de Cernay SA souhaite, par ce biais, voir émerger *« des responsables syndicaux compétents »* tout en mesurant *« l'implantation réelle des syndicats dans l'entreprise »*.

INDUSTRIE

Le patron d'Usinor-Sacilor confirme la fin de la croissance dans la sidérurgie

« Les événements du Golfe ont indéniablement créé un refroidissement dans l'industrie sidérurgique mondiale. » Selon M. Francis Mer, le patron d'Usinor-Sacilor, l'industrie de l'acier doit s'apprêter à vivre dans une conjoncture plus difficile après trois années de croissance exceptionnelle.

« Le climat qui favorisait la demande des industries utilisatrices d'acier s'est inversé. La révision à la baisse des programmes des grands constructeurs automobiles a été le signe le plus spectaculaire de cet attentisme. Seule l'Allemagne réunifiée échappe désormais à cet affaissement de la demande », a-t-il déclaré lors des journées de l'Association technique de la sidérurgie française. Conjugué à la poussée sur le marché européen des exportations américaines, dopées par un dollar faible, et des livraisons d'acier courant en provenance des pays de l'Est, ce ralentissement, a estimé M. Mer, doit inciter les sidérurgistes européens à faire preuve *« d'une flexibilité accrue dans l'organisation et la maîtrise des coûts »*.

Aux Etats-Unis les commandes industrielles ont nettement progressé en octobre

Les commandes passées aux industries américaines ont progressé de 2,8 % en octobre – la plus forte hausse depuis avril dernier (+ 4 %), – notamment grâce à un bond dans le secteur des transports, a annoncé mercredi 5 décembre le département du commerce. Les commandes industrielles, bon baromètre de l'évolution prochaine de l'activité dans l'industrie, avaient reculé de 0,2 % en septembre (chiffre révisé).

L'amélioration d'octobre s'explique en grande partie par une hausse de 14,8 % des commandes dans le secteur très irrégulier des transports.

Dans le reste de l'industrie, les commandes ont augmenté de 0,9 % seulement. Elément néanmoins positif, les commandes de biens d'équipement civils, bon indicateur des dépenses d'investissement des entreprises, ont crû de 8,7 % en octobre, après une hausse de 6,8 % en septembre.

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS —

BS
BANCO DE SANTANDER

Pour les neuf premiers mois de 1990, marqués par une forte progression du montant des dépôts, le groupe Banco Santander enregistre un revenu net de ptas 53,938 milliars $ 550,5 millions), en hausse de 15,40 % sur la période correspondante de l'exercice précédent.

En dépit de l'impact négatif escompté des comptes rémunérés sur les coûts, les marges financières progressent de 10,87 %.

Un dividende intermédiaire de ptas 115 par action a été versé le 31 octobre, en augmentation de 15 % sur celui versé à la même date en 1989.

Perspectives :

En dépit des incertitudes de la situation économique, les perspectives restent favorables, compte tenu de la stratégie du groupe de diversifier ses activités *tant en Espagne, qu'à l'étranger.*

Un accord a été conclu le 8 octobre dernier avec le Crédit lyonnais pour la vente par Banco Santander de ses intérêts dans Banco Commercial Espanol, qui *devrait rapporter un profit de ptas 26 milliards.*

Par ailleurs, Santander Puerto Rico vient de faire l'acquisition de Caguas Central Federal Savings Bank, dont les actifs sont évalués à $ 1,6 milliard.

Le groupe a placé à de très bonnes conditions, $ 700 millions d'obligations subordonnées.

Le bilan, caractérisé par une progression importante des fonds propres et un haut degré de liquidité, n'a pas souffert de la crise sur les marchés financiers.

Le communiqué complet est disponible à la Société générale MARC/ART/ETR 50, rue Taitbout, 75009 Paris.

Afin d'éviter toute confusion dans le public, Edouard et Michel-Edouard LECLERC, co-animateurs des Centres distributeurs LECLERC, communiquent :

PUBLICATION JUDICIAIRE

Un jugement contradictoirement rendu le 26 novembre 1987 par le tribunal de grande instance de PARIS (3e chambre) a dit que le dépôt par Michel Marie LECLERC de la marque POMPES FUNÈBRES MICHEL LECLERC et son utilisation par celui-ci, et la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE POMPES FUNÈBRES dite POMPES FUNÈBRES DE LA LIBERTÉ, ainsi que l'appellation GROUPE MICHEL LECLERC constituent des actes de contrefaçon de la marque LECLERC appartenant à Edouard LECLERC, a prononcé la nullité du dépôt ci-dessus et interdit à Michel Marie LECLERC et à ladite SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE POMPES FUNÈBRES d'utiliser ces dénominations.

Ce jugement a fixé à 100 000 F le préjudice d'Edouard LECLERC et condamné la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE POMPES FUNÈBRES au paiement de cette somme.

La 4e chambre de la cour d'appel de PARIS statuant le 22 mars 1990 sur l'appel de ce jugement relevé par Michel Marie LECLERC et la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE POMPES FUNÈBRES a relevé que dans un précédent arrêt du 28 mars 1985 devenu irrévocable en raison du rejet d'un pourvoi, elle avait dénoncé le comportement parasitaire de Michel Marie LECLERC, dont l'attachement à l'usage commercial de son patronyme n'avait d'autre but que de tirer à lui le pouvoir attractif du nom LECLERC popularisé par son frère Edouard et souligné que ce parasitisme demeurait condamnable quand bien même il s'exerçait dans des secteurs d'activité où Edouard LECLERC n'avait pas pénétré.

Considérant que Michel Marie LECLERC et la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE POMPES FUNÈBRES ont choisi la rébellion ouverte à l'arrêt du 28 mars 1985 et que leurs écritures devant la cour comportent un défi aux décisions de justice,

La cour a dit que Michel Marie LECLERC et la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE POMPES FUNÈBRES invoquent à tort l'art. L 362-9 du code des communes et que les sociétés suscitées par Michel Marie LECLERC persistent, malgré les décisions de justice, à exploiter la notoriété du nom LECLERC, et a en conséquence confirmé en toutes ses dispositions le jugement du 26 novembre 1987 et porté de 3 à 10 le nombre des publications du jugement et de l'arrêt.

Pour extrait conforme,

SCP BERNHEIM LE CALVEZ ASSOCIÉS par Me Jacques BERNHEIM
avocat au barreau de PARIS.

ÉCONOMIE

Après l'incarcération du PDG de la société immobilière

Une centaine d'entreprises mêlées à l'affaire de la COGEDIM

M. David Peyron, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé de l'enquête sur les fausses factures de la COGEDIM s'emploie à démêler les multiples transactions occultes entre plus d'une centaine d'entreprises de l'immobilier et des travaux publics d'Ile-de-France. Cette affaire qui porte sur plusieurs centaines de millions de francs a été évoquée mercredi 5 décembre à l'Assemblée nationale par M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, qui en a commenté les derniers développements.

M. Georges Kiejman s'emploierait-il à souffler le chaud et le froid sur cette affaire de fausses factures, intrigante par sa dimension – elle porte sur des centaines de millions de francs –, sa complexité – au minimum une centaine d'entreprises impliquées – et par l'ignorance provisoire des noms des destinataires des fonds.

L'organisation extrêmement élaborée de ce réseau de fausses factures, l'implantation parisienne de plusieurs grandes entreprises impliquées et les amitiés politiques de certains de ses dirigeants avaient permis d'alimenter ces derniers jours dans les milieux politiques et judiciaires, une suspicion portant sur l'existence d'une filière de financement de partis de l'opposition, notamment du RPR. Si tel était le cas, la loi d'amnistie pourrait s'appliquer, souligne le ministre, comme elle a pu jouer avec la tumultueuse affaire des fausses factures d'Urba-Gracco au profit du PS. En réalité, les enquêteurs sont encore loin d'avoir remonté la filière des bénéficiaires dont l'appartenance politique pourrait être moins monolithique qu'on ne l'imagine. Par ailleurs, certains détournements d'argent détectés – dans l'hypothèse d'un usage politique – échapperaient à la loi d'amnistie puisqu'ils ont été commis après janvier 1990.

Personne n'est épargné

Le suspense est donc entretenu. Le travail d'investigation s'annonce monumental. Il a commencé par la découverte, par le fisc, d'un « paquet » de fausses factures tournant autour de trois sociétés de transports et de maintenance pour des chantiers de travaux publics (CDC, SERTRAP et TRDP). Derrière ces entreprises, sans activités réelles mais dégageant une trésorerie impressionnante, les enquêteurs retrouvent la trace de Joseph Choukroun, ancien membre du SAC (Service d'action civique, dissous en 1982), connu pour exercer ses talents financiers dans le milieu.

Quatre-vingt entreprises servaient de relais dans ce système de fausses factures émises en grand nombre à partir des sociétés de Joseph Choukroun. Grâce à la complicité de ses dirigeants, la Banco Borges et Irmao (BDI) avait ouvert huit faux comptes permettant à l'homme d'affaires de retirer des sommes considérables.

A partir de là, tout s'embrouille. Les policiers ont découvert de nouveaux procédés de fausse facturation jusqu'ici inconnus, faisant appel à des entreprises-partenaires moins visibles dans le système. Tout se passe comme si le circuit de circulation d'argent noir empruntait non pas une seule filière, mais de multiples chemins parallèles, certains maillons d'un réseau ignorant tout de l'existence de circuits concurrents.

A cette atomisation s'ajoute une distribution des rôles difficile à établir. Certaines entreprises sont soupçonnées d'avoir émis des factures totalement fictives, d'autres sont simplement accusées d'avoir surévalué le montant de travaux réels. Il faut donc éplucher, un à un, les dossiers de construction dans l'Ile-de-France, évaluer le coût des chantiers afin d'établir des preuves judiciairement opératoires. Une mission, semble-t-il, presque impossible sans l'aveu des bénéficiaires ou des fournisseurs.

Le volume des transactions soumise à l'analyse policière ne facilite pas non plus la tâche. Deux cents millions de francs sont aujourd'hui mentionnés sur la procédure judiciaire, mais les enquêteurs estiment que l'ensemble des faux facturiers ont franchi la barre des cinq cents millions de francs.

Sur les soixante-dix personnes entendues, cinquante-huit dirigeants d'entreprise ont été inculpés d'usage de faux et d'escroquerie. La stratégie des enquêteurs viserait, pour l'instant, à démêler plutôt les liens entre les soutiers du système afin de mieux ferrer les principaux bénéficiaires. Personne n'est épargné. Les plus grandes sociétés du bâtiment et des travaux publics sont impliquées : la SCREG, filiale de Bouygues, la SAE, déjà connue pour les fausses-factures au profit du parti socialiste, les principales entreprises de démolition, la CTMT, SMD et STC. Enfin la COGEDIM, filiale de Paribas, société immobililère spécialisée dans les opérations de luxe à Paris, et dont *le Canard enchaîné* a révélé certains traitements de faveur accordés, selon l'hebdomadaire, à deux personnalités du RPR, MM. Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret et Camille Cabana, ajoint au maire de Paris chargé de l'urbanisme.

Malgré les accusations d'un sous-traitant, M. Carino Cesco, déclarant qu'il était obligé de surfacturer les travaux pour avoir les marchés, la COGEDIM, dont le PDG M. Michel Mauer, est écroué depuis le 29 novembre, dément avoir eu recours à de tels procédés. Quant à l'utilisation de fonds suspects, la SCREG explique, pour sa part, qu'il s'agissait de dégager des liquidités afin de financer des réceptions, méchouis et parties de chasse. L'ampleur du volume d'argent détourné laisse sceptiques les enquêteurs.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

A l'Assemblée nationale

« L'exposé de Georges Kiejman »

Une affaire chasse l'autre... Mercredi 5 décembre, pour la traditionnelle séance des questions au gouvernement, l'opposition, une fois n'est pas coutume, avait décidé de ne pas poser de questions sur les « affaires » (*le Monde* du 6 décembre). Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, pouvait donc en toute quiétude défendre son budget devant les sénateurs. Les députés socialistes ont senti comme un vide... et l'ont occupé.

Urba-Gracco oubliée – pour combien de temps ? – bonjour la Cogedim. *Le Canard enchaîné* n'affirmait-il pas, dans son édition tout fraîche, que l'un des anciens ministres de M. Jacques Chirac, M. Camille Cabana, aujourd'hui adjoint à l'urbanisme de la mairie de Paris, aurait bénéficié des faveurs de cette importante société immobilière ? M. François Loncle (PS, Eure) s'est donc fait un plaisir de tendre la perche au ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman. *« Pouvez-vous nous éclairer sur cette curieuse affaire ? »*, a demandé benoîtement le député socialiste.

M. Kiejman a commencé par faire la fine bouche – *« J'ai été le premier à regretter que l'Assemblée s'empare de certaines affaires judiciaires pour traiter de problèmes qui concernent tous les parlementaires. »* – Puis s'est lancé dans un exposé précis sur cette *« affaire de la Cogedim* [qui] *paraît importante »* ... Le montant des fausses factures atteindrait 145 millions de francs, auxquels s'ajouteraient 50 millions de surfacturations, a déclaré M. Georges Kiejman. *« Le magistrat instructeur, qui se montre très actif, a prononcé à ce jour 54 inculpations, et cette liste pourrait n'être pas définitivement close »*, a-t-il précisé. Le ministre a ajouté que l'identification des bénéficiaires de ces malversations était en cours. *« Se posera ensuite la question de savoir si, compte tenu de la date des faits, selon qu'il y aura eu enrichissement personnel ou non, compte tenu des liens éventuels entre les détournements de fonds et le financement d'un parti politique – qui, rassurez-vous, monsieur le député, n'est pas le vôtre, –* (protestations sur les bancs RPR et UDF), *il faut cette fois encore appliquer la loi de janvier 1990 »* sur le financement des partis, a ajouté le ministre. Les instructions de la Chancellerie seront les mêmes, quel que soit le parti concerné : *« On ne distinguera pas entre les parlementaires compromis »*, a-t-il lancé aux députés socialistes ravis.

Interrogé d'autre part par M. Pascal Clément (UDF, Loire) sur *« le mal moral »* qui ronge la justice et sur la récente manifestation des magistrats au cours de laquelle certains représentants du pouvoir judiciaire se sont heurtés à la police non loin des fenêtres de la Cour de cassation où se trouvait le chef de l'Etat, le ministre délégué à la justice a affirmé, le regard amusé : *« Que je sache, vous n'auriez pas pardonné à l'Etat de ne pas se faire respecter. (...) La portée de ces incidents est restée limitée. Puisque certains magistrats ont voulu jouer les apprentis manifestants* (Ouh ! sur les bancs RPR et UDF), *un jour où déjà, en faisant grève, ils méconnaissaient leur statut, je regrette que cette première expérience les ait déçus. (...) L'important c'est que ces incidents n'ont pas empêché les représentants des magistrats de renouer avec le garde des sceaux, devant le premier ministre, un dialogue fructueux qui se développe. C'est cela qui compte, et je suis sûr que, renonçant à toute démagogie, les membres de l'Assemblée se réjouiront de cette reprise de dialogue. »*

P. S.

COMMUNICATION

Avec une perte de 98,2 millions de livres en 1990

Le déficit du groupe publicitaire Saatchi se creuse

Le deuxième groupe publicitaire mondial, le britannique Saatchi and Saatchi, a annoncé mercredi 5 décembre à Londres une perte nette de 98,2 millions de livres (982 millions de francs). Le bénéfice imposable, après éléments exceptionnels, est cependant supérieur aux prévisions des analystes. En 1989, année noire pour le groupe puisque son activité avait baissé pour la première fois en dix ans d'existence et qu'il avait perdu sa première place sur le marché publicitaire mondial au profit de Wyre and Plastic Products (WPP), la société avait enregistré 58,5 millions de livres de perte. Ce « tunnel » financier que traverse le groupe britannique est le résultat de sa boulimie d'achat et d'une diversification mal étudiée, notamment dans les cabinets de conseil et de management. Dès le milieu des années 80, Saatchi and Saatchi avait pris le contrôle, pour plus de 5 milliards de francs, de plusieurs réseaux publicitaires, comme Ted Bates et BSB. Cependant, les résultats de ces réseaux qui ont fusionné il y a dix-huit mois n'ont pas été à la hauteur des attentes.

Le groupe dirigé par les frères Charles et Maurice Saatchi – qui ne détiennent cependant que 2 %, du capital, la majorité de celui-là étant détenue par des intérêts américains – ne versera pas de dividendes à ses actionnaires cette année. M. Robert Louis-Dreyfus, directeur général, a indiqué que l'année 1991 serait probablement « difficile » pour le groupe publicitaire, compte tenu de la récession qui affecte les marchés américain, britannique et australien, et ce en dépit de la bonne tenue de Saatchi and Saatchi en Europe.

Le déficit de cette année est notamment dû à la vente à perte des activités de conseil (Gartner Group, Hay Group, etc.) acquises par le groupe Saatchi depuis 1984, et dont il a souhaité se débarrasser afin de se recentrer sur son activité de publicité et de relations publiques. Les pertes de 1990 sont aussi dues à la restructuration du groupe, qui pèse à hauteur de 39,5 millions de livres dans les comptes. Saatchi and Saatchi a licencié 700 salariés sur 13 000 cette année mais s'attend encore, selon M. Louis-Dreyfus, *« à des démissions l'an prochain »*.

Afin de sortir le groupe de son ornière financière, M. Louis-Dreyfus, qui affirme dans un entretien au *Figaro* du 6 décembre *« avoir réduit de 25 % la dette bancaire du groupe »*, compte proposer aux actionnaires une conversion de la dette en actions ou l'entrée d'un investisseur financier à la faveur d'une augmentation de capital, ou celle d'un actionnaire important au niveau de la holding du groupe. Le directeur général de Saatchi and Saatchi indique ne pas avoir donné suite à ses rencontres avec les groupes publicitaires français Eurocom et RSCG.

Y.-M. L.

TF 1 et la Cinq se partageront finalement le tiercé

Les dirigeants des sociétés de courses de galop et d'obstacles ont signé, mardi 4 décembre, un contrat d'exclusivité de trois ans avec la Cinq pour la retransmission des tiercés hebdomadaires (quatre fois par semaine) et de différentes autres émissions hippiques (voir *le Monde* des 28 et 30 novembre). Mais les responsables du trot n'étaient pas au rendez-vous. Après avoir donné leur accord de principe la semaine précédente, ils avaient été assaillis de protestations de leurs professionnels de province (entraîneurs, propriétaires, éleveurs, jockeys) se plaignant de ne pas recevoir la Cinq dans leur campagne.

Au même moment, par une curieuse coïncidence, ils étaient *« relancés »* par la direction de TF 1. Après avoir refusé de renouveler son contrat *« tiercé-courses »* pour 1991, la chaîne s'inquiétait apparemment de voir s'échapper chez son nouveau grand concurrent une clientèle qu'elle avait fidélisée depuis quelques années. Et mardi, également, la Société du cheval français et TF 1 signaient précipitamment un contrat de partenariat. Il prendra effet en janvier prochain.

La guerre des deux grandes chaînes privées aura ainsi des conséquences inattendues : une fracture, voire une amorce de scission dans l'institution hippique. La moitié des tiercés (ceux du trot) seront retransmis sur la Une, l'autre moitié passant sur la Cinq. Chaque spécialité faisant cavalier seul, les turfistes auront du mal à reconnaître leurs couleurs...

GUY DE LA BROSSE

REPÈRES

PRESSE

Grève au « Jerusalem Post »

Trente-sept des quatre-vingt-cinq journalistes du quotidien israélien de langue anglaise le *Jerusalem Post* sont en grève illimitée depuis lundi 3 décembre. Le journal, confectionné à partir de dépêches, a toutefois paru normalement. Les grévistes mettent en cause la décision du directeur du journal, M. Yehuda Levy, de remplacer la convention collective de plusieurs journalistes par un contrat individuel, et ceci sans avertir le syndicat des journalistes comme il s'y était engagé.

La direction du quotidien, racheté l'an dernier par le groupe canadien Hollinger de M. Conrad Black, a annoncé le 4 décembre le licenciement des grévistes. C'est la deuxième grève qui touche le journal en un an. Le *Jerusalem Post* est tiré à 15 000 exemplaires.

TÉLÉVISION

La Cinq renforce sa structure de programmes

La Cinq, dont les grandes options en matière de programmes seront annoncées le jeudi 13 décembre par M. Pascal Josèphe, directeur général de l'antenne, renforce peu à peu son état-major, procédant à une complète réorganisation de ses structures et de son organigramme.

Journaliste, réalisateur et, depuis 1980, chef du département « Fiction-divertissement-jeunesse » de la Télévision suisse romande, M. Raymond Vouillamoz prend ainsi la direction des programmes de fiction de la Cinq. M. Marc Brionne est, lui, nommé directeur des jeux et divertissements. C'est lui qui avait successivement ouvert les après-midi puis les matinées de TF 1 avant de quitter la chaîne en 1987. M. Xavier Couture devient quant à lui directeur des programmes « Jeunesse ». Après plusieurs expériences dans la presse écrite, comme chef de publicité, puis directeur délégué de *Sport*, M. Couture était entré à TF 1 en 1988 où il avait le titre de directeur délégué auprès d'Etienne Mougeotte. Enfin, lauréate l'an passé de l'Académie Carat (fondée par M. Pascal Josèphe), Mme Ulrike Meier aura la responsabilité des programmes documentaires. Quant à M. Philippe Herpin, qui vient lui aussi de TF 1, il prend désormais en charge la direction des services de presse.

Mme Tasca « préoccupée » par le conflit à FR 3

Interrogée à l'Assemblée nationale, Mme Catherine Tasca a jugé, mercredi 5 décembre, *« grave et préoccupant »* le conflit né à FR 3 de l'intégration d'une trentaine de pigistes parisiens avec des salaires supérieurs à ceux de leurs homologues en région (*le Monde* du 5 décembre). Les pouvoirs publics auraient *« aimé que la présidence de la société mesure bien les conséquences de cette décision et la portée qu'elle avait pour l'ensemble de sa gestion sociale »*, a ajouté le ministre délégué à la communication, qui a également estimé que la recherche d'une issue à ce conflit *« incombe à l'entreprise et non au gouvernement »*.

Mme Tasca a enfin déploré que cette décision soit venue *« ranimer un débat et une opposition possible entre régions et échelon parisien »* de FR 3. Dans la chaîne, les négociations devaient se poursuivre jeudi 6 décembre, mais le conflit menace de s'étendre à Radio-France, où les syndicats exigent désormais l'ouverture de négociations immédiates sur la base des salaires d'embauche à FR 3.

HIT entre dans Atlantique Productions

Fidèle à sa politique de prises de participation minoritaires dans des sociétés de production, Hachette International Télévision (HIT), présidée par M. Jean Rouilly, entre à hauteur de 15,35 % dans le capital du groupe Atlantique Productions. Né de la fusion de Cinéma et Communication (coproducteur notamment de *Guillaume Tell*) et d'Atlantique Productions, le nouveau groupe possède un catalogue d'une centaine d'heures de fiction et réalise un chiffre d'affaires de 130 millions de francs, l'un des tout premiers d'une profession encore largement atomisée (*le Monde* du 2 août).

Le capital du groupe Atlantique Productions est désormais réparti entre Clinvest (filiale du Crédit lyonnais et nouvel actionnaire, 12,77 %), Incom (6,72 %), Phenix Développement (groupe AGF, 6,72 %), le management (7,2 %). Des particuliers et la famille Defforey détiennent le solde. C'est le premier investissement – indirect – du groupe Hachette dans la production depuis la prise de contrôle de la Cinq par ce groupe.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

ÉCHECS



CHAMPIONNAT DU MONDE

NEW-YORK-LYON 1990

Dix-septième partie : victoire de Karpov

Un écrasement positionnel

Sacré Anatoli ! Donné pour (presque) mort mardi 4 décembre après sa défaite dans la seizième partie, il ressuscite le lendemain en flanquant une correction homérique à Kasparov et se retrouve de nouveau à égalité (8,5-8,5).

Tranquille comme Baptiste, Karpov arriva cinq minutes après que l'arbitre du match eut appuyé sur sa pendule, lançant ainsi la dix-septième partie. Avait-il « en poche » une botte secrète ? Pas du tout. Il savait que Kasparov allait reprendre la Grünfeld. Il y entra donc sans rien modifier de son plan, reprenant la variante d'échanges. Ce fut le champion du monde qui changea de ligne au neuvième coup (...Fg4 au lieu de Da5). Karpov, qui ne voulait pas de complications, chassa vite l'intrus et la partie reprit un cours classique.

Kasparov réussit à installer en ç4 un fort Cavalier, lui aussi immédiatement délogé (24 : Cd2). Alors, dans son style lisse, lent, feutré, Karpov joua 26 : Tç6. Le début de la fin pour Kasparov qui allait se trouver phagocyté sur l'aile-Dame sans rien y pouvoir. Tous les coups de Karpov (29 : Fa5 ; 30 : Dç3, 37 : d6) ébranlaient la position des Noirs jusqu'à la réduire en ruine. Un écrasement positionnel qui contraignit Kasparov à se rendre au quarantième coup.

Cette très belle partie de Karpov lui a rapporté plus qu'un point. Il a aussi gagné la bataille de la Grünfeld, infligeant à Kasparov sa sixième défaite avec cette défense depuis qu'il la pratique contre lui. Il reste au challenger à marquer encore un point en sept parties (sans subir aucune défaite) pour retrouver le titre. Le plus dur, sans aucun doute.

Dix-huitième partie : samedi 8 décembre.

B. de C.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV

Dix-septième partie
Défense Grünfeld
variante d'échanges

1. d4	Cf6	21. Dxd3	Tf8
2. ç4	g6	22. Tç1	Db7
3. Cç3	d5	23. d5 (102)	Cç4 (112)
4. çxd5	Cxd5	24. Cd2 (103)	Cxd2 (124)
5. é4	Cxç3	25. Fxd2 (118)	Tç8 (125)
6. bxç3	Fg7	26. Tç6	Fé5
7. Fé3	ç5	27. Fç3	Fb8
8. Dd2	0-0	28. Dd4	f6
9. Cf3 (7)	Fg4 (2)	29. Fa5 (136)	Fd6 (131)
10. Cg5 (20)	çxd4	30. Dç3	Tf8
11. çxd4	Cç6	31. a3 (140)	Rg7 (138)
12. h3	Fd7	32. g3	Fé5
13. Tb1	Tç8	33. Dç5	h5
14. Cf3 (41)	Ca5 (54)	34. Fç7	Fa1
15. Fd3 (51)	Fé6 (59)	35. Ff4 (145)	Dd7 (142)
16. 0-0	Fç4	36. Tç7	Dd8
17. Tfd1	b5	37. d6	g5
18. Fg5	a6	38. d7	Tf8
19. Tbç1 (85)	Fxd3 (94)	39. Fd2	Fé5 (143)
20. Txç8	Dxç8	40. Tb7 (147)	Aband.

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

NOMINATIONS

Un nouveau haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie

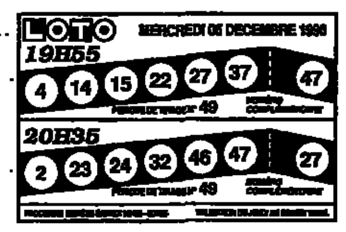
M. Christnacht remplace M. Grasset à Nouméa

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 5 décembre, un nouveau haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en la personne de M. Alain Christnacht, directeur de cabinet du ministre des DOM-TOM, qui succède à M. Bernard Grasset (*nos dernières éditions du 6 décembre*). Ce dernier assumait ces fonctions depuis 1988 et est nommé préfet de la région Picardie, en remplacement de M. Philippe Loiseau, appelé à la présidence du conseil d'administration des Houillères du bassin de Lorraine.

M. Bernard Grasset était arrivé en Nouvelle-Calédonie précédé d'une réputation de solidité morale, d'homme de caractère et de diplomatie, habitué aux confrontations délicates. Il l'avait acquise par son travail dans la région lyonnaise, où il avait consacré une grande part de sa charge préfectorale, entre 1981 et 1984, au règlement des « étés chauds » du quartier des Minguettes. Son bilan personnel en Nouvelle-Calédonie confirme aujourd'hui que le choix du gouvernement avait été judicieux. Responsable de l'application des accords de Matignon sur l'avenir du territoire, il s'est acquitté de cette redoutable mission avec un sens de l'impartialité qui a beaucoup contribué à la restauration d'un climat de confiance entre les différents partenaires locaux et l'Etat. Il l'a fait avec modestie et sobriété en se tenant farouchement à l'écart des passions locales, mais aussi avec courage, sans hésiter à inviter ses interlocuteurs à la lucidité, au risque, parfois, de les agacer. Quand on lui demandait un pronostic personnel sur l'issue du processus engagé en 1988, il répondait sans hésiter : *« Sans un meilleur partage, il ne peut y avoir de paix durable »*.

A. R.

[Né le 30 décembre 1947 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), ancien élève de l'ENA, M. Alain Christnacht connaît bien les problèmes de la Nouvelle-Calédonie pour y avoir exercé les fonctions de secrétaire général de 1980 à 1983. Il avait été auparavant directeur de cabinet à la préfecture des Côtes-du-Nord (1973-1974), puis à la préfecture de l'Isère (1974-1976) et à celle des Hauts-de-Seine (1976-1978) avant de devenir administrateur à la direction du Trésor. Il avait été ensuite sous-directeur au ministère de l'intérieur et de la décentralisation (1983), chef de service au ministère de la défense (1983-1986), secrétaire général pour les affaires régionales de Midi-Pyrénées (1986-1988). Il était directeur du cabinet de M. Louis Le Pensec depuis 1988.]



TACOTAC — TIRAGE DU MERCREDI 5 DECEMBRE 1990

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)

Le numéro 149322 gagne 4 000 000 F

Les numéros approchant à la centaine de mille			gagnent
	049322	549322	40 000 F
	249322	649322	
	349322	749322	
	449322		

Les numéros approchant aux					gagnent
Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	
109322	140322	149022	149302	149320	10 000 F
119322	141322	149122	149312	149321	
129322	142322	149222	149332	149323	
139322	143322	149422	149342	149324	
159322	144322	149522	149352	149325	
169322	145322	149622	149362	149326	
179322	146322	149722	149372	149327	
189322	147322	149822	149382	149328	
199322	148322	149922	149392	149329	

Tous les billets se terminent par		gagnent
	9322	4 000 F
	322	400 F
	22	200 F
	2	100 F

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS
Par minitel 36.15 LOTO
Par téléphone 36.65.77.02

90 TACOTAC LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS 65e

CARNET DU Monde

Naissances

– Sophie DODART et Fabrice LAVIER

sont heureux d'annoncer la naissance de

Thierry LAVIER,

le 29 novembre 1990.

12035 Deschamps, Apt. 4.
Montréal - H3L 3M8.

Mariages

– Washington. New-Delhi.

M. et Mme Georges VAUCIER,
Shri Sudhir Ranjan CHATTERJEE,

font part du mariage de leurs enfants,

Anne et Upamanyu,

à Delhi, le 18 novembre 1990.

Décès

– Paris. La Londe-les-Maures (Var).

Le 19 novembre 1990 ont été célébrées à la Londe-les-Maures, dans l'intimité familiale, les obsèques de

Frédéric ARNAUD.

De la part de
Georges-Jean et Madeleine Arnaud, ses parents.
Olivier, son frère,
Florence, sa sœur.

– Mme Mona Attié,
MM. Camille et Bassel Attié,
M. et Mme Joseph Chélala-Attié,
M. et Mme Georges Pittet-Attié,
Mlles Mona, Maïa, Zoé et Fanny Chélala-Attié,
Ainsi que les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Mounir ATTIÉ,

leur très cher époux, père, beau-père, grand-père et parent, survenu à Genève le mardi 27 novembre 1990, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, selon les vœux du défunt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 92 F
Abonnés et actionnaires ... 80 F
Communicat. diverses ...... 95 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

– Simone et Madeleine Lasfargues,
Laurent Costa,
Jean Lebrun,
Et tous ses proches,
Josette Alviset, Brigitte Galtier, Emmanuelle Klausner, Boris Kochno, Lucie Madoux et Michel Pommier
font part de la disparition de

Bernard COSTA,

survenue le 25 novembre 1990 à l'âge de trente-cinq ans.

Ils remercient le docteur Cécile Winter et tout le service du professeur Delzant à l'hôpital Tenon pour leur attention de tous les instants.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Jean Lebrun,
23, rue Vital,
75116 Paris.

– Mme Miriam Da Costa,
Ses enfants, Carlos et Lisa,
Sa famille, ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Antonio DA COSTA,

survenu le 2 décembre 1990, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le 6 décembre au cimetière de Janville-sur-Juine.

– *Mme Ernest Demon,*
son épouse,
M. et Mme Jacques Demon,
M. et Mme Daniel Delas,
Mme Dominique Demon et M. Marc Thomasset,
ses enfants,
Fabien, Valérie, Guillaume et Raphaëlle,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Ernest DEMON,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
officier
de l'ordre des Palmes académiques,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur
de l'ordre de la Santé publique,
inspecteur général honoraire
de la Santé publique,

survenu le 3 décembre 1990, dans sa quatre-vingt-cinquième année, au Chesnay (Yvelines).

La cérémonie religieuse est célébrée le jeudi 6 décembre, en la chapelle de l'hôpital André-Mignot, au Chesnay, où l'on se réunira à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière du Chesnay.

Résidence George-V,
Parly-II,
3, rue La Pérouse,
78150 Le Chesnay.

– Saint-Jean-Cap-Ferrat.

Mme Henri Prelot,
M. Nicolas Prelot,
M. et Mme Didier Jouffroy,
Capucine, Camille et Benjamin,
M. et Mme William Boyard,
Aimie et Margaux,
Les familles Prelot, Soule, Caudan, Bucchianeri,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri PRELOT,
croix de guerre 1939-1945,

le 5 décembre 1990.

La célébration religieuse aura lieu le samedi 8 décembre, à 10 heures, en l'église de Saint-Jean-Cap-Ferrat.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Mandarine,
chemin du Musée,
06230 Saint-Jean-Cap-Ferrat.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

– M. et Mme Maurice Herzog,
leurs enfants et beaux-enfants,
M. et Mme Gérard Herzog,
leurs enfants et leur petite-fille,
Mme Simone Herzog
et M. René Coulaud,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Janine Le Bozec,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Hubert Herzog,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Ertaud,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Georges Gauvard,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Albert Douin,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Parents, alliés et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert HERZOG,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 4 décembre 1990, au Chesnay (Yvelines), dans sa centième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 décembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Résurrection, au Chesnay.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation au cimetière du Père-Lachaise aura lieu dans l'intimité familiale.

Une messe en sa mémoire sera dite ultérieurement en l'église Saint-Michel de Chamonix (Haute-Savoie).

Les Symphoniales,
11, rue Pierre-Clostermann,
78150 Le Chesnay.

– Marianne Schlumberger-Rudnicki,
son épouse,
Daniel Rudnicki,
son fils,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Adolf RUDNICKI,

survenu le 14 novembre 1990 à Varsovie.

La cérémonie du souvenir aura lieu le lundi 10 décembre, à 18 heures, à la Synagogue, 24, rue Copernic, Paris-16e.

5 bis, avenue Philippe-Le-Boucher,
92200 Neuilly-sur-Seine.

(*Le Monde* du 17 et du 19 novembre.)

Anniversaires

– Ce jour, il y a onze ans,

Paul BIGNON

nous quittait.

De la part de
Madeleine, Michèle, Dominique et Marie.

– *« Tout à coup, comme déjà je trempais dans la joie, tout à coup la mort vint et dit : « Il est temps. Viens. »*

Il y a trois ans mourait

Jean KAUFFMANN.

– **Gilbert MATHIEU**

nous a quittés le 7 décembre 1980.

Son souvenir nous aide à vivre et à espérer.

Sa famille et ses amis.

□ **L'entreprise et les médias : quelle éthique ?** – Quelle place les médias donnent-ils au travail, au social, par rapport à celle donnée à l'économie et au politique ? Quels sont les événements qui retiennent l'attention ? Parle-t-on de ce qui va bien ? Comment les médias ont-ils rendu compte respectivement de deux grèves de même importance chez Peugeot et à la BNP ? Pourquoi deux traitements différents ? Tels seront les principaux thèmes traités, les 7 et 8 décembre, au centre culturel Les Fontaines, avec la participation d'intervenants du monde de l'entreprise et de celui des médias (D. Croquette, notre collaborateur, J.-M. Dupont, B. Germain-Thomas, E. Maire, R. Sainsaulieu et F.-H. de Virieu).

► **Renseignements et inscriptions : Les Fontaines-sessions, B.P. 219, 60631 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.**

– Le 6 décembre 1988

Roger NETTER

quittait sa famille et ses amis.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Soutenances de thèses

– M. Anis Kattan soutiendra le 7 décembre 1990 sa thèse de doctorat de l'Ecole nationale des ponts et chaussées sur le thème : « Fluage et consolidation des sols saturés et quasi saturés analyse numérique ». La soutenance aura lieu à 14 h 30 à l'Ecole nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

– M. Diagana Yakouba, études africaines, le samedi 8 décembre 1990, à 9 h 30, dans les salons de l'Institut, 2, rue de Lille, 75007 Paris : « Eléments de grammaire du soninke ».

– Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, samedi 8 décembre 1990, à 14 heures, amphithéâtre Lefebvre, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste-Dumas, Sorbonne, M. Jean-Marie Martin : « La Pouille et la Basilicate orientale du VIe siècle à la fin du XIIe siècle ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 4 décembre :

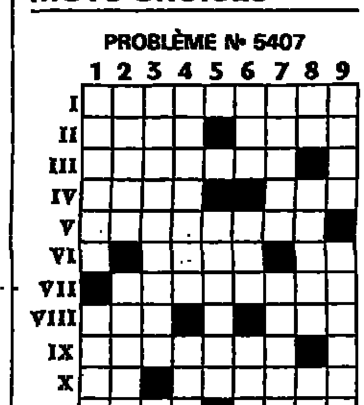
DES DÉCRETS

– No 90-1070 du 30 novembre 1990 modifiant le code des marchés publics

– No 90-1071 du 30 novembre 1990 modifiant le décret no 65-97 du 4 février 1965 modifié relatif aux modes et aux procédures de règlement des dépenses des organismes publics.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 5407



HORIZONTALEMENT

I. Quelqu'un qui mène la barque. – II. Etait vu d'un très mauvais œil ! Va à la Seine. – III. On s'en moque depuis longtemps. – IV. Où l'on peut envoyer promener quelqu'un. Regroupe des cracks. – V. Peut nous faire passer un mauvais quart d'heure. – VI. Partie d'une île. Apporte satisfaction. – VII. On les laisse quelque temps en plant. – VIII. Arrive à nos oreilles. Souffrent de la chaleur. – IX. Fait mal le feu. – X. Conjonction. Pas banales. – XI. Gros buveur. Donne à réfléchir.

VERTICALEMENT

1. Son travail, même s'il est sérieux, prête à rire. De quoi faire la lumière. – 2. Fait des vagues. Se brise quand il est gros. – 3. Il est souhaitable qu'il conduise bien. – 4. Nous reçoit seul. Aime bien l'ordre. – 5. A les traits bien marqués. – 6. Fait refaire. Est à gagner. Période chaude. – 7. Ne sont pas à prendre par la taille. Ramène le calme. – 8. Note. De Rameau, pour Diderot. Conjonction. – 9. Alimenta son imaginaire. Arrivée dans un fauteuil.

Solution du problème no 5406

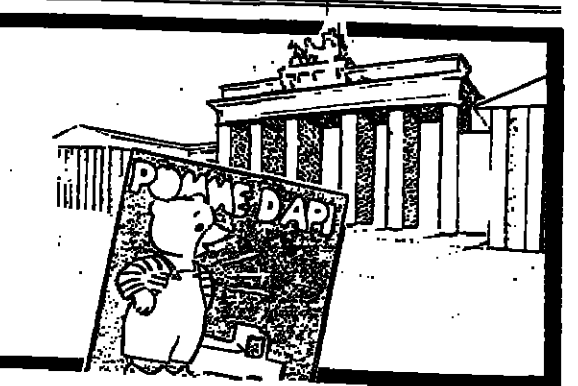
Horizontalement

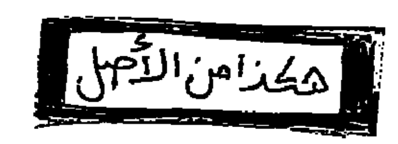
I. Carrosse. – II. Obéir. Ems. – III. Nom. Gamba. – IV. Cyprès. Ut. – V. Uélé. Eu. – VI. Buisson. – VII. Irréalisé. – VIII. Rien. – IX. Agave. Ors. – X. Gale. Ave. – XI. Eze. Siège.

Verticalement

1. Concubinage. – 2. Aboyeur. Gaz. – 3. Remplir. Ale. – 4. Ri. Réserve. – 5. Orge. Sale. – 6. Assolé. Aï. – 7. Sem. Ninove. – 8. Embué. Reg. – 9. Saturées.

GUY BROUTY





Le Monde

AFFAIRES

Coup de froid sur l'industrie française

Reprise des licenciements et développement du chômage partiel. Le climat a changé cet automne dans l'industrie française. L'hiver s'annonce difficile, avec le Golfe en crise, le dollar en baisse et les ondes de la récession américaine

BULL va supprimer 5 000 emplois d'ici à fin 1991, Renault 4 620 personnes. A son échelle, le constructeur des petites voitures Majorette annonce 500 suppressions de poste. L'usine Chausson de Gennevilliers va devoir se séparer de 900 salariés. Delcer, filiale textile des Chargeurs, annonce 126 postes en moins. Les licenciements massifs sont de retour dans l'actualité sociale. Dans le même temps, les opérations de restructuration se poursuivent. Le cimentier Lafarge-Coppée se déleste de ses céramiques sur un finlandais ; Moulinex négocie le rachat de l'allemand Krups ; le papetier Arjomari, lui, épouse son jumeau britannique WTA. Licenciements, restructurations... et, bien sûr, chômage partiel. Michelin, après avoir annoncé 2 260 suppressions d'emplois et 2,3 milliards de pertes, s'apprête à mettre au chômage partiel la majorité de ses établissements en France à la fin de l'année. Nestlé France taille également dans son personnel et Citroën recourt massivement au chômage technique.

Compressions d'effectifs, chômage partiel, opérations de recentrage ! S'apprête-t-on à revivre un remake du mauvais feuilleton industriel des années 80 ? On croyait l'ère des grandes et douloureuses restructurations passée. Mais aujourd'hui, l'actualité industrielle amène à s'interroger. Les dirigeants d'entreprise adoptent-ils un comportement de crise face aux incertitudes nées de la situation dans le Golfe, de la chute du dollar, du maintien de taux d'intérêt élevés et du ralentissement américain pour parer à toute éventualité ? *« Nous devons nous concentrer sur les métiers que nous savons faire. (...) Avec un dollar à 5 francs, il est totalement hypocrite de parler de libre-échange. (...) Priorité au désendettement. »* Qu'ils soient italiens (Carlo De Benedetti) ou français (Henri Martre, Jean-Louis Beffa, Jérôme Seydoux...), les grands patrons européens se montrent en tout cas extrêmement prudents. Comme si les événements du Proche-Orient avaient joué le rôle de catalyseur, faisant brusquement remonter à la surface des inflexions souterraines depuis le début de l'année. Inflexions sous-estimées alors mais qui sautent aux yeux à la lecture des résultats affichés pour le premier semestre 1990 par les grands ténors de l'industrie française *(voir l'encadré sur la baisse des profits des sociétés cotées).*

« Le climat s'alourdit mais la dynamique de la croissance n'est pas interrompue », constate, rassurant, le CNPF en tête de sa note de conjoncture de novembre dernier. Volonté de ne pas noircir le tableau pour ne pas attiser la morosité des chefs d'entreprise et nourrir une spirale récessive ? En page intérieure, les experts de l'organisme patronal reconnaissent *« un changement radical du climat dans l'industrie depuis la rentrée qui peut être de courte durée mais obère l'activité des tout prochains mois et peut affecter les décisions à prendre en fin d'année pour 1991 ».* A l'optimisme confiant du mois d'août succède bien l'inquiétude.



Ramassées dans le temps, les mauvaises nouvelles ne procèdent pourtant pas toutes de la même logique. Entre les déboires des stars des *« success stories »* des années 80, trop rapidement portées au pinacle (Lectra, Concept, Asystel, Sedri...) et les mesures d'adaptation prises par les grands constructeurs automobiles, confrontés à un tassement de leurs marchés depuis le début de l'année, ou celles consenties par les informaticiens (touchés par une crise partie l'an passé des Etats-Unis), il y a un monde. Comme on ne peut assimiler le comportement surréactif des petites et moyennes entreprises, plus sensibles par définition aux aléas de la conjoncture, à celui des grands groupes, naturellement plus inertes.

Parmi les suppressions d'emplois annoncées ces dernières semaines, certaines s'inscrivent dans le cadre de plans d'ajustement d'effectifs et de réallocations des sites largement antérieurs (sur les 4 620 postes supprimés chez Renault, une bonne moitié avaient déjà été annoncée en novembre 1989 lors du projet de fermeture de Saint-Ouen et Billancourt) ou retardées jusqu'au dernier moment (Bull).

Le retournement a naturellement des causes différentes selon les secteurs : tous commencent cependant à souffrir d'un net ralentissement de la demande, la sidérurgie, le papier et l'aluminium comme l'automobile et l'armement. D'autres secteurs accueillent la récession qui s'annonce alors même qu'elle traverse déjà une crise de maturité, comme l'informatique européenne depuis dix-huit mois. Plusieurs ondes de choc se télescopent sans que l'on puisse déterminer, même grossièrement, ce qui va sortir de ce « big bang ». Ces secousses seront-elles absorbées sans trop de dommages ? Face à la crise du Golfe et au ralentissement de la croissance, l'industrie française s'apprête-t-elle à subir un nouveau traumatisme ?

Certes, si choc il y a, les entreprises ne l'abordent pas dans les mêmes conditions qu'il y a dix ou quinze ans. Leurs marges ont été reconstituées pour retrouver leur niveau de 1973. Leurs situations financières sont plus saines, même si elles restent encore mal dotées en fonds propres. Leur internationalisation accrue leur permet enfin de répartir les risques. Ainsi, tous les industriels s'accordent à souligner le rôle de locomotive joué en Europe par l'Allemagne réunifiée. Certains y redéploient même l'essentiel de leurs investissements, quitte à s'exposer aux critiques : la farouche détermination du patron de Moulinex, désireux de conclure toutes affaires cessantes le rachat de Krups, lui a valu le départ de son directeur financier, plus préoccupé des pertes affichées par le fabricant tricolore d'électro-ménager au premier semestre. A l'inverse, les groupes bien engagés dans les pays anglo-saxons (Etats-Unis et Grande-Bretagne), comme le chimiste Rhône-Poulenc, dont le résultat net sur les neuf premiers mois de 1990 a fondu de moitié par rapport à l'année précédente, déchantent. Mais étant entrés avant tous les autres sur le continent nord-américain, ils espèrent être les premiers à profiter d'une reprise – attendue par certains dès la mi-1991 – de sa croissance.

Tous les observateurs s'inquiètent de l'effet dollar (voire de l'effet yen), qui oblige de nombreux industriels à comprimer leurs marges pour ne pas se voir arracher des parts de marché par des concurrents à la compétitivité artificiellement dopée. Combien de temps ces sacrifices pourront-ils durer avant que les entreprises ne soient contraintes à agir sur leurs coûts de façon significative ?

CAROLINE MONNOT et FRANÇOISE VAYSSE

Lire la suite page 40

Des profits en baisse

Après les superbes profits de 1989, le cru 1990 est pour le moins fade. L'échantillon retenu révèle non seulement un tassement des bénéfices semestriels de nombreux grands groupes (Bouygues, Total, Rhône-Poulenc, Valeo, Usinor-Sacilor...) mais aussi la poursuite ou le retour aux pertes pour Bull, Thomson, Michelin ou d'autres comme Air France et Casino qui ne figurent pas dans notre tableau. Et l'année qui s'achève ne modifiera en rien cette tendance que beaucoup avaient sous-estimée.

« Ce n'est pas dans la nature humaine de vouloir tout détruire. Généralement, elle préfère arrondir les angles. » Pour le gestionnaire adepte de Rousseau qui s'exprime ainsi, le retard mis par les analystes financiers à déceler la baisse des bénéfices des entreprises cette année n'a rien d'étonnant. La plupart de ces experts avaient déjà constaté ce tassement peu avant l'été et modifié leurs prévisions de résultats. Et la tendance n'a fait depuis que s'accélérer, crise du Golfe aidant.

Si, au début de l'année, un consensus général des experts tablait sur une progression de 12 % à 14 % des gains pour les entreprises françaises cotées en 1990 par rapport à 1989, ces mêmes professionnels tablent maintenant sur une baisse de 2 %, voire de 3 %, de ces mêmes profits.

DOMINIQUE GALLOIS

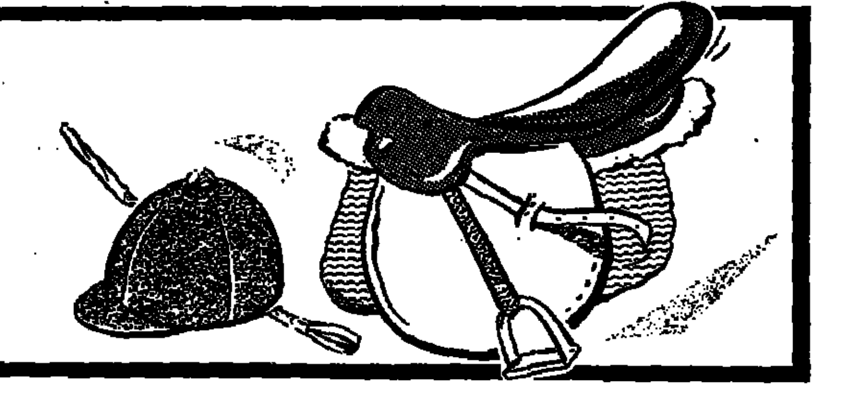
Lire la suite page 40

SOCIÉTÉS	CHIFFRES D'AFFAIRES**		RÉSULTATS (part du groupe)**		CHIFFRES D'AFFAIRES semestriels**		RÉSULTATS (part du groupe) semestriels**	
	1989	Variations en % 1989-1988	1989	Variations en % 1989-1988	1er semestre 90	Variation en % 1er sem. 1990-1989	1er semestre 90	Variation en % 1er sem. 1990-1989
Automobiles et équipements								
Renault	174,48	+ 8	9,29	+ 5,10	87,49	– 3	2,778 (4)	–
Peugeot	152,96	+ 10,50	10,30	+ 16,40	85,73	+ 5,80	4,953	+ 8,80
Michelin	55,26	+ 6,60	2,45	+ 3,40	27,22	– 4,40	– 0,363	N.S.
Valeo	19,54	+ 19	0,94	+ 15	11,65	+ 16	0,531	– 13
Pétrole								
Elf Aquitaine	149,80	+ 18,80	7,22	+ 0,18	82,30	+ 13	4,90	+ 14
Total	107,89	+ 29,50	2,206	+ 49,20	53,12	+ 3,90	1,27	– 33,10
Construction électrique et électronique							1,92	+ 20,70 *
CGE	143,99	+ 12,40	4,90	+ 122,70	68,55	+ 2,05	1,97	– 23,80 *
Thomson SA	76,66	+ 2,08	0,49	– 58,50	34,69	+ 3,15	– 0,27	N.S.
Bull	32,72	+ 3,75	– 0,26	– 188	15,90	+ 13,57	– 1,88	N.S.
Chimie								
Pechiney	88,47	+ 72	3,33 (1)	+ 67	40,10	– 10,30	3,94 (2)	+ 125,14
Rhône-Poulenc	73,06	+ 11,80	4,09	+ 18,40	39,99	+ 7,80	2,17	– 12,90
Air liquide	28,25	+ 10,20	2,126	+ 34,20	14,35	+ 3,28	1,013	+ 12,10
Sidérurgie								
Usinor-Sacilor	97	+ 22,90	7,60 (3)	+ 65,20	49,20	+ 1,65	3,30 (4)	– 28,30
Divers								
Saint-Gobain	66,09	+ 12,26	4,31	+ 6,60	34,08	+ 2,60	2,019	+ 0,70
Lyonnaise-Dumez :								
Lyonnaise des eaux	21,60	+ 15	0,726	+ 31,34	11,67	+ 16,50	0,363	+ 18,20
Dumez	26,21	+ 26,04	0,566	+ 25,50	14,797	+ 18,60	0,210	– 16,70
L'Oréal	27,17	+ 11,15	1,464	+ 18,60	15,74	+ 11,80	1,706 (4)	+ 13,20
Bolloré Technologies	16,12	+ 16,51	0,251	+ 21,25	8,73	+ 12,70	0,141	+ 2,17
Agroalimentaire								
BSN	+ 48,66	+ 15,40	2,698	+ 23,30	26,90	+ 15,95	1,509	+ 6,80
BTP								
Lafarge Coppée	30,40	+ 34	2,18	+ 16	15,71	+ 15,17	1,004	+ 1,83
Bouygues	47	+ 16	0,57	+ 10	25,814	+ 14,16	0,102	– 45,75
Industrie de luxe								
LVMH	19,63	+ 19	2,932	+ 46	13,501	+ 0,36	1,248 (3)	+ 23

(1) Pechiney : résultat amortissement des écarts d'acquisition. (2) Pechiney : résultats semestriels avec plus-values exceptionnelles dues à la vente de son siège social. (3) Usinor-Sacilor, LMVH : résultats nets intérêts minoritaires non déduits. (4) Renault, Usinor-Sacilor, L'Oréal : résultats semestriels nets avant impôt et participation.

* CGE : deux résultats semestriels, le premier est hors changement de méthode (+ 20,70 %) ; le deuxième est avec changement (– 23,80 %).

** En milliards de francs.



Coup de froid sur l'industrie française

Suite de la page 39

A ces phénomènes s'ajoute la disparition pure et simple pour certaines branches (agroalimentaire et, dans une moindre mesure, le luxe) de leurs marchés proche-orientaux pour cause de crise du Golfe. Par ailleurs, à la différence de 1973 et 1979, la rente pétrolière créée par le renchérissement du baril n'a pas encore suscité une demande supplémentaire des pays producteurs, plus soucieux d'alléger pour l'instant le fardeau de leur dette.

Tout se passe donc comme si les chefs d'entreprise faisaient leur possible pour ne pas injurier l'avenir et être en situation de réagir à toute éventualité : ne pas être pris à contrepied par un brusque décollage de la conjoncture internationale mais ne pas non plus pécher par optimisme en continuant à investir comme si de rien n'était. *« Les conséquences économiques du conflit m'inquiètent moins que les conséquences économiques du non-conflit »*, nous confiait récemment le patron d'un des tout premiers groupes industriels français, pour qui ce pilotage en double commande ne peut perdurer sans dommage...

En effet, à l'heure où les budgets 1991 se bouclent, les programmes d'investissement les grandes firmes commencent à se ressentir de ce climat d'incertitude. *« Nous avons divisé nos investissements en trois catégories. Les investissements de base, c'est-à-dire ceux que nous jugeons essentiels pour maintenir nos positions ; les investissements stratégiques, pour suivre la concurrence ; et enfin les investissements de développement, pour conquérir des parts de marché »*, explique le grand patron cité plus haut. Manifestement, après avoir vissé leurs frais généraux et réduit leurs budgets de promotion, c'est sur ce dernier poste (les investissements de développement) que les patrons font peser le poids de leurs incertitudes : *« L'ajustement en hausse ou en baisse en fonction de la conjoncture ne s'applique vraiment qu'aux investissements de capacité, c'est-à-dire à pas plus de 20 % de la totalité des dépenses d'équipement de l'industrie »*, assure ainsi M. Albert Merlin, directeur des études économiques de Saint-Gobain.

Des décisions retardées plutôt qu'annulées

En fait, ces décisions sont plus retardées que franchement annulées, d'où l'idée selon laquelle les trois premiers mois de 1991 seront moroses : *« Nous anticipons un premier trimestre 1991 difficile. Mais je ne crois pas au décrochage durable. Ces deux dernières années, nous avons connu des taux d'activité exceptionnels, des capacités de production utilisées jusqu'à leur limite extrême, notamment en mécanique de précision. Le secteur va retrouver un rythme de progression plus proche de la norme. Une croissance de 4 % en volume l'année prochaine me semble un objectif raisonnable »*, explique pour sa part M. Hubert Perrin, le patron de Mécadyne, une fédération de petites entreprises de la mécanique contrôlée par le holding Dynaction. En amont de toutes les autres industries, la mécanique est par nature aux premières loges pour sentir le vent de la conjoncture.

L'heure du recentrage a-t-elle sonné dans les grandes entreprises ? L'état des marchés financiers, le renchérissement du coût de l'argent et les perspectives de récession conduisent de nombreux industriels à renoncer à la poursuite d'acquisitions tous azimuts. A l'instar de M. Carlo De Benedetti (*le Monde* du 29 novembre), plusieurs annoncent leur intention de se « recentrer » sur leurs métiers : *« Cela ne date pas du Golfe »*, note-t-on au CNPF. Certains industriels, attachés qu'ils sont à faire disparaître les stigmates d'une phase d'acquisitions boulimique financée par endettement, ont décrété la pause. C'est le cas de Saint-Gobain, où l'on a quasiment proscrit les opérations majeures de croissance externe pour les deux années à venir. Le rachat au printemps dernier pour 11 milliards de francs – intégralement financés par emprunt – de Norton (le spécialiste américain des céramiques et abrasifs) ayant doublé le ratio d'endettement du groupe verrier, Saint-Gobain devra se contenter *« d'acquisitions de proximité pour combler des trous géographiques »* en 1991 et 1992. Et ramener ainsi le montant de ses engagements à un niveau jugé plus raisonnable. Moins explicite, la ligne de conduite apparaît identique chez BSN. Après avoir mené une politique tous azimuts de rachats en 1989 (13,5 milliards de francs engagés sur des opérations de croissance externe), le groupe agroalimentaire a levé le pied cette année et agira vraisemblablement de même en 1991.

D'autres se désengageront d'activités satellites pour continuer à financer leurs grands métiers en crise. Thomson, dont la branche militaire est déprimée et le grand-public vorace en capitaux, s'apprête, semble-t-il, à vendre son électro-ménager à General Electric. De son côté, le groupe Chargeurs a d'ores et déjà cédé ses activités hors textile et communication et exclut fermement toute nouvelle diversification. Numéro un mondial de la laine, le groupe dirigé par M. Jérôme Seydoux va jusqu'à s'interdire toute velléité de reprise de son rival français DMC, spécialisé dans le coton,... au nom d'une perception très rigoureuse de son métier de base.

Pourtant, la baisse accentuée du dollar (et d'ailleurs celle de plusieurs places financières) crée des opportunités que d'aucuns entendent ne pas laisser passer pour autant qu'elles entrent strictement dans leurs axes de développement stratégique. En octobre dernier, le Carbone Lorraine (groupe Pechiney) a ainsi doublé sa taille aux Etats-Unis en reprenant les activités balais pour moteurs électriques et graphites haute température de l'américain Stackpole. L'une des dernières transactions du genre ? La page des méga-opérations menées outre-Atlantique pourrait – momentanément – être tournée. Sauf coup de théâtre du côté par exemple d'Usinor-Sacilor, qui, depuis des mois, examine le dossier LTV-Steel avec une débauche de précautions, sans pourtant se décider à conclure.

Industries de base et de biens d'équipement sont résolument en position d'attente. Quant aux industries dites « nouvelles » (toute la filière électronique), elles font l'apprentissage de la rigueur et risquent d'entrer dans une période d'assainissement et de mûrissement accélérés. *« Les industriels ont énormément investi au cours des trois dernières années. Ils ont profité de la reprise économique internationale pour combler le retard pris en la matière durant la première moitié des années 80. On assiste actuellement à la fin de cette période de rattrapage »*, relève M. Fabrice Hatem, chargé de mission au commissariat général du Plan. Mais, déplore-t-on au ministère de l'industrie, ce ralentissement *« arrive trop tôt car, en termes d'investissements, on avait rattrapé entre les deux tiers et les trois quarts du retard des années 70 »*. Reste à savoir si ce repli n'est que passager ou si, intervenant dans un contexte fort troublé, il aura sur la croissance des effets à la fois plus pervers et plus durables.

CAROLINE MONNOT et FRANÇOISE VAYSSE

Les « Who's Who » des entreprises

Les « 200 » (les Echos), les « 1 000 » (l'Expansion), les « 5 000 » (le Nouvel Economiste), les « 10 000 » (l'Entreprise)...

PORTRAIT-ROBOT de la première entreprise française : avec un effectif de 210 300 personnes, elle a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 175 milliards de francs en 1989, et sa capitalisation boursière (13 milliards de dollars au 30 juin 1990) la place au 94e rang mondial. Ses investissements et ses ventes à l'étranger représentent respectivement 88 % et 99 % de son chiffre d'affaires, lequel a progressé de plus de 445 % l'an dernier !

Cette entreprise n'existe évidemment pas. Les chiffres cités (qui se rapportent, dans l'ordre, à la CGE, Renault, Elf-Aquitaine, Institut Mérieux, Arianespace et Avenir Havas Média) sont extraits des palmarès d'entreprises publiés chaque automne par les journaux économiques français : les « 200 » des *Echos*, les « 1 000 » de *l'Expansion*, les « 5 000 » du *Nouvel Economiste* et les « 10 000 » de *l'Entreprise*. Une mode qui n'est pas seulement française : les magazines américains en particulier raffolent de ces classements : citons *Fortune* (*« The 500 largest industrial corporations in the world »*), *Forbes* (*« The 200 best small companies in America »*) ou encore le quotidien *Wall Street Journal* et sa liste des cent plus grandes entreprises cotées en Bourse.

Les entreprises françaises tirent-elles de ces classements autre chose qu'une légitime fierté ? Pour le directeur de la communication de l'une d'entre elles, ils n'ont *« aucun intérêt parce qu'il y en a trop »* et surtout parce qu'il les voit comme *« des additions de choux, de navets et de carottes »*. Ce que confirme son homologue chez Automobiles Peugeot : *« Ce qui nous intéresse pour l'information interne, c'est de comparer nos résultats ou nos parts de marché à ceux des autres constructeurs »*, pas de savoir que la filiale de PSA arrive en 7e position, entre Usinor-Sacilor et Pechiney.

Communication externe

Tonalité générale : figurer dans ces palmarès, *« un peu comme dans le Who's Who »*, peut flatter l'orgueil des petites ou moyennes entreprises, mais les grands groupes affirment ne plus avoir ce *« complexe de taille »*. Et, dit-on chez Usinor-Sacilor, *« nous n'attendons pas l'automne pour diffuser notre information économique et financière, de manière autrement plus précise »*, auprès des salariés.

Nombre d'entreprises, tout de même, ne se privent pas d'un encart dans ces *« machines à pub »*. *« Certains annonceurs ne sont présents que dans ce type de numéro »*, explique-t-on par exemple à *l'Expansion*. Ils font une bonne affaire : la diffusion payée des « 1 000 », selon ce journal, représente 185 000 exemplaires ; le numéro reste en kiosque un mois au lieu de quinze jours ; enfin, les lecteurs (et les services de documentation) le conservent souvent comme une référence. Autant d'atouts de communication... externe.

FRÉDÉRIC BÉGHIN

Les profits en baisse des sociétés cotées

Suite de la page 39

« Ce décalage avec la réalité n'a rien de nouveau et s'observe régulièrement sur toutes les places », affirme un banquier parisien. *« En 1974, certains analystes augmentaient encore leurs prévisions alors qu'ils auraient dû les baisser depuis un an. »* A leur décharge, il faut reconnaître qu'il est à la fois très difficile d'aller à l'encontre d'un sentiment général et – surtout – de déceler le point d'inflexion d'un cycle économique apparu cette fois-ci à la fin de 1988. Et pourtant, ces spécialistes de la vie industrielle pressentaient ce revirement, mais pas son ampleur.

Le choc Michelin

« Après les 38 % de 1988 et les 21 % de 1989, un chiffre de 12 % de croissance des profits pour 1990 risque de faire pâle figure », affirmait encore dans sa revue de conjoncture d'avril un broker américain en parlant des bénéfices des entreprises françaises. Tout comme ses confrères, il s'excusait presque de cette prévision modeste, l'imputant à l'intégration par de nombreuses firmes de leurs récentes acquisitions. Certes, la hausse des taux d'intérêt au cours des premiers mois de l'année amenait quelques experts à corriger leurs chiffres, sans excès toutefois, l'environnement étant toujours porté par l'euphorie venue de l'Est en novembre 1989 avec l'effondrement du mur de Berlin.

Les premiers signes du ralentissement de la conjoncture sont apparus discrètement dans les statistiques de la Banque de France pour les mois de février et mars. Si, par la suite, au cours des premières assemblées générales annuelles, les patrons des sociétés cotées laissaient prévoir une dégradation de leurs résultats au premier semestre, l'alerte est cependant venue de Michelin à la fin du mois de juin.

Le constructeur de pneumatiques annonçait une réduction de 2 260 emplois à Clermont-Ferrand et le retour au rouge de ses comptes après 2,45 milliards de bénéfices en 1989. L'avertissement était entendu par les analystes repartis vers leurs bureaux d'études un peu moins confiants. Insuffisamment sans doute. Durant l'été, plusieurs cabinets tablaient encore sur une progression de plus de 10 % des bénéfices des entreprises françaises.

La crise du Golfe, déclenchée le 2 août, sera à l'origine d'un ajustement brutal qui ne fera que s'intensifier au fur et à mesure de la publication des résultats semestriels en septembre. De plus, chaque annonce, surtout les premières, provoque la chute des cours de la valeur concernée. Rhône-Poulenc puis Sanofi, respectivement avec 12,9 % et 15,4 % de baisse de leurs bénéfices, seront les premiers à en faire les frais. *« Nos activités ne sont pas en péril et ces résultats ne méritent pas une dramatisation si grande »*, affirmait-on alors à la direction financière du groupe pharmaceutique, filiale d'Elf Aquitaine, pour tenter de calmer les esprits. Ces déconvenues affecteront ensuite aussi bien Essilor (20 % de baisse des bénéfices) que CMB Packaging (2,1 % de tassement du résultat courant). Bref, aucune valeur n'a été épargnée.

Prévisions toujours favorables

Depuis les premiers jours de novembre, les analystes sont unanimes à parler d'une stabilisation, voire d'une baisse de 2 % à 3 % des bénéfices pour l'ensemble des sociétés cotées. Le montant de 150 milliards de francs de résultats dégagés l'an dernier par ces firmes devrait être écorné de plus de 3 milliards de francs cette année selon l'un des cabinets les plus influents de la place qui s'attendait encore à un gain de 22 milliards pour 1990 aux premiers jours de janvier. Cette contraction est provoquée principalement par les grandes entreprises, plutôt que par les PME.

Pour 1991, même si le jeu des pronostics est difficile étant donné les inconnues de la situation dans le Golfe et les incertitudes liées à l'ampleur et à la durée de la récession américaine, les prévisions sont toujours favorables. Il se dégage pour l'instant un consensus du marché tablant sur 7,8 % de croissance des bénéfices des entreprises. Cette prévision établie en novembre a été très légèrement corrigée par rapport à la précédente, d'octobre (+ 8 %), mais elle reste encourageante et optimiste.

DOMINIQUE GALLOIS

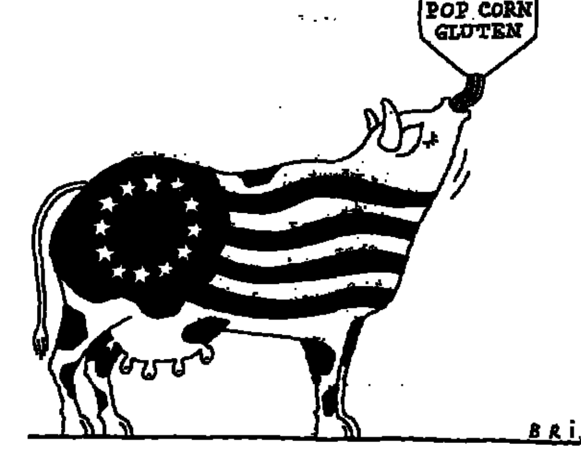
Le maïs de la colère

Les usines de raffinage de maïs américaines ne veulent pas perdre leurs clients européens, même pour leurs sous-produits que sont le gluten et la farine

LA FAYETTE (INDIANA)

de notre envoyé spécial

JUDY SLY, jeune et charmante ingénieur, boucles blondes qui dépassent du casque de chantier, est un peu étonnée en apprenant que nous nous intéressons surtout au gluten de maïs (*corn gluten feed*). Avec la farine de maïs (*corn gluten meal*), celui-ci ne représente en effet que 20 % du chiffre d'affaires de cette usine que possède la compagnie Staley à La Fayette (Indiana). Ces aliments pour le bétail ne sont en effet que des sous-produits de l'activité de l'usine (baptisés fort élégamment *co-products* par le marketing), l'objet principal du raffinage du maïs étant la fabrication d'édulcorants : fructose (*syrup*) et dextrose, vendus à de gros clients industriels, comme Coca-Cola et Pepsi-Cola. Judy, qui est diplômée de l'université de Purdue de La Fayette, dont la faculté d'agronomie est renommée aux Etats-Unis, va nous démontrer combien cette activité de raffinage est intégrée dans l'économie du maïs, et donc dans l'économie agricole du Corn Belt, ces régions de production traditionnelles.



L'usine de Staley traite 108 000 *bushes*, soit 3 000 tonnes de maïs par jour, et produit 760 tonnes d'aliments pour le bétail (*corn gluten feed* et *corn gluten meal*).

D'énormes et superbes semi-remorques comme en rêvent les enfants de l'Europe, avec une cheminée d'échappement qui grimpe le long de la cabine, se succèdent à l'entrée de l'usine, attendant leur tour pour libérer leur cargaison de maïs. Il en arrive en moyenne 125 par jour, qui ont parcouru une trentaine de miles (50 kilomètres) et proviennent, pour la plupart des coopératives de la région. Les relations de Staley avec les agriculteurs de l'Indiana sont, nous affirme Judy, tout à fait excellentes. Cette année, la récolte a été tardive et, en cette mi-novembre, les camions sont particulièrement nombreux. Le déchargement est automatisé. C'est d'ailleurs vrai de l'ensemble des opérations de l'usine qui, construite en 1978, a été depuis complètement informatisée. Elle compte 280 employés dont douze ingénieurs qui travaillent en quatre équipes. Les différentes composantes du maïs sont d'abord séparées et traitées, puis, dans une seconde phase, la plus noble d'entre elles, l'amidon, est raffinée pour devenir le *syrup*, de plus en plus demandé par les fabricants de produits sucrés. Le *corn gluten feed* et le *corn gluten meal*, issus de la fibre, apparaissent au cours de la première étape du processus. Judy nous fait découvrir le produit de *corn gluten feed*, objet du ressentiment des céréaliers européens, qui s'engouffre sous sa forme achevée – des granulés – dans d'énormes containers d'acier. La farine de maïs, une poudre jaune, est directement chargée dans des wagons de la Norfolk and Western. Son prix est deux fois plus élevé que celui du *corn gluten feed*. Alors que ce dernier est exporté vers l'Europe, elle est vendue pour l'essentiel aux producteurs de volailles américains.

Staley, qui est une filiale du géant britannique Tate and Leyle, possède quatre usines principales aux Etats-Unis, dont deux à La Fayette, le siège de l'entreprise, et à Decatur, dans l'Etat voisin de l'Illinois. La transformation du maïs est ici entre les mains de 11 entreprises, dont les 8 principales, qui font tourner 25 usines, sont regroupées au sein de l'association des raffineurs. Une profession des plus prospères lorsqu'on sait qu'en 1989 les édulcorants à base de maïs ont dépassé le sucre et représentent 53 % de la consommation, au lieu de 15 % en 1969. L'exportation de *corn gluten feed*, stable depuis plusieurs années, offre un complément de recettes appréciable auquel les industriels américains ne sont pas disposés à renoncer. *« Nous avons fait faire une étude pour évaluer quelles seraient les conséquences si nous perdions ce débouché. Notre rentabilité s'en trouverait affectée, mais également l'ensemble du marché. Il en ressort que le prix du maïs chuterait de près de 7 % »*, explique Edith Monroe à Washington, au quartier général des raffineurs. Une perspective qui ne peut, bien sûr, qu'inciter les agriculteurs et leurs organisations professionnelles à se mobiliser aux côtés des industriels pour s'opposer aux exigences de la Communauté.

Cependant, cette poule aux œufs d'or, les Européens ne cherchent nullement à l'écraser. Ils ne réclament pas la réduction des livraisons américaines mais leur stabilisation grâce à l'application de droits de douane élevé au-delà du volume aujourd'hui atteint par ces importations. Dans ces conditions, un arrangement respectant les intérêts de tous n'est-il pas envisageable ? Edith Monroe avoue avoir été échaudée par les tentatives protectionnistes précédentes de la Communauté et n'avoir aucune confiance en elle : *« Aujourd'hui, la CEE demande la stabilisation de nos exportations. Si nous cédions, elle chercherait à imposer demain des conditions plus restrictives »*, explique-t-elle.

PHILIPPE LEMAITRE

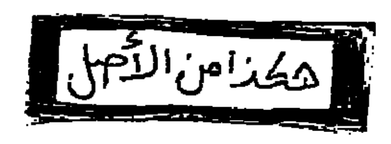
L'un des enjeux de l'Uruguay Round

Les Etats-Unis vendent 90 % de leur production de *corn gluten feed* (gluten de maïs), soit près de 5 millions de tonnes, à la Communauté européenne. Celle-ci souhaiterait stabiliser ces importations d'aliments pour le bétail, qui font concurrence à ses propres céréales. Dans cette optique, elle demande le droit de « rééquilibrer » sa protection agricole extérieure, c'est-à-dire de percevoir des droits de douanes sur le *corn gluten feed* et les autres produits de substitution des céréales (PSC) qui entrent aujourd'hui librement sur les marchés des Douze. Les Américains y sont hostiles, et c'est là un des enjeux de l'Uruguay Round, cette conférence ministérielle réunissant cent sept pays cette semaine à Bruxelles.

Le raffinage du maïs, dont provient le *corn gluten feed*, est dominé par huit groupes importants, dont les usines sont installées surtout dans la zone des Grands Lacs, principale région de production.

□ RECTIFICATIF : **DSM joue son avenir à quitte ou double.** – Dans l'article paru sous ce titre dans « le Monde Affaires » du 30 novembre 1990, une erreur de transmission nous a fait attribuer au groupe Royal Dutch Shell un chiffre d'affaires de 1 530 milliards de francs. Il fallait lire 640 milliards de francs. En outre, le groupe ne réalise pas le tiers de ce chiffre d'affaires dans la chimie, mais à peine 10 % (environ 60 milliards de francs).





La location des bateaux de plaisance prend le large

Un chiffre d'affaires en France de 370 millions de francs, une croissance de plus de 5 % par an, une activité en plein essor

DISPOSER, pour 3 000 à 5 000 francs par personne et par semaine, d'un voilier flambant neuf d'une valeur avoisinant 2 millions de francs – que l'on ne pourra, la plupart du temps, jamais se payer – et ne pas avoir à l'entretenir, à l'assurer et à le faire gardienner, sans compter son amortissement : telle est la raison d'être de la location de bateaux de plaisance, activité en plein développement à l'heure actuelle. Avec un parc de 4 200 bateaux et un chiffre d'affaires de 370 millions de francs en métropole et dans les DOM, ainsi qu'une croissance régulière de plus de 5 % par an, la location est devenue un véritable produit de société.

Une étude, réalisée en décembre 1989 par LEPCA Conseil, auprès des consommateurs lors du Salon nautique, a dégagé les motivations suivantes : *« Naviguer sans acheter »* pour les locataires chevronnés, devenus, à 93 %, des clients stables; *« essayer avant d'acheter »* pour les nouveaux locataires et *« changer de zone de navigation »* pour tous. Cette étude montre également l'importance de l'initiation-formation, qui reste l'apanage d'une tradition « club » ou « association » du genre Centre des Glénans ou UCPA, qui ont littéralement inventé la voile populaire dans les années 60 : 73 % des locataires ont suivi cette filière.

Le parc locatif est fortement dominé par les voiliers, surtout dans les DOM-TOM (en particulier aux Antilles), grâce au privilège fiscal qui leur est attaché (loi Pons). La taille des bateaux monte nettement, le multicoque gagnant du terrain, avec des esquifs de bonne qualité, dont 70 % ont moins de trois ans. Par ailleurs, les loueurs ne sont propriétaires que de 20 % au maximum du parc locatif, 80 % étant des bateaux appartenant à des particuliers et confiés aux sociétés de location, qui les louent, les gèrent et les entretiennent correctement (dans la plupart des cas).

Enfin, caractéristique essentielle, cette profession est très marquée par l'individualisme, d'où son extrême atomisation. Ainsi, dans le secteur maritime, il existe 159 loueurs en France pour 2 600 bateaux, dont 77 % à voile et 23 % à moteur; et un chiffre d'affaires global de 190 millions de francs (35 millions de francs en Manche-Atlantique, 110 millions de francs en Méditerranée et 45 millions de francs dans les DOM-TOM).

Naissance d'un géant

En métropole, moins de six entreprises ont un chiffre d'affaires supérieur à 5 millions de francs.

Dans ce secteur, l'événement de l'année a été la naissance d'un « géant de la location », Top Leisure, avec la réunion de trois des plus grandes sociétés de gestion et de location de voiliers : Moorings, Kavos, Soleil et Voile, comptant, au total, près de 1 000 personnes, 600 bateaux, 20 bases dans le monde entier, 350 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, auxquelles vient de s'ajouter la société Cap Corse, numéro deux français, avec 10 millions de chiffre d'affaires. Top Leisure devient le numéro un mondial de la location, devant le Britannique Sunsail, qui ne représente que le tiers du premier.

Les deux noyaux durs initiaux étaient d'abord The Moorings, fondée en 1969 par Charlie et Ginny Carry, devenue rapidement et de très loin la première société américaine de charters (45 % du marché, avec 25 millions de dollars de chiffre d'affaires); dans les Caraïbes anglaises et le Pacifique, riche de ses 250 voiliers d'assez grande dimension (10 mètres à 18 mètres) et de ses bases intégrées (hôtel + marina), le tout associé à une excellente réputation fondée sur vingt années de gestion rigoureuse à l'anglo-saxonne.

Ensuite venait Kavos, créée en 1970 par Aleca Kavageorgis et Georges Trillard, avec une flotte homogène de 170 voiliers, des bases en Grèce, Turquie, Yougoslavie, Espagne, numéro un de la Méditerranée, pour un chiffre d'affaires d'une centaine de millions de francs.

En décembre 1988, la Compagnie internationale des wagons-lits, en quête de diversification, entra en force dans la location de bateaux de plaisance, en achetant ces deux sociétés. Ce fut un insuccès : les actionnaires belges de la compagnie n'en voulaient pas; les structures d'accueil françaises étaient trop lourdes et, en février 1990, un groupe d'investisseurs racheta ces deux sociétés aux Wagons-lits, en y ajoutant Soleil et Voile, fondée il y a treize ans en Guadeloupe par Jacques Brillaud et Monique Arnal, avec trois bases, 80 bateaux et une réputation de grand sérieux.

Parmi ces investisseurs, figuraient, et figurent toujours, la Caisse des dépôts et consignations, les compagnies d'assurances UAP et Axa, la société de capital-risque Astorg du groupe Suez, la Banque d'affaires britannique Schroeder, l'IDI, SIPAREX. Bref, un tour de table solide, qui a apporté 99 millions de fonds propres, un véritable record dans cette profession. Le tout a été confié à Vincent Mercier, quarante-et-un ans, directeur du développement aux Wagons-lits pendant quatre ans, qui, avec son équipe, a entrepris de souder les constituants du nouveau groupe et de les aligner sur les normes rigoureuses de Moorings, la remarque s'appliquant essentiellement à Kavos, dont la gestion jusqu'à présent était un peu « orientale » et dont les fondateurs ont quitté la barre.

Les ambitions de cette équipe sont grandes. Il lui faut d'abord renforcer les activités traditionnelles, à savoir la location sans équipage (80 % de l'activité) et la location avec équipage (15 %). Ensuite, l'analyse du marché a montré qu'il existait une population importante de personnes ignorant tout de la voile, mais fascinées par les Antilles, les îles grecques, la côte turque ou dalmate. Pour cette population, souvent d'âge moyen ou même davantage, un concept de « vacances-liberté » a été imaginé, avec un cocktail de journées en hôtel ou bungalow, des activité nautiques diverses et une croisière courte sur grand bateau (15 à 18 mètres) avec équipage se chargeant de tout, manœuvres et cuisine.

Le produit est déjà commercialisé aux Antilles sur le modèle américain – mais peu adapté aux Français – de Moorings et sera accessible en 1991-1992 sur le site de Marmaris, en Turquie, en collaboration avec le groupe hôtelier ACCOR. En somme, l'équipe de Vincent Mercier s'attaque au tourisme de masse « voile », comme l'avait fait, il y a trente ans, le Club Méditerranée pour les plages.

FRANCOIS RENARD

Salon nautique : météo incertaine

Pour son trentième anniversaire, le Salon nautique de Paris n'est plus dans son ambiance habituelle des trois dernières années, où l'on voyait la navigation de plaisance chevaucher allègrement la vague de la croissance.

Cette fois-ci, l'ombre du ralentissement économique se profile de plus en plus et inquiète les constructeurs. Déjà, une légère baisse des commandes (5 % à 10 %) avait été observée dès le mois de mars dernier, comme dans l'automobile. Le phénomène était un peu plus perceptible en mai-juin, surtout en Europe, terrain de jeu favori de l'industrie française de la plaisance, la deuxième du monde, qui exporte la moitié de sa production, un véritable record.

L'environnement est loin d'être brillant. Le marché britannique des bateaux fléchit en même temps que l'économie du pays, et les taux d'intérêt très élevés y découragent les emprunteurs, de même qu'en Espagne. La concurrence américaine est forte pour les bateaux à moteur de moins de 10 mètres et, sur le marché français, les immatriculations, déjà stables en 1989, n'ont qu'à peine progressé en 1990 : un marché qui apparaît « mûr », après les bonds des années précédentes (+ 10 % en 1988). De plus, le marché de l'occasion est en hausse constante. Dès 1981, il dépassait le marché du neuf, dont il représente le double aujourd'hui, avec 41 000 transactions pour 21 000 coques construites (pour les voiliers, on passe du double au quadruple pour l'occasion).

Coques en stocks

En outre, l'apparition, dès 1960, de la construction en matière plastique, détrônant le bois, fait que les coques vieillissent infiniment mieux que les automobiles : l'acier rouille, pas le polyester. On voit des bateaux de vingt-cinq à trente ans se comporter très honorablement, ce qui conduit à l'accumulation d'un stock de coques en bon état, qui changent de mains assez souvent, aux dépens des constructions neuves.

Les tendances et les évolutions techniques se poursuivent d'une année à l'autre. Ainsi, la poussée du moteur continue, traduisant l'évolution du goût des consommateurs. Dans ce domaine, la mode s'oriente vers le bateau habitable (+ 33 % en 1989), au détriment des non habitables. Certaines personnes préfèrent acheter une vedette spacieuse, rapide (et coûteuse), de 500 000 francs à 1 million de francs et bien davantage, au lieu et place d'une résidence secondaire.

Une autre tendance se dessine de plus en plus, celle du recours à la location *(voir ci-dessus)*. Elle explique le développement de la construction de grandes unités, d'une longueur supérieure à 12 mètres, dont une bonne partie, près de 40 %, sont achetées par les loueurs, qui sont d'excellents clients pour, par exemple, les deux grands chantiers Bénéteau et Jeanneau, notamment pour les mers chaudes (les Antilles), où l'amortissement et la gestion de ces grandes unités bénéficient d'une saison beaucoup plus longue (trente à quarante semaines au lieu des douze à dix-huit semaines de l'Europe).

Un flottement donc, en cette fin de 1990, comme nous l'avons annoncé, mais aussi un défi pour une industrie de plaisance qui réalise plus de 8 milliards de francs de chiffre d'affaires, le deuxième rang mondial après les Etats-Unis, avec 13 000 emplois directs et 20 000 indirects. Ainsi, les chantiers français, les premiers du monde pour la voile, entreprennent de rattraper le retard sur le moteur, en mettant les bouchées doubles.

F. R.

MARCHÉS FINANCIERS

Le constructeur d'ordinateurs s'opposant à l'offre du numéro un mondial des télécoms

ATT lance une OPA hostile sur NCR

Si American Telephone and Telegraph (ATT), numéro un mondial des télécoms, avait espéré lancer une OPA amicale sur NCR, le cinquième constructeur américain d'ordinateurs, il se trompait. Dès l'annonce de cette opération (*le Monde* du 4 décembre), les premiers signes de réticence se faisaient sentir chez les dirigeants du constructeur visé. Le fait que les discussions qui l'avaient précédée durant des semaines pour trouver un accord à l'amiable n'avaient pas abouti, prouvait que les appétits du géant des télécoms ne recevaient pas d'écho favorable auprès de sa cible.

NCR a donc décidé de vendre chèrement sa peau. Il a estimé que la somme proposée par ATT (6 milliards de dollars, soit une trentaine de milliards de francs) n'est pas suffisante car elle ne représente qu'une prime de 25 % sur le cours le plus haut atteint par le titre au cours des six derniers mois. Depuis dimanche, il s'est donc attaché à faire monter les enchères, se montrant disposé à discuter avec ATT si celui-ci proposait au moins 8,3 milliards de dollars (soit 125 dollars par titre).

Considérant cette demande comme « inadéquate » et contraire à l'intérêt de ses propres actionnaires, ATT l'a repoussée, optant pour l'attaque frontale et l'OPA hostile, une démarche contraire à sa culture. Le géant des télécoms maintient son offre à 90 dollars l'action, soit à peine plus que le prix de clôture de NCR mercredi à Wall Street, avant l'annonce officielle de l'OPA (86,62 dollars, en hausse de 3,12 dollars) mais un prix nettement supérieur au cours précédant les pourparlers (48 dollars le 7 novembre).

Logique, la direction de NCR a donc fait savoir qu'elle combattrait cette offensive, déclenchant des actions en défense permettant aux actionnaires d'acquérir des actions spéciales dès qu'un investisseur hostile met la main sur plus de 15 % de son capital.

F. V.

Une révolution dans les pratiques de « Big Blue »

IBM déplace sa division télécoms en Europe

Numéro un mondial de l'informatique, l'américain IBM a décidé de piloter sa stratégie dans les télécommunications depuis Londres.

« Big Blue » a annoncé, mercredi 5 décembre, qu'elle allait transférer à Londres l'état-major de sa division télécoms actuellement installée à Somers, au nord de la ville de New-York. cent vingt personnes, dont Mme Ellen Hancock, vice-présidente du groupe et responsable des systèmes de communication IBM, devraient ainsi franchir l'Atlantique pour s'établir sur les bords de la Tamise au début de 1991. Une véritable révolution dans les pratiques d'IBM, dont les centres de décision ont toujours été concentrés aux Etats-Unis. Des raisons commerciales et politiques ont poussé la firme d'Armonk à rompre avec l'un de ses principes de fonctionnement essentiels.

En premier lieu, le géant informatique entend profiter des opportunités nouvelles créées par le marché unique des télécoms en Europe. Le Vieux Continent a par ailleurs pris une certaine avance dans la maîtrise et le développement des systèmes de communication et réseaux, pour lesquels la demande d'équipement est actuellement époustouflante. Ensuite, en décentralisant l'une de ses six divisions principales en Europe, IBM espère donner un gage suffisant pour pouvoir négocier, sans trop de grincements de dents, sa participation aux programmes de recherche communautaire.

Le choix de la Grande-Bretagne, pays qui a mené le plus loin la logique de dérégulation dans les télécoms, n'est pas innocent. Reste que cette décision peut être perçue comme une gifle pour la France. La filiale d'IBM dans l'Hexagone était jusqu'à présent en charge du secteur télécommunications pour l'Europe. Elle en est désormais dépossédée au profit de Londres.

L'espagnol Ocisa veut prendre 10 % du capital de la SAE

Le groupe espagnol de bâtiment et travaux publics Ocisa, qui a franchi le 21 novembre dernier le seuil des 5 % dans le capital de la Société auxiliaire d'entreprise (SAE), avec 6,23 % des parts, entend désormais porter sa participation jusqu'à 10 %. *« Nous souhaitons prendre une participation quelque peu significative et qui entre dans le cadre d'un projet industriel commun. Cela nous réjouirait que la SAE prenne également 10 % de notre capital »*, a déclaré à l'agence Reuter le président du groupe espagnol, M. Florentino Pérès.

Le numéro six du BTP de la péninsule Ibérique s'est renforcé dans la SAE dans le cadre d'un pacte d'actionnaires mis au point par les dirigeants du groupe français à la fin de l'été (*le Monde* du 1er septembre). Cette décision de protection est intervenue après l'offensive menée au printemps sur cette firme par le promoteur immobilier Michel Pelège.

□ **Palais de la Bourse : M. Chirac propose une prolongation de bail.** – Propriété de la Ville de Paris, le palais Brongniart loué à la Société des Bourses françaises (SBF) arrive en fin de concession le 31 décembre prochain. Alors que le maire du 2e arondissement souhaite que ce bâtiment soit vendu aux enchères, le maire de Paris, M. Jacques Chirac proposera une prolongation du bail de deux ans, au cours d'un prochain conseil prévu le lundi 10 décembre. Le maire du 2e arrondissement, Mme Benoîte Taffin (UDF) et M. Alain Dumait élu (UDF) du secteur, profiteront de ce débat pour réactiver la proposition qu'ils avaient déjà faite au maire de Paris en 1984 : ils suggèrent de vendre le palais Brongniart aux enchères.

NEW-YORK, 5 décembre ↑

Au-dessus de 2 600 points

Troisième séance de hausse mercredi à Wall Street. Sérieusement ralenti la veille, le mouvement s'est, cette fois, accéléré et à la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles enregistrait une avance confortable de 30,69 points (+1,19 %). Il a même repassé la barre des 2 600 points pour s'établir à 2 610,39.

Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1 999 valeurs traitées, 1 064 ont monté, 488 seulement ont baissé et 447 n'ont pas varié.

Cette remarquable fermeté ne fut toutefois pas immédiate. La tendance avait en effet été très irrégulière durant la majeure partie de la matinée, les investisseurs étant partagés entre l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt et la crainte que les prochains chiffres du chômage ne confirment l'entrée en récession.

L'annonce d'une sensible baisse des prix pétroliers allait toutefois les dérider d'autant que l'Irak confirmait avoir accepté la *proposition du président George Bush d'entamer des discussions sur la crise du Golfe.*

L'activité a nettement augmenté et 205,82 millions de titres ont changé de mains contre 185,81 millions la veille.

VALEURS	Cours du 4 décembre	Cours du 5 décembre
Alcoa	55	56 1/4
ATT	30 1/4	30
Boeing	45 1/4	46 3/8
Chase Manhattan Bank	11 1/2	12 3/4
Du Pont de Nemours	36 5/8	37 1/4
Eastman Kodak	41 1/8	41 7/8
Exxon	50 3/8	50 1/4
Ford	27 3/4	27 1/2
General Electric	55	57
General Motors	36 1/2	37
Goodyear	15 7/8	16 7/8
IBM	114 5/8	114 3/4
ITT	47 3/8	47 7/8
Mobil Oil	58 1/2	57 7/8
Pfizer	80 5/8	78 7/8
Schlumberger	58 1/8	55
Texaco	58	58 1/2
UAL Corp. ex-Allegis	101	103 7/8
Union Carbide	16	16 7/8
USX	31 1/4	31 3/8
Westinghouse	27	28 1/4
Xerox Corp.	34 1/2	36 3/4

LONDRES, 5 décembre ↑

Légère hausse

Les cours des valeurs ont terminé en légère hausse mercredi au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 6,3 points, à 2 152,6, soit un progrès de 0,3 % par rapport à mardi. La séance est restée morne, la privatisation des compagnies d'électricité ayant accaparé l'attention des boursiers. Le volume des transactions s'est cependant amélioré, pour atteindre 508,5 millions d'actions échangées contre 447,3 millions la veille. Les industrielles, les assurances et les pharmaceutiques ont gagné du terrain, tandis que les compagnies d'eau se sont repliées en raison de la concurrence que constitue l'introduction en Bourse, la semaine prochaine, des compagnies d'électricité. Eurotunnel s'est apprécié en raison du succès de son augmentation de capital, souscrite à 84,3 %, sur les titres mis en vente en Grande-Bretagne *(voir ci-dessous).*

PARIS, 6 décembre ↑

Poursuite du redressement

La Bourse de Paris confirmait, ce jeudi, la bonne orientation adoptée depuis le début de la semaine. En hausse de 1,09 % dès l'ouverture, les valeurs françaises affichaient une progression moyenne de 1,28 % en fin de matinée. En début d'après-midi, le mouvement haussier se poursuivait, l'indice CAC 40 faisait apparaître une progression de 1,5 %. Peu de temps avant le début des échanges à New-York, la tendance restait la même et l'avance enregistrée se maintenait à (1,6 %).

L'espoir d'un règlement pacifique dans la crise du Golfe a provoqué une baisse des cours du pétrole, en dessous des 26 dollars le baril, seuil qui n'avait pas été franchi depuis six semaines. Les intervenants accueillaient favorablement cette détente confortée en début d'après-midi par un autre signe favorable : la demande par Saddam Hussein au Parlement irakien de libérer tous les otages étrangers. Sur le plan monétaire, la détente du loyer de l'argent au jour le jour revenant à 9 3/4 – 9 7/8 contre 10 % la veille, était jugée aussi encourageante.

Toutefois, cet asssouplissement ne fait pas l'affaire du franc français face au mark qui bénéficie d'une hausse des taux courts allemands. Sur le marché à règlement mensuel Concept se détachait avec un gain de près de 43 %. Un phénomène facilement explicable pour cette société de services informatiques dont les cours avaient été suspendus le 12 novembre dans l'attente d'une OPA déposée par Altus Finance. Le prix proposé est de 140 F pour un dernier cours de 98 F. Il était donc normal que pour la reprise des cotations, le cours de la valeur s'aligne sur le prix de l'OPA. Parmi les autres progressions figuraient Plastic Omnium, Olipar et CCMC.

TOKYO, 6 décembre ↑

Nouvelle hausse

Réamorcé quelques heures auparavant, le mouvement de hausse s'est poursuivi, et même accéléré, jeudi à Tokyo. En progrès de 0,8 % en fin de matinée, l'indice Nikkei augmentait son avance et, à la clôture, il s'établissait à la cote 22 553,10, avec un gain de 359,38 points (+ 1,62 %).

Le marché a surtout été animé par l'espoir insistant d'une solution diplomatique à la crise du Golfe. Mais les investisseurs se plaignaient néanmoins du manque d'affaires. *« L'activité n'est pas vraiment encourageante aujourd'hui »*, assurait un spécialiste, qui redoutait que la progression des cours ne soit quelque peu artificielle.

Reste que la baisse des prix du pétrole a tout de même un peu rassuré la communauté financière.

Le bilan de la séance n'en a pas moins été assez brillant avec 730 valeurs en hausse contre 236 en baisse et 128 inchangées.

VALEURS	Cours du 5 déc.	Cours du 6 déc.
Akai	460	475
Bridgestone	985	1 010
Canon	1 250	1 250
Fuji Bank	2 170	2 180
Honda Motors	1 270	1 290
Matsushita Electric	1 610	1 620
Mitsubishi Heavy	639	658
Sony Corp.	5 700	5 800
Toyota Motors	1 760	1 800

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Augmentation de capital d'Eurotunnel : 84 % de la tranche britannique a été souscrite.** – Les premiers résultats de l'augmentation de capital d'Eurotunnel lancée au début du mois de novembre ont été publiés jeudi 4 décembre et concernent le placement en Grande-Bretagne. Ainsi, outre-Manche, 84,3 % des 83,98 millions d'actions offertes aux actionnaires ont été souscrites par exercice des droits. Le solde a été placé en Bourse de Londres dès mercredi 3 décembre, a indiqué le chef de file britannique Norman Grenfell. Cette partie de l'émission représente 42 % du montant total de l'augmentation de capital effectué, par le consortium chargé de réaliser la liaison transmanche, soit 199,43 millions de titres mis sur le marché, pour un total de 532 millions de livres (5,66 milliards de francs), dont 115,4 millions d'actions en France. Les résultats du placement dans l'Hexagone seront publiés le 14 décembre.

□ **Mérieux : 100 millions de francs de bénéfice net prévu pour 1990.** – L'Institut Mérieux, filiale à 51 % du groupe chimique Rhone-Poulenc, devrait dégager cette année un bénéfice net (part du groupe) de 100 millions de francs, en recul par rapport aux 121 millions engrangés en 1989. Le chiffre d'affaires sera en revanche en augmentation à 5 milliards de francs contre 3,8 milliards, mais il intègre désormais les activités du canadien Connaught, que Mérieux a acquis en décembre 1989, devenant ainsi numéro un mondial des vaccins avec 30 % du marché mondial. La baisse du bénéfice, qui avait déjà chuté de 32 % en 1989 par rapport à 1988, s'explique par la chute du dollar, les frais de restructuration engagés après l'acquisition de Connaught et l'amortissement de cette opération. Quant aux négociations engagées par Mérieux avec la société Transgène en vue d'un rapprochement des deux sociétés, elles sont toujours en cours et ne devraient pas aboutir avant la fin de l'année, a-t-on indiqué. Transgène est le pionnier français des biotechnologies.

□ **Club Méditerranée : bénéfices en progression de 8 %.** – Le Club Méditerranée, au premier rang mondial des villages de vacances, devrait réaliser pour l'exercice qui s'est terminé le 31 octobre un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 364,9 millions de francs, en progression de 8 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Pour l'exercice en cours, le Club Méditerranée enregistre, pour la saison d'hiver, une baisse très sensible des ventes à destination des pays méditerranéens, en raison de la crise du Golfe, et un démarrage tardif, mais à un rythme satisfaisant, des ventes dans les villages situés dans des stations de sports d'hiver. En Amérique du Nord, les ventes subissent aujourd'hui le contrecoup d'une situation économique morose alors qu'elles continuent de progresser sur le marché japonais.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	363	380	IDIA	331	331
Asystel	105	...	Idianova	116 50	121 20
B.A.C.	188 10	....	I.M.S.	919	905
B.I.C.M.	820	840	IN2	335	335
Boiron (Ly)	420	415	I P B.M.	120	122
Boisset (Lyon)	183	....	Loca investis.	300 20	
Câbles de Lyon	3167	3210	Locamic	77 20	78
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	890	890	Matra Comm.	122 50	123
Calberson	290	290	Molex	108	...
Cardif	435	428	Olivetti Logabax	590	599
C.E.G.E.P.	180	180	Presbourg	90	83 80 o
C.F.P.I.	261	268	Publ.Filipacchi	252	245 50
C.N.I.M.	800	792	Razel	650	650
Codetour	281	289	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	308	308
Comareg	281 80	....	St-H. Matignon	175 80	180
Conforama	898	890	Select Invest (Ly)	79 60	82
Creeks	234	224 80 o	Serbo	439	439
Dauphin	386	390	S.M.T. Goupil	171 80	166 70
Delmas	687	675	Sopra	160	163
Demachy Worms Cie	500	500	Supra	100	...
Desquenne et Giral	229 50	222 70	Thermador H. (Ly)	240	240
Devanlay	901	890	Unilog	170	169
Deville	417	428	Union Fin. de Fr.	345 50	345
Dollfus	192	191 80	Viel et Cie	82	82
Editions Belfond	216	216	Y. St-Laurent Groupe	843	868
Europ. Propulsion	372	....			
Finacor	123 50	127			
Frankoparis	160	158 10			
GFF (group.fon.f.)	343	338 50			
Grand Livre	409	396 80			
Gravograph	178 70	171 60			
Groupe Origny	487	485			
Guerbet	860	850			
I.C.C.	225	225			

Marché des options négociables le 5 déc. 1990

Nombre de contrats : 33 953

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Bouygues	440	21	–	–	–
CGE	520	48	–	3	14,20
Elf-Aquitaine	320	14	27	4	–
Eurotunnel SA-PLC	36	1,80	4,30	1,80	3,55
Euro Disneyland SC	90	10,50	–	–	–
Havas	487	14	–	15	–
Lafarge-Coppée	340	16,50	31,50	6	15
Michelin	60	11,50	14,20	0,60	–
Midi	1 100	4,50	32	–	–
Paribas	560	–	14	–	–
Pernod-Ricard	960	–	–	10,50	–
Peugeot SA	560	13	41	28	–
Rhône-Poulenc CI	240	–	–	5	–
Saint-Gobain	360	43	56	3	–
Source Perrier	1 200	68	–	–	–
Société générale	440	3	22	–	–
Suez Financière	300	13,99	27	2,50	–
Thomson-CSF	100	19,10	23	–	2,10

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 5 déc. 1990

Nombre de contrats : 61 202

COURS	ÉCHÉANCES Décembre 90	Mars 91	Juin 91
Dernier	99,92	99,96	100,04
Précédent	99,90	99,92	100,08

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS D'ACHAT Juin 91	OPTIONS DE VENTE Mars 91	OPTIONS DE VENTE Juin 91
100	1,17	–	1,22	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,0540 F ↓

Le dollar s'inscrivait en très légère baisse, jeudi 6 décembre à Paris, s'échangeant à 5,0540 F contre 5,0580 F mercredi à la cotation officielle. Le mark restait très ferme contre le franc, à 3,3880 F contre 3,3851 F mercredi au fixing.

FRANCFORT	5 déc.	6 déc.
Dollar (en DM)	1,4950	1,4941
TOKYO	5 déc.	6 déc.
Dollar (en yens)	133,42	134,05

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (6 décembre) .. 9 13/16 - 9 15/16 %

New-York (5 décembre) ...... 7 1/8 - 7 1/4 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	4 déc.	5 déc.
Valeurs françaises	77	77,80
Valeurs étrangères	78,30	78,70
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	433	438,06
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 646,53	1 660,44

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	4 déc.	5 déc.
Industrielles	2 579,70	2 604,45

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	4 déc.	5 déc.
Industrielles	1 681,60	1 689,60
Mines d'or	152,30	154,30
Fonds d'Etat	82,58	82,68

TOKYO

	5 déc.	6 déc.
Nikkei Dow Jones	22 193,72	22 553,10
Indice général	1 639,13	1 667,80

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,0700	5,0720	+ 74	+ 84	+ 172	+ 192	+ 570	+ 630
$ can.	4,3575	4,3630	– 90	– 66	– 158	– 119	– 313	– 235
Yen (100)	3,7841	3,7871	+ 44	+ 60	+ 104	+ 132	+ 340	+ 408
DM	3,3845	3,3874	+ 13	+ 31	+ 42	+ 67	+ 113	+ 175
Florin	3,0000	3,0030	+ 17	+ 32	+ 40	+ 62	+ 109	+ 167
FB (100)	16,3443	16,3613	+ 28	+ 165	+ 54	+ 302	+ 189	+ 760
FS	3,9609	3,9656	+ 30	+ 47	+ 72	+ 100	+ 258	+ 333
L (1 000)	4,4987	4,5044	– 133	– 65	– 193	– 119	– 472	– 344
£	9,7674	9,7763	– 345	– 300	– 625	– 562	– 1286	– 1122

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 5/16	7 9/16	8 1/4	8 3/8	8	8 1/8	7 13/16	7 15/16
Yen	7 15/16	8 3/16	8 7/16	8 9/16	8 5/16	8 7/16	8 1/4	8 3/8
DM	8 3/8	8 5/8	9 3/16	9 5/16	9 3/16	9 5/16	9 1/4	9 3/8
Florin	8 15/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4
F.B.(100)	9 3/8	9 5/8	9 3/8	9 5/8	9 1/2	9 3/4	9 3/4	10
F.S.	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 7/8	8 5/8	8 3/4
L(1 000)	11 1/4	12 1/4	12 3/8	12 7/8	12 1/4	12 3/4	12 1/4	12 3/4
£	14 1/16	14 5/16	14 1/16	14 3/16	13 3/4	13 7/8	13	13 1/8
Franç.	9 3/4	10	9 13/16	9 15/16	9 15/16	10 1/16	10 3/16	10 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 DECEMBRE

Cours relevés à 13 h 49

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV (sélection) 5/12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/12	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 058	5 054	....	....
Ecu	6 963	6 970	....	....
Allemagne (100 dm)	338 510	339 070	....	....
Belgique (100 F)	16 356	16 372	....	....
Pays-Bas (100 fl)	300 110	300 600	....	....
Italie (1000 lires)	4 501	4 501	....	....
Danemark (100 krd)	88 040	88 080	....	....
Gde-Bretagne (1 L)	9 787	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	3 270	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	396 620	....	....	....
Suède (100 krs)	90 150	....	....	....
Norvège (100 k)	86 420	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 137	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 298	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 838	....	....	....
Canada (1 $ can)	4 350	....	....	....
Japon (100 yens)	3 775	....	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/12
Or fin (kilo en barre)	61650	61400
Or fin (en lingot)	61800	60900
Napoléon (20fr)	391	386
Pièce Fr (10 f)	420	440
Pièce Suisse (20 f)	421	419
Pièce Latine (20 f)	354	358
Souverain	485	466
Pièce 20 dollars	2190	2150
Pièce 10 dollars	1195	1247 50
Pièce 5 dollars	750	730
Pièce 50 pesos	2340	2320
Pièce 10 florins	377	372

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Au 1er janvier

Les retraites augmenteront de 1,7 %

Le gouvernement déposera jeudi 6 décembre un amendement au projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) qui revalorisera de 1,7 % au 1er janvier les retraites servies par la Sécurité sociale. Cette décision a été acquise jeudi matin lors d'une réunion entre le gouvernement et des représentants du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Le réajustement de 1,7 % est provisionnel et sera complété par une autre revalorisation, au 1er juillet pour tenir compte d'une hausse des prix que le projet de loi de finances évalue à 2,8 % en 1991. Le niveau de cette seconde étape sera lié à l'avancement des discussions entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux destinées à déterminer, lors d'un « Grenelle » des retraites, une réforme des modalités de calcul des pensions.

La perte de pouvoir d'achat des retraites en 1990 est évaluée à 0,7 % (si l'on exclut l'effet-report de 1989). Début 1991, les retraités imposables devront acquitter la contribution sociale généralisée au taux de 1,1 %

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 décembre 1990 a été tiré à 520 078 exemplaires.

Volés en 1985 au musée Marmottan

Neuf chefs-d'œuvre impressionnistes ont été retrouvés en Corse

Neuf toiles de maîtres impressionnistes, qui avaient été volées le 27 octobre 1985 au musée Marmottan de Paris, ont été retrouvées mardi 4 décembre par les policiers de l'Office central pour la répression des vols d'œuvres et d'objets d'art, à Porto-Vecchio, en Corse-du-Sud. Parmi ces œuvres figure le célèbre *Impression, soleil levant* de Claude Monet, une toile qui a donné son nom au mouvement impressionniste.

Les toiles ont été retrouvées dans un appartement vide de Porto-Vecchio. Certaines seraient endommagées. Les enquêteurs ont été conduits à cet appartement après avoir découvert, la veille, dans un appentis appartenant à un serveur de bar sans emploi, des photos des tableaux de Marmottan. Interpellé le 4 décembre, ce barman, Donatien Comiti, trente ans, aurait révélé l'endroit où étaient cachés les tableaux. Sur les sept personnes placées en garde à vue dans le cours de l'affaire, la plupart auraient été rapidement relâchées.

Outre *Impression, soleil levant*, quatre autres toiles de Monet, deux Renoir, un Berthe Morisot et un Narusé avaient été volés au musée Marmottan le dimanche 27 octobre 1985. La valeur globale de l'ensemble des toiles (1), difficilement estimable, avait été en tout état de cause chiffrée à plus de 100 millions de francs. Les voleurs avaient agi en plein jour, profitant de ce que le système d'alarme n'était branché que pendant les heures de fermeture du musée. Sous la menace de leurs armes, ils avaient enfermé la quarantaine de visiteurs présents et les gardiens, avant de se précipiter au sous-sol et de retirer les Monet de leur cadre.

Implication japonaise

Le commissaire Mireille Balestrazzi et les policiers de l'Office de répression des vols d'œuvres d'art ont abouti mardi après cinq ans d'une enquête d'abord orientée vers l'organisation japonaise du crime, les Yakusa. C'est au Japon, en effet, qu'avaient été retrouvés en octobre 1987 trois tableaux de Corot volés en 1984 au musée de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or). Cette découverte avait révélé l'existence d'un réseau international de trafiquants d'œuvres d'art, aboutissant chez des collectionneurs japonais de bonne foi.

En 1988 déjà, les ramifications de cette piste japonaise avec le milieu corse avaient été évoquées (*le Monde* du 11 août 1988). C'est finalement après avoir patiemment exploité les écoutes téléphoniques faisant état de multiples conversations entre le Japon et la Corse que les enquêteurs sont parvenus à la découverte des tableaux. Ceux-ci devaient être transférés jeudi au siège de l'Office à Nanterre. Il reste encore aux policiers à déterminer si des membres du milieu corse ont agi seulement comme receleurs ou s'ils ont été commandités pour ce vol sans précédent, afin d'en tirer rançon, et par quelle organisation ils ont pu l'être.

(1) En dehors de *Impression, soleil levant*, les toiles volées étaient : quatre Monet - *Camille Monet et sa cousine sur la plage de Trouville* (1870), *Portrait de Jean Monet*, *Portrait de Poly, pêcheur à Belle-Ile*, *Champ de tulipes en Hollande* (1886) ; deux Renoir - *Baigneuse assise sur un rocher* (1882) et *Portrait de Monet* ; un Berthe Morisot, *la Femme à l'éventail*, et un *Portrait de Monet* de Narusé.

Impression, soleil levant

C'est en 1874, dans l'atelier du photographe Nadar, boulevard des Capucines, que se tint la première exposition collective d'un groupe de jeunes peintres parmi lesquels se signalaient les noms de Renoir, Degas, Pissarro et Monet. L'une des toiles les plus remarquées était signée de ce dernier. Peinte un an auparavant, c'était une vue du port du Havre au petit matin. Elle reçut de son auteur le nom d'*Impression, soleil levant*. L'artiste y mettait au point sa logique de l'observation de la nature en plein air qui fonde l'impressionnisme. Le mouvement tira d'ailleurs son nom de cette œuvre dont la nouveauté frappa les visiteurs.

Impression, soleil levant fut acquise en 1878, pour une somme modeste – 210 F – par le docteur de Bellio et entra au Musée Marmottan avec un ensemble important de toiles impressionnistes, qui figuraient dans la donation De Bellio-Donop de Monchy. Le musée, qui dépend de l'Académie des beaux-arts, a reçu, par la suite, l'exceptionnelle donation Michel Monet, le fils du peintre. Il s'est encore enrichi, dans le domaine de l'impressionnisme, de la donation Duhem, en 1987.

E. de R.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Qu'ils la bouclent !

CE matin, il faisait froid, il faisait nuit, et c'est pas le métro que j'ai pris, c'est un taxi. Direction Falguière. Alors lui : Attachez votre ceinture ! Et moi : Non, mais ça va pas ! Sorti des plantes en pot alignées sous les fenêtres de mon Mimi, à cette heure-ci, il y a pas un flic dans le quartier. De toute façon, si on est arrêtés, c'est moi qui y serai de mon argent. – Et moi, de mon temps ! Ou vous la bouclez ou vous dégagez. Je l'ai bouclée. Plus un mot pendant tout le trajet. J'ai ma fierté.

A peine déversée dans mon bocal, je mets la Cinq, et qu'est-ce que je vois, j'en aurais avalé ma télécommande de stupeur indignée, la cour de l'Elysée, hier, à la sortie du conseil des ministres. Les limousines de nos princes sont avancées. Jospin s'engouffre à l'arrière : Ma ceinture ? Non... Enfin, oui, peut-être, mais ça me pose un problème. Un problème culturel *(sic)*. Chevènement, lui, s'attache devant les photographes et se détache devant les gardiens de la paix postés à l'entrée de la cour. Soisson, Decaux et Baylet ne font même pas semblant : Les harnais, c'est bon pour les baudets, pas pour les pur-sang. Et Lalonde, dégagé : Ça vous regarde d'autant moins que les vitres de ma voiture sont teintées.

Furibarde, je dégringole au service politique : Vous avez vu un peu ?

– Oui, et après ? Les vitres teintées, ça remonte à Louis XIV, qui circulait en carrosse, rideaux tirés sur ses frasques. Eux, c'est pour s'abriter des regards, pas des balles. Remarque, comme ils roulent à 150 à l'heure entourés de motards, sirènes hurlantes, dans des rues entièrement dégagées, ils risquent ni de se cogner le nez sur le dos de leur chauffeur ni de se faire mater par un passant voyeur.

– Et vous trouvez ça normal ?

– Tout à fait ! La seule chose surprenante, ce serait que le nouveau ministre des banlieues sinistrées – ils sont déjà quarante-neuf, ça arrondira à cinquante – aille s'installer à La Courneuve ou à Vaulx-en-Velin, vu que le patron de l'intégration trône avenue Foch.

– Là, rien à dire ! Comme lui, ce qu'il intègre, c'est les bonnes portugaises et les travelos brésiliens, faut bien qu'il soit sur le terrain.

Les suites d'une expertise balistique sur des têtes de cadavres

Des journalistes et des médecins sont condamnés pour avoir diffamé un magistrat nantais

Huit personnes, journalistes, directeurs de quotidien et médecins, ont été condamnées, mercredi 5 décembre, par le tribunal de grande instance d'Angers (Maine-et-Loire) pour avoir diffamé un juge d'instruction nantais, M. Gilles Dubigeon. Ce magistrat, à des fins d'expertise balistique, avait, dans le cadre d'une enquête, fait procéder, le 30 décembre 1987, à des tirs sur cinq têtes humaines prélevées sur des cadavres confiés au laboratoire d'anatomie de la faculté de médecine de Nantes.

L'initiative de M. Gilles Dubigeon n'avait été révélée que dix mois après les faits par un article de M. Jean Gautier, journaliste à *Ouest-France* (*le Monde* du 16 octobre 1988). Tous les médias s'emparaient alors de cette affaire qui provoquait aussi des réactions indignées aux plans local et national dans les milieux médicaux et judiciaires. Des mots très durs étaient prononcés contre M. Gilles Dubigeon. Cette expérimentation avait été qualifiée de *« choquante »*, *« scandaleuse »* ou de *« délirante »* par les commentateurs.

Le premier juge d'instruction nantais, s'estimant atteint dans son honnêteté professionnelle et dans son honneur, contre-attaquait en portant plainte contre X... pour diffamation et complicité de diffamation. Après plusieurs décisions de non-lieu, onze personnes, six directeurs de publication et journalistes, trois avocats et deux professeurs de médecine, avaient été finalement appelées à comparaître, mercredi 7 novembre, devant le tribunal correctionnel d'Angers, présidé par *M. Jean-François Delcan*.

Parmi les personnes poursuivies, Christine Ockrent, journaliste à Antenne 2, Jean Gautier, journaliste à *Ouest-France*, les directeurs de publication de *Ouest-France*, de *France-Soir*, de *Presse-Océan* et de *l'Eclair* ainsi que les professeurs nantais Jean-Yves Barbin et Marc Lerat ont été condamnés, mercredi *5 décembre, à un total de 100 000 F* de dommages et intérêts et à 40 000 F d'amende, pour diffamation ou complicité. Les quotidiens devront publier le jugement dans leurs éditions distribuées sur Nantes.

Les trois avocats également poursuivis par le juge Gilles Dubigeon pour leurs déclarations sur ses méthodes ont été, eux relaxés.

Le tribunal a estimé, dans ses attendus, que *« la recherche de la vérité est une fonction aussi nécessaire que la recherche médicale, notamment en ce qu'elle peut permettre la mise hors d'état de nuire d'un meurtrier, avant qu'il ne supprime d'autres vies humaines »*. *« Le juge d'instruction tient le pouvoir de procéder, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utile à la manifestation de la vérité »*, a également précisé le tribunal.

Lors de l'audience, le 7 novembre, M. Dubigeon avait réclamé plus de 7 millions de francs de dommages et intérêts, dont 3 millions à *Ouest-France*, qui avait révélé l'affaire, et 2,6 millions à *France-Soir*. La défense avait plaidé la relaxe.

Un dossier fiscal concernant le maire de Toul est transmis à la chambre d'accusation de Colmar

NANCY

de notre correspondante

La chambre criminelle de la Cour de cassation vient de confier à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar l'instruction d'un dossier concernant M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul (Meurthe-et-Moselle). Il y a quelques semaines, M. André Gusaï, entrepreneur toulois et point central de l'affaire des fausses factures de Nancy, était entendu par le juge Gilbert Thiel pour une affaire de fraude fiscale liée au dossier des fausses factures.

Le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle avait, en effet, déposé une plainte contre M. Gusaï pour non-paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu.

Lors de son audition chez le magistrat instructeur, M. André Gusaï avait « lâché » le nom du maire de Toul, affirmant que ce dernier avait perçu des versements provenant de fausses factures. Et il produisait des reçus signés de la main de M. Gossot. Immédiatement, le juge Thiel suspendait la procédure et conformément à la loi – M. Gossot est officier de police judiciaire et bénéficie du privilège de juridiction –, il transmettait le dossier au parquet qui, à son tour, l'envoyait à la Cour de cassation.

Les magistrats de la chambre criminelle ont décidé de confier l'instruction de cette affaire fiscale à la juridiction qui a la charge du volet pénal de l'affaire des fausses factures de Nancy : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar.

MONIQUE RAUX

□ **ITALIE : un avion militaire s'écrase sur une école, 5 morts.** – Un avion militaire s'est écrasé, jeudi 6 décembre, sur une école, à Bologne, en Italie. Au moins cinq personnes ont été tuées et quatre-vingts autres blessées. Un porte-parole du cabinet du préfet de Bologne a précisé que, parmi les victimes, figuraient de nombreux adolescents, élèves de l'établissement, le lycée technique Gaetano Salvemini, dans le quartier de Casalecchio di Reno, dans les faubourgs ouest de la ville.

PANAMA : évadé de prison

L'ancien chef de la police s'est rendu

L'équipée de l'ancien chef de la police, Eduardo Herrera, échappé la nuit précédente de prison, s'est achevée mercredi 5 décembre, à Panama, avec sa capture par les troupes américaines. Une vingtaine des partisans qui s'étaient réfugiés avec lui dans le quartier général de la police ont également été arrêtés. Le colonel Herrera s'était échappé en hélicoptère dans la nuit de mardi à mercredi de la prison de haute sécurité située sur l'île de Naos, dans le Pacifique, où il était enfermé depuis le 23 octobre, le gouvernement l'ayant accusé d'avoir fomenté un complot, ce qu'il a toujours nié. Agé de quarante-sept ans, ce colonel avait servi dans les forces de défense du général Noriega, avant d'entrer en dissidence et d'être envoyé en Israël pour occuper un poste diplomatique. Après l'intervention américaine de décembre 1989 et la chute du général Noriega, il avait été nommé à la tête de la police par le nouveau gouvernement de M. Guillermo Endara, poste qu'il avait perdu en août.

Après son évasion, il semble avoir tenté de soulever l'ensemble de la police nationale. Se défendant de vouloir renverser le gouvernement, il a déclaré lutter pour la *« dignité »* de la police et en faveur de ses revendications matérielles. – *(AFP, AP.)*

Des civils israéliens ont été blessés par balles près de Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'armée israélienne a renforcé son déploiement dans les territoires occupés au lendemain d'une série d'attaques à l'arme à feu en Cisjordanie et à la veille des manifestations attendues à l'occasion du troisième anniversaire de l'Intifada.

La journée du mercredi 5 décembre a pris un aspect relativement inhabituel lorsque deux véhicules israéliens ont essuyé des coups de feu dans la région de Ramallah (au nord de Jérusalem). Cela s'est passé à la nuit tombante, près du camp de réfugiés de Jelazoun : les premiers tirs, une dizaine de balles, ont touché un bus de colons, blessant trois personnes. La deuxième salve a atteint une voiture civile israélienne mais sans faire de victime.

En trois ans d'Intifada, les territoires occupés ont été le théâtre d'une centaine d'attaques à l'arme à feu ou d'attentats à l'explosif, mais les cibles étaient presque toutes militaires. L'armée en avait régulièrement conclu que la stratégie des Palestiniens - et notamment de l'OLP - n'avait pas changé et qu'il s'agissait toujours de limiter l'essentiel de la lutte aux pierres, coktails molotov et couteaux.

Cette fois, plusieurs responsables évoquent la possibilité d'un tournant stratégique. A la veille du troisième anniversaire de l'Intifada, le 9 décembre, le 65e communiqué de la Direction unifiée - l'OLP – appelle, en effet, à une escalade de la lutte *« par tous les moyens possibles »*. La formule est suffisamment vague pour laisser entendre qu'il peut s'agir d'un appel à « sortir les fusils ».

Al. Fr.

BULGARIE

Un accord serait intervenu sur la formation d'un gouvernement d'union et de transition

Les partis politiques bulgares se sont entendus pour partager le pouvoir au sein d'un gouvernement d'union et de transition, jusqu'à la tenue d'élections législatives, a annoncé mercredi 5 décembre un vice-président de l'Assemblée nationale.

M. Glouchkov, membre du parti de l'Union agrarienne, a déclaré que le Parti socialiste, majoritaire au Parlement, et l'Union des forces démocratiques (UFD, opposition) détiendraient chacun quatre portefeuilles clés au sein du futur gouvernement.

Selon la radio bulgare, trois autres postes ministériels iront à l'Union agrarienne. Un premier ministre neutre, n'appartenant pas aux grands partis, sera assisté de trois vice-premiers ministres, membres chacun de l'un des trois grands partis : Parti socialiste, UFD, Union agrarienne.

La radio a déclaré que M. Guinio Ganev, autre vice-président de l'Assemblée nationale, serait nommé premier ministre. Mais celui-ci a démenti à Reuter vouloir occuper cette fonction.

Par ailleurs, l'agence BTA rapporte que cinq anciens collaborateurs de M. Todor Jivkov, le numéro un communiste écarté du pouvoir en novembre 1989, font l'objet d'enquêtes parce qu'ils sont soupçonnés d'avoir dépensé des millions de dollars à des projets dénués de toute utilité. – *(Reuter.)*